187 3

ns

sur qui

ement

fs de

rs du

:res.

teres

vail, té de !hili, J du

ième :hré-

pour

oses i l'a

ven-nié

stre

245

ive,

VCC

### Une coalition fragile à Rome

Les commentaires ne sont jamais optimistes, en Italie, su lendemain de la formation d'un nouveau gouvernement, et pour cause : celui qui devait prêter surment le mer-credi 29 juillet est le quaranteseptième de l'après-guerre. Si les Italiens, après trois ans et demi de gouvernement Craxi, avaient fini par oublier ce qu'est le jeu de l'instabilité gouvernementale, les polémiques débri-dées auxquelles s'est livrée depuis le début du printemps la classe politique, le leur ont bien remis en mémoire.

Pas átonnant dès lors que de nombreux commentateurs n'attribuent du'à la forte chaleur qui accable Rome, la relative rapidité avec laquelle M. Goria a ráussi à former son gouvernement (enfin les vecences!). Pas étonnant non plus qu'ils aient pour la plupart la bonté de prédire à cette équipe une durée de vie maximum de neuf mois.

Est-ce à dire que rien ne Pas vraiment. D'abord parce qu'à côté des vétérans, des hommes rompus depuis des décennies aux arcanes de la politique itaienne, comme M. Andreatti et M. Fanfani, des hommes d'un style nouveau émergent ou affirment leur pouvoir, dans les rangs socialistes et démocrateschrétiens, à commencer par M. Goria kui-même. Cekui qui, à quarante-quatre ans, devient le de la République italienne, incarne cette génération nou-velle de technocrates et de granda commis de l'Etat, moins dépendants d'un clan ou de soutiens locaux, moins tournée vers

M. Gorie, produit de ce qu'on a appelé cle renouveau » de la démocratie chrétienne, est l'homme qui, à la tite du ministère du Trésor, a accompagné le spectaculaire essor économique de ce pays depuis 1982, et qui sut le faire en collaboration avec le socialiste Craxi. Ajoutons, contre ceux qui déplorent le retour à l'instabilité, que la coalition à. cinq partis formés en 1982 est maintenue et que certaine ministères - les affaires étrangères, l'agriculture, le santé - restent entre les mêmes mains depuis cette date.

The Control of the Co

Control of the contro

(27) かかか キャー・シャー・シェインを示。

The second secon

Section 1997 and the section of the

المالية المعاول في أواليا المالية المعاول المالية المعاول المالية المعاول المالية المعاول المالية المعاول المالية المعاول المالية المعا

Manager -

١٧٠ - سد - بيدادوقار ويوا

المراجعة ا المراجعة ال

- Lancisco

---

- ...

April & Section 1

il n'en reste pes moins que cette allience à cinq sort fragilisée de cinq mois de crise.

Les écueils ne tarderont pes à se présenter. Si l'on s'attend à un accord sur le budget 1988, la polémique opposant D.C. et P.S. sur l'énergie nucléaire, qui fut l'une das raisons de la crise, n'a pas, été véritablement réglée. Les difficultés risquent de surgir à l'automne, lorsqu'il s'agira de mettre au point les détails du référendum que M. Goria s'est engagé à organiser, car le com-promis qui a permis le constitution de ce gouvernement n'est dénué d'arrière-pensées ni chez les socialistes ni chez les démocrates-chrétiens.

La tâche de M. Goria est d'autant plus mai aisée que son parti est loin d'être soudé. Les règlements de comptes semblent se préparer pour le prochain congrès (su printemps 1988). Ils visent le secrétaire général, M. De Mits, mais le chef du gouvernement pourrait en faire les frais. Le Parti socialisto, d'autre part, s'il a perdu la présidence du conseil. a gagné la vice-présidence et le ministère du Trésor. M. Amato sera à ce poste l'instrument de M. Bettino Craxi, qui apparaît de plus en plus comme le véritable leader de tous les partis se réclamant de la gauche, hormis les communistes. Quand bien même serait-on revenu au temps des gouvernements éphémères, ca qui fut pendant quarante ans le corollaire de l'instabilité, à savoir l'hégémonie de la démocratie chrétienne, est bel et bien fini.

La tentative de règlement du conflit tamoul

# Violentes émeutes à Sri-Lanka pour la visite de M. Gandhi

Tandis que M. Gandhi s'apprétait, le mercredi 29 juillet, à signer l'accord conclu avec Sri-Lanka sur le conflit tamoul, de nombreuses et violentes manifestations de cinghalais hostiles à ce compromis ont eu lieu dans la capitale et dans plusieurs villes de province. Les autorités ont imposé un couvre-feu dans tout le pays et les forces de l'ordre ont ouvert le seu sur les émeutiers.

Les forces de l'ordre srilankaises out ouvert le feu à plusieurs reprises à Colombo, le mercredi 29 juillet, pour disperser des manifestants cinghalais hostiles à l'accord conchi avec New-Delhi, an moment où le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, s'apprêtait à le signer avec le président Junius Jaywardene, M. Gandhi était arrivé dans la matinée pour une visite de trente-six heures, qui se déroule dans une tension extrême après une journée d'émentes, mardi dans le centreville, et dont le dernier bilan officiel s'élève à vingt-deux morts et cent cinquante blessés. Les autorités out étendu à tout le pays et pour une durée illimitée un couvre-feu initialement imposé dans le district de la capitale. En milieu de journée, on signalait des affrontements qui ont fait plu-

sieurs morts dans plusieurs quartiers périphériques de Colombo et au campus universitaire. Alors que les Tamouls vivant dans la capitale de l'ancienne Ceylan avaient été épargnés par les Cinghalais la veille, plusieurs échoppes tenues par eux ont été brûlées mercredi matin. Des manifestants ont tenté de bloquer la route de l'aéroport, d'où le premier ministre indien a gagné le centre-ville par hélicoptère. Des scènes de violence ont également eu lieu dans plusieurs autres villes de l'île, sans qu'on en connaisse sur le moment le bilan. Comme la veille, on signalait la présence, permi les manifestants, de nombreux bonzes bouddhistes cingha-

{Lire page 6 l'article de PATRICE CLAUDE.)

#### Etape vers une privatisation?

# Le gouvernement prépare un nouveau statut pour Renault

Le gouvernement de M. Chirac envisage de procéder à une dotation en capital d'une dizaine de milliards de francs en faveur de Renault grâce aux recettes abondantes tirées des privatisations. Cet apport permettrait d'allèger le bilan du groupe automobile et s'accompagnerait d'un changement de statut. Renault perdrait sa spécificité de régie pour devenir une entreprise comme les autres.

Pour le gouvernement de M. Chirac, qui les a engagées à tour de bras, les privatisations sont un succès politique. Elles lui procurent des recettes bien supérieures à ce qui était initialement prévu. D'où une marge de manœuvre non négligeable, qui pourrait bientôt trouver un bénéficiaire : Renault. Une - superdotation . en capital d'une dizaine de milliards de francs permettrait d'engager la Régie dans la voie de la normalisation de son statut.

Renault, une entreprise comme les autres ? L'idée fait son chemin et pourrait prendre corps à l'automne, alors que le plan de redressement commence à porter ses fruits dans les comptes de la Régie. Mais, une fois la décision prise, restera à franchir au moins trois obstacles : l'attitude inquisitoriale de Bruxelles, l'hostilité du

concurrent national, le groupe Pengeot, et surtout le risque de relâchement des efforts d'un constructeur dont le rétablissement n'est pas encore achevé.

- Je fais ma part, vous faites la

vôtre - : schématiquement, le dialogue entre les derniers patrons de Renault - Georges Besse, puis Raymond Lévy - et leurs autorités de tutelle était simple. A eux de redresser le compte d'exploitation de la Régie, à l'Etat d'être au rendez-vous de ce redressement et de faire son devoir d'actionnaire. M. Madelin, ministre de l'industrie, en avait donné l'assurance à Georges Besse il y a un an, alors que celui-ci prévoyait une amélioration de la situation du groupe automobile pour la fin de 1987.

CLAIRE BLANDIN. (Lire la suite page 19.)

### Le « Clemenceau » et son escorte ont recu l'ordre d'appareiller

Le groupe aéronaval de la Méditerranée va gagner la mer d'Oman. PAGE 4

#### Le dialogue sur le désarmement

Washington a accepté officiellement l'option « double zéro globale » proposée par M. Gorbatchev. PAGE 6

#### Concordances des temps

La privatisation des allumettes. PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 22

L'ENQUETE: la ratification du traité concernant le tunnel sous la Manche

# Le pas de Calais à pied sec

M. François Mitterrand fait. devalent échanger, le mercredi 29 juillet à l'Elysée, les instruments de ratification du traité portant sur la liaison transmanche, c'est-à-dire le tunnel sous la Manche; donnant ainsi le coup d'envoi d'un des plus grands

sur toutes les lèvres à Londres quand le brouillard empêche les avions de prendre l'air et les bateaux d'appareiller entre la Grande-Bretagne et l' « Europe » n'aura plus cours. En 1993, un Hen fixe sura vaincu cette insularité dans laquelle André Siegfried voyait le premier et principal caractère de nos voisins d'outre-Manche, L'académicien ajoutait à l'adresse de ses étudiants de Sciences-Po : « Mesdames et Messieurs; maintenant vous en savez autant-que moi. - Toutes les connaissances de base seront donc à revoir quand les voyageurs ne mettront plus que trois heures pour se rendre en TGV du centre de Paris au cœur de Londres, au lien de six houres par batean. Sans mal de mer et à pied sec.

Chats échandés craignant l'eau froide - vingt-sept projets ont été recensés depuis 1802, - les Français n'ont cessé de se demander si le traité signé dans la cathédrale de Canterbury, le 12 février 1986, serait mis en œuvre.

L'incertitude ne venait pas de la France, où les trois quarts des personnes interrogées estiment qu'un lien fixe avec le Royaume-Uni serait une bonne chose. C'est le Comité de défense impériale qui s'était opposé, pendant des lustres, à la construction d'un pont ou d'un tunnel. C'est un cabinet travailliste qui arrêta, en 1975, le chantier pour cause de pénurie budgétaire.

Aujourd'hui, les risques politiques sont pratiquement inexis-tants: M= Thatcher s'est succédé à cile-même en juin, et le gouvernement Chirac a repris à son compte le projet de tunnel mis au point par le gouvernement socia-liste de M. Fabius. Les risques rétienne, est bel et bien fini.

(Lire page 3 l'article
de JEAN-PIÈRRE CLERC.)

diplomatiques sont nuls : pour la première fois, un traité franco-britannique concernant le tunnel

Margaret Phatcher et est définitif et juridiquement parpean Ferries et Sealink-British Les aléas techniques demeu-

rent modérés; en effet, la craie bleue sous-marine dans laquelle sera percé l'ouvrage ne présente pas d'inconvénients majeurs. Il s'agit d'une roche imperméable particulièrement facile à forer. On connaît précisément les endroits, situés du côté français, « Le continent est isolé. » Cette où des failles géologiques obligeboutade très britannique qui est ront à se prémunir contre des Herald-of-Free-Enterprise, qui a infiltrations d'eau.

> que les armateurs de ferries ont brandis pour décourager les investisseurs potentiels. P and O Euro-

> > MANUEL VALUEL MUNIALISAN
> > LES OISEAUX
> > DE BANGKOK

Ferries ont annoncé qu'ils mettraient en service, avant 1993, des bateaux géants de 2 300 passagers contre 1 500 aujourd'hui.

Avec des traversées d'une durée inférieure à une heure et des tarifs cassés, ces exploitants prédisaient qu'ils couleraient financièrement le tunnel. Mais c'est un ferry de la compagnie P, and O, ex-lownsend I horesen, k coulé le 6 mars 1987, devant Zeebrugge, provoquant la mort d'au Restent les aléas commerciaux, moins 188 personnes.

> ALAIN FAUJAS. (Lire la suite page 17.)

### L'enquête sur les attentats de Paris La Suisse expulse un Libanais



Lire nos informations page 22.

Les aiguilleurs du ciel et le Conseil constitutionnel

# Continuité du service public

Le Couseil constitutionnel a, le mardi 28 juillet, déclaré non conforme à la Constitution, dans l'article 89 de la loi portant diverses mesures d'ordre social, l'extension généralisée à tous les agents chargés de la gestion d'un service public de la retenue mininum d'un treptième du traitement en cas de grève courte. Sont donc senis concernés les personnels de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif. Dans l'immédiat, la règle s'appliquera dès promulgation de la loi aux contrôleurs aériens en grève

M. Jacques Chirac n'a pas de vision équitable et moderne de chance. Plus exactement il subit. l'exercice du droit de grève dans quelques-uns des malheurs qu'une ces secteurs. action gouvernementale, ballottée entre les aléas du mouvement brownien et le disparate d'intentions contradictoires, attire nécessairement de temps à autre sur ses responsables.

C'est la principale leçon de la décision complexe dégagée d'un terrain législatif, quelque peu marécageux, par le Conseil consti-tutionnel. En demeurera-t-il d'autres lorsqu'auront été oubliées la décision et même les circonstances qui la rendirent pos-

Mais l'heure de cette amnésie ne doit pas sonner trop tôt. Tout s'y oppose : un long et problématique conflit encore en cours -celui des personnels de la naviga-tion aérienne, - la très possible reproduction de grèves plus ou moins courtes et répétitives aussi gênantes dans des services publics importants, ou vitaux, pour l'activité nationale, et enfin la réflexion d'avenir qui s'impose sur une

Cette dernière préoccupation, apparemment, a échappé au premier ministre, à ses conseillers en matière sociale.

MICHEL KAJMAN. (Lire la suite de PIERRE SERVENT page 18.)

#### Le Monde ARTS ET SPECTACLES

■ Le bilan du 41° Festival d'Avignon. II Les 18th Rencontres internationales de la

grandes reprises cinématographiques de l'été. Pages 9 à 11

photo d'Arles. E Les

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER: Algérie, 3 DA: Marco, 4.20 dir.: Tuniele, 525 m.; Alternagne, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.: Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Denement, 9 kr.; Espagne, 145 pes.; G.-B., 55 p.; Reile, 1 700 L.; Libye, 0,400 DL: Librenbourg, 30 fr.; Norvège, 10,50 kr.; Pays-Bas, 2 fl.; Portugal, 110 esc.; Sénégel, 335 F CFA; Suède, 11,50 cs.; Suèse, 1,60 fl.; USA, 1,50 S; USA (West Coast), 1,76 S.

MAN SEUIL



# Concordances des temps

Chroniques sur l'actualité du passé

# La privatisation des allumettes

Les allumettes sont-elles un matériel stratégique qu'il ne faudrait pas livrer au privé ? Non pas. Mais « gardons ialousement cette partie de notre patrimoine national! Restons les maîtres chez nous! » Surtout contre cet Ivar Kreuger, un Suédois que Blum qualifia de « Napoléon des allumettes ». Poincaré, par deux fois, tenta la privatisation. Sans succès.

par Jean-Noël Jeanneney

LA privatisation en cours des entre-prises publiques on cherche en vain, en France, des précédents marquants. Et l'inefficacité même de la quête est éclairante. Tout se passe comme si un phénomène de cliquet avait toujours empêché jusqu'à présent un retour en arrière, une fois l'Etat installé dans l'entreprise.

Parfois, pourtant, les pouvoirs publics, timidement, songèrent à se dégager. Et la rareté saisant le prix des choses, le cas oublié du monopole des allumettes prend un relief inattendu. Son retour au privé fut proposé au Parlement à deux reprises, en 1924 et en 1927, par la volonté persé vérante de Raymond Poincaré, chef du gouvernement - chaque fois en vain.

L'intérêt en est d'autant plus vif que le caractère vraiment menu de l'enjeu à l'échelle de la nation ne fait que mieux dénuder l'affrontement de deux philosophies politiques. Plus Poincaré s'efforce d'écarter toute interprétation doctrinale de son choix (1), plus les querelles de principe - rationalité et émotion mêlées - en tirent de dynamisme : comme le montrent les débats de la Chambre et du Sénat, qui furent agités de soubresauts

A droite, quelque agacement qu'en ait conçu Poincaré, on brandit l'affaire comme le début prometteur d'un désengagement complet de l'État de toutes les activités débordant de son rôle traditionnel de justice, police, défense et diplomatie. Tandis qu'en face, à gauche, on se situe à la même hauteur théorique pour refuser de s'en tenir à la discussion concrète des arguments pratiques qui pouvaient militer en faveur du projet, et on en fait ouvertement une affaire de philosophie politique. A telle enseigne qu'en 1927 Poincaré dut consentir à ce qu'à l'aile gauche de son gouvernement les ministres Queuille et Painlevé votassent contre le projet du cabinet dont ils faisaient partie...

L'allumette chimique - un corps préparé pour donner du seu sans le concours d'une flamme extérieure - est d'invention récente, ne remontant qu'à la première moitié du dix-neuvième siècle : jusque-là, battre le briquet constituait le seul moyen pratique d'avoir du feu chez soi. L'industrie de l'allumette se développa en France à l'époque du Second Empire, et c'est Thiers qui décida, en juin 1871, de faire voter par l'Assemblée nationale la taxation spécifique des allumettes pour payer les dépenses de guerre. Mais, la dispersion de la fabrication espécible le payer les depenses de guerre. empêchait un bon rendement de l'impôt. Donc, pour l'améliorer, et toujours sous l'impulsion de Thiers, l'Assemblée vota le monopole en août 1872. Pendant plus de vingt ans, le système fonctionna selon le principe d'une concession publique à une compagnie fermière. Mais on jugea qu'il y avait encore, fiscalement, trop de pertes en ligne et, en 1889, l'Etat passa à l'exploitation directe, s'instituant à la fois industriel et commerçant, fabricant et marchand d'allumettes.

Ce système, en dépit de critiques récurrentes, se maintint cahin-caha jusqu'à la guerre. Mais à partir de 1919, soucis financiers et raisons doctrinales se conjuguèrent pour remettre l'affaire à l'ordre du jour (2).

E 22 mars 1924, dans le cadre des mesures de redressement financier destinées à combattre la crise du franc, le gouvernement Poincaré et son ministre des finances, Charles de Lasteyrie, firent voter par la Chambre et par le Sénat le principe de la suppression du monopole: l'industrie des allumettes doit être livrée au secteur privé, dont on affirme atten-dre efficacité accrue et taxes plus rentables. Mais les décrets d'application ne peuvent être pris : l'arrivée du cartel des auches au pouvoir, lors des élections du 11 mai 1924, fait provisoirement remiser l'idée. Obstiné, Poincaré, revenu deux ans plus tard au gouvernement, la reprend sous une autre forme au printemps 1927. Il s'agit cette fois d'affermer exclusivement le commerce des allumettes à une société dominée par l'industriel suédois Ivar Kreuger.

Poincaré en personne vient plaider son dossier à la tribune du Palais-Bourbon. Mais la majorité du 11 mai reforme ses rangs le temps d'un scrutin et l'aliénation

par 281 voix contre 243. On n'en reparlera plus. Un décret-loi de 1935 crée la SEITA, organisme d'Etat qui aujourd'hui encore continue d'avoir seul le droit de commercialiser les allumettes - désormais regroupées avec les tabacs.

D'emblée, en 1924 comme en 1927, l'élargissement du débat au-delà de la technique est irrépressible, soit que Las-teyrie et Poincaré se laissent entraîner eux-mêmes par leur plaidoyer, soit plutôt qu'ils se trouvent débordés sur leur droite par leur majorité, où les esprits doctrinaires ne comptent nullement laisser passer l'occasion de proclamer haut et fort leur philosophie de « l'Etat minimum ».

#### Le cheval de bataille du patronat

Il faut dire que l'Union des intérêts économiques, l'efficace groupe de pression et de propagande patronales créé par Ernest Billiet en 1909, et qui prend tout son poids politique et électoral dans les années 20 (on lui doit, en 1919, la fameuse affiche de « l'homme au couteau entre les dents » qui désigne le bolchevique à la détestation populaire), fait de la lutte contre les monopoles publics son premier cheval de bataille. L'UIE réclame, dans son programme, « l'aban-don par l'Etat des exploitations indus-trielles et commerciales qui ne sont pas de sa compétence, et où il s'avère d'ailleurs d'une notoire incapacité. » Et Billiet fait poser sur tous les murs de France d'immenses panneaux figurant l'Etat en pieuvre immonde qui enserre de ses tentacules une « société civile » terrorisée.

Ainsi se crée un climat. Ainsi la commission des réformes, que préside Louis Marin, député modéré de Meurthe-et-Moselle, propose, dans un rapport déposé en novembre 1923, l'abandon du monopole des allumettes (3).

E choix n'est pas maladroit, cette activité pouvant paraître bien excentrée par rapport aux tâches de service public. Y a-t-il, s'écrie Poincaré en 1927, dans la fabrication de ces petits bouts de bois, une attribution essentielle de l'Etat comme on peut le soutenir pour les postes, pour les téléphones, pour les téléphones, graphes et d'autres moyens de communication et de transport? (...) L'Etat ne vend pas des bougies, ni des plumes, ni des crayons, ni du papier à lettre. Il ne vend même pas [à l'époque...] la lumière électrique, qui fait cependant concur-rence aux allumettes (sourires).»

Dès lors, la controverse peut se déployer. Avec une résonance tout actuelle : la droite dénonce à qui mieux mieux l'inefficacité pratique du système. A ses yeux, l'Etat est par nature et fatalement un détestable entrepreneur. Ce que résume ce bref dialogue à la Chambre. A un moment où Fernand Buisson, socialiste, explique pour désarmer les critiques adverses que les allumettes ache-tées au-dehors, en particulier en Suède, sont mélées indistinctement aux françaises dans les boîtes, il s'écrie : . Dès lors, comment faire la distinction entre les allumettes suédoises et les autres, puisqu'elles sont revêtues de la même bande de garantie de l'Etat? . Et s'attire à droite cette simple réplique de Gaston About (député modéré de Vesoul) : « En les allumant ! (On rit) », suivie de cette exclamation du baron Gérard, son collègue du Calvados:
« C'est très facile! Si elles prennent, elles sont étrangères ; si elles ne prennent pas, elles sont françaises! (Rires et mou-vements divers = (4).

Défile alors l'énumération des maux innombrables que comporterait une gestion fonctionnarisée : promotion à l'ancienneté, excluant toute récompense au mérite et décourageant l'initiative; abus des congés entraînant un sous-emploi des machines; chasse gardée dans tous les postes de direction pour les seuls polytechniciens, qu'on suppose endormis depuis le concours d'entrée à I'X; inconvénients financiers d'une annualité budgétaire et des contrôles tatillons, gabegie partout!

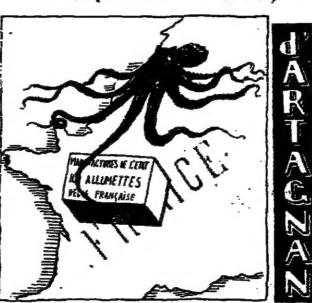
Il y a plus grave : au temps de la compagnie concessionnaire surtout - mais la situation s'est prolongée un certain temps

sous le régime de la gestion directe, - les conditions d'hygiène des fabrications étaient si déplorables que le maniement du phosphore blanc servant à la confection des allumettes causait aux ouvriers de terribles dommages corporels : une nécrose qui déformait leur visage et pro-voquait d'horribles mutilations à la mâchoire. Les responsables mirent du temps à s'en émouvoir. Il est probable que du côté du privé, dans l'état des mœurs de l'époque, on aurait trouvé plu-sieurs situations similaires, mais cela paraissait intolérable dans un secteur sous responsabilité nationale : si l'attaque est tellement efficace, c'est parce qu'elle affaiblit un argument central des orateurs de la gauche - l'argument social.

notre actualité même. Dans le vocabu-laire de l'époque, il s'agit de choisir entre le « désencombrement » de l'Etat et son « industrialisation » (8). La gauche choisit le second terme de l'alternative, persuadée qu'il est possible de mobiliser le dynamisme du privé au profit de la fabrication et de la commercialisation des allumettes, moyennant un assouplis-sement des structures, tout en les pliant au service non de profits privés, mais de l'intérêt général.

L'ombre de ces intérêts financiers, avides de s'emparer d'un secteur qui leur échappe pour des raisons historiques, voilà qui apporte un paissant renfort aux mot pompeux des folliculaires du temps, le « banquier des nations ». En s'ouvrant l'exclusivité du marché français, il aurait acquis probablement l'italien, et sa posi-tion en aurait été matériellement et symboliquement fort exhaussée. Son habileté a été de proposer personnellement à Poincaré, en 1926, su moment où le redressement du franc n'était pas encore achevé, un prêt au Trésor français égal à celui dont la banque américaine Morgan venait de ini refuser le renouvellement. Poincaré souhaite offrir une contrepartie (quitte à masquer un pen l'opération par la création d'une société écran d'apparence française). Et par R. Il prête le flanc à la critique la plus facile, mais qui n'est pas la moins pertinente. Le radical









Un exemple des critiques de la presse française contre les ambifions de l'ext Kreuger et, ci-desses, que cortexture de l'industriel suédois. (Tirê de M. Ivar Kreuger, le mi des allumettes, de R. Memerée, 1932, éd. « Les Documents politiques ».)

On se hâte donc, de ce côté-là de la Chambre, de rappeler que, depuis le début du siècle, « ce sont les ingénieurs français qui ont découvert (...) le sesqui-sulfure dont l'emploi a mis fin à cette maladie dangereuse. » (5).

#### Toute exploitation publique est par nature déficitaire »

Gaston Jèze, professeur de finances publiques à la faculté de droit de Paris, à l'époque l'un des plus notoires inspirateurs de la gauche radicale, situe bien la question dans un livre collectif destiné à nourrir les thèmes du Parti républicain pour la campagne législative de 1924 : « Toute exploitation publique à but social est, par nature et par volonté, défi-

Terrain glissant que ce refus de la logi-que économique. Car le départ n'est pas facile à faire entre les déficits découlant de tâches accomplies qui sont d'intérêt public, et que n'assurerait sûrement pas le ressort commercial (c'est la ligne de chemin de fer reliant Gap et Barcelon-nette opposée au Paris-Lyon), et, d'autre part, le gaspillage résultant d'une protec-tion excessive des personnels. Devant le péril, ceux-ci constituent un « cartel de défense du monsole » compressent les se du monopole » comprenant les employés et les ouvriers des manufac-tures et des magasins, les chefs d'atelier, les agents techniques des manufactures et les débitants de tabac, cartel qui multiplie au profit du statu quo les proclama-tions publiques et les pétitions auprès des parlementaires : Léon Jouhaux, secré-taire général de la CGT et lui-même ancien ouvrier allumettier, leur apporte un soutien chaleureux...

A contre-offensive de la gauche, pour L retrouver plus de confort, se porte ail-leurs. « Au lieu de supprimer les mono-poles, améliorez-les ! », s'écrie en 1924 André Paisant, député radical, et les élus de ce camp viennent broder les uns après les autres sur ce même thème. En somme, c'est la faute des gouvernants, en particu-lier ceux de droite depuis 1919, si on n'a pas toujours su insuffier dans cette activité un dynamisme suffisant. Et l'on se renforce des conclusions du rapport confié par Poincaré lui-même en février 1923 à une commission extraparlementaire, présidée par André Citroën, industriel déjà fameux de l'automobile - rap-port qui a conclu en novembre 1923, après des travaux approfondis, au main-tien du monopole dont il serait possible d'améliorer le fonctionnement (7).

adversaires de la privatisation. Une grande faiblesse du projet Lasteyrie-Poincaré, en 1924, tient à ce que chacun sait quel groupe privés apprête à prendre la place du monopole : ce groupe s'appelle France-Afrique, lié à Pechiney et dominé par l'industriel Jean-Coignet, ancien président de la chambre de commerce de Lyon, sénateur du Rhône, et qui d'ores et déjà se trouve être le fournisseur unique du sesquisulfure aux mamifactures de l'Etat. Ainsi oppose-t-on un monopole de fait au monopole d'Etat, et le secteur privé paraît-il dépouillé de l'avantage même de la concurrence...

En 1927, même jeu. Et l'effet de démonstration est encore accentué parce que l'acheteur potentiel est Kreuger; une personnalité mythique du capitalisme international (9).

On se souvient que, le 14 juillet 1986, François Mitterrand refusait de signer les ordonnances sur la privatisation, arguant surtout de l'insuffisante protection contre l'argent de l'étranger et de la nécessité de préserver « l'indépendance nationale ». En 1927, le même argument revient en litanie à la Chambre. Non sans grandiloquence parfois, s'agissant d'allu-mettes, par exemple quand le rapporteur général Louis de Chappedelaine conclut en ces termes sa philippique contre le projet Poincaré: « Gardons jalousement cette partie de notre patrimoine natio-nal | Restons les maîtres chez nous ! »

Il faut dire que la personnalité de Kreuger – surnommé un jour drôlement par Léon Blum, selon une formule qui fit mouche, le « Napoléon des allu-mettes » (10) – fournit une cible magni-fique aux plus acerbes critiques. En 1924, Kreuger était déjà dans l'ombre, probablement derrière France-Afrique. En 1927, il est à découvert.

ETONNANT personnage! Mi-escroc, mi-génie de la finance, la légende veut qu'il ait donné un essor nouveau à la petite fabrique héritée de sa famille en ne mettant que quarante-neuf allumettes dans la boîte de cinquante... Son succès le conduit jusqu'au point, dans les années 20, d'être présent dans une trentaine de pays et d'assurer, à partir de sa base suédoise, les trois quarts de la pro-duction mondiale. Il s'est fait, suivant le

Demain: anarchistes et terroristes

Louis-Jean Malvy, président de la commission des finances, et le socialiste Marius Moutet y insistent avec succès. Non seulement la dépendance à l'égard de l'étranger est inquiétante, mais le monopole une fois installé, le trust de Kreuger jouera de toute sa puissance de séduction louche, à Paris, auprès de la presse (que ses « distributeurs de publi-cité » out comblée de bienfaits des avant le débat, et l'on connaît « l'abominable vénslité » des journaux de l'époque). Et probablement ne ménagera-t-il pas ses probablement ne menagera-t-il pas ses efforts de séduction auprès des hommes politiques eux-mêmes. Ne deviendra-t-il pas ainsi un grave facteur de corrup-tion?... Ce que le député de droite Paul Chassaigne-Goyon traduit par cette exclamation (le thème permet tontes les facéties de potache, et on ne s'en prive sur aucun banc) : Les allumettes seront des torches incendiaires ! ». . .

Poincaré vécut assez longtemps pour connaître, deux ans avant sa mort, la chute d'Ivar Kreuger – qu'il définissait en 1927 comme « très honorable et profondément estimé en Suède », — la révélation de ses malversations et son suicide dramatique à Paris, en mars 1932. Proba-blement les regrets de Poincaré sur son échec perlementaire dans l'affaire des allumettes en furent-ils après coup dis-

(1) Lasteyrie, 20 février 1924, p. 884, Poincaré, 27 mai 1927, p. 717, et l'exposé des motifs du projet de 1927 : « Il n'engage ancene question de principe ».

m projet de 1927: - Il n'engage aucene question de principe...

(2) Cf. Jean Fidault, le Monopole des allumaties en France en 1924, thèse de doctorat, 1924, p. 47 eq. et Marcel Rives, le Monopole des allumaties en France, Paris, 1924, passim.

(3) Cf. Stéphane Rishs, Administration et organisation, 1910-1930, Paris, Besuchène, 1977, p. 176 sq.

(4) 20 lévrier 1924, J.O., p. 877.

(5) Victor Jean, député radical des Bouches-du-Rhône, 20 février 1924, J.O., p. 882. (6) La Politique républicaine, Paris, 1924, p. 269.

p. 269.

(7) Rapport de la commission chargés d'étudier les questions concernant l'organisation et le fonctionnement des monopoles des tahacs et allumettes, novembre 1921. Voir les interventions, notamment en 1927, de Georges Bonnet et de Moro-Giafferi, 9 juin 1927, p. 1773 et 1779.

(8) Cf. Stéphane Rials, op. cit., passim.

(9) Cf. R. Mennevée, M. Ivar Kreuger, le roi des allumettes, Paris, les Documents politiques, 1932. Manrico-Privat, Ivar Ereuger, Paris, 1932, et Robert Schapelen, Kreuger, Santus and Swindler, introduction de J.K. Galibraith, New-York, 1960.

. (10). « Allumettes et communisme, la double face de la réaction » , le Populaire, 4 juin 1927, in l'Œuvre de Léon Blum, tonce II. p. 415.



- 14 W one i vas 🍍 THE PERSON NAMED IN · 等 4度等

M. Todor J R décentralie in gasti, 🚧 📻

- --

SCHOOL SECTION 2

Property 2 of the same

umettes

The state of the s

State of the state of

The second was the second

**発表するとは、** 

The got

Livery of

Section 1

34. 4 may - 1

Mark State State

---

-

MAP ---

# Etranger

ITALIE: la coalition reconduite

### Trois jours de laborieuses tractations ont précédé la formation du nouveau gouvernement

ROME -

de notre correspondent Le président du conseil pressenti le démocrate-chrétien Giovann Gora, et ses vingt-neuf ministres devaient prêter serment mercredi 29 juillet au palais du Quirinal, siège de la présidence de la Républi-

C'est la inême coalition à cinq que celle qui s'était défaite le 3 mars dernier avec la démission du leader socialiste, M. Bettino Craxi, de la socialiste, M. nettino Crazi, de la présidence du gouvernement, qui a été reconduite : outre la DC et le PS, elle comprend les trois petits partis dits « la l'ques», républicain (PRI), social démocrate (PSDI) et libéral (PLI). Comme il est de mise en semblable circonstance, les trois dernières journées avaient été occupées par le jeu frénérique consu ici sous le nom de toto-ministro, on « pari sur les ministres », inspiré de son homologue fondé sur le calcio (football). Un obstacle de demière minute avait compliqué les choses : le PSDI s'estimait grugé dans la répartition des postes et menaçait de se tenir à l'écart. Un laborieux compromis a finalement permis de-

récomposer l'ex-« pentaparti ». Un principe avait été mis en avant dès le départ par M. Craxi et accepté par M. Ciriaco De Mita pour la Démocratie chrétienne : il y aurait autant de ministères pour le DC que pour les socialistes et lat-ques réunis dans ce quaranteseptième gouvernement de la Répu-blique – soit quinze contre quinze. Mais il existe en outre une pondération assez précise des différents ministères le Trésor vant évidemment beaucoup plus que les relations avec le Parlement, par exemple. De sorte que les discussions n'étaient pas closes avec l'approbation mitiale du principe de parité.

De plus, la Démocratie chrétienne est composée de courants officielle-ment abolis mais qui resurgissent avec force à l'occasion de négociations gouvernementales. Une certi-tude, en tout cas "le président du conseil, comme à l'accoutumée, a davantage compté les coups entre les partis qu'il il s'immehé.

La DC revient ainsi au palais Caigi, occupé pendant plus de trois ans et demi par M. Craxi. Pourtant elle ne s'y retrouve pas sui condi-tions qu'elle avait souhaitées : M. De Mita voulait un exécutif soutem par une majorité soudée et décidée à demeurer telle durant toute la législature. - Tu as voulu la. bicyclette, et bien pédale » ; tel a été l'encouragement peu rassurant du secrétaire socialiste à M. Goria. Le nouveau président du conseil est, à vrai dire, également considéré comme un moiadre mai par de larges fractions de son progre parti.
D'éminents représentants démocrates chrétiess lui prédisent publiquement environ neuf mois de vie —

Postes et télécommunications :
M. Oscar Mammi (PRI).
Industrie, commerce et artisamat : M. Adolfo Battaglia (PRI).

Accent mis sur le développement du Mezzogiorno (le Sud) ; préserva-tion des grands équilibres économi-ques naguere difficilement retrouvés st aujourd'hui à nouveau menacés; engagement d'organiser dans les tout prochaîns mois un référendum figeant le programme nucléaire civil du pays ; tels sont les principeux nts du programme accepté par les cinq.

du gouvernement, il ne s'agit pas, comme on avait pu le craindre après les élections, d'une équipe au profil médiocre. Le PS a, en effet, prêté plusieurs personnalités de poids au cabinet Goria, dont M. Giuliano

#### Le Mazarin de M. Craxi

Pen connu hors des cercles politiques, M. Amato recoit, avec la viceprésidence et la responsabilité du Tréser (une position de numéro un bis), la consécration de son influence considérable au palais Chigi du 4 août 1983 au 3 mars 1987 et de sa position de principal conseiller politique de M. Crazi.

Turinois, âgé de quarante-neul ans, professeur réputé de droit constitutionnel, M. Amato a reçu pour ses dons de médiateur hors pair le Furnoin de « Docteur subtil ». Ceux qui ont moins aimé qu'il agit près de M. Craxi comme une sorte d'éminence grise l'ont baptisé « Mazorin » ou « Aremis ».

La Démocratie chrétienne, c'est bien le moins, a elle aussi fait entrer ses gros calibres dans la forteresse. On a craint une lutte titanesque pour les affaires étrangères entre deux personnalités de premier plan : M. Andreotti, titulaire du poste depuis quatre ans, et M. Amintore Fanîani, président du conseil sortant, que M. De Mita ne voulait pas laisser sur le sable malgré ses quatre-vingts ans : son « sacrifice » à la tête du gouvernement de transi-tion lui avait en effet valu de perdre sa charge de président du Sénat, qu'il occupait de façon quasiment inamovible depuis un quart de siè-cle: M. Andreotti l'a très vite emporté, aussi son aîné a-t-il dû être rabattu sur l'intérieur.

#### Le nouveau cabinet

Président du conseil et ministre pour les interves itions dans le Mezrogiorno : M. Giovanni Goria

Vice-président du couseil et stre du Trésor : M. Giuliano Amato (PSI).

Affaires étrangères : M. Giulio
Andreotti (DC). Intérieur : M. Amintore Pantani

(DC). -Justice : M. Giuliano Vassalli

(PSI).
Budget et programmation : Emilio Colombe (DC).
Finances : M. Antonio Gava

Défense : M. Valorio Zanone (PLI). Instruction publique : M. Gio-

rami Galloni (DC). Travaux publics : M. Emilio de Agriculture et forêts : M. Filippo Maria Pandolfi (DC).

Transports : M. Calogero Man-nino (DC). Postes et télécommunications :

M. Amato sera certes l'œil de M. Craxi dans les réunions de cabi-

net, et c'est par lui qu'arriveront à Chigi les bons et les manyais sorts. Mais il sera aussi ministre du Trésor de l'homme qui a occupé ce poste pendant près de cinq ans, M. Gio-vanni Goria. C'est dire que les finasseries politiques ne seront pas tout et que comptera aussi l'unité de vues ou non, - sur des thèmes très concrets, à commencer par l'élabo-ration du budget 1988, qui s'annonce difficile avec un extrava-gant déficit public reconduit d'année en année

#### Des ministères perdus par la DC

Outre le Trésor pour M. Amato, la DC a dû céder au PS plusieurs

Travail et sécurité sociale : M. Salvatore Formica (PSI).
Commerce extárieur: M. Renato
Ruggiero (PSI).
Marine marchande: M. Giovanni
Prandini (DC).
Particinations d'Etat: M. Luigi

tions d'Etat : M. Luigi Granelli (DC). Santé: M. Carlo Donat Cattin

Tourisme et spectacle : M. Franco Carraro (PSI), Biens culturels: M. Carlo Vizzini

aent : M. Giargio Ruf-Fouction publique : M. Giorgio antuz (DC). folo (PSI).

Protection civile : M. Remo Gas-i (DC). Recherche scientifique : M. Antonio Ruberti (PSI).
Rapports avec le Parlement :
M. Sergio Mattarella (DC). Affaires régionales : M. Aristide Gunnella (PRI).

Politiques communtaires : M. Antonio La Pergola (PSI-PSDI).
Zones urbaines : M. Carlo Tognoli (PSI).

Affaires spéciales : M= Rosa
Russo Jervolino (DC).

ment toujours détenus depuis les ori-gines de la République. C'est le cas de la justice, un portefeuille auquel les socialistes tenaient beaucoup en raison de leur lourd contentieux avec le monde de la magistrature et qui ira à un vieux juriste très res-pecté, M. Giuliano Vassali. Le PS cevra aussi un beau pan d'un autre bastion démocrate chrétien : l'Université, détachée de l'éducation nationale et reliée à la recherche en vue précisément de relancer un secteur traditionnellement en friche dans la péninsule. Le titulaire en est M. Antonio Ruberti, recteur de l'université de Rome depuis 1976.

Le PS voulait aussi le Mezzogiorno cu gage de l'importance qu'il accorde à l'épineux problème du développement du Sud, et aussi parce que ce portefeuille permet de distribuer des crédits considérables. Mais le Midi est un fief électoral capital pour la DC. Aussi a-t-on transigé: il n'y aura pas de ministre spécial pour le Mezzogiorno... Ce sera le président du conseil luimême qui s'en occupera. L'éducation nationale, enfin, a été otée à la gestion généralement considérée comme catastrophique de M= Franca Falcucci pour être confiée à M. Giovanni Galloni, un représentant de la gauche démocrate chrétienne, ancien directeur du Popolo, le journal du parti.

Chez les socialistes, une personnalité forte en gueule et très hostile à la DC, M. Salvatore « Rino » Fornica, passe du commerce extérieur an travail, c'est-à-dire an contact direct avec les syndicats; un nou-veau veau est M. Carlo Tognoli, jusqu'à une date récente maire de Milan, qui reçoit la responsabilité d'un ministère nouveau, celui des zones urbaines.

Signe des temps : deux ancier grands serviteurs de l'Etat entrent au gouvernement sous la bannière socialiste, et non plus, comme c'eût été le cas naguère, dans les rangs démocrates-chrétiens. Il s'agit de M. Autonio La Pergola, ancien pré-sident de la Cour constitutionnelle, chargé des rapports avec la Commu-nauté européenne, et de M. Renato Ruggiero, ancien secrétaire général des affaires étrangères et, à ce titre, principal organisateur du récent sommet des pays industrialisés de

Ontre la création du secteur des zones urbaines, une autre nouveauté est à signaler : le ministère dit des « affaires spéciales », qui sera chargé de traiter de dossiers épars que l'égalité des femn famille, la drogue et « Rome capi-tale » — une vicille affaire visant à rendre à la Ville éternelle un lustre bien oublié. Le titulaire des fourretout sera Mm Rosa Russo Jervolino, démocrate-chrétienne, unique femme de ce gouvernement.

JEAN-PIERRE CLERC.

#### ALLEMAGNE FÉDÉRALE

#### Violente controverse à Bonn à propos de l'accueil d'opposants chiliens

de notre correspondant

De conseil des ministres en conseil des ministres, le sort de qua torze opposants chiliens passibles de la peine de mort dans les prisons du général Pinochet déchire le gouver-nement du chancejier Helmut Kohl.

Jeudi 23 juillet, le chancelier a quitté ses ministres sur un « coup de gueule » : pas question qu'ils pertur-bent ses vacances en déballant sur la place publique leurs désaccords. Il a en peu de succès : depuis qu'il est à Sankt-Gilgen, sur les bords du Wolfgangsee, en Autriche, l'affaire vire au règlement de comptes.

La ligne de faille passe toujours entre les mêmes, les libéraux (FDP) du ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, et le chrétiens-sociaux bavarois, la CSU de M. Franz Josef Strauss. Les promiers ne cessent de conforter leur assise électroale aux dépens de leurs alliés CDU-CSU en prenant des positions en pointe sur le désarmement et la défense des droits de l'horage M. Strauer de son en de l'homme. M. Strauss, de son exil de Munich, est décidé à les contrer.

Les quatorze Chiliens, dont deux femmes, sont, selon Santiago, des militants du MIR, le Mouvement de la gauche révolutionnaire, pour-suivis pour meurtres, hold-up, attaques et attentais terroristes. Ils sont détenus depuis quatre à seu ans. Quatre ont été condamnés au peloton d'exécution par des cours militaires : Carlos Garcia Herrera (trente-quatre ans), accesé de plunicurs meurtres et tentatives de meurtres, Jorge Palma Donoso (trente-sept ans), Hugo Marchant Moya (trente et un ans) et Carlos Araneda Miranda, meurtriers présumés de l'intendente de Santiago, le général Urzua. L'appel contre leurs condamnations est actuelle-ment examiné par la Cour suprême

L'automne dernier, Bonn a été contacté par les défenseurs des qua-torze et diverses organisations humanitaires, dont Amnesty International. En s'engageant à les accucillir, la RFA pourrait les sau-ver. La loi chilienne prévoit, en effet, depuis 1975 (au terme du décret 504 de la junte) que les condamnations à mort peuvent être commuées en bannis condition qu'un pays d'accueil se

Le ministère des affaires étrandirigé par M. Friedrich Zimmer-mann (CSU), se sont rapidement affrontés sur le dossier. Pour M. Zimmermann, la RFA, intraitable avec ses propres terroristes, ne saurait recevoir ceux du Chili et leur assurer la liberté, à quoi les ministres libéraux rétorquent que la dictature an Chili n'en fait pas un pays comme les autres. Un Etat sur qui pèse le soupçon de pratiquer la tor-ture contre ses opposants n'est pas en mesure de soutenir les accusations qu'il profère.

Le ton montant, M. Kohl a défini ligne gouvernementale à la fin juin : rien ne presse, aucun jugement contre les Chiliens n'est exécutoire et donc Bonn prendra son temps pour tenter de déterminer les crimes commis et la manière dont les avenz ont été obtenus.

#### Appeler la torture par son nom

FDP et CSU se sont apposés de plus belle frôlant la rupture lors du dernier conseil des ministres, M. Genscher criant à M. Zimmermann : « Yous ne nous empêcherez pas de nommer torture ce qui s'appelle torture. .

C'est alors que le ministre chrétien-démocrate du travail, M. Norbert Blüm, s'est manifesté de Santiago. Il s'était rendu au Chili, comme vice-président de la CDU du chancelier Kohl, pour le trentième anniversaire de la Démocratie chrétienne chilienne. Il en a profité pour enquêter et, pour lui, « aucun doute, on torture au Chili, les quatorze candidats de la mort » ont été toturés ».

Il a dénoncé cet état de choses devant le général Pinochet qui l'a reçu pendant quarante minutes vendredi 24 juillet. Le dictateur a nié puis s'est étonné : « Vous venez pourtant d'un pays qui, par le passé, s'est permis de nombreuses atteintes aux droits de l'homme. M. Blum lui a rétorqué : « Je m'engage pour les droits de l'homme et la démocratie, précisément parce que je suis allemand. » L'entrevue, racontée par la presse Springer, a valu un succès retentis-sant au « plus petit des ministres » (par la taille).

C'est « scandaleux », a dit M. Strauss, qui estime que M. Blum 2 - frappé dans le dos - le ministre de l'intérieur en le contredidant ouvertement au mépris des consignes données par le chancelier. Le ministre-président de Bavière a fait savoir qu'il ne laisserait pas I'- affront - sans riposte. Mardi il a convoqué à la chancellerie de Munich les cinq ministres CSU du gouvernement fédéral. Rien n'a filtré sur cette réunion.

Le chancelier Kohl a fait savoir d'Autriche qu'il n'entendait pas commenter ces derniers développe-ments de l'affaire. Quoi qu'il arrive, son parti a trouvé, en M. Blům, un homme capable de rivaliser avec l'opposition sur le terrain des droits de l'homme.

(Intérim.)

#### BULGARIE

#### M. Todor Jivkov propose une décentralisation du pouvoir

Sofia. — Le chef da parti et de l'Ezat bulgares, M. Todor Hykov, a plaidé mardi 28 juillet, à l'occasion d'un pléanm du cominé central du parti, en faveur d'une restructuration fondamentale da système politique et économique, sur la base d'une décentralisation du pouvoir politique et de l'antogestion économique.

M. Frènce a présenté le a modèle

M. Jivkov a présenté le « modèle bulgare » du socialisme dans un document d'une centaine de pages.

Ce rapport critique les « déformations » dues à une centralisation
« jusqu'à l'absurde » du poèvoir,
qui ont privé les organes de l'Etat de
la possibilité de prendre des décisions autonomes.

Le numéro un bulgare y déplore une ingérence du parti dans les décisions des organes de l'Etat - et - un pouvoir démesuré et incontrô-lable - de certains cadres et organes

• URSS : Les Tatars de Crimée décident de poursuivre leur mouvement. - Plus de huit cents Tatars de Comée ont décidé à l'unanimité, marci 28 juillet, au cours d'une réunion dans un parc de Mos-cou, de poursuivre leur mouvement, entrepris il y a un mois dans la capitale soviétique. Les Tatars, qui demandent le droit de retourner vivre en Crimée (le Monde du 28 juillet), ont l'intention de demeurer à Moscou caussi longtemps qu'ils n'auront pas obtenu satisfactions. Leur premier objectif est d'être reçus par le secrétaire général du PC soviétique, M. Mikhail Gorbatchev. La réunion a donné lieu à l'adoption d'un «Appel aux chefs d'Etat du mondes. -(AFP.)

La Constitution bulgare sera modifiée, a annoncé M. Jivkov. Les deux organes principaux de l'Etat, le Conseil d'Etat et le conseil des ministres, seront remplacés par « un organe fondamentalement nouvezu » exerçant à la fois le pouvoir législatif et exécutif, et qui sera assisté dans son travail par des

Sur le plan économique, M. Jiv-hov a suggéré la création d'a un organe national de coordination » qui regrouperait les producteurs. Le système électoral devrait éga-lement être modifié, afin que deux ou trois candidats puissent briguer un même siège.

Ce projet de restructuration, qui, seion des diplomates, a rencontré une certaine résistance auprès du bureau politique, sera soums à la conférence nationale du PC bulgare, convoquée pour décembre 1987. — (APP, Reuter.)

GRANDE-BRETAGNE:
Antanas Gecas ne peut être extradé. — Antanas Gecas, présumé criminel de guerre nezi, vivant en Ecosse l'e Monde du 24 juillet), ne poura pes être extradé en lereil ou en URSS, a indiqué, mardi 28 juillet, un porte-parole du ministère de l'intérieur. Le ministère a cependant indiqué qu'il alleit mener une enquête pour savoir dans quelles conditions M. Gecas avait obtenu la nationalité britannique en 1956. S'il était prouvé qu'il l'éveir obtenue sur la base de fauc, elle pourrait lui être retirée et il risquerait alors l'expulsion. Par alleurs, le ministre laraétien des effaires étrangères, M. Shimon Pérès, a déclaré, lundi 27 juillet, qu'Israél ne permettrait pas qu'Antanas Gecas échappe à la jueque. — (AFP.) . GRANDE-BRETAGNE :

#### ESPAGNE: le terrorisme et la coopération policière avec la France **Dissensions gouvernementales** sur la façon de mener la lutte

de notre correspondant

Quelles sont les limites de la lutte contre le terrorisme? Le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, a éprouvé, mardi 28 juillet, le besoin de réalismer que son gouvernement était « engagé à fond dans la défense de l'Etat de droit ». Comme si, dans la démocratie espagnole, ceba n'allait pas de soi. Le chef de l'enfectif a ceneralent apporté une ceta n'attant pas de soi. Le chef de l'exécutif a cependant apporté une nuance: l'Estat de droit, a-t-il dit depuis les Baléares, a une limite: « les terroristes qui assassiment et attenuent à la démocratie et à la liberté». Cela équivant à un « res-paldo », un soutien sans équivoque à son ministre de l'intérieur, M. Jose Barrionuevo. Ce dernier a récem-ment fait de nombreuses déclarament fait de nombreuses déclara-tions demandant au Parlement, à la presse et aux juges de surveiller leurs propos, ce qui lui a valu de virulentes attaques dans les jour-naux madrilènes.

An nom de la lutte antiterroriste, An nom de la lutte antiterroriste, après l'attentat sanglant de Barcelone (vingt morts) perpétré le 19 juin par l'ETA militaire, le ministre de l'intérieur avait réclamé plus de «compréhension» à l'égard des forces de l'ordre et un plus grand silence «volontaire» de la presse, tant sur les actions terroristes que sur les éventuelles «hourses» de la sur les actions terroristes que sur les éventuelles « bavares » de la police dans la lutte antiterroriste. M. Gonzalez a enfoncé un pen plus le clou mardi en estimant « peu sain » la façon dont certains journaux ont rendu compte de la mort d'une terroriste de l'ETA militaire, inée par la garde civile dans un affrontement lors du démantèlement du compando. Donosti de l'ETA du commando Donosti de l'ETA. Selon deux quotidiens madrilènes

dont El Pais, la jeune femme aurait été achevée d'une balle dans la

Récemment, le «gouvernement des juges», le Conseil général du pouvoir judiciaire (CGPJ), avait protesté énergiquement auprès de M. Gonzalez à la suite des déclarations du ministre de l'intérieur, selon lequel certains juges du Pays basque seraient trop laxistes à l'égard du terrorisme. Une nouvelle fois, à l'occasion de l'arrestation du commando Donosti de l'ETA militaire, le délégué du gouvernement central pour la province basque du Guipuzcoa, a ouvertement critiqué un juge. M. Juan Piqueras, qui s'était présenté dans les locanx policiers pour s'assurer du respect des droits des personnés arrêtées, l'accusant de freiner l'action policière et donc de faciliter la fuite d'autres membres de l'ETA. Le Conseil général du pouvoir judiciaire a estimé, pour sa part, « exemplaire » l'attitude du juge. mando Donosti de l'ETA militaire,

Le Parti socialiste, qui a, récem-ment, fait échouer une demande de débat sur le terrorisme aux Cortès, a proposé mardi, en solitaire, une sorte de « sainte alliance » contre le terrode sainte alliance » contre le terrorisme, en demandant l'appui inconditionnel de tous les partis politiques
et de toute la société. Tout en se
défendant d'appeler à l'autocensure,
le PSOR demande aux organes de
presse de « chercher une position
homogène [face au terrorisme] pour
éviter que des informations basées
sur de simples spéculations ne
constituent des attaques, non plus
contre le gouvernement, mais contre
la stabilité démocratique même de
l'Etat ». Le message est on pe peut l'Etat . Le message est on ne peut

(Intérim.)

### « Des actions concrètes »

Le ministre espagnol de l'intérieur, M. José Barrionuevo, et le secrétaire d'Etat à la sécurité, la politique de réinsertion que mène
M. Rafael Vera, ont rencontré, le la politique de réinsertion que mène le gouvernement espagnol en faveur des anciens membres d'organisations terroristes n'ayant commis français, MM. Charles Pasqua et aucun délit de sang. Robert Pandraud. Au centre des entretiens: la coopération bilatérale dans la lutte coutre le terrorisme et le trafic de drogue. M. Barrionuevo a déclaré à la presse que « des opé-rations conjointes pourraient être menées de part et d'autre de la fron-tière (...), notamment dans les jours et les semaines à venir ».

Ces « actions concrètes » visent essentiellement le groupe séparatiste basque dissous Iparretarrak à propos duquel Madrid a « échangé des informations avec les autorités françaises -. M. Barrionuevo a qualifié de

\*\* \*\*Crime lamentable \*\* l'assassinat à Headaye du réfugié basque espagnol, Juan Carlo Garcia Goenada, le 24 juillet. Il a mis en doute la revendication par le GAL — « groupe cri-minel qui doit être poursulvi » — de

• Nouvelles expulsions au Pays basque. — Un Basque espa-gnol réfugié en France, M. Jésus Larondo-Osta, vingt-neuf ans, a été expulsé mercredi metin 29 juillet et remis aux autorités espagnoles. M. Jésus Larondo-Osta, qui faisait l'objet d'un mandat d'arrêt en date du 20 juin dernier, avait été interpelié récemment per la gendarmene à Armendarits (Pyrénées-Atlantiques).

Depuis un peu plus d'un an, solxante et onze Basques espagnols soupçonnés d'appartenir au mouve-ment séparatiste ETA ont été ainsi

contre Iparretarrak

« La victime est une personne qui effectuait des démarches auprès du consulat d'Espagne à Hendaye afin de régulariser sa situation », a procisé M. Barrionnevo. Douze autres ressortissants espagnols ont émis le même désir et négocient actuellement leur retour ment leur retour.

#### Un bilan satisfaisant

Craignant les représailles de l'organisation séparatiste ETA. certaines personnes veulent aujourd'hui se faire expulser de France afin que les groupes terroristes basques ne sachent pas qu'ils sont d'accord avec la politique de réinsertion», a ajouté le ministre espagnol de l'intérieur.

Madrid a également transmis à Paris des informations concernant Laura Alamar Porta actuellement écrouée à la prison de Pau pour extorsion de fonds. M. Barrionuevo l'a qualifiée de « délinquante de droit commun » et n'a pas voulu se prononcer sur le rapprochement fait par la presse entre Laura Alamar et la - tueuse blonde - du GAL. Il s'est contenté de déplorer la « confusion » dans les informations publiés

Le bilan de la coopération bilatérale est « satisfaisant », a déclaré le ministre, qui a exprimé la reconnaissance du gouvernement, et bien sûr du peuple espagnol ».

لمكنا من الاجل

### Proche-Orient

### La crise franco-iranienne et la guerre du Golfe

### Le groupe aéronaval de la Méditerranée a reçu l'ordre d'appareiller

Le ministre de la défense. M. André Girand, a donné instruction au groupe aéronaval de l'espace de Méditerranée « d'appareiller pour une mission de protection de nos intérêts en Méditerranée et dans l'océan Indien », a indiqué mercredi 29 juillet, un communiqué offi-

Le communiqué indique que cet ordre a été donné « à l'issue de l'entretien qui a en lieu dans la matinée à l'Etysée eutre le président de la République et le premier ministre ».

Le porte-avions « Clemencean » a recu ordre de naviguer à 13 nœuds, c'est-à-dire à une faible vitesse pour cette classe de bâtiment. Cette vitesse sera maintenne jusqu'à Port Saïd, à l'entrée du canal de Suez, pour être portée ensuite à 17 nœuds jusqu'à Djibouti, puis la mer d'Oman.

M. Jacques Chirac a reçu mardi après-midi 28 juillet, la plupart des ministres qui font partie du conseil de sécurité intérieur. A la sortie de Matignon, le ministre français de la défense, M. André Giraud, a affirmé qu'il n'était pas question de faire appareiller, pour le moment, le groupe aéronavai de la Méditerraaffaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, déclarait que la situation entre l'Iran et la France, onze jours après la rapture des relations diplomatiques, n'avait pas changé sur le fond malgré l'accord intervenu pour que leurs intérêts respectifs soient représentés par le Pakistan et par l'Italie. L'affaire Gordji demeure toujours au cœur du conflit entre Paris et Téhéran.

L'arrivée à Paris de M. Tarek Aziz, vice-premier ministre irakien et ministre des affaires étrangères, pour transmettre - les remerciements du président Saddam Hus-sein au président François Mitterrand et à M. Chirac pour le rôle joué par la France dans l'adoption de la résolution 598 du Conseil de sécurité », ne contribuera pas à apai-ser le climat conflictuel entre Téhéran et Paris. Venant de New-York et de Washington, où il s'était entre-tenu avec M. George Shultz, secré-taire d'Etat américain, et M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, le chef de la diplomatie de Bagdad a réclamé, à la suite d'un entretien de trois quarts d'heure avec M. Chirac, la convocation d'une nouvelle réunion du Conseil de sécurité pour adopter des sanctions contre l'Iran.

« Aux yeux des Irakiens, a déclaré M. François Bujon de L'Estang, conseiller diplomatique du premier ministre, l'Iran a déjà refusé officiellement la résolution du Conseil de sécurité, bien que ce rejet ne soit pas officiel, mais soit le résultat d'une attitude négative. L'Irak souhaite donc que le Conseil de sécurité prenne, comme il avait été envisagé, une deuxième résolu-tion imposant des sanctions contre

#### M. Fabius: « Ne pas négocier »

L'ancien premier ministre socia-liste, M. Laurent Fabius, a prôné mardi 28 juillet sur TF1 « la plus grande fermeté - envers l'Iran, for-mulant de vives accusations à l'égard des dirigeants de ce pays :

Ce sont des gens qui ne respectent rien, rien du tout, et en tout cas pas le droit international. Donc il faut que la France montre qu'elle est une

M. Fabius a approuvé l'attitude du gouvernement et sa décision de placer le groupe aéronaval de Tou-

lon en état d'alerte.

Evoquant la question des otages, il a indiqué qu'il en était arrivé à la conclusion qu'elle faut en aucun cas négocier e: « C'est plus facile à dire qu'à faire, parce que ça veut dire évidemment, du point de vue des familles et des conséquences, des choses qui peuvent être redoutables e, a-t-il ajouté. « Mais j'estime que, pour un pays comme la France, qui a deux millions de ressortissants à l'étranger, si on commence à on en état d'alerte. qui a aeux millions de ressortis-sants à l'étranger, si on commence à négocier non seulement on cède au chantage et on a peu de chances de récupérer les nôtres, mais, si on les récupère, le lendemain même ou une semaine après, les Iraniens peu-vent reprendre des otages. »

#### M. Le Pen: « capitulation »

M. Jean-Marie Le Pen: président M. Jean-Mane Le Pen: président du Front national, a déclaré mardi 28 juillet à Bayonne à propos de « l'affaire Gordji » : « L'attitude de la France est équivoque, on ne peut avoir deux langages, et il faut que la France soit ferme. » « Mais je m'aperçois que l'on va évoluer, derrière un rideau de rodomontades, vers une capitulation de fait » vers une capitulation de fait ».
« Ces procédés disqualifient notre pays », a ajouté M. Le Pen.

le president Saddam Hussen.

Saddam, a-t-il précisé, est un loup blessé, il exige la paix parce qu'il est affaibli. Qui pourrait dans ces conditions renoncer à combattre un ennemi aussi affaibli, lui donnant ainsi l'occasion de se renforcer et de nous attaquer à nouveau. S'adressen de la contra l'accept de l'accept de la contra sant au cours d'un discours-fleuve diffusé par Radio- Téhéran aux 150 000 Iraniens qui effectuent cette année le pèlerinage à La Mecque, il a affirmé : - Notre cri, c'est celud d'une nation qui ne peut plus supporter les agressions de l'Ouest et de l'Est sous l'égide des États-Unis, une nation qui refuse que sa richesse soit pillée... Si Khomeiny reste seul, il continuera dans sa lutte contre l'hérésie et l'oppression (...) empèchant les oppresseurs de dormir. J'offre mon sang, mon àme sans valeur, je suis prêt à mourir en martyr. L'Islam mettra à genoux les superpuissances ».

#### « Pas question du « Clemenceau » dans le Golfe »

L'imam a appelé les musulmans du monde « à briser la machoire des Etats-Unis » aux côtés de l'Iran, pour réagir à l'intervention américaine dans le Golfe, soulignant que son pays pour sa part était prêt à « des sacrifices économiques et à des opérations militaires ». « Il vaut mieux, a-t-il conclu. que Reagan, qui a perdu la raison, ne traverse pas la voie minée de la politique du Golfe dans laquelle il a déjà eté humilié aux yeux du monde, qu'il n'enfourche pas un cheval qui l'a souvent désarçonné. Les Etats-Unis sont cependant

déterminés à poursuivre la protec-tion des pétroliers koweltiens. Mardi, un porte-parole du Penta-gone a annoncé que le Bredgeton, bien qu'endommagé par une mine vendredi dernier dans le Golfe, va pouvoir repartir, chargé aux deux tiers de pétrole brut koweltien dans les tout prochains jours.

Depuis le mardi 28 juillet, en fin d'après-midi, le groupe aéronoval de

correspondance

La peur a vidé de leurs hommes les camps de réfugiés palestiniens sous contrôle du mouvement chite Amal dans la

région de Tyr, au Liban de Sud. Seules, les femmes sont restées, bravant avec ténacité l'oppres-sion et les humiliations quoti-diennes, qui visent à provoquer

l'exode des quarante mille Pales-tiniens établis depuis biennôt qua-rante ans dans la région. Elles parlent à la dérobée lors d'une visite guidée organisée par le ministre Bbanais de l'information à l'intention des lougralistes

ministre libanaia de l'information à l'intention des journalistes, d'ûment encadrés par des responsables et des miliciens d'Amal, dans les deux camps de Bass et de Bourj-Chemali. Elles recontent la crainte des hommes et leur départ pour Saïda, plus au nord, qui échappe au contrôle du mouvement chilte. Jes muits d'annaisse lorsque les militiers

d'angoisse, lorsque les miliciens tapent aux portes et font mine

d'égorger les enfants pour effrayer les mères et les pousser à

partir.

Le calme règne en apparence dans le camp de Bass (six mille habitants), qui longe la mer à l'entrée de Tyr. Mais les rues écrasées de soleil sont presque vides, et presque tous les magasins fermés. Encadrés par des milliciens en armes, quelques hommes d'un certain âge sont autorisés à rencontrer les journa-

autorisés à rencontrer les journa-listes. Ils insistent sur les « rela-

tions excellentes » qui prévalent

entre Arnal et le peuple palesti-

nien, « en dépit de certains inci-dents », ajoutent-ils avec gêne.

La nature de ces incidents? « Des enlèvements, des assassi-

nats », avouent-ils, event de pré-ciser que 70 % des jeunes

hommes du camp e sont partis

Deux habitants du camp, dont un instituteur, ont été enlevés en

pleine nuit à leur domicile par des hommes en armes, les 14 et

15 juillet, et leurs corps criblés de

balles ont été retrouvés le lende-

par peur ».

celui des belligérants qui n'accepte pas l'accord de cessez-le-feu. » Les menaces de sanctions n'effraient guère l'imam Khomeiny, qui, se prononçant mardi pour la première fois sur la résolution du Conseil de sécurité, a rejeté toute idée de paix avec le président Saddam Hussein. « Saddam, a-t-il précisé, est un loun et de munitions ont été faits, comme mentale qui hi sera donnée. Les pleins de vivres, de carburant, d'eau et de munitions ont été faits, comme la consigne en avait été diffusée (le Monde du 23 juillet) en vue d'un départ éventuel à partir du mercredi soir 29 juillet au plus tôt. Le groupe comprend, outre le Clemenceau, les deux frégates lance-missiles Duquesne et Suffren et le ravitail-leur la Meuse.

Après une traversée par le canal de Suez, qui durerait treize jours et une escale à Djibouti, le groupe une escale à Disouti, le groupe aéronaval pourrait stationner en mer d'Oman, c'est-à-dire devant le détroit d'Ormuz qui marque l'entrée du Goife, où le Clemenceau ne doit pas croiser. Le porte-avions français adopterait, dans ces conditions, le même comportement que le porte-avions américain Constellation, déjà présent dans la zone, qui n'a pas prévu de pénétrer dans le Golfe.

Le ministre de la défense, M. André Giraud, a expliqué, mardi après midi, que, s'il n'était pas ques-tion d'envoyer le Clemenceau dans le Golfe, la posture des autres bâtiments de la marine nationale ne sera pas précisée dans la mesure où il n'est pas question d'annoncer à l'avance ce que la France a décidé

On sait néanmoins que deux avisos escorteurs, le Victor-Schoelcher et le Protet, sont actuel-lement présents dans le Golfe. Ces deux bâtiments sont sous le com-mandement du contre-amiral Jac-ques Lanxade, qui commande la flotte française de l'océan Indien à bord de son navire la Marne. Ces deux avisos escorteurs protègent à distance les évolutions des deux bateaux marchands français en pro-venance de l'Arabie saoudite. Le premier, le méthanier Floréa, vient de sortir du Golfe, sans incident à ce jour, et le second, le pétrolier Athor, devrait le quitter ce mercredi 29 juillet. L'attitude du Victor-Schoelcher et du Protet consiste à accompagner et à assister, le cas échéant, les deux navires français sans leur donner des ordres de route on de vitesse comme ce serait le car si le gouvernement décidait de pratiquer l'escorte navale.

LIBAN: des camps sous contrôle du mouvement chiite Amal

La grande peur des Palestiniens

de la région de Tyr

assassinats sont besucoup plus

nombreux, et un corps est trans-

parté toutes les nuits à la morgue de l'hôpital du camp, souffie un infirmier de l'établissement.

se font dans l'embrasure d'une

porte ou dernière les volets mi-clos d'une fenêtre, lorsque les journalistes échappent pour quel-ques minutes à leur escorte de miliciens. « Nos hommes sont

tous partis pour Saida », raconte

l'une d'entre elles sur le pas de sa porte. « La nuit, « ils » tapent aux

portes, mettent leurs poignards sur les gorges de nos enfants et nous disent qu'ils les égorgeront

si nous ne partons pas », ajoute-t-elle avant de se taire à l'approche

« Mon mari a été

abattu là... »

-- Plus au nord, le camp de Casmiyeh (cinq mille habitants) ressemble à un village ministure

avec ses maisonnettes qui s'éta-gent sur une colline. Ses ruelles

en pente sont également vides, et, sur le pas de leurs portes, seuls des femmes et des enfants

regardent avec curiosité les jour-

e Les hommes sont aux champs », affirme un responsable

d'Amai qui encadre les journa-

listes. Les habitants de Qas-

miyeh — à l'origine des nomades de la région de Safad — sont pour

la plupart des ouvriers agricoles

journaliers dans les riches vergers

Mohammad, un ouvrier agri-

cole d'une cinquantaine d'années

et bananiers de la région.

nalistes passer.

d'un milicien d'Amel.

Les confidences des femmes

### Le ministre iranien des affaires étrangères menace le Koweït de représailles

GENÈVE

de notre correspondante

Accompagné d'une impression-nante escorte, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Abkar Velayati, au cours d'une conférence de presse mardi 28 juillet au Palais des nations — prononcée d'une voix monocorde — s'en est pris avec violence aux pays qui apportent leur soutien à l'Irak. Sa cible principale a soutien à l'irak. Sa ctole principale à été le Koweit. « Dans le passé, nous avons fait preuve de patience, mais nous ne le ferons plus à l'avenir », a-t-il précisé, et l'Iran est prêt « à faire la guerre » en commençant par exer-cer des représailles sur le Koweit.

«Le Koweii, a-t-il dit, met tout en œuvre pour tider l'Irak dans tous les domaines : la vente de pétrole et les transports d'armes par les ports kowettiens et l'utilisation de son espace aérien pour les bombardiers irakiens, ce qui leur permet de per-pétrer des attaques contre la navi-

Interrogé sur une éventuelle atta-que des navires américains qui escortent les pétroliers kowettiens, le ministre a dit : « Nous défendrons nos intérêts dans le Golfe là où ils sont menacés, et quand il s'agit de nous défendre, nous ne faisons aucune restriction. »

En revanche, a ajouté M. Velayati, si Bagdad cesse d'attaquer les pétroliers, la circulation dans le Golfe ne sera pas entravée par l'Iran. D'ailleurs, a-t-il précisé, la victoire contre l'Irak paraît

#### Le cas Vahid Gordji

Quant à la France, elle est la première et l'unique responsable de la crise avec Tébéran car elle a « violé la convention de Vienne sur l'immu-nité diplomatique ». Le ministre ira-nien a répété que « Vahid Gordfi est titulaire d'un passeport de service et est donc couvert par l'article 37 de la convention de Vienne ».

« Nous avons informé les autorités françaises de ce fait et nous sommes prêts à entrer dans un débat légal et politique à ce propos, mais nous n'avons reçu aucune réponse à ce sujet », a-t-il dit.

Quand on lui a fait remarquer qu'il ne s'agissait pas là d'un passe-port dipiomatique, M. Velayati a rétorque que Vahid Gordii était chargé d'affaires « consulaires ».

Les diplomates français à Téhéran auront le même traitement que celui que le gouvernement français accordera aux diplomates iraniens à dera aux diplomates iraniens à Paris, a affirmé d'autre part M. Velayati. Ce sont les autorités françaises qui sont à l'origine du problème. Il leur appartient donc de décider. Malgré tout, a-t-il ajonté, et en dépit de l'aggravation de la situation, l'Iran n'a pas l'intention d'attaquer militairement la França.

quer militairement la France: M. Velayati a paru moins violent que de contanne en ce qui concerne les Etats-Unis à qui il reproche cependant d'être en contradiction avec la récente résolution du conseil de sécurité étant donné le déploiement de la flotte américaine dans le

Golfe.

Expliquant le rejet par son pays de cette résolution qui comporte, à ses yeux, «certains éléments positifs», M. Velayati a dit: «Si le Consell de sécurité avait rempli ses obligations quand l'irak a occupé notre pays, en demandant le retrait des forces au lieu de parler de cessez-le-feu, la situation aurait peut-être été différente.» A ce

propos, il a distribue des bons points à la République fédérale d'Allema-gne qui a été le premier pays occi-dental à admettre que la responsabilité de l'agression incombait à l'Irak, ainsi qu'à l'Union soviétique qui cherche à rétablir le calme dans la

Pour ce qui est de l'ammiation de son entrevue prévue à Genève le samedi 25 juillet avec M. Perez de Cuellar, elle serait due à un maleatendu dont la responsabilité incombe à New-York mais le secrétaire général de l'ONU sera toujours « le bienvenu à Téhéran»:

Lors de la réunion de la conférence du désarmement qui se tient également au Palais des nations, le ministre transen des affaires étrasgères a violemment attaqué le Conseil de sécurité qui, à son sens, n'a pas été capable de faire respecter la convention sur les armes chimiques et qui n'a pas dénoncé le martyre de la ville de Sardasht, victime d'un bombardement par ces

ISABELLE VICHNIAC.

#### Article 37 ou 38 de la Convention de Vienne

Le cas de M. Gordji ne relève pas de l'article 37 de la convention de Vienne sur les relations. diplomatiques, mais da l'article 38, qui ne lai confère pas d'immunité diplomatique, a indi-qué le Quai d'Orsay.

Selon le porte-parole du ministère, si l'article 37 prévoit bien que les membres du personnel administratif, technique et de service sont couverts per l'immunité diplomatique pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions, l'article 38, alinéa 2, stipule que ces dispositions ne s'appliquent pas à ceux qui ont leur résidence permapente dans l'État accréditaire -

ce qui est le cas de M. Gordi. e Les autres membres du perdomestiques privés qui sont res-sortissants de l'Etat accréditaire ou qui y ont leur résidence percet Etat les leur reconnaît. »

« Toutefois, ajoute le texte l'Etat accréditaire doit avercer sa juridiction sur ces personnes de façon à ne pas entraver d'une ment des fonctions de la mission. 3

M. Gordji, soutigne t-on au Qual d'Orsay, a bien sa résidence permanente en France.

Quant au passeport de service dont dispose M. Gordji, précise-t-on, il s'agit d'un titre de voyage émis par le gouvernement iranies et non de la définition d'un statirt. Ce qui lui donne un statut, c'est d'être présenté par le gou-vernement implet comme faisant partie du personnel administratif ou technique de l'ambassade. Il est à ce titre justiciable de l'arti-cle 38, alinée 2, de la convention de Vienne, et non pes, comme manente, précise ce texte, ne l'affirme M. Velayati, de l'arti-bénéficient des privilèges et cle 37.

#### SYRIE

#### Réaction mesurée de Damas après la destruction d'un MIG par l'Irak

Damas. - La Syrie a fait preuve de réserve, mardi 28 juillet, après la perte d'un de ses appareils militaires, abattu par l'Irak au-dessus de son territoire, se bornant à qualifier l'incident d'« injustifiable » et à demander à Bagdad des « explica-

Aucun commentaire officiel n'a suivi la confirmation, par un porte-parole militaire syrien, de la destruc-tion d'un MIG-21. Ce mutisme est interprété dans la capitale syrienne comme un désir de Damas de minimiser un incident qui apparaît cependant comme le plus grave depuis le début en 1980 de la guerre

entre Pirak et Piran, pays soutenn par la Syrie.

Le porte-parole a indiqué, après l'annonce par l'Irak de la destruc-tion du MIG syrien dans un secteur proche de la frontière, à environ 330 kilomètres au nord-est de Bagdad, que le pilote « s'était égaré après avoir décollé pour une mis-sion d'entrainement ».

Bagdag a affirmé que le pilote était « sain et sauf » et qu'il serait remis, après enquête, à la Syrie par le biais de la Ligue arabe, que l'Irak a saisse à la suite de cet incident. L'Irak accuse la Syrie d'être coute-mière des violations de son espace sérien. — (AFP.)

# Amériques

#### **Nouvelles manifestations** à Port-au-Prince

Les manifestations ont repris, mardi 28 juillet, dans plusieurs villes d'Haîti, à la suite du massacre de paysans commis la semaine dernière à Jean-Rabel, dans le nord-ouest de l'île. Dans la capitale, les forces de l'inc. Dans la Capitale, les lorces de l'ordre out dispersé avec des gre-nades lacrymogènes, lancées à partir de camions, un défilé de deux mille éens et étudiants réclamant la démission du Conseil national de gouvernement (CNG). Un jenne homme a été grièvement blessé par balles. Un groupe de journalistes a essuyé le feu d'une rafale d'armes

Les manifestants accusaient l'armée d'être de connivence avec les « tontons macoutes », la milice privée de la dictature duvaliériste. Selon des témoignages, d'anciens tontons macoutes auraient participé, aux côtés de propriétaires terriens, au massacre de Jean-Rabel. Sur place, une commission d'enquête composée de trois officiers supérieurs a été formée, et une délégation de la commission Justice et Paix

de la Conférence épiscopale hai-tienne s'est rendue sur les lieux.

thaite signé

Tapon pour

avec B

Eurotuna

Deal

Tel et

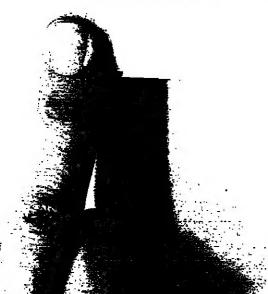
To acoute

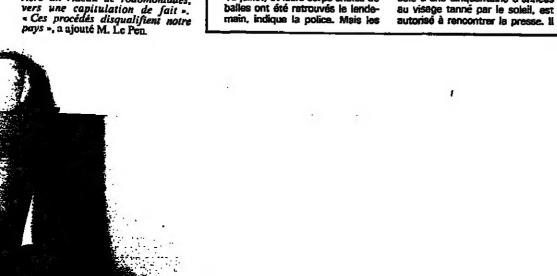
Tartous leads

Sanco-best

Toujours à Port-au-Prince, cent vingt religieux haitiens et étrangers avaient défité lundi après midi sans incident pour exprimer leur - solidarité avec la lutte du peuple haîtien pour la liberté. Les religieux vêtus de robes bianches, ont dénoncé les « manœuvres » qui tentent de faire croire que l'équipe de la les. travaillant avec les paysans agressés à Jean-Rabel, sont des

A Paris, le Parti socialiste a adressé un télégramme au général Namphy, le président du CNG, pour lui exprimer sa « vive inquiétude - pour le sont de plusieurs per-sonnalités haitiennes de l'opposition. Des rumeurs concernant la prochaine arrestation et l'envoi en exil de trois dirigeants de l'opposition, MM. Serge Gilles, Jean-Claude Bajeux et Victor Benoit, circulent depuis plusieurs jours à Port-au-Prince. - (AFP. Reuter.)





affirme qu'il n'y a « aucun problème suec le mouvement Amel » et que les relations entre les deux peuples sont au beau fixe. « Dis-leur qu'il y a eu lundi un match de football entre le camp et le village (chite) d'à-côté », intervient un milicien. Qui, il y a eu en effet un match, opine Mohammad, mais il n'y a malheureusement pas assisté parce qu'il était arrêté par Amal, « Mais j'ai été extrême-ment bien traité, s'empresse-t-il d'ajouter. On m'a amêté parce que de mauvaises gens ont raconté que j'avais une mitrail-lette chez moi. Bien sis, le mouvement a compris qu'il s'agiesait d'un mensonge. » La durée de son arrestation? « Vingt jours, mais j'ai été tout ce qu'il y a de mieux traité », réitiare-t-il.

« Les magasins dont les pro-priétaires refusent de quitter le camp sont dynamités la nuit », mieux traîté », réitère-t-il.

Là encore, seules les femmes perient, après avoir déjoué la surveillance. « Mes six garçons sont partis pour Seida depuis deux ou trois semaines, affirme une mère de famille quinquagénaire. J'ai trop peur pour leur vie. » L'une d'entre elles, en habit de deuil, intervient, les yeux gonflés à force d'evoir pleuré : « Mon mari a été tiré de la maison en pleine nuit per les miliciens. il v a deux mois et mumure une autre. Les vols se produisent également en série dans ca camp, où les miliciens chittes ont toute liberté de mou-vernent. « Je n'ai plus de réfrigérateur, s'excuse un épicier devant les journalistes qui demandent des boissons fraiches, « ils » me l'ont volé il y a deux nuits. » les miliciens, il y a deux mois, et abattu là, dans les vergers qui

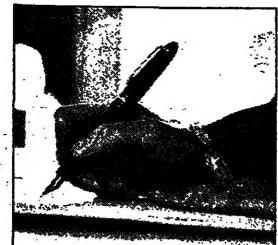
font face au camp. Je ne peux même pas en parler. » « A cette période, chuchote une autre, « ils » ont arrêté presque tous les hommes du camp, et nous n'avons pas une seule arme dans le camp pour nous défen-dre. > « Les miliciens contrôlent l'accès au camp, et nous refoulent après nous avoir fait subir les pires humiliations lorsque nous sortons nous approvisionner, raconte une jeune fille, à bout de nerfs. C'est une vie de chien que

nous menons ici. > Seuls les dix-sept mille habitants du camp voisin de Rachi-diyeh – qu'il est interdit de visi-ter – ont choisi d'échepper à l'emprise du mouvement chirte, mais leur sort n'en est pas meilleur : assiégés depuis le mois de septembre 1986, ils ont failli mourir d'inanition avant que le blocus alimentaire de leur camp ne soit levé en février dernier.

••• Le Monde • Jeudi 30 juillet 1987 5

Alice.

des affaires étrangéres veit de représailles





# L'Europe Vient de faire un grand pas.

29 juillet 1987 : Margaret Thatcher et François Mitterrand ratifient le traité signé il y a un an entre la France et la Grande-Bretagne pour la construction de la liaison fixe trans-Manche.

Désormais, avec Eurotunnel, rien ne sera jamais plus comme avant. Eurotunnel ouvre la voie à la liaison T.G.V. du Nord de l'Europe. Dès 1993, 30 millions de passagers et 15 millions de tonnes de fret emprunteront le tunnel pour traverser la Manche en 35 minutes. Tous les jours, toutes les nuits, toute l'année et par tous les temps.

Entreprise franco-britannique créée dans l'esprit de l'Europe

sans frontières de 1992, Eurotunnel offre des perspectives de rentabilité suffisamment prometteuses pour autoriser un financement privé sans participation budgétaire des États.

Le public aura bientôt l'opportunité d'investir dans Eurotunnel et de participer directement, à travers la création de cette grande entreprise, à la construction de l'Europe.

Pour en savoir plus sur Eurotunnel, interrogez votre Minitel en tapant 3615 code EUROTUNNEL. Ou écrivez à Eurotunnel Information, Tour Franklin, Puteaux, Cedex 11 - 92081 Paris-La Défense.



**EUROTUNNEL. UN PAS DE GÉANT.** 



# **Diplomatie**

### L'acceptation officielle par Washington de l'option « double zéro globale » devrait ouvrir la voie à un sommet Reagan-Gorbatchev à la fin de l'année

Washington a officiellement pris acte, mardi 28 juillet, du ralliement de Moscou à l'option « double zéro globale » (destruction de tous missiles d'une portée comprise entre 500 et 5 500 kilomè-

Cette rencontre Shultz-Chevardnadze avait d'abord été envisagée pour la mi-juillet, puis ajournée à la demande de Moscou, Le retard est donc de deux mois, mais il ne devrait pas affecter le calendrier ultérieur, y compris l'éventuelle visite de M. Gorbatchev à Washington, puisque les négociations de désarmement ont sérieusement progressé dans l'intervalle, surtout ces derniers jours. Un tel sommet, accompagnant la signature à la fin de l'année d'un traité éliminant les euromissiles, est désormais une perspective non plus seulement crédible, mais probable.

sans objet, le président Reagan ayant expressément annoncé que les missiles tombant sous le coup de la double option zéro seront « détruits » et non reconvertis. Dans la mesure où l'installation en mer est elle aussi exclue, la concession américaine va un peu au-delà de ce qui était devenu nécessaire après l'acceptation par M. Gorbatchev d'une liquidation de ces systèmes d'armes à l'échelle planétaire, sans arsenal résiduel en

NAIROBI

de notre correspondant

S'adressant pour la première fois

à ses pairs africains, réunis en som-

met à Addis-Abeba, M. Hissène

Habré, chef de l'Etat tchadien, a prononcé, le mardi 28 juillet, une violente diatribe contre les diri-geants de Tripoli, les accusant de

réduire en esclavage les Noirs Tchadiens et d'être aussi racistes que M. Pieter Botha et les

siens. - En dehors des principales

villes cotières, il se passe des choses

abominables en Libye -, a-t-il déclaré. M. Habré a demandé aux

membres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) de condam-

ner l'occupation illégale de la - bande d'Aouzou - par les troupes

de Tripoli et d'exiger leur retrait

 immédiat et inconditionnel ». Dans sa réponse. M. Jadallah Azzouz Al-Talhi, le ministre des affaires étrangères libyen, a répété que ce territoire faisait partie inté-

M. Omar Bongo,le chel de l'Etat

Gabonais, s'était, auparavant, démis

de la présidence du comité ad-hoc sur le Tchad, étant donné « l'atti-

tude négative persistante « de la Libye et avait invité l'OUA à pren-

dre ses responsabilités. Celle-ci a décidé que, pour donner un sem-blant d'autorité à ce dit comité, ce

serait des chefs d'Etat et non plus

des ministres qui le composeraient.

A M. Kenneth Kaunda, le nou-

veau président en exercice de l'OUA, qui lui demandait de revenir

sur sa décision, M. Bongo a répliqué

qu'il ne pourrait en être ainsi que si

la Libye s'engageait solenneliement

à coopérer avec le comité ad-hoc.

De toute manière, pour le président

gabonais, les choses sont claires

puisque, à son avis, la «bande d'Aouzou» est Tchadienne, ce qui

exclut donc, à ses yeux, un éventuel

grante de la Libye.

en Afrique orientale

donné son accord à cette dernière proposition de M. Gorbatchev.

Il a été, par ailleurs, annoncé que les chefs des diplomaties de deux grandes

TES

PERSHING

tres, en Asie comme en Europe) et a puissances, MM. Shuitz et Chevardnadze, se rencontrerent à la miseptembre aux Etats-Unis, avant la session de l'assemblée générale des Nations

> nous. » Ce désaccord devrait être assez aisément surmonté.

#### Les Persking-1A reconvertis en vecteurs classiques?

Le plus gros obstacle est évidemment celui des Pershing-IA appartenant à l'armée de l'air quest-allemande, mais dont les ogives nucléaires sont sous le contrôle des Etats-Unis. Le porteparole de M. Reagan redit mardi que ces armes « ne font par partie de la négociation (avec Moscou), n'en ont jamais fait partie et n'en feront pas partie ».

Une manière de redire que les Pershing-1A ne sont » pas négocio-bles », mais ni plus ni moins que cela. Autrement dit, le jour où cet obstacle sera levé — et il faudra bien qu'il le soit un jour — cela ne se produira pas à la table des négociations de Genève, mais par quel que geste unilatéral. Jusqu'à présent, Allemands et Américains se sont renvoyés la balle à ce sujet. Les seconds, qui en ont déjà bien assez fait ce printemps pour ame-ner le chancelier Kohl à se rallier à la double option zéro, ne veulent plus avoir l'air de faire pression sur Bonn. Les Allemands préféreraient que l'initiative vienne de Washington et avoir ainsi à se sacrifier une fois de plus sur l'autel de la solidarité atlantique.

Une solution envisagée par certains experts pourrait être de procéder à la modernisation des Pershing !-A tout en les reconvertissant en vecteurs conventionnels. Le général Rogers, qui vient de céder ses fonctions à la tête de l'OTAN, avait préconisé une capacité de frappe classique en profondeur sur les arrières du pacte de Varsovie, et sa doctrine, qui visait à relever le seuil nucléaire, est devenue celle de l'OTAN. Des Pershing 1 améliorés mais conventionnels répondraient parfaitement à cette définition, et ils auraient l'avantage pour les Altemands d'être sous leur contrôle, à 100 % cette fois.



### L'avenir des bases américaines en Grèce

# Reprise du dialogue

**ATHÈNES** de notre correspondant

La visite de deux jours qu'effectue, à partir de ce mercredi 29 juil-let à Athènes, M. Michaël Armacost, sous-secrétaire d'Etat américain, après ses consultations à Ankara, met sin à une courte

avec plusieurs ministres et M. Andréas Papandréou est, selon l'expression officielle • ouvert •. mais on sait que le point le plus important sera l'avenir des bases militaires américaines en Grèce. Les nouvelles négociations devraient

Le gouvernement grec avait déclaré (le Monde du 30 juin) que

eus des responsables grecs avec des terroristes internationaux. Une lettre de M. Armacost au ministre grec des affaires étrangères, M. Carolos Papoulias, a semble-t-il donné pleine satisfaction au gouvernement

Quant au contenu du nouvel accord sur les bases, on en sait encore peu de choses. Il est presque certain que des contreparties économiques seront exigées par le gouver-nement grec, mais celui-ci compre aussi saisir l'occasion pour présenter aux Etats-Unis des demandes autrement plus compliquées. Répondant à des questions de la presse, dans l'avion qui le ramenait de Bucarest, où il avait rendu une visite de quelques heures au président roumain, M. Papandréou a déclaré que ses vendications essentielles porteraient sur les « questions natio-nales », c'est-à-dire Chypre et la mer Egée. Il a cependant refusé de

THÉODORE MARANGOS.

#### A TRAVERS LE MONDE

#### Angola Une incursion

sud-africaine aurait fait 190 morts

forces de sécurité de Namibie, sous commandement sud-africain, ont annoncé mardi 28 juillet, avoir tué cent quatre-vingt-dix combattants nationalistes namibiens et soldats de l'armée régulière angolaises lors de deux engagements distincts en territoire angolais, où les forces de Pretoria font régulièrement incursion à la poursuite des hommes de l'Organisa-

tion du peuple sud-ouest africain

(SWAPO) soutenus par le gouverne-

Windhoek (AFP, Reuter). - Les

ment de Luanda. La Force du territoire du Sud-Ouest africain a précisé que ses hommes étaient tombés dans une embuscade, le week-end demier alors qu'ils poursuivaient des maquisards nationalistes namibiens. L'embuscade avait été tendue par des combattants de la SWAPO et des soldats angolais, selon un com-muniqué militaire de Windhoek qui indique sans autre précision que cent-quatre-vingt-dix maquisards de la SWAPO et soldats angolais ont trouvé la mort dans les affrontements, tandis qu'un seul membre des Forces namibiennes a été blessé.

Luanda avait accusé la semain demière Pretoria d'avoir envoyé sept mille soldats, répartis en huit batailions, sur son territoire. Le dernier accrochage important dans le sud de l'Angola remontait au mois de jan-

#### Japon

Condamnation de M. Tanaka

La cour d'appei de Tokyo a condamné, mercredi 29 juillet, comme on s'y attendait, l'ancien premier ministre Kakuei Tanaka à quatre ans de prison pour avoir accepté 500 millions de yens (3,28 millions de dollars) de pots-de-vin du constructeur américain Lockheed alors qu'il était à la tête du gouvernement en 1973-1974. Le juge a confirmé la peine de prison et l'amende, d'un montant équivalent aux sommes touchées par M. Tanaka, auxquelles l'avait condamné en première instance un tribunal en octobre 1983.

SRI-LANKA: la signature de l'accord avec l'Inde sur le conflit tamoul

#### La visite de M. Gandhi à Colombo a été marquée par de violentes émeutes

COLOMBO

de notre envoyé spécial

Après les troubles de la veille, les cérémonies d'accueil pour la pre-mière visite officielle à Sri-Lanka du dirigeant indien ont été réduites au strict mininum. Une fanfare et une garde d'honneur à l'aéroport, un déploiement symbolique de lanciers à cheval, dans le centre ville, et des troupes en armes à tous les carrefours de la cité. Par mesure de sécurité, le visiteur a parcoura les 40 kilomètres qui séparent l'aéroport de la capitale dans un hélicoptère de

C'est use ville morte, dont le cœur est jouché de véhicules cal-cinés et de débris, que M. Gandhi, qui est accompagné d'une quaran-taine de journalistes indiens, a pu déconvrir à son arrivée dans la matinée. Tous ses portraits et les dra-peaux indiens accrochés par les autorités aux lampadaires de la cité ont été arrachés par les émeutiers.

Plutôt bien accueilli par les Tamouls modérés, rejeté par une large proportion de la majorité cinghalaise, contesté par une partie du gouvernement sri-lankais - premier ministre en tête - le compromis que les leaders des deux pays devaient parapher mercredi est fragile et incertain. Un accord à géométrie variable, valable à Delhi et au palais présidentiel de Colombo, nul et non avenu pour l'instant dans le nord de rebelles tamouls de Jaffna prévu pour intervenir dans les jours suivant la signature du document, est loin, très loin d'être acquis. Quatre des six grands mouvements séparatistes tamouis ont certes fait connaitre leur soutien conditionnel à l'ini-tiative de Delhi et Colombo, mais les Tigres libérateurs de l'Eslam Tamoul (TLET) et leurs aillés de l'EROS le rejettent toujours. Or ce sont ces derniers qui tienment une partie de la péninsule de Jaffna et qui conduisent l'essentiel de la lutte armée sur le terrain.

#### Une formidable pression.

Soumis à une formidable pression dienne – on laisse même entendre à Delhli qu'ils pourraient être : de palais p « retenus » dans la capitale en cas d'intransigeance persistante — les chefs des Tigres, qui avaient rejeté le compromis mardi matin et crié à la « trahison indienne », out révisé leurs positions en fin de soirée et apparemment consenti à reprendre les négociations au retour de M. Gandhi. Un communiqué étrangement conciliant, reconnaissant la bonne volonté - du premier ministre indien et « sa compréhen-sion du problème de la minorité tamoule » a été publié mardi soir par le leader de la guérilla, après une première entrevue avec M. Gan-dhi, Concession de façade destinée à lui permettre de regagner en toute sécurité son maquis de Jaffna? On voit mal, dans les deux capitales, comment contraindre à déposer les armes contre son gré un mouvement

aussi déterminé. L'accord prévoit des patronilles navales conjointes dans le détroit de Palk, qui sépare l'Inde de l'ancienne Ceylan. S'il est convenablement mis en œuvre, ce blocus maritime, en coupant les rebelles de leurs bases arrière et en les privant de leurs sources d'approvisionnement en armes, pourrait certes aboutir à une lente asphyxie de la guérilla. Mais la stratégie est incertaine et prendra du temps.

Cette insaisissable paix conclue entre un jeune premier ministre assailli de difficultés intérieures et un vieux président autocratique, sur le déclin, la majorité cinghalaise bouddhiste de l'île (70 % de la population) ne semble pas en vonloir. Mai informée par une presse locale aux ordres, elle réclame pour le moins un référendum national, et les plus intransigeants de ses leaders ont démontré mardi qu'ils avaient les moyens de se faire entendre,

#### Cinq heures d'anarchie dix-buit morts

Cinq heures d'anarchie, dix-huit morts sous les balles de la police, au moins cent cinquante blessés, des bâtiments publics attaqués et incen-diés, des magasins dévastés, des dizaines d'autobus et de véhicules lapidés et enslammés... Tous les témoins en conviennent : « On n'avait pas vu pareille flambée de violences populaires à Colombo depuis les émeutes anti-tamoules de

jour pour jour après ces pogroms, qui avaient fait plusieurs centaines de morts et qui avaient marque les vrais détaits de la guerre civile, la majorité cinghalaise de l'« lle d'émeraude» s'embrase à nouveau. La question tamoule est toujours au centre de sa fureur mais, cette fois, c'est l'Etat, pourtant géré par des Cinghalais, qui est dans la ligne de mire. Les dizaines de milliers de Tamouls qui vivent encore à Colombo n'ont, à aucus moment, été inquiétés pendant cette journée de fièvre. Mais personne ne peut dire si la paix relative qui leur est faite, va se poursuivre...

\$1150K

1.25%

र ५० विक्**र**ाज्य

<del>تواني</del> خ د سويا .

A 1997 1

· Mort à JR ! A bas le traitre ! » Ils étaient entre quatre et cinq mille à crier ainsi leur colère contre ce vieil homme ; M. Junius Richard Jayewardene, an pouvoir depuis dix ans, qui n'a pas cessé de leur pro-mettre « l'élimination totale » du terrorisme tamoul, et qui s'apprête appellent . l'intérêt national . et qui n'est, pour beauconp, que la percep-tion passionnelle de leur intérêt com-

Parti sri-lankais de la liberté (SLFP) de l'ancien premier minis-tre, Mac Bandaranaike, et le tout nouveau « Monvement pour la défense de la patrie » qui regroupe des « faucois » cinghalais et une partie du puissant ciergé boudhiste, la manifestation avait commencé le matin par des discours. Ma Bandarannike, dont le fils dirige l'opposi-tion an Parlement, a déclaré que le compromis mettait « gravement en danger l'harmonie (sie) et l'inté-grité du pays ». Elle a aussi fédant comprende de la démisréciamé, comme un rite, « la démis-sion immédiate » de son vieil adversaire politique.

Le Cinghalais de base, à qui le gouvernement promet depuis quatre ans que le terrorisme tamoul . sera coûte que coûte vaincu », ne comprend plus. A quoi la mort d'au moins six mille personnes a-t-elle servi? - demandent les plus raisonnables. - Pourquoi a avoir pas accepté sout esla en 1983 ? >

Les discours out été très vite relayés par des slogues de plus en plus enfiguences. Pois la foule, qui s'était mansée dans le centre commercant de la ville, à un jet de pierre s'en prendre aux autobus, guichets de loterie nationale, et bâtiments publics. La police, mal équipée et curieusement clairsemée, a d'abord tenté de disperser les manifestants. avec des grenades lacrymogènes. En vain. Une pluie de pierres incessante s'abattait sur elle et les quelques centaines de jeunes bonzes - épaule découverte et toge safran, n'étaient pas les derniers à bombar-der les uniformes kaki.

En fin de matinée, les forces de l'ordre dépassées reçurent l'autorisa-tion de tirer et l'on put voir des policiers s'agenouiller sur le bitume et viser posément avant d'ouvrir le feu sur la foule à cinquante mètres. Certains des cadavres transportés à la morgue avaient un gros trou au milieu du front. En soirée, le grand bâtiment du ministère des affaires féminines était pratiquement réduit à l'état de ruines fumantes. L'immeuble, qui abrite la plupart des quotidiens contrôlés par le gou-vernement, a également été attaqué, mais les assaillants furent repoussés par les tirs des gardes. Des voyous mêlés à la manifestation ont profité du chaos pour casser des vitrines et piller des magasins. A 14 heures, l'armée, tenue camouflée et fusil d'assaut au poing, reprit enfin le contrôle de la rue.

#### PATRICE CLAUDE.

 PAKISTAN : remaniement gouvernemental. — Le gouverne-ment pakistanais a été remanié, mardi 28 juillet, avec la création d'un ministère de l'intérieur à part entière, afin de faire face aux graves problèmes de maintien de l'ordre que traverse le pays. M. Nasim Ahmed Aheer, ancien ministre de l'éducation, de la santé, de la culture et du tourisme, prend la tête de ce ministère jusqu'alors associé au portefeuille de la justice et des affaires parlementaires. M. Nasim Ahmed Aheer, qui a une reputation d'homme à poigne, est un transfuge de la famille politique du défunt premier ministre Zulfikar Ali Bhutto. D'autre part, de nouveaux affrontements entre musulmans sunnites et chites dans le nord-ouest du pays ont fait quinze morts, mardi, portant le bilan officiel de ces violences près de la ville de Parachinar à quarante cinq morts depuis la fin de la semaine dernière. Des bilans officiels avancent le chiffre de deux cents morts. - (AFP.)



en Allemagne est une « stupidité »

chik, principal conseiller diplomatique du chancelier Helmut Kohl, a qualifié, mardi 28 juillet à Bonn, de « stupidité totale » l'idée d'installer sur le territoire ouest-allemand des

bombes à neutrons françaises. Le quotidien de gauche de Berlin-Ouest, Tageszeitung, avait publié le le même jour des entretiens avec deux anciens ministres français de la défense, MM. Pierre Messmer (RPR) et Charles Hernu (PS), qui se prononçaient pour un tel station-

frontalier qui n'a pas de raison

juillet 1977, que l'OUA créa un comité ad hoc sur le Tchad, com-

posé des représentants de six pays

Algérie, Cameroun, Gabon, Mozam-

bique, Nigéria et Sénégal. A son

tour, ce comité avait mis sur pied un sous-comité d'experts - juristes et

cartographes - chargé de se rendre

dans la « bande d'Aouzou » afin de

vérifier les allégations des parties en

cause. En novembre 1980, le comité

ad hoc rédigea un accord de cessezle-feu qui demeura sans effet.

Depuis lors, conférences ministé-

rielles et sommets de l'OUA se sont contentés d'inviter ce comité à conti-

nuer ses efforts dans la recherche

d'une solution « durable et pacifi-que ». Quant aux experts, ils n'ont

jamais été autorisés par la Libye, puissance occupante, à se rendre dans la « bande d'Aouzou ».

JACQUES DE BARRIN.

C'est au sommet de Libreville, en

Le sommet d'Addis-Abeba

M. Hissène Habré demande à l'OUA

d'exiger le retrait « immédiat et inconditionnel »

des Libyens de la «bande d'Aouzou»

neutroniques seraient développés par la France (le Monde du 29 juillet). M. Hernu a cependant démenti les propos que lui attribue le quoti-dien ouest-allemand sur ce sujet.

M. Teltschik a assuré que l'éventualité d'un stationnement de bombes à neutrons sur le sol ouestallemand n'avait jamais été évoquée par le chancelier Kohl dans ses entretiens avec M. Mitterrand on M. Chirac. - C'est de la pure spéculation et une hypothèse dénuée de tout fondement raisonnable =, a-t-il

entre Athènes et Washington

période d'incertitude dans l'évolu-tion des relations gréco-américaines. L'ordre du jour de ses tencontres

prochain.

ces négociations ne pourraient pas s'ouvrir avant que les Etats-Unis aient retiré leurs « accusations » concernant les contacts qu'auraient

donner tout détail supplémentaire.

recours devant la cour internationale de La Haye pour régler ce différend

Manager Co.

Etc. -12

the second

To Same a

والمحاطلين

a legar

The minute of the same

THE REPORT OF

STATE AND ASSESSED.

State & Day

and the state of the

File Share on a

المراجع المحتان يعير

The same

**अ**विकास समिति । स्था

raing of the Sec

sprint -

Acres 1999 Care

Secondary.

-

A ...

u ing Aggint of the Control

المجالية

. <sub>127</sub> -- 27.

---

The same of

1 Sec. 19 19

7

the second

The state of the s

Attention ...

ana Le Monde & Jaudi 20 iniliat 1097 @

### « Du calme! » répliquent les socialistes

The state of the s Si de Favis de M. Jacques Chirac et de ses amis du RPR, Il ne fait aucun doute que M. François Mitterrand mêne déjà campagne électorale, la réciproque est vraie aux yeux des socialistes. Interprété comme un discours de campagne, l'allocution prononcée handi 27 juillet à Périgueux par le premier ministre — qui a accusé les gouvernements de la ganche d'avoir, de 1981 à 1986, « créé en France une situation de faillite > — a provoqué de fortes réactions de la part de l'état-major du PS.

M. Laurent Fabius, qui était mardi l'invité de TF 1, a reproché à son successeur à l'hôtel Matignon de son successeur à l'notei Mangnon de s'être « un petit peu énervé ». « Je crois qu'il faut le rappeler à plus de calme et plus d'objectivité, »-t-îl déclaré. Au lieu de critiquer ses prédécesseurs, M. Chirac devrait plutôt s'occuper de sa gestion actuelle dont les résultats sont très médiocres.

Prenant comme exemple les mesures adoptées pour l'indemnisa-tion des rapatriés d'Afrique du Nord dont le financement est renvoyé, pour l'essentiel, au lendemain de la prochaine élection présidentielle, M. Fabius a accusé le gouvernement d'avoir eagagé des « dépenses non d'avoir engage des « uspenses financées », pour un montant total » d'une cinquantaine de milliards de francs ».

Evoquant la modernisation del'industrie française, l'ancien pre-mier ministre a souligné qu'il failait « continuer ces efforts » mais en le. faisant - sur une base de justice sociale » et il a reproché au gouver-nement « toute une série de mesures

19 14 15

1000 874

200 TOP

A 15 6 6 6

20,000

。 11.10 (12.15)

Tank V

 $p_{\mathcal{C}}(\hat{\mathcal{C}})$ 

.....

injustes » en ce qui concerne, en déclaré : « Le principal responsable particulier, la Sécurité sociale.

« Revenons à plus de raison et à et en particulier M. Douffiagues, le plus de calme a conclu sur ce point M. Fabrus. Que M. Chirac, pour le temps où il est premier ministre, s'occupe activement du gouvernement et qu'il ne reporte pas la faute sur ses prédécesseurs.

Interrogé sur la grève des contro-leurs aériens. l'ancien premier minis-tre s'est abstent de commenter les prises de position de M. Michel Rocard qui avait condamné l'atti-tude syndicale. Tout en mettant le « blocage total » de la situation sur le compute d'a une carron accusare. le comple d'« une carence gouverne-mentale assez grave », il a exhorté les syndicats à réaliser qu'« on ne peut paralyser non plus une écono-mie pendant des semaines et des

#### « Une conduite d'échec »

Au micro de RMC, M. Pierre Bérégovoy s'est réjoui, « sans l'ombre d'une hésitation », de la légère baisse du chômage annoncée en juin mais il a estimé que cette relative amélioration « due aux mesures de traitement social prises par le gouvernement » ne constituait pas un « indice de redressement économique ». « Notre croissance pié-tine, elle sera nettement plus faible en 1987 qu'en 1986 et 1985 », a regretté l'ancien ministre de l'économie et des finances, qui a demandé au gouvernement une correction de tir el faut, a-t-il ajonté, don-ner la priorité à l'investissement, à la formation (...) et faire un effort considérable dans le domaine de la recherche. Les erreurs faites par le gouvernemens en 1986, nous les payons aujourd'hul. »

A propos de l'attitude des aiguil-leurs du cciel, M. Bérégovoy a

ministre des transports. Le gouver-nement a joué les provocateurs, dans cette affaire comme dans d'autres. Il faut se mettre autour d'une table et discuter. » « On parle

du bilan de ce gouvernement : je constate que la paix sociale est compromise, a ajouté l'ancien minis-tre, et tout cela n'est pas très bon. M. Bérégovoy a souhaité, d'autre part, que M. Mitterrand sollicite le renouvellement de son mandat - parce qu'il est le seul, aujourd'hui, dans la vie politique

française, à avoir l'aptitude à ras-sembler le pays ». Quant à M. Michel Charzat,

Quant à M. Michel Charzat, député socialiste de Paris, il a accusé le premier ministre de « miner la cohésion nationale ». « M. Chirae, à défaut de gouverner efficacement, se consacre de plus en plus à sa candidature, a-t-il déclaré. Le chef du RPR n'attend plus rien d'une gestion qui accumule les contra-performances Il chisti donc contra-performances Il chisti donc contre-performances. Il choisit donc d'agresser ceux qui lui ont laissé une situation bien meilleure que celle qu'il léguera en 1988. Cette tactique caractérise une conduite d'échec.

Le premier ministre en Champagne

#### Le second baptême des missions locales

de notre envoyée spéciale

M. Jacques Chirac s'est rendu le mardi 28 juillet, à Troyes (Aube), pour visiter une des cent trois missions locales françaises chargées de la réinsertion professionnelle et sociale des jeunes de seize à vingt-cinq ans. Cinq ans après leur créa-tion, le premier ministre a tenu à rappeler le « devoir d'aide et de soutien de la collectivité » face aux jeunes en difficulté. M. Chirac a aussi dressé le bilan du « plan pour l'emploi des jeunes » lancé l'an der-nier qui a touché 1 300 000 moins de vingt-cinq ans.

Un sourire à une jeune femme venue demander une aide à la mission locale de Troyes, les photos, le tour du propriétaire, sourires tendus, paroles rassurantes : les cent trois missions locales viennent de recevoir la bénédiction officielle du premier

Créées en mars 1982 à la suite du rapport de M. Bertrand Schwartz, ces organismes hérités de l'ère Mauroy attendaient depuis seize mois un signe du gouvernement. Ma Nicole Catala, socrétaire d'Etat chargée de la formation professionnelle, atten-dait, elle, les conclusions d'un rap-port commandé aux préfets en juil-let 1986 et d'une mission d'étude confiée à la même date à l'inspec-cion pérérale de l'administration de tion générale de l'administration de l'éducation nationale. Les résultats en seront encourageants. La visite à Troyes de M. Chirac et de Miss Catala vient donc sanctionner le retour en grâce de ces organismes qui se disaient les laissés-pour-

compte de la politique sociale. En cinq ans d'existence, ces missions ont prouvé sur le terrain leur efficacité: en 1986, 160 000 jeunes y ont été reçus, écoutés, conseillés, orientés et aidés. A travers des stages, des ateliers pédagogiques, ou des formules d'apprentissage, elles ont apporté leur soutien aux 18-25 ans en situation d'échec scolaires

dépourvus de diplômes, de qualifica-tions, et d'expérience profession-nelle. Durant les mois, voire les années qui séparent la sortie du sys-tème scolaire du premier emploi, même précaire, les échecs aboutissent naturellement à approfondir l'exclusion. Pendant cette période fragile, la mission locale est là pour donner aux 18-25 ans le coup de pouce nécessaire pour les aider à vivre sans beurts cette ère de transi-

« Pour prendre en charge les eunes, dit M. Gratkowski directeur de la mission de Troyes, - nous nous occupons d'insertion profession-nelle, mais aussi d'insertion sociale. Cela nous amène à nous pencher sui les problèmes de logement et de santé. La mission de Troyes, qui gère un budget annuel de 2,5 mil-lions de francs cofinancé par l'Etat et les collectivités locales, dispose ainsi de trois appartements « d'urgence » fournis par l'Office d'HLM, qui accueillent temporaire-ment les 18-25 ans sans domicile fixe, et a mis en place cette année un suivi médical. • Nous avons ainsi réussi à soigner un diabétique d'une vingtaine d'années qui avait près de 6 grammes de sucre dans le sang. poursuit M. Gratkowski. Ce garçon qui ne subissait plus les rythmes de l'école et pas encore le rythme du travail prenait ses doses d'insuline à n'importe quelle heure. »

Cette année, à Troyes comme ailleurs, si le nombre des personnes accueillies pour la première fois baissé (passant de 95 000 en 1985 à 77 000 en 1986), celui des 18-25 ans régulièrement suivis par les missions locales a considérablement augmenté. Ces jeunes, qui souffrent d'un cumul de handicaps, reviennent régulièrement à la case départ maigré les mesures prises en leur faveur et la période de transition entre l'école et le monde du travail s'allonge notablement.

#### La préparation du référendum en Nouvelle-Calédonie

#### Près de six mille électeurs ne seront pas admis à participer au scrutin du 13 septembre

NOUMÉA

de notre correspondant

La grande toilette des listes élecorales est en train de s'achever en Nouvelle-Calédonie, où le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, séjournera du 1s au 7 août avec l'intention d'expliquer à la population . l'enjeu et la portée . du référendum d'autodétermination du 13 septembre. A six semaines de ce scrutin les derniers chiffres officiels (mais non encore définitifs) évaluent à environ cinq mille-neuf cents - sur un corps électoral de quatrevingt-onze mille quatre-centsoixante personnes début 1987, soit un poucentage de 6,45 % - le nombre des électeurs non admis à participer au scrutin. Certains de ceux-ci ne remplissent pas le critère des trois années de résidence retenu par la loi électorale du 5 juin 1987 organisant la consultation des populations intéressées de Nouvelle-Calédonie », tandis que d'autres ont quitté le territoire ou sont décédés.

L'agglomération de Nouméa, principal lieu de résidence des fonctionnaires de passage visés par la loi concentre, à elle seule, plus de 80 % de ces radiations. Ce travail de - purge - a été effectué, du 15 juin au 12 juillet, par trente-neuf commissions administratives - chacune étant présidée par un magistrat venu de métropole - qui ont passé au peigne fin les listes de toutes les communes de l'archipel, dressant l'inventaire des électeurs inscrits avant le 5 juin 1984.

Ces derniers se voyaient, dans un premier temps, adresser une notifi-cation les invitant à justifier de leurs trois années de résidence sur le territoire. Cette première vérification effectuée, les commissions affichaient ensuite dans toutes les mairies la liste des « non-admis » auxquels il restait toujours la possibilité, en cas de contestation, de déposer un recours auprès du tribunal de première instance de Nouméa, C'est à ce stade de la procédure que certains magistrats ont été amenés à assouplir une disposition du texte de

L'article 7 du décret d'application de la loi électorale stipule en effet que, dans le cas de figure d'une radiation, la commission - notifie sa décision dans les deux jours à l'intéressé . Or, sur les sept com- d'un éventuel . oui à la France . missions opérant sur Nouméa, six ANNE CHEMIN. d'entre elles n'ont pas adressé de

telles notifications aux électeurs non admis, arguant de la difficulté technique de l'opération et de la publication, dans le journal local, des listes affichées dans la mairie du cheflieu. En clair, certains Nouméens ne lisant pas le journal ou ne s'étant pas déplacés à la mairie, peuvent ainsi avoir été radiés des listes sans en être informés. Ce point litigieux devrait conduire, apprend-on de source FLNKS, quelques-uns de ces

Dans le même temps, les commis sions ont reçu un renfort bénévole d'un - groupe de citoyens désireux de créer une association de défense des droits civiques - qui a contesté anprès du tribunal de première instance (ainsi que l'autorise le code électoral) l'inscription de cinq mille six cents électeurs sur la liste de « droit commun » de Nouméa année 1987 - au motif que ceux-ci n'auraient plus d'attache avec le ter-

#### Chasse anx abstentionnistes

L'initiative émane en réalité de deux personnes proches du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) et met en cause l'ensemble des abstentionnistes de ces trois dernières années Elle a surtout imposé un assommant travail de bénédictin au juge charge d'examiner tous ces recours dont une bonne partie s'est d'ailleurs révélée, après vérification injustifiée. Mais l'essentiel était pour ses auteurs, de « séparer le bon grain de l'ivraie . L'électeur indûment contesté qui répondra à la convocation du tribunal et obtiendra sa réintégration sur les listes poussera sans doute le civisme jusqu'à se rendre aux urnes le 13 septembre. Quant aux autres, ceux qui ne se manifesteront pas et seront donc radiés, il ne s'agira sans doute que d'abstention nistes potentiels - abstentionnistes • fantômes » (personnes décédées ou ayant quitté le territoire) ou abstentionnistes impénitents qui auraient été décomptés au lendemain du scrutin au crédit du mouvement indépendantiste dont les instances ont prôné le boycottage de la consultation. Car le véritable enjeu de ce référendum, pour le gouvernement et le RPCR, est bien là : assurer un taux maximum de participation dont dépendra la crédibilité

FRÉDÉRIC BOBIN.

#### Querelle de chiffres

#### M. Séguin cherche 80 000 chômeurs

Cherche 80 000 chômeurs... La querelle sur le nombre de cho-meurs en France, et la distinction entre « chômeurs » et « demandeurs d'amplors, vient d'âtre relancée par M. Philippe Séguin. C'est d'abord la gauche qui, lors-que M. Raymond Barre était pre-mier ministre, a contesté les chiffres, en raison notamment du développement des préretraites, des plans « emploi-jeunes » et des radiations des fichiers. Après 1981, ce fut M. Lionel Stoléru qui, soutenu par la droite, accusa, pour des raisons semblables, le gouvernement de gauche

de minorer les statistiques. Mais les reproches changent Mais les reproches changent de sens. Constatant dans les 
e premiers résultats » de 
i' « enquête emploi » de l'INSEE 
de mars 1987 (1) une augmentation du nombre des chômeurs, 
tels que les définit le Bureau 
international du traveil (BIT), de 
119 000 par rapport à l'anquête 
de mars 1986 (+ 4,9 %), alors 
que, « sur la même période, le 
nombre de demandeurs d'emploi 
inscrits à l'ANPE » crû d'un peu 
plus de 200 000, soit » % ». le plus de 200 000, soit 8 % », le ministre des affaires sociales vient de demander à M. Edmond-Malinvaud, directeur de l'INSEE, qui avait l'an passé rédigé pour M. Séguin un rapport sur « las statistiques de l'emploi et du chômage », d'« approfondir ses réflexions », et de lui fournir quelques explications sur ces discor-

En clair, M. Séguin soupçonne l'ANPE de majorer le nombre de chômeurs : dans sa lettre à M. Malivaud; il rappelle « l'impact possible des variations dans les méthodes de gestion des tichiers par l'ANPE », signalé dans son rapport par le directeur général de l'INSEE.

M. Malinvaud avait mis en évidence les différences entre les résultats de l'enquête annuelle de l'INSEE, « conçue de manière à fournir la mesure du chômage selon les normes internatio-nales », et les statistiques men-suelles qui « renseignent sur les effectifs des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE » et « ne permettent d'approcher qu'imparlaitement le nombre des chômeurs ».

Pour le BIT, les « chômeurs » Pour le BIT, les « chomeurs » doivent rechercher activement un emploi et être disponibles. Ce qui n'est pes toujours le cas de tous les inscrits à l'ANPE, mais, à l'inverse, tous les chômeurs ne sont pas inscrits à l'Agence. Ainsi, en mars 1985, il y avait, au les chômeurs ne sont pas inscrits à l'Agence. Ainsi, en mars 1985, il y avait, selon M. Malinvaud, « 2 430 000 chémeurs au sens du BIT, et 2 670 000 demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE ». Tandis que 16 % des « chômeurs BIT », soit 385 000 personnes, ne déclaraient pas être inscrits, 630 000 inscrits ne devaient pas être considérés comme « chômeurs de la région. Le société textile Les fils de Victor Perrin va supprimer 110 emplois (sur 460),dont 25 par préretraites : 80 à Damieulles et 30 à Thiéfosse (Vosges).

meurs BIT » : inactifs, indisponibles, occupant un emploi occa-sionnel ou à tamps très partiel. Cependant, de 1975 à 1986, les deux séries « ont donné des desment, des évolutions paralièles, le chiffre des demandes d'emploi étant constamment supérieur à celui des « chômeurs BIT » repéré par l'INSEE. Mais, dans le détail et dans

l'INSEE, les statistiques de l'ANPE ont « exagéré la croissance à certaines périodes, par exemple de 57 000 personnes d'evril-mai 1982 à mars 1983, et l'ont sous-estimée à d'autres périodes, par exemple de 148 000 personnes de mars 1983 à mars 1984 », par suite d' e opérations systématiques de contrôle st de nettoyage des fichiers ». Malgré son importance (109 000 personnes), la différence constatés de mars 1986 à mars 1987 n'est donc pas idé-dits, et le sens de l'évolution est

Mais les chiffres du chômage étant jugés, à tort ou à raison, comme un argument électoral capital, on comprend que M. Séguin souhaite pouvoir affi-cher la meilleure évolution depuis mars 1986. Surtout au moment où, rompant avec son pessi-misme habituel, il déclare vouloir stabiliser le chômage à son niveau actuel. Les premiers résultats de l'INSEE amenant celle-ci à réviser en baisse les indices mensuels du chômage au sens du BIT publiés an même temps du BIT publies an meme temps que les demandes d'emploi, depuis l'automne 1986, confor-mément aux recommandations de M. Malinvaud, tombent à pic. D'où la demande du ministre. Pouvoir « nettoyer » le chiffre des demandes d'amploi sues les des demandes d'emploi avec la caution des observateurs scienti-fiques du chômage : quel rêve pour tout ministre de l'emploi...

GUY HERZLICH. Suppressions d'emploi. - Quatre cent cinquante-huit emplois sur sept cents vont être supprimés d'ici à la fin de 1987 à l'usine de production de zinc Vieille Montagne de Viviez (Aveyron). La capacité de pro-duction (80 000 tonnes) de cette usine, jugée tachniquement obsolète, doit être reprise par celle d'Auby (Nord), qui produit déjà 100 000 tonnes par an. Les

#### **EN BREF**

 Au Conseil national de la gauche. — il convient d'ajouter à la liste des trents-neuf membres du Conseil national de la gauche, élargi le mardi 28 juillet à plusieurs person-nalités (le Monde du 29 juillet), un quarantième nom, celui de l'ancien ministre socialiste du travail. M. Michel Delebarre, qui assure la coordination de ce comité de reflexion dont l'un des premiers tra-vaux sers l'organisation, à l'automne, d'un colloque sur le thème du « ressemblement des

forces de progrès ». • M. Lajoinie en Chine. -M. André Lajoinie, candidat du Parti communiste à l'élection présidentielle, effectuera un voyage de deux semaines en Chine à partir du début du mois d'août. Il ne sera accompagné d'aucun autre dirigeant du parti, précise-t-on au siège du PCF.

POLYNÉSIE : mort d'un conseiller territorial. - M. Austin Hunter, trente-sept ans, conseiller territorial et maire de la commune de Tumaraa, dans l'île de Raiatea, est mort à la suite d'une longue maladie. Il avait démissionné, début juillet, à l'assemblée territoriale, avec deux autres conseillers, du groupe majori-taire du Tahoeraa Huiraatira, dirigé par M. Gaston Flosse, pour protester contre la nomination, qualifiés d'« abusive », de l'actuel administrateur des lles-sous-le-Vent par le président du gouvernement local M. Jacques Teuira. Sa succession à l'assemblée territoriale sera assurée par son suivant de liste tandis que des élections municipales anticipées sont prévues pour les prochains jours dens la commune de Tumaraa. (Cor-

resp.). • RECTIFICATIF. - Si enclin qu'il soit à l'optimisme, M. Michel Rocard n'a pas déclaré, le dimanche 26 juillet, à La Baule, que le déficit de la Sécurité sociale est « agréable », comme une coquille nous l'a fait imprimer dans le Monde du 28 juillet, mais qu'il est « gérable ».

#### BIBLIOGRAPHIE

### Le mal administratif est-il incurable?

L'administration ne serait-elle pas l'essence même de la société fran-caise? L'Etat envahissant, depuis le détenteur suprême du pouvoir jusqu'au plus humble fonctionnaire, a souvent été décrit tantôt avec hor-reur tantôt avec délectation. La construction de l'appareil adminisconstruction de l'appareil administratif est devenue si parfaite et... si
complexe qu'elle constitue un chefd'œuvre intouchable. Mais le risque
que courent certains des architectes
de ce monument est d'oublier leur
véritable finalité et de créer une
société dans la société. Et le béotien
qui veut tout simplement comprendre est repoussé comme un barbare.
Ce qui protège un tel bastion, c'est
essentiellement le «secret».

Or ce dogme sacro-saint com-mence à être ébranlé. L'histoire des premières conquêtes vers la «trans-parence administrative» est décrite avec minutie par trois jeunes maî-tres des requêtes au Conseil d'Etat qui ont eu leur part dans cette entreprise (1). Ils soulignent l'impor-tance fondamentale des lois de 1978 sur l'informatique et les libertés et sur la liberté d'accès aux documents administratifs et de celle de 1979 sur la motivation des actes administratifs.

Après celle du médiateur, la créa-Apres cene du menateur, la crea-tion de la Commission nationale informatique et liberté est donc un progrès sensible vers la démocratie du citoyen. Toutefois, malgré l'opti-misme des auteurs, on peut redouter que l'administration ne recherche que l'administration ne recherche toujours à récupérer ce que la clarté aura gagné. Les concessions des chaînes de télévision avant et après 1986 ont-elles été totalement transparentes? Le public lui-même connaît-il tous les droits que la loi donne désormais, et l'administration n'est-elle pas quelque peu réticente pour les faire connaître? Le rôle du juge et celui du pouvoir politique devraient être à cet égard fondamentaux. Cela pose deux questions auxquelles précisément répondent deux autres ouvrages. deux autres ouvrages.

parcouru par une citoyenne de base

— qui est tout de même agrégée
d'histoire — qui en a tiré un - rapport Lambda - (2). Que de dédales,
que de portes closes, que de fraudes, que d'absurdités dans ces bureaux et dans ces textes qui concernent pour-tant notre vie quotidienne : l'emploi, la sécurité sociale, l'impôt, le loge-ment, l'aide à l'enfance! L'auteur semble - avec modestie et prudence - avoir trouvé un remède dans la décentralisation, car elle permettrait aux usagers d'exercer un meilleur contrôle de ceux qui, après tout, sont au service du public.

On peut en effet se demander avec Pierre Milloz si la fonction publique n'est pas « ingouvernable »
(3). Avec érudition et humour, ce haut fonctionnaire décrit donc ce • mal administratif • comme Alain Peyrefitte, qui préface l'ouvrage, avait dénonce le « mai français ». Il montre les complications des démarches imposées au public pour s'exclamer, désabusé: « Qu'il est compliqué de simplifier! » Il est vrai que pour y aboutir on crée à intervalles réguliers de nouvelles administrations chargées de... la simplification! simplification!

Pour atténuer la sévérité de ses descriptions et pour montrer aussi combien le « mal » est ancien, M. Milloz agrémente son récit de citations puisées dans Corneille, Molière, Boilean et autres auteurs Moliere, Boileau et autres auteurs ici insolites. Edifiant en revanche, le rapport présenté à l'Assemblée nationale en 1984 pour souhaiter la modernisation de l'administration, et celui, identique, remis au président de la République en... 1932.

Pour M. Milloz, la cause d'une telle afrancie l'art en à auche de la les les montes de la cause d'une les les respects de la cause d'une les respects de la cause d'un

telle pérennité n'est pas à rechercher dans la puissance de l'administration mais plutôt dans l'impuissance de l'autorité de l'Etat, qui n'exerce plus totalement le pouvoir de comman-der, de contrôler, de sanctionner. « La dégradation de la notion

Le labyrinthe administratif a été d'autorité - est donc bien la raison du « mal administratif » contre lequel la seule esquisse de remède, se trouve, selon cet auteur aussi, dans la décentralisation.

ANDRÉ PASSERON.

(1) «La transporence administra-tive», par Bruno Lasserre, Noëlle Lenoir et Bernard Stirn, PUF. 236 pages, 120 F.
(2) \*\*Le rapport Lambda \*\*, par Agnès Gerhards. Le Seuil, 295 pages, 99 F.

(3) • Le mai administratif •, par Pierre Milloz. Dunod. 238 pages, 98 F.





# Société

#### REPÈRES

#### Instituteurs

#### M. Monory veut encourager les vocations

L'an demier, sept cents postes offerts au concours de recrutement des écoles normales d'instituteurs n'avaient pas trouvé de candidats. Va-t-on observer, cette année, la même désaffection à l'égard de ca métier ?

Deux jours avant la clôture officielle des inscriptions dans les ins-pections académiques (30 juillet), le ministre de l'éducation nationale, M. René Monory, a jugé utile de rappeler les grandes lignes de la campa-gne d'information lancée au début du mois par voie d'affichettes et de dépliants sur les thèmes : «Vous pouvez devenir instituteur» (le Monde du 11 juillet).

Le report de trente ans à quarante ans de la limite d'âge pour les candidats, le relèvement depuis quelques années du niveau de recrutement et la revalorisation du traitement des instituteurs engagés dans le budget 1987 et qui sera poursuivie l'an prochain (le Monde du 22 juillet) ne paraissent pas suffisantes pour susciter un flux significatif de vocations

#### SIDA

#### Un projet de loi présenté par la Bavière

Le Land de Bavière, a déposé devant le Bundesrat (Chambre des Etats), un projet de loi visant à condamner à des paines de prison les personnes atteintes ou soupconnées d'avoir le SIDA qui n'utiliseraient pas da préservatifs lors de rapports sexuels. Ce projet fait suite à la récente décision du tribunal de Munich qualifiant de « tentative de meurtre > les relations sexuelles non protégées de tout porteur de la maladie (le Monde du 22 juillet).

D'autre part, le Neue Rhein Zeitung affirme qu'une vingtaine d'enfants originaires de Wesel

(centre-ouest de la RFA) ont été obligés de passer un test de dépistage du SIDA avant de pouvoir partir en colonie de vacances. Selon un élu local, cette mesure sans précédent issus de familles « à risques ».

#### Religions

#### Collecte musulmane à Beauvais

L'aïd-el-kébir, célébré par les musulmans quarante jours après la fin du ramadan, aura lieu cette année le mercredi 5 août.

Estiment qu'il faut « honorer cette journée du don et de la générosité », l'association de jeunes Maghrébins France Plus organise à Beauvais, pour la deuxième année consécutive, une collecte. Les musulmans de la région sont invités à déposer à la mairie de Beauvais leurs dons en nature (nourriture, vêtements), qui seront ensuite remis à la Mission Saint-Vincent-de-Paul, Celle-ci aide une quarantaine de familles démunies de la ville. Quant aux dons en argent, ils iront à l'Association pour la recherche contre le cancer (ARC).

#### Couche d'ozone

#### Nouvelle campagne scientifique

Une nouvelle campagne scientifique, entreprise par les Etats-Unis avec la collaboration de plusieurs autres pays, va être lancée pour étudier le trou de la couche d'ozone audessus de l'Antarctique. Du 17 août au 29 septembre, deux avions de la NASA équipés d'instruments de mesure effectueront chacun à partir de Punta-Arenas (Argentine) dix vols dans la zone étudiée. L'expérience sera également menée à partir des informations recueillies par des satellites météorologiques américains et européens, et des bases terrestres dans l'Antarctique. Il s'agit d'expliquer l'apparition, chaque année à la fin de l'hiver austral, d'un trou dans

#### Une opération pilote

#### Eté anti-cambriolage à Paris

D'étranges hommes bleus perchés sur des cyclomoteurs de la même couleur et munis d'appareils radio sillonnent depuis le 1° juillet les rues du 13° et du 14° amondissement de Paris. Ils font partie d'une opération pilote Eté anti-cambriolage lancée par la mairie avec une entreprise privée, la société Centraveil (1), pour assurer pendent les mois de juillet et août la surveillance des appartements désertés par leurs occupants.

Chaque année, plus de 200 000 cambriolages sont commis en France (216 484 en 1986) dont 45 000 à Paris. L'été est bien évidemment la période de prédilection des voleurs qui, explique le Centre de documentation et d'information rence le jour entre 10 heures et 16 heures, passent sept fois sur dix seulement par la porte et ne minutes sur le lieu du cambrio-

Le principe de l'opération, très simple, repose sur une surveil-lance de 24 heures sur 24 h et une intervention ultra-rapide. Un appareil détecteur de présence humaine est posé par la société dans les locaux à surveiller. Dès que l'intrus s'introduit, un système d'alarme se déclenche au quartier général du « centre sur l'écran de son ordinateur la fiche de l'appartement ou de mesures urgentes à prendre.

Un message radio est aussitőt anvoyé à la patrouille motorisée. Le garde le plus proche du site intervient immédiatement et rend compte, en direct, au moven de sa radio, de ce qu'il constate : l'effraction, présence du coleur. ou fausse alerte. Le centre décide alors d'alerter ou non le commissariat le plus proche avec laquel il est en liaison. En fait, cette « brigade motorisée » n'intervient que de 7 heures à 22 heures. La nuit, ce sont les inspecteurs des parcs et jardins de la Ville de Paris qui prennent le relais et patrouillent en voiture.

Pour les gardes, Centraveil s'est adressée à la société immo-

servicesd. Celle-ci a recruté quinze personnes : des hommes entre vingt-cing ans et trentecing ans ayant felt, si possible, leur service militaire dans les transmissions avec au minimum le BEPC, un casier judiciaire vierge, une grande pratique spor-tive et l'expérience d'un sport de défense, car ils ne sont pas armés et peuvent être appelés à se battre. Leur mission est, an effet, de faire en sorte que la polica puissa attraper le voleur.

#### < Confidentiel défense >

Mais pourquoi perdre du temps en passant par ces patrouilles ? Parce que tout sophistiqués qu'ils soient, les appareils d'alerte peuvent se déclencher par accident et les forces de l'ordre, déjà fort occupées, ne peuvent se déranger à tout bout de champ, explique en substance Mme Chantal Huot. responsable du service commercial de Centraveil. Elle souligne cependant le caractère dissussif des patrouilles mobiles.

Déclaré à la Commission nationale informatique et libertés (CNIL), Centraveil garantit la confidentialité de ses dossiers. Ses ordinateurs sont reliés à un centre placé « confidentiel défense », utilisé notamment par des entreprises travaillant sur l'armement, et donc supposé impénétrable.

A la fin mai, la mairie de Paris avait envoyé environ cent mille lettres d'information aux habitants du 13º et 14º arrondissements. Quatre mille personnes ont répondu, mais le matériel, limité, n'a permis de retenir que six cent cinquante clients. L'abonnement pour un mois s'élève à 598 F. Le financement apporté par la mairie se monte quant à lui à 350 000 F pour les deux mois. Si elle réussit, l'expérience sera renouvelée et peutêtre étendue sous une forme differente.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Centraveil, 73, rue de Lour-mel, Paris-15<sup>a</sup>. Tél.: 45-75-86-99.

#### De l'Extrême-Orient à l'Europe de l'Ouest

#### Mortelles intempéries

Froid, pluies diluviennes, typhons et vagues de chaleur, de l'Extrême-Orient à l'Europe de l'Ouest, le cli-mat semble s'être déréglé. Ces conditions climatiques inusitées ou exceptionnelles pour la saison cansent de très nombreuses victimes.

C'est, semble-t-il, la Corée du Sud qui, jusqu'à présent, a eu le plus à souffrir de l'été pourri. Au cours des deux dernières semaines, les typhons et les précipitations torrentielles y ont noyé des centaines de personne Un bilan encore provisoire fait état de 340 morts, 245 disparus et plus de 100 000 sans-abris.

Un autre typhon s'est abattu le mardi 28 juillet sur le littoral chinois, près de Shanghai, tuant une quarantaine de personnes, endommageant des centaines d'embarcations de pêcheurs, conpant une vingtaine de ponts et noyant 120 000 hectares des meilleures terres à blé de la région. Dans le même temps, une vague de chaleur sévit sur toute la Chine intérieure, de Pékin à Canton.

Plus à l'ouest, le Banaladesh vient d'être, une fois de plus, submergé par des inondations qui ont détruit des milliers d'habitations lègères sans que l'on annonce toutefois le nombre des victimes.

En revanche, on a déjà relevé 145 morts dans les rues de Téhéran, qui ont été parcourues mardi par de véritables torrents descendant des hauts quartiers à la suite de violents orages. 35 personnes sont portées disparues et 450 ont été blessées.

En Europe et au Proche-Orient, c'est la canicule qui continue à tuer. Si le thermomètre semble baisser en Italie et en Grèce, il monte en Israël, en Turquie et à Chypre, où 16 personnes âgées ont déjà été victimes de coups de chaleur. En Turquie, au cours de la seule journée de mardi, a on déploré 5 décès par hémorragie cérébrale due à la température.

Alors que la canicule lui laisse un pen de répit, l'Italie du Sud dresse un premier bilan : environ 80 décès supplémentaires en queiques jours. Plusieurs parlementaires ont interpellé le gouvernement sur l'insuffi-sance des hôpitaux méridionaux en équipements et en personnels.

Est-il normal, demandent les journaux, que certains hospices de Reggio-de-Calabre, on 15 vieillards viennent de mourir, manquent de tout appareillage anti-chaleur y compris de ventilateurs?

La température est également descendue de quelques degrés en Grèce, mais les méfaits de la chaleur se font encore sentir. Le Festival d'Athènes, par exemple, a du modifier sa programmation car le chorégraphe français Roland Petit, qui devait s'y produire avec sa troupe, a été victime d'un malaise.

A Salonique, les pouvoirs publics ont du réquisitionner des wagons frigorifiques pour désencombrer les morgues. Enfin les Athéniens se plaignent de l'odeur insoutenable provenant des cimetières proches de la ville.

CORRESPONDANCE

#### L'attentat contre la villa corse du professeur Paul Aboulker

#### « Une idéologie sauvage, aveugle »

Le professeur Paul Aboulker dont la villa a été détruite par un commando de l'ex-FLNC, dans la soirée du samedi 25 juillet à Capo-di-Muro (Corse), nous a adressé la lettre suivante :

Sollicité par l'ensemble de la presse de m'exprimer sur l'évé-nement dans les heures mêmes qui ont suivi le rept violent de destruction de ma maison, action dont les auteurs ont recherché l'aventage médiatique, je m'étais refusé à toutes déclarations, réservant celles-ci au calme et à la réflexion. Ce que je fais ici. Ce qui a paru dans les journaux : « La valise ou le cercueil », « On n'a pas voulu de moi », « Je rentre chez moi », me paraît témoi-gner d'une démission qui ne répond en rien à ma réalité profonde, et, de plus, est indigna du nom que je porte.

J'ai été invité par un ami Corse à découvrir ce département de notre pays, il y a plus de trente ans. d'abord au cours d'un séjour d'été - puis reçu comme hôte d'honneur à la préfecture d'Ajaccio, - enfin, instamment convié d'y acquérir un terrain pour les vacances. J'ai attendu très longtemps avant d'y faire construire. Nous y passions quel-ques semaines de via familiale paisible et de convivialité avec nos nombreux amis locaux.

La première destruction m'a paru incompréhensible et la mort du « piastiqueur » deplorable. J'ai prie et je prie encore pour lus. La deudème destruction est un acte qui procède d'une ideologie sauvage, aveugle, un acte irrationnel dont les motivations déclarées par leurs auteurs défient toute intelligence et toute

1 1 1 - THE

· cocks

121- 2514

granted at \$4

प्रवास्त्र अपने 🍇

الأخلاف والأ

Comp. 100 160 860

人名英格兰

and the same

1.19 / // 🗯

g. 400 a 👺

· \* (82%

15. 6

12 - Sam Calendaria 11 - Sam & Alendaria

and a second

Park to Colombia

Cyclesium:

さいこというから 海海の

\* 一つのは 本本語

A THE WAR AN

The same of the same

22 PA

The second secon

20 mg at 36 mg

Magazin

Annual Control of the Party of

Man James

· Falmer

THE NEW YORK

and programmed

: wate

74-4 - - 44

44

Come with Bridge

State State of the Same

Margaret

S-1 ( Kingle)

Market DEGLE

A CONTRACTOR

1. 1. 1. 1. W. A. 16 Mg

Nous pensions, moi et les miens, que nous pouvions vivre là, en gens paisibles, en gens de pensée et d'esprit, amoureux de beauté naturelle. N'y aurait-il donc pas place en Corse pour des gens paisibles, des gens d'esprit ? Au nom de quoi cet achamement violent a-t-il déjà fait dans la ténèbre couler la sang puis détruit et maculé plus de vingt ans de souvenirs, brûlé beaucoup de nos biens propres, anéanti notre maison? Ce viol du cœur, cette démotition des biens sont-ils de l'ordre de la noblesse que les pertisans du symbole s'attribuent à eux-

Je remercie le préfet du département et le maire de ma commune d'être venus dès la première heure m'exprimer leur solidarité et leur transmets cette déclaration qu'ils auront à cœur, j'en suis six, d'afficher et de diffuser auprès de mes amis et de la population qui a manifesté unanimement sa réprobation et sa

#### Nouvelle catastrophe meurtrière en Lombardie

#### Trois villages rayés de la carte par le glissement d'un pan de montagne

de notre correspondant

Un glissement de terrain a, le mardi 28 juillet, totalement isolé la mardi 28 juillet, totalement isolé la haute vallée de la Valtelline, dans les Préalpes de Lombardie du Nord, qui, le 18, avait déjà été frappée par des inondations. Seion les premières estimations, l'éboulement a enseveli vingt-huit personnes dont une seule a été retrouvée morte. Trois villages ont été à peu près totalement rayés de la carte, de part et d'autre de la localité de Morignone. Le nombre relativement limité des victimes est dû au fait que les villages avaient été évacués l'avant-veille. En affet le

glissement avait été prévu dans son

principe sinon dans son ampleur.

C'est un véritable pan de montagne qui a glissé, barrant totalement le cours de la rivière Adda, isolant ainsi complètement la haute vallée. La localité de Bormio n'est plus accessible que par la Suisse. Parmi les disparus on compte sept ouvriers d'une entreprise privée, travaillant à déblayer une route, en dépit des avis d'évacuation. La plupart des autres disparus, dix-sept au moins, sont des habitants du hameau d'Aquilone qui se croyaient à l'abri puisque leurs maisons se trouvaient un peu en hauteur sur la pente faisant face à celle qui est descendue. Mais la masse de terre a été telle que le hameau a été

Les matériaux accumulés forment une digue de 40 à 50 mètres de hauteur en moyenne, atteignant jusqu'à 100 mètres par endroits. Derrière elle, les eaux de l'Adda ont com-

mencé à former un lac artificiel. Les habitants du village situé immédiatement en avai ont été évacués, bien que la situation ne soit pas encore réellement menaçante. Les autorités devront cependant creuser rapidement un canal d'évacuation: Elles n'avaient ou commencer ce travail mercredi matin, car l'énorme pente n'était pas encore stabilisée. Pour l'avenir, il faudra complètement redessiner le tracé de la route nationale, prise sous la masse de pierres et de terre. La morphologie de la vallée est totalement et définitive ment bouleversée.

Une fois encore, les polémiques vont se déclencher en Italie sur les raisons de la répétition de phénomènes naturels d'une anssi grande ampleur. Le déboisement seuvage, qui affecte des milliers d'hectares chaque année dans la péninsule et qui, en cent ans, a privé le pays du tiers de ses forêts, est notamment mis en accusation.

Si le glissement de terrain de la haute Valtelline avait cette fois été prévu, évitant sans doute ainsi des centaines de morts, on rappelle que les services italiens de cartographie et de surveillance du terrain ne comptent qu'une trentaine de géolo-gues. Ce n'est pas faute d'argent. En Italie, la plaie est l'inorganisation administrative et en particulier le chevanchement des compétences, notamment régionales et nationales L'absence de continuité dans la volonté politique n'est pas non plus etrangère à cette situation.

#### A Marseille

#### Trois policiers sont blessés lors d'incidents dans une cité

Trois policiers ont été légèrement blessés, pendant la nuit du lundi 27 au mardi 28 iuillet, au cours d'incidents qui se sont produits dans une cité des quartiers nord de Marseille. Vers 23 heures, des policiers,

alertés par téléphone, sont intervenus dans un bâtiment de la cité Bellevue où un différend opposait des familles voisines. Les policiers sont repartis après avoir ramené le calme, mais peu après un homme est venu menacer et injurier les poli-ciers à l'entrée du poste de police situé dans cette cité. Alors que les fonctionnaires tentaient de l'interpeller, des habitants ont voulu s'interposer. Un véhicule de police qui regagnait le poste est arrivé à ce moment-là. L'altercation entre forces de l'ordre et résidents a dégénéré : des pierres et des cocktails Molotov - qui n'ont pas explosé ont été lancés sur le véhicule. Le calme a été rétabli vers 2 houres.

Lors de ces incidents, trois policiers ont été blessés et cinq personnes ont été interpellées.

#### Mandat d'arrêt contre un responsable du Mouvement national arménien

A Aix-en-Provence

Un mandat d'arrêt a été lancé le mardi 28 juillet à l'encontre de Gilbert Minassian, trente-deux ans. membre du bureau politique du Mouvement national arménies (MNA), par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, après l'attaque d'un four-gon postal, commise le 28 juillet 1984 sur l'autoroute A 7.

Ecroué au mois d'août suivant, pour cette agression, avec quatre autres personnes, Gilbert Minassian avait bénéficié d'un non-lieu accordé par le juge d'instruction, M. Jean-Jacques Bagur, dans le cours de cette même affaire, en octobre 1986. Le parquet avait alors interjeté appel de cette décision, et un supolément d'information avait été demandé par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Ргоуепсе.

Le MNA s'est élevé, mardi, dans un communiqué, contre ce nouveau mandat d'arrêt - lancé contre l'un de ses responsables politiques, Gilbert Minassian .. Le MNA · dénonce l'acharnement politicopolicier visani à impliquer indument ce militant .

### La communauté internationale se mobilise contre l'invasion de criquets en Afrique

Parviendra-t-on cette année à protéger l'Afrique de l'Ouest. contre l'invasion de criquets dévastateurs de cultures? La FAO (organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), aidée par les pays donateurs de fonds et d'équipements, espère y parvenir. La France a, pour sa part, accordé une aide de 20 millions de francs à six pays sahéliens, a indiqué, le mardi 28 juillet M. Michel Aurillac, ministre de la coopéra-

En 1986, la campagne de lutte d'empêcher la plupart des pullulations et des migrations de ces insectes, et la production agricole de l'Afrique de l'Ouest avait même été excédentaire, Il n'empêche. - La communauté internationale s'était mobilisée de façon trop désordonnée et trop lente -, souligne M. Aurillac.

Une lenteur d'autant plus regrettable que, en la matière, il faut intervenir au début de la saison des philes. Car ensuite les locustes notamment les criquets pèlerins se multiplient en une véritable explosion démographique; devenus adultes, ils se rassemblent en des essaims gigantesques contre lesquels ils est difficile de lutter. Quant aux criquets sénégalais, sauteriaux très présents en Afrique de l'Ouest, ils suivent le développement de la végé-tation, lui-même lié aux pluies (le Monde du 22 juillet).

Pour ne pas répéter les erreurs du passé, la FAO a décidé d'agir an plus tôt et, dès décembre 1986, elle a réuni les pays sahéliens et les pays donateurs pour définir la stratégie de la campagne 1987. A la mi-juin, 28 millions de dollars (170 millions de francs) avaient déjà été recueillis, ce qui convrait presque totalement les 32 millions de dollars jugés nécessaires pour l'éradication du fléau acridien en Afrique de l'Opest.

La France participe activement à cette lutte par l'intermédiaire d'accords bilatéraux contractés avec six pays sahélicas (Burkina, Mali, Maaritanie, Niger, Sénégal, Tchad). Les 20 millions de francs que le ministère de la coopération leur a accordés (contre 12 millions de france en 1986) sont destinés à l'envoi d'équipements et d'insecti-cides, à la location d'hélicoptères pour localiser les zones infestées, et à celle d'avions de traitement. Ces crédits ont aussi permis l'installa-tion, à Niamey (Niger), d'une grammes de recherches interdisciplinaires français sur les acridiens du Sahel (PRIFAS) (1) qui aide à prévoir le pullulation des criquets.

Ces moyens suffirent-ils pour prévenir toute nouvelle invasion en région sahélienne? On peut l'espé-rer, d'autant que les pinies ayant cette année du retard, la menace acridienne s'annonce moins grave que l'année dernière. A moins que n'arrivent en masse des crioners pèlerins en provenance de l'Afrique de l'Est. Dans cette partie du continent, l'organisation régionale de lutte contre les acridiens se mobilise aussi, soutenue par la FAO à laquelle le ministère français des affaires étrangères a accordé 2 millions de francs pour 1987. Il reste que, depuis la mi-juin, les locustes semblent proliférer dangereusement en Ethiopie et au Soudan, pays où l'instabilité politique rend toute intervention difficile, sinon impossi-

(1) Programme dépendant du Cen-tre de coopération internationale en recherche agronomique pour le dévelop-pement (CIRAD).

#### Les souffrances d'une jeune Allemande accidentée

#### Requête pour euthanasie

Paralysee à la soute d'un accident de voiture qui lui a brisé une vertèbre cervicale, cette Allemande de l'Ouest de vingt-sept ans est dans l'incapacité de se donner la mort elle-même. Mais elle n'y renonce pas pour autant. « J'ai pris ma décision un mois après l'accident, a-t-elle déclaré. J'ai arrêté de vivre et ne fais plus que végéter en souffrant. »

Son corps est paralysé, ses membres inférieurs sont enflés, et ses membres supérieurs en contraction permanente. Daniela a fini par faire appel au professeur Julius Hacken-tal, un médecin controversé qui mène campagne en faveur de l'euthanasie depuis de longues années. Le 10 juin dernier, après avoir longuement rencontré la jeune femme, le professeur Hackental a accepté de mettre à sa disposition un flacon de léthéon, mais des représentants de la ville de Karlsruhe s'y sont formellement opposés. Ils ont le nazie.

Depuis quatre ans. Daniela M. droit pour eux : le respect de la vie est inscrit dans la loi fondamentale ouest-allemande. ouest-allemande.

Daniela a cependant choisi ce se battre sur le terrain juridique, le dernier qui lui reste. Elle a déposé de tribunal correctionnel de Karlsruhe, qui décidera s'il y a lien d'examiner sa

En 1986, le tribunal de Trannstein avait tenté de poursuivre le président de l'Association pour la mort humaine, accusé d'avoir procuré du cyanure à un malade. Sans succès : l'accusation avait été rejetée. Le professeur Hackental, lui, souhaite toujours obtenir l'abolition du paragraphe du code punissant l'homicide par consentement. Mais ce débat réveille de manyais souvenirs en Allemagne fédérale, de nombreux handicapés ayant été cyniquement euthanasies durant la période



# ARTS ET SPECTACLES

# Nos grandes heures

Pour nous qui sommes attachés au théâtre, le Festival s'achève. Nous nous ressentons dans un entre deux, entre fatigue et disponibilité. Pendant trois semaines, sans sortir de la ville, comme empêchés par l'ange exterminateur, soir après soir et parfois l'après-midi, nous sommes allés au spectacle. Nous n'avons pas vu tous ceux que nous avions prévus – nous en avons vu quelques autres.
Nous avons couru après le temps – c'est long
d'écrire, plus encore de se nourrir. Tels des Dracula aux canines vibrantes en quête de sang frais, tous les festivaliers sans exception cherchent LE restaurant bon, du moins sain, pas trop cher, ouvert la nuit. Si on yeur diner avant les représentations, il faut prévoir et s'accrocher.

Ne geignons pas, nous avons connu des moments de détente, retrouvé des amis, rencontré des gens qui le deviendront peut-être, qui sont venus, de loin souvent, parce que, justement, tout le monde est là. Et aussi pour prendre la température de ce qui se fait en France. C'est peut-être à Avignon que l'Europe artistique est en train de se former.

Les débats, les colloques, les conférences, et les expositions, et les baladins des rues, et à présent les lectures - une chaise, une table, une vedette payée par la Société des auteurs - font partie du Festival. Quand même, ce sont les programmes de cinéma, et surtout les créations de théâtre et de danse, «in» ou « Off », qui en font le prix.

Nous avons regardé, écouté, entendu. Nous avons espéré beaucoup, et il est arrivé que nous soyons comblés. Pas forcément par un spectacle entier. C'est peut-être un visage une image, qui déclenchent une sensation aigue ou douce, qui atteignent en nous quelque chose de secret.

Pendant trois semaines, nous avons voulu informer sur la vie du Festival et la manière dont nous l'avons vécu. Au moment de le quitter jusqu'à l'année prochaine, nous avons éprouvé le désir de rappeler par des photos, par quelques mots, des moments, des impressions, des souvenirs, fragmentaires malheureusement. Nous en avions trop, il a fallu choisir. Les choix sont toujours injustes.

Par exemple, nous aurions voulu dire encore noire émerveillement à tous, devant David Warrilow dans l'Hypothèse, de Pinget, mis en scène par Joël Jouanneau : « Prince au royaume des aveugles, il nous a guidés dans le labyrinthe des mots, il prenait appui sur eux, se rassurait, et nous avec lui. Puis il s'est tu, il a enfourché son vélo. On ne quitte David Warrilow qu'orphelin. »

Mais voici la photo qui évoque la voix de Jany Gastaldi, le mystère des yeux de Chéreau, la jeunesse brûlante d'Aurelle Doazan, la fragilité de Maurice Deschamps, le climat surréaliste de Zingaro, l'instant d'éternité qui s'installe sur scène, à la fin d'une représenta-tion...

COLETTE GODARD.

### L'ange et la voix

TMAGE de l'Ange (que jouair Aurélien Récoing) et celle de Dona-Musique (que jouait Jany Gastaldi) auront été parmi les plus poignantes du

Faire venir à la rescousse les Anges, « ces grands frères terribles =, c'est presque une mesure d'urgence, pense Claudel, dans un monde « où le diable a cessé de se

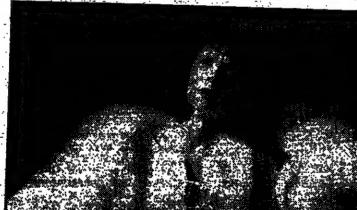
Le Christ en croix étend ses bras comme l'Ange étend ses ailes, a cette paire d'ailes attachée eux épaules qui nous arra-che du tombeau. Lequel d'entre nous n'a voié, en rêve, de ses propres ailes, surtout dans nos enfances, an dessus des arbres, des maisons? « Est-ce ma faute, sì le ciel ecciste? », dit Claudel.

Quant i Dona Musique, elle est, dans la cethédrale de Prague, prosternée à terre, toute blanche comme na cygne blanc dans ses plumes on the rose blanche dans ses pétaless litté les l'impératrice qui attend autenfant

Les femmes enceintes sont si rares, dans les lumières des thestres! Mélisande, sur le point d'enfanter, son ventre est toujours plat: Ici, Dona Musique soutient déjà de ses deux maios l'enfant

qui est encore dans elle, mais Jany Gastaldi est avant tout une voix. une plénitude délicieuse qui, par l'oreille, comble l'âme » « Ce qui me monte du cœur en la voyant, c'est la musique », a dit Claudel de la jeune femme qu'il avait rencontrée à Rio en 1917, et qui est devenue, dans le Soulier de satin, celle que jone Jany Gastaldi

Jany Gastaldi et Aurélien Recoing, et les autres acteurs du Soulier de satin, Ludmila Michael, Didier Sandre, Madeleine Marion, Robin Renneci, tous, out dit que cette aventure, inconnue jusqu'ici, unique, de jouer d'une scule foulée une pièce qui dure douze heures, était pasmounte. Ni en eux ni dans le public, ils n'out senti une lassitude. Au contraire, plus les heures passaient, plus spectateurs et comédiens s'unissaient dans une entente, une respiration, d'un « affinnement » extraordinaire, comme si tonte l'écoute devenuit plus sensible, plus alerte, plus heureuse, ce qui «relançait» d'autant plus l'allant, la flamme



# Comme l'aile du cygne

démadée par la caméra experte d'un faussaire du grand écran : son premier rôle hui fut pourtant offert par Jean-Luc Godard que Détective réconciliait avec le

A STATE OF THE STA

المستحدد

.....



LLE aurait på commencer cinéma. Lancée, elle a préféré à par le plus facile, ingénue la magie des plateaux celle de de cinéma, adolescente l'école du cirque, puis la ragueuse poésie, le labeur tourmenté de l'école des Amandiers de Nanterre.

Aurelic Doszan – un nom, le sien, qui bruisse comme l'aile du cygne - apprend son métier, comme si elle n'était pes déjà un peu plus belle que les autres. Comme si sa présence n'était pes déjà un pen plus évidente. 3 Ce peu, cette infime différence d'avec les apprentis acteurs qui fait qu'à Avignon, sitôt qu'elle ≥ apparaît, on la distingue. Elle fut, quelques nuits, la petite Catherine de Heilbronn, héroine imaginée par Heinrich von Kleist, l'un des plus beaux rôles féminins du répertoire européen. Longue, blanche, le regard pétrifié, le cheveu en bataille, les sens à la chamade et le cœur en sautoir, elle a pris par la main un public exigeant et sévère pour l'emmener au plus loin d'un La chute vers l'abîme, avec elle, bronn et Penthésilée. devenait ascension. evenan ancommun.



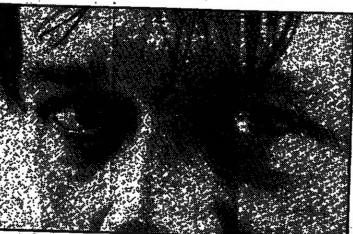
Le climat surréaliste de Ziagaro

### Le cheval d'or

UR la piste de sable, un cheintrusion soudaine et brève d'un monde parailèle.

C'est ça, le spectacle Zingaro: une incessante ambiguité, la juxtaposition du luxe et du clinquant, du raffiné et de la déglingue, de la sauvagerie et de l'ironie. Zingaro est né dans les

val d'or a surgi, il est seul de l'union du cabaret et de la et il danse. Image fugace, basse-cour. Et toute cette sublime bâtardise crée un climat de conte



### Le regard

N regard attentif: celni que Patrice Chéreau porte sur le flame du feu. porte sur les élèves de Nanterre. Il les a dirigés dans Platonov - deux heures intenses d'émotion et de beauté - et Pierre Romans dans deux pièces romantisme qu'il croyait disparu. de Kleist, Catherine de Heil-

Quand ils joueront le même programme cet automne à Nan-

Ici, entre les représentations ils n'ont pas cessé de travailler, de reprendre, de répéter, avec ce qui manque le plus habituellement : la présence d'un vrai public venu assister à un vrai spectacle.

### Lunatique et retors

AURICE DES-CHAMPS est le mon-DESsieur Levert de Lettre morte, de Robert Pinget. Grand enfant déraisonnable, il ordonne au barman de se déshabiller, et le barman ne peut qu'obtempérer. Vieil emmerdeur chafouin, il joue la tragédie du père et de son fils prodigue.

Cabotin terrible, méchant et pitoyable comme le sont parfois les grands malades, il se fait plaindre, mais n'a plus rien à perdre. Quand il écarte le grand rideau noir du décor de Jean Haas, sa silhouette matoise et solide hésite au bord du vide. Il fait mine de croire encore à une présence.

La sienne est celle d'un comédien rare, dans un spectacle impeccable et exigeant, mis en scène per Chantal Morel, une jeune Grenobloise en passe de prendre, sans nous décevoir, la

O. Qt.

relève de la génération des



« Une lune pour les déshérités », d'O'Neil

### Un instant d'éternité

EXACTE densité de l'air. à 7 heures du matin, l'été, sur le perron d'une ferme, quelque part au cœur de l'Améribâtardise crée un climat de conte que profonde. Dans un tableau noir, ramène au présent la magie d'Edward Hopper, il y aurait un louche des grimoires, des secrets de famille. Sous le chapiteau de Zingaro, la poésie est du voyage. champ de hautes herbes veloutées par le vent. Ici, les bardeaux n'encadrent que le vide et, dans ce vide, hallucinée, l'exhalaison d'une brume de chaleur audessus d'invisibles labours. Au milien du perron ou pas tout à fait au milieu, un peu décentrée vers la droite, à l'extrême bord de la marche qui relie la maison à la route, une bouteille vide est traversée par une lumière plus blanche, plus délicate que celle

qui s'infiltre entre les planches disjointes de la véranda. Une image de théâtre ? Plutôt un souvenir approximatif, recomposé, su verso d'une photo du décor de Nicolas Sire éclairé par Joël Hourbeight le 24 juillet 1987.

La photo a été prise à la fin d'une représentation de la pièce d'O'Neil, Une lune pour les déshérités, entre la sortie des acteurs et leur retour pour les saluts. Alain Françon avait réservé, dans cette vacance, ce qu'on appelle d'ordinaire « un instant d'éternité ».

B. B.

# **AVIGNON** Le Monde



CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

العالما الاحل

#### **PHOTO**

### Les 18es Rencontres internationales d'Arles

# Créateurs et commerçants

Une scénographie réussie, la générosité de Frédéric Mitterrand et les interrogations sur l'avenir, tel est le bilan plutôt moyen

de ces Rencontres aujourd'hui à un moment chamière de leur histoire.

ONTROVERSÉES, attirantes, pour leur dixhuitième édition, ces rencontres incitent à se poser un certain nombre de questions. La première touche à la présentation des œuvres et à leur inclusion dans un projet scénographique visant à prendre possession de la

Le festivalier est convié à un jeu de piste. Plan en main, il s'aventure en suivant le trajet de son choix dans le dédale ombré de la cité. Les yeux écarquillés, il découvre ainsi des œuvres de tout format et de toutes esthétiques, accrochées sans a priori, sur des lutrins ou des pupitres, dans qua-torze lieux éloignés et souvent choisis avec à propos : un grenier à sel datant de la Révolution française, un boyau cyclable de béton, en surplomb d'un paisible camp de romanichels, des wagons, ornés de mannequins, garés sur la chanssée, à l'ombre des remparts. Mais les audaces scénographiques ne suffisent pas.

Il a manqué à ces Rencon-tres 87 un choc esthétique vrai-

avec la collection Nash, l'éblouissante rétrospective Georges Rousse, auquel succède un décevant Le Gac, trop d'expositions incomplètes (Catany, Graham) ou déjà vues (Basilico, Plossu), peu de découvertes (Griffin), et trop de confirmations (Gardin, Vink, Grioli). La seule révélation sont les treize bouleversants portraits de cadavres de Rudolf Quant aux soirées, si leur étale-ment en plusieurs lieux semble

ment fort. Ce fut le cas l'an passé

inévitable, on se pose plus que jamais la question de leur existence. Est-ce pour toiser la pleine lune ou assister à un concert d'images rythmées par la musique? Hormis l'hommage hâtif rendu à Uéda - pour 60 francs et quelques gouttes de pluie, - le public fut trop souvent convié à une série de ratés critiques et de fiascos techniques inexcusables. Le show Nan Goldin, prévu comme un événement, fut à peine digne d'un ciné-club. Heureusement, la présentation de l'Album imaginaire - une innovation de la FNAC - resters comme un merveilleux moment. Surtout quand Sabine Azema se mit à parler avec amour et malice de son métier, et quand Laura Betti salua tragi-comiquement Pier Paolo Pasolini, sur fond de piano.

Devant une assistance conquise, le bonheur enfin est venu avec le film sur l'agence Rapho, réalisé par Frédéric Mitterrand et son ami Patrick Jeudy. Sur fond d'images fixes, au banctitre uniquement, Mitterrand a conçu un vrai film fait de souvenirs personnels. En adoptant l'axe

sensible, impératif, de l'enfance, il a écrit un texte magnifique, emporté, généreux, qui conte le roman visuel d'une génération, brasse la turbulence du monde, traverse l'histoire comme un songe et célèbre les mythes et la mémoire de la France

#### Un salubre courant d'air

Riche, efficace, d'une émotion vie des Rencontres intervient alors que le départ de François Hébel, son responsable, place Arles à un tournant nouveau de son histoire. En deux ans, il a ouvert des horizons, provoqué de salubres courants d'air et ossifié une structure encore lache. Maigré l'assurance et le succès que confère un mécénat omniprésent, quoique discret (un tiers du budget), son passage laisse toutefois l'impression d'une trop grande légèreté. Plaisant, trop séduisant, marqué par la primauté de l'image, volte de l'imagerie (Ouka Lélé, Issermann, Spengler, Vadukul) sur la photographie, le programme de cette année manque d'épaisseur, d'intériorité, de matière, de réflexion.

Suffit-il d'investir des lieux grabataires pour réussir un festival? La volonté du spectaculaire à tout crin, contrairement à l'objet des Rencontres, entérine le divorce des deux clans ennemis du monde photographique : les « artistes » uns, Arles fait fausse route. Pour les autres, la photo sort enfin du



dentiel et familial pour offrir d'elle-même une définition

La photographie, même « stari-sée » et placée sous le signe du show-bizz, reste une discipline fragile et socrète, souvent minorisée. Objet d'intérêts divergents, en Arles on ailleurs, c'est moins la démagogie qui la guette que le danger du nivellement ; la confusion des pratiques artistiques, liées à l'art contemporain, et les productions proprement commerciales. On ne peut évidemment considérer du même cal les purs

créateurs et les commerçants du

#### **Portraits** sans visage

UIVANT l'exemple du pain-tre autrichien Amult Rai-ner qui a fait le tour des cimetières et des morgues, le pho-tographe allemand de l'Est, Rudoif Schafer, cinquante-cinq ans, a réalisé à Berlin une vingtaine de portraits en gros plan de

détendus et presque sourisnts, ils sont immortalisés sous les draps avec une douceur infinie. Dénué de tout effet psychologique, en même temps que la fatigue et la défaits, le portrait mortuaire indique la fin de la souffrance, l'oubli de l'agonie par la saisie d'une image qui n'est plus contrôlée. Comment en les voyant ne pes songer à Hugo ou à «Marcal Prouse sur son lit de mort », photographié en 1922 par Man Ray ? Document d'une expressivité suprême, déni d'intimité, moulege visuel d'une demière représentation de soi, un rien pourtant suffiiler les morts du sommeil éternel, comme le suggérait Megritte en faisant poser veux



clos les membres du groupe sur-

Révérence, profanation, transfiguration. C'est de cette ambition que naît la mystérieuse beauté de ces portraits. A quoi rêve donc le défunt en offrant aux vivants cette effigie confiante et figée, traver-

\* Rudolf Schaefer, Portraits doux à la morgue, présenté avec le Centre culturel français de Berlin-Est, à la Maison de la hanture,



### Entretien avec François Hébel

# « La photographie sous toutes ses facettes doit se retrouver ici »

Blond, charmeur et clairvoyant, à vingt-neuf ans, François Hébel a déjà une belle carrière derrière lui. Il explique pourquoi il quitte la direction des Rencontres, dont il a fortement modifié le profil.

ONTESTÉ l'an passé, le principe scénogra-plique adopté en 1987 est une réassite. Continent avezvous gagné ce pari difficile ?

- La difficulté ne tenait pas au concept mais à l'obligation que nous avions de guider efficacement les gens dans la ville. Olivier Etcheverry a eu l'idée d'occuper des lieux différents et de concevoir un univers particulier pour chaque exposant. Je crois que notre principale réussite réside dans la maîtrise de la lumière. Chaque lieu dispose d'une lumière propre. En fait, nous avons affiné ce qui s'était ébauché l'an passé à l'atelier des Forges.

» La photographie a ses propres défenses. Elle jone de son format. On peut donc la moduler en fonction de l'espace. Cela est d'autant plus valable que la plupart des expositions sont des créations. Les tirages sont donc spé-cialement réalisés pour Arles.

- Pourquoi avoir conçu un catalogue si « gadget ». Correspond-il à l'image que vous avez des Rencontres ?

- Le gadget fait partie des expériences. Je crois que les Rencontres doivent être un terrain d'expérimentation et pas uniquement un festival où l'on remet des médailles. Nous avons voulu faire du catalogue une sorte de palette analogue aux « nuancés Pantone . A la place des références d'imprimerie, ce sont les couleurs de la photo contemporaine qui sont distribuées. Il s'agit d'un obiet utile et transportable, agréable à feuilleter. S'il vous reste une heure pour voir une expo, vous l'ouvrez, une image vous séduit, il vous reste à suivre la couleur menant à l'exposition. Ce n'est rien d'autre qu'un essai de mise en forme de la photographie.

- Vous avez accentaé l'ouverture aux pratiques commerciales,

- Les Rencontres doivent refléter l'évolution des divers courants de la photo. Voici cinq ans, on ne parlait que de la mode des années 30 ou 50, de Blumenfeld et de Bailey. C'est oublier la richesse explosive des années 80 dans ce domaine. J'ai donc eu envie de montrer ceux qui me paraissent être les clés de ce renouveau: Huguier, Issermann, Vadukul. Tous sont représentatifs pour des raisons différentes. Le reportage est un genre commercial, toujours présent aux Rencontres. Pent-être l'est-il moins cette année. En revanche, la photo publicitaire est absente, sauf dans les stages.

Ou a le sentiment que cette ouverture très publique s'opère au détriment de la photo « pure », d'où le désaven de cartaines per-

- Il s'agit moins d'une réalité que d'une rumeur. Celle-ci est sécutive à la démission de J.-C. Lemagny (conservateur de la photo contemporaine à la Biblio-thèque nationale), qui nons a pré-cisé qu'Arles, pour lui, n'était pas un lieu de diffusion. Il nous a dit aussi qu'à son avis un photographe n'est pas quelqu'un qui gagne de l'argent mais un « miséreux ». Or ni l'un ni l'autre, pour moi, n'est un a priori. Ce que je constate, en tout cas, c'est le retour des photographes. Depuis des années, on ne voyait à Arles que des photographes invités, ayant une exposition ou dirigeant un stage. Cette année, ils sont venus spontanément, curieux de leurs confrères et de la création

» Les conservateurs de galerie, de musée, et les collectionneurs européens, japonais, ou améri-cains sont également présents. Et puis, il y a aussi les professionnels concernés par la photo qui se fait au quotidien. Les agences publicitaires, les « picture editors », Géo, Stern, US News, Fortune, et autres grands magazines améri-cains. C'est aujourd'hui toute la profession de la photographie, sous toutes ses facettes, qui se donne à nouveau rendez-vous à

 Ce festival ne mobilise pas tant de moyens humains, techniques et financiers pour réunir uniquement deux mille professionnels. Au Théâtre autique, il y a eu chaque soir deux mille personnes Nous attendons près de vingt mille visiteurs pour les expositions. Soit un tiers de plus que l'an



François Hébel devant Pécran au Théâtre antique

passé. N'oublions pas que notre public est constitué d'amateurs avertis mais aussi de touristes venus par curiosité. A mes yeux, la vocation des RIP est plus que jamais la diffusion de la photographie. Autrefois, seule la FNAC ionait ce rôle. A présent, il y a des Mois de la photo un pen partout dans le monde. Le relais est pris par les institutions et les musées. Arles ne doit plus se cantonner comme autrefois à un rôie de militant. L'évolution est indispensable. Il faut montrer ce que sera la photo de demain, et oser engager

même franchement ration. Com-ment justifiez-rous de telles faiblesses après dix-huit ausées

- Je ne suis pes d'accord. Je peux reprendre les soirées une à une, et prouver que, maigré d'énormes pépins techniques, elles ont été plutôt bien accueillies.

- Engage pour treis aus, vous cessez, après deux aus, d'être le directeur des RIP. Dès septembre, vous prendrez la direction de Magazas. Pourquoi partez-vous et quel sera votre successeur?

- C'est peut-être un défaut de caractère, j'ai du mal à assurer le suivi des choses. Lorsque je les ai prises en main, les RIP avaient grandi trop vite, il fallait les structurer, dessiner leur avenir en imaginant des possibilités nouvelles: C'est ce que j'ai tenté de faire. Nous avons désormais une structure qui a les moyens de travailler, moralement et financièrement. Avant mon départ, l'ai signé le renouvellement pour trois ans du contrat avec Kodak (6 millions de francs). C'est une excellente chose. Non seulement nous avons redéfini nos rapports, mais Kodak a réaffirmé notre entière liberté dans la gestion du budget et la programmation. Mea raisons d'aller à Magnum, elles, sont simi-laires à celles qui m'ont fait accepter la direction des Rencontres. Magnum est tine agence formidable, mais elle est dans le même état que les RIP à mon arrivée. Sa structure doit être modernisée. C'est ce qui me motive, m'intéresse et m'amise. Et puis il y a une seconde raison. C'est mon envie de me rapprocher de la presse et de la production. Cela fait huit ans que je travaille en aval, j'ai envie désormais d'œuvrer en amont. Il y a un an, l'avais refusé cette proposition. Si je pars cette année, c'est que je pense avoir accompli ma tache et respecté mes engagements. Ma succession sera assurée dès le début septembre. Et j'assumerai la transition, en douceur, le temps qu'il faudra.

> Propos recueillis per PATRICK ROGIERS.

12770

Zighar is stated in 17 Tab. 270 (1) And the state of t The same of the same of the same · 中 生成磷 # THATLET JUST THE Shara, Mara Participation THE PART SEE AND A SHARE AND A 

tipe of the time at William of Der March The same of the same The art of the party of the A SEC PROPERTY. are deten-SERVICE CARRENTS to decamped

Carrier sain. & part. The last of a last seems The state of the s -

Den and

The fact which the same of A STATE OF THE PARTY OF THE PAR Ter and put pur The second second The second secon THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

The second second THE RESERVE OF 27 miles 12/21 13-48 The second second

The state of the s Action Committee A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

State The Park In

Mous Hille

· 10年 - 東京電視器 The state of the state of the state of

Charles Spirit See 56 2 And the last of the last total prompt 2 miles Victoria Papie Mili ---THE WATER CHAPTER LABOR THE LAND LAND LAND The same of the sa المستقدان المستقدامة المستقدات المساي

· .. .. (2012)

المنتقد مناور والما

21.7

LUL ILY

toutes ses facett ver ici »

le saurez

#### Ravissement au sérail

agréable du climat régnant sur des productions comme le Magicien d'Oz, Ziegfield Follies, Chantons sous la pluie, Un Américain à Paris, Tous en scène, ou d'antres moins célèbres mais dignes d'intérêt, étayées par un

La vie professionnelle d'Arthur Freed est narrée presque jour après jour avec des détails financiers, techniques, artistiques, tout à fait passionnants et inédits dans certains cas. Avec, aussi, des informations sur les rapports qu'entretenait Freed avec les

La bibliothèque des cinéphiles

La librairie Le Minotaure, située 2, rue des Beaux-Arts, dans le sixième arrondissement de Paris, a fermé ses portes le 24 juillet. Elle sera remplacée par une galerie d'art. La plus ancienne librairie de cinéma, fondée en 1947, cesse donc son activité. Dirigée depuis ses débuts par Roger Cornaille, elle devait son enseigne à Maurice Henry, qui avait dessiné, pour l'hebdomadaire l'Ecran français, la fameuse tête de Minotaure passant du sourire à la colère, avec diverses expressions, pour l'appréciation des films.

Endroit toujours serein, accueillant, la librairie, où l'on trouvait toutes les publications concernant le cinéma mondial, y compris des raretés, mais aussi un important rayon de littérature surréaliste, a été, depuis trente ans, un lieu de rendez-vous des cinéphiles, des gens de cinéma, des critiques, de tous les amoureux des livres. On s'y rencontrait, on y tenait conversation.

Les amateurs d'ouvrages de cinéma - voir notre choix, ci-dessous - devront trouver d'autres refuges. Il en existe encore quelques-uns à Paris.



#### Où sont passées les grandes compagnies?

Traduit de l'anglais (par Charles Tatum Jr.), ce livre rappelle comment fonctionnèrent les studios hollywoodiens de 1930 3 1940, age d'or s'il en fut pour un cinéma qui tenait la première place dans l'eindustrie du loisir collectif ». Travail sérieux, original, qui parle d'économie de production, de distribution, de tout un système qui prédomina jusqu'an règne de la télévision. Cinq grandes compagnies sont passées en revue : Paramount, Loew's (devenue MGM), 20th Century Fox, Warner Bros, RKO, et trois plus petites mais néanmoine importantes : Univer-sal, Columbia, United Artista. Chaque «studio» est une politique, un style, voire une spécialité. La lecture terminée, on sait tout.

\* Hollywood, l'âge L'or des studios per Douglas Gomery. Editione Cabier du cinéma, 192 p., II., 89 F.

#### The Asia was been been the Questions sur l'Amérique

L'entretien peut être un art du portrait. Universitaire, membre du comité de rédaction de la revue Posttif, Michel Ciment le pratique depuis des années. Comme, de plus, il est fasciné par l'Amérique et le cinéma amérilittéralement vivre dans ce livre Billy Wilder, John Huston et Joseph Mankiewicz, d'une part, Wim Wenders, d'autre part; deux générations dont le plus jeune appartint à l'Europe (Wilder avait émigré en 1934) avant de venir apporter quelque chose de nouveau sux Etats-Unis. De toute façon, les choix ne sont pas venus par hasard. Michel Ciment n'accorde son enthousiasme qu'à des étus. Il a réuni, ici, des entretiens recueillis à des dates diverses et qui, d'être classés, rapprochés, prennent évidemment une signification plus forte, à partir de deux questions : Comment. filmer l'Amérique? Comment filmer en Amérique? Lisez et vous

\* Passeport pour Hollywood, par Michel Ciment. Editions du Souil, 398 p. ill., 120 F.

Le titre du volume n'est en ancun cas conforme au contenu : il s'agit, en effet, d'une évocation d'Arthur Freed, le principal producteur de comédies musicales de la MGM à travers ses films, ses actours, es réalisateurs. Une fois qu'on sait cels, on s'y retrouve.

Et on est séduit par la narration appareil critique intéressant.

acteurs, les metteurs en acèse. On reté par des comédies sophistiest en plein straîl bollywoodien dans ce qui fut appelé « l'Age d'or de la comédie musicale MGM». On consulte une filmographie exhaustive, le répertoire des chan-sons d'Arthur Freed, les génériques de spectacles théâtraux. Un livre de cinéma comme celui-ci peut - doit - être emporté en vacances. N'importe où.

#### Lubitsch en Sorbonne

Eithine Bourget est professeur d'anglais à Toulouse, Jean-Loup Bourget, son mari, est professeur de littérature américaine en Sorboose, Tous deux se sont appliqués à « visiter » le cinéma d'Ernst Lubitsch, auquel pluers études out déjà été consaorées. Les auteurs situent le concept de la « Lubitsch touch » des 1919, date de la Princesse suce hultres (tournée en Allema-gne), qu'ils définissent comme « un gag burlesque visant à expriune vérité d'ordre psycholo-

Il y out, selon oux, des « glissements progressifs » vers la légè-

ET du but tous les records

concerne les sorties de

films nouveaux. Il suffit de jeter

un coup d'œil aux affiches et aux

titres pour avoir envis de tourner

le dos aux salles, de faire

n'importe quoi sauf d'aller au

cinema Allone y pourtant. Dieu

merci. If y a les reprises. Des

films šchappás à l'appétit vorace de la télévision — ce qui est déjà

un exploit — et parmi lesqueis

les productions américaines pau-

vent se tailler la pert du lion. De

Woody Allen, dont Radio Deye,

cette merveille, tient toujours

l'affiche, on netrouve les débuts

de metteur en scène avec Tout

DE CUE VOUS AVEZ TOUIOURS VOUIU

agvoir sur la sexe sens jamais

oper le demander (1972, extra-

vagante parodie toujours

d'actualité), et Woody et les

robots. (1973): où, restaurateur

mecrobiotique congelé lors de

mac, il se réveille en 2173 dans une société dictatoriale et roboti-

sée. A côté, Hibernatus, film

francais avec Louis de Funès.

n'est que de la roupie de santon-

Mais les aurprises ne viennent

pas que de ce corrique génial. L'Ultime Rezzie, troisième film

de Stanley Kubrick (1956), rap-

pelle les grandes heures du film

noir. Préparation et exécution

d'un hold-up contre le pari

mutuel d'un champ de courses.

Le sujet, tiré d'un romen de Lio-

nel White, n'est pas follement

original. Mais les dislogues sont

de Jim:Thompson, écrivain spé-

cisliste des noires intriques cri-

migelles et des rêves de peumés

(on l'a découvert depuis, en

France). Ensuite, la mise en

acène brise la chronologie pour

suivre et surprendre le comportement et les problèmes de cha-

de médiocrité en ce qui

quées, pais des décors échappant à la topographie traditionnelle, fruits de l'imagination du cinéaste et destinés à abriter ses créatures dans les « principantés d'opérette » de la grande période amé-ricaine. Ils examment aussi la manière dont Lubitsch a liquidé brillamment la délicate et sempiternelle question de l'adaptation d'un texte écrit pour la scène, en partant du film célèbre Séréna à trois, modèle de comédie allusive qui contient, d'ailleurs, toute la philosophie du bonheur matériel et sentimental chère à

Le catalogue des thèmes laisse néairmoins sur sa fairn. L'appareil critique est constitué de minces déclarations de Lubitsch et d'un texte de Marcel Achard, incongru dans cet ensemble. La filmographie et la bibliographie sont, elles. exhaustives. Le défaut de cet intéreseant ouvrage saute aux year. Il tient dans la lourdeur livresque de l'ensemble, sans rapport avec la iose de vivre, le luxe, la frivolité, Phumour caustique, propres à Lubitsch. Le ton de la prose universitaire ne semble pas le plus adapté pour faire prendre le cher

Les reprises de l'été

Eclairs dans la grisaille

cun des personneges qui vont être mêlés à l'opération avec la

rigueur d'une tragédie. On voit

se tisser le destin comme dans

Quand le ville dort, de John Hus-

ton (référence obligée à cause de

Sterling Hayden, l'homme per

qui tout arrive) avec queique

chose de plus ou de différent :

un rythme nerveux, annoncent le

changement des paysages

sociaux des années 60, alors

que l'œuvre d'Huston beignait

encore dans l'atmosphère cré-

La sortie des Proies, en 1971,

avait provoqué une certaine

curiosité insis pes l'enthou-sissme. Le réalisateur, Don Sie-

gel, et son interprète, Clint East-

wood, n'en étaient pas encore

aux aventures violentes de l'ine-

pecteur, Herry. On s'effere un

peu du climet morbide des

Proies, digne de Tennesse Wil-

liams, encore que celui-ci n'y ait

été pour non. Clint Eastwood,

soldat nordiste blessé, est

recueilli et soigné dans un pen-

sionnat sudiste dirigé par Géral-

dine Page, et où ne se trouvent

jaunes filles. S'il est vrai que ces

fernmes sont toutes des obsé-

dées, des hypocrites, des fréné-

tiques, l'homme qu'elles croient

prendre dans le filet de leurs fan-

tasmes ne yaut pas cher. Il ment

pour mieux séduire. Malgré les

détails historiques, les Proies est

un authentique film noir sur la

heine et la peur où la guerre des

sexes renvoie à la guerre civile

qui a ravagé les esprits, où le

brer dans un orgasme de folie et.

de crusuté. La perfection de la

mise en scène et de l'interpréta-

cauchemar hystérique. On

l'apprécie mieux aujourd'hui.

tion créent la fascination de ce

pusculaire des années 40.

### Métaphores

Essavous d'être clairs : la sémiologie, c'est, d'après l'incontestable Pett Robert : « la science étudiant les systèmes de signes (langues, codes, signalisations, etc.) ». Jean Mitry pose l'équation suivante : le us étaut un langage, peut-ou décrire ses symptômes et ses syndromes? Tout commence heurensement par une nomenclature commentée des termes - s'y côtoient les joyeux vocables de «sémantique». « syntagme », « synectioque », appliqués bien évidenment à la nétaphore cinématographique. Puis Jean Mitry énumère, à la manière d'un neurologue expliquant à ses externes le mécanisme du Haut Mal, les signes cinématographiques. Ainsi, le «signe direct» est une image neutre, non altérée par un artifice technique; an cinéma, elle ne peut être approchée que par une grande mystification où l'artificiel est réorganisé. Soit!

Puis Jean Mitry organise une définition sémiologique de l'image et du plan, dans une démarche assez opposée à celle de Gilles Deleuze ( l'Image-mouvement », e l'Image-temps »). La signification intrinsèque d'une image (ce qui, en sémiologie, se désigne par le joli terme d'«icône») et sa significa-tion indicielle vont être sublimées

Mais la perie la plus rare est

bien le Temps d'aimer et la

Temps de mourir, de Douglas

Sirk, adaptation d'un roman de

l'écrivain allemend antinezi Erich

l'arrivée de Hitler au pouvoir) qui

fut tourné à Hollywood en 1958.

Prince, on le sait, du mélodrame

romantique. Douglas Sirk.

cinésste européan lui-même émi-

gré, réussit ce qui pouvait paraî-

l'Allemagne de 1944 en train de

s'effondrer. A travers une his-

toire d'amour désespérée entre

un jeune soldet (John Gavin)

venu en permission du front

russe et son amie d'enfance

(Liselotte Pulver), fille d'un

médecin qui a été enfermé dans

Une petite ville allemende vit

à l'heure des bombardements et

des ruines. Les personnages ne

glas Sirk n'a jamais aimé les

grandes démonstrations ni les

thèses) mais ils paient leur tribut

au nazisme qui est pertout.

même si l'on ne voit pes un seul

portrait de Hitler (Klaus Kinski en

officier de la Gestapo suffit à

donner froid dans le dos lors

d'une rapide apparition). La

beauté, le lyrisme des images

(an Cinémascope), la sensibilité

frémissante, qui de la réalisation

se communique au couple inno-

cent et broyé par la logique d'un

système odiaux, donnent au film

Par ce romantisme de l'amour et

de la mort, de la précerité du

bonheur, Douglas Sirk avait fait

nevivre et comprendre la tregédie

la guerra. L'œuvre est sublime.

Elle nous revient en hommage à

Sirk, ce très grand artiste mort

un camp de concentration.

per ce que l'auteur nomme « la question des raccords» : le montage. S'appuvant sur la thèse de Christian Metz, Mitry aborde ensuite la classification sémiologique des codes cinématographiques. Il s'intéresse, bien sûr, à l'autre componente, la parole, et aux rapports qu'elle entretient avec l'image. Il décrit les structures narratives, puis les symboles, le rythme, s'interroge sur le sens du cinéma (fabulatoire avec Chaplin, s'intégrant dans une logique des signes avec Keaton, destructeur chez Laurel et Hardy, etc.) puis conclut par une réflexion plus générale sur la notion d'imaginaire au cinéma.

Cels, on l'aura compris, ne se lit pes comme un roman. Mais dans le domaine théorique qui est le sien, l'ouvrage, illustré par de superbes photographics en noir et blanc, peut tre considéré comme essentiel.

\* La sâmiologie en question, de se Mitry, collection « 7° art », Editions Cert, 275 p., ill., 156 F.

### à la mort

Selos Henri Agel et contrairement à Mitry, le langage du cinéma s'apparente, sous l'angle spiritualiste, à un cérémonial. D'où un chepitre liminaire dans ses origines théâtrales, opératiques, musicales. Agel distingue ensuite les films célébrateurs » (le Fleuve, Païsa) des « non colebrateurs » (l'Avventura, M le maudit), pour s'arrêter sur les cas de Flaherty (à travers l'Homme d'Aran), d'Eisenstein, de Mizoguchi, d'Azimi, de Donskol, de Dreyer (pour son Dies Irae).

Un long chapitre est consacré au western, un autre au « cinema

Vient cafin le thème de la mort. A travers Orphée, Nosferatu, Tabou, le film noir, Mort à Venise, India Song, l'auteur, dont la pensée n'est jamais autant à l'aise que sur le terrain spiritualiste, exprime la convergence de ces « discours filmiques » de formes et de contenus si différents. La conclusion - incontestable - s'attache au documentaire, à travers, notamment, *la* Chasse au lion à l'arc, de Jean

Etude, dans l'ensemble, remarquable. Henri Agel ne perd pas de vae ce qu'il doit démontrer et le fait avec fougue. Même si certaines «évidences», à ses yeux exemplaires, auraient singulièrement mérité d'être explicitées.

\* Un art de la célébration (Le cinéma, de Flaherty à Rouch), par Henri Agel. Collection « 7 art », Ed. du Carf, 204 p.,

> Dossier établi per Jacques Sicilier

#### La méthode Rossellini

As cours des années 70, le critique italien Stefano Roncoroni avait obtenu de Rossellini - la promesse d'un long entretien autobiographique, sur le modèle du Hitchcock de Truffaut ». Il commença de recueillir les propos du cinéaste, en avait enregistré près de quinze heures en juin 1972, mais Rossellin se dérobait. Après pas mal d'aven-tures, il se mit à réécrire lui-même les textes des entretiens en français, en les remaniant bien sûr. Il mourut le 4 juin 1977 sans avoir achevé cette autobiographie, qui s'arrête au tournage d'India (1959).

Tout cela est rapporté par Stefano Roncoroni dans la postface du livre, mais il fallait commencer per là pour dire l'importance de ces fragments rassemblés en mosaïque. où Rossellini disserte en homme totalement libre, dégagé des sys-tèmes politiques, idéologiques, préoccupé de « pédagogie ». C'est en pédagogue, en effst, qu'il voulait fil-mer, qu'il filmait. Cela a pu surprendre. Ici, il fait tout comprendre. Sa manière de dénoncer, dès le premier texte, la « société du spectacle » est prophétique.

Sa vie privée, dans ces pages, n'a d'intérêt que si elle croise le cinéma (Anna Magnani, Ingrid Bergman). D'ailleurs, on n'attend pas de révélations. On suit l'itinéraire jusque dans les chemins de traverse. Et tant pis si Rossellini se trompe en affirmant qu'il a réalisé Vovage en Italia avant Europe 51. L'essentiel est d'ailleurs, au cœur d'une expésea droits. Mais on sent aussi que Rossellini, dans ce « métier d'homme » qu'il revendique, affirmant, non sans paradoxe : « Je ne suis pas un cinéaste », s'est trouvé

\* Fragments d'une autobiographie, er Roberto Rossellini. Editions Ramsay, par Roberto . 200 p., 85 F.

#### **Oueloues** librairies de cinéma

La Morairie de la Foutaine : 13, rue de Médicis, 75006. Tél. : 46-33-35-41. Librairie Contacts : 24, rue du Colisée, 75008. Tél. : 43-59-17-71. Librairie Alias : 21, rue Boulard 75014. Tel.: 43,21,29.82. Layres, 75007, Tel.: 45-48-80-97.
Ché-Images: 68, rue de Babylone, Oné-Images : 68, rue de Babylons, 75007. Tél. : 45-51-27-50. Inir-Obscur : 161, rue Saint-Martin, 75003. TGL : 48-87-78-58. Clas-Plus: 2, rue de l'Etoile, 75017. TGL: 42-67-51-52.



LES GRANDES REPRISES 

المحدا من الاصل

### **EXPOSITIONS**

7.

#### Centre Pompidou

L'ÉPOQUE, LA MODE, LA MORALE, LA PASSION. Musée, 3<sup>e</sup> étage; Grande Galerie, 5<sup>e</sup> étage. Jusqu'au 17 août.

ANTONIN ARTAUD, Salle d'art gra-phique, 4 étage, Jusqu'au 11 octobre. VOIES DIVERSES. Acquisitions récentes du Musée national d'art moderne. Galeries contemporaines, r.-de-ch., mezza-

Caleries contemporantes, r.-de-ch., mezza-nines. Jusqu'au 30 acût. NOUVELLES TENDANCES: Les avant-gardes de la fin du XX siècle. Le mutation des styles. Galerie du CCl. Jusqu'au 8 septembre. ILES. Galcrie de la BPL Jusqu'au

PAUL OUTERBRIDGE Galerie da Forum, r.-de-ch. Jusqu'an 6 septembre. HUGH FERRISS: METTOPOLIS. Dessins d'architecture, CCI. Jusqu'au 14 septembre.

GAUMONT COLISÉE **GAUMONT PARNASSE GAUMONT ALÉSIA** 14 JUILLET BEAUGRENELLE 14 JUILLET BASTILLE 14 JUILLET ODEON



II. CORSO DEL COLTELLO. Ches Oldenburg; Consje Van Bruggen; Franck O. Gehry, Forum. Galorics contemporames.

e cinquante systèmes d'écritures ou innes graphiques. BPL Jusqu'au LE JAGUAR DE DARTWOOD, de Gilles Ghez. Aiclier des Enfants. Jusqu'es 12 acût.

CHARLES MATTON. Centre national de la photographie. Palais de Tokyo. 13, avenue du Président-Wilson (47-23-30-53). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 45. Jusqu'an 14 septembre.

LES PRIMITIFS TTALIENS DU MUSÉE FRESCH D'AJACCIU Jusqu'an 5 octobre. ORNEMANISTES DU XV-AU XVIV SIÈCLE, gravures et dessina de la collection Edmond de Rottschild. Jusqu'au 21 septembre. Musée du Louvre, paqu'au 21 septembre. Musée du Louvre, paqu'au 21 septembre. Rosse de Louvre, paqu'au 21 septembre. Rosse du Louvre, paqu'au 20 septembre. Musée du Louvre, paqu'au 20 septembre. Rosse du Lo

L'ART INDÉPENDANT. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 août. dessus). Jusqu'au 30 aou.

KALTEX EN CHINE. Musée d'art
moderne de la Ville de Paris, Musée des
aufants (vois ci-dessus). Jusqu'au

cadicto. Sauf mardi, do 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Jusqu'au le octobre. L'INVITATION AU VOYAGE. Autour

L'INVITATION AU VOYAGE. Autom
de la donntion Louis-Vuittos. Jusqu'en
30 août; GU MERT LESSEZ. Affiches de
théâtre. Jusqu'an 31 août. Musée des arts
décoratifs, pavillon de Marsan, 107, me de
Rivoli (42-60-32-14). Du mercreti an
santedi, de 12 h 30 à 18 h; le dimancine, de
11 h à 17 h. Entrée: 20 F.
RARES AFFICHES 1900 des collecmusée. Musée de la nahlicité.

riem de musée. Musée de la publicité. 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sunf le mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 14 suptem-

bre.
TRÉSORS DU TEET, région monmome de Tipet-Chine. Muséum national
d'histoire naturelle. Galèrie de hotanique,
57, rue Cavier (43-36-19-09). Saaf mardi,
de 11 h à 18 h 30; Sameth jusqu'à 20 h.

de 11 h à 18 h 30; Samedi jusqu'à 20 h. Jusqu'às 31 octobre.

ANCTEN PÉROU : vie, pouvoir et mort, Musée de l'homme, palais de Chaillot (45-53-70-60). Sanf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15, Jasqu'en janvier 1988.

HOMMAGE A CHRISTIAN DROR, 1947-1957. Musée des arts de la mode. 109, rae de Riveli (42-60-32-14). Sanf husdi et mardi, de 12 h 30 à 18 h; le dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Tarif réduit : 18 F. Jusqu'an 4 octobre.

PARIS. COUTURE ANNÉES 30.

che, de 11 h s 18 h. Emires: 2 ft. 18 f. Lisqu'an 4 octobre.
PARIS, COUTURE ANNÉES 30.
Palais Galliera, Musée de la mode et du
contume, 10. avenne Pierro-I-de-Serbie
(47-20-85-23). Sauf lundi, de 10 à à
17 h 40. Junqu'an 20 septembre.
FABERGE, erfèrre à la cour des teurs.
Musée lacquematt-André, 158, bd Haussman (45-62-39-94). Jusqu'an 31 soût.

MANDERS DE BOURNI Callection du

Musée Jacquemart-André, 138, ha Hammann (45-62-39-94). Jusqu'un 31 anût.

MARPRES DE RODHN. Collection de musée. Musée Rodin, 77. rue de Varrans (47-03-01-34). Sauf mardé. de 10 h à 17 h 48. Eurice : 15 F. Jusqu'un 31 anût.

MERKADO. Courte bicentre, Jurdin du musée. Jusqu'an 14 septembre.

LE SACRE : A PROPOS D'UN Mill-LENAIRE, 987-1987. Hôtel de Soubise, Musée de l'histoire de France, 60, rue deu Prancs-Bourgeois. Sauf mardé, de 14 h à 17 h. Jusqu'an 12 octobre.

LES CHARTREUIX. Minsée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf jundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'an 9 anût.

LE FEURLLETON OU LES MYSTÉRES D'U REZ-DE-CHAUSSÉE. Bibliothèque nutionale. Galerie Mannart, 58, rue de Richelleu (47-03-81-10). Jusqu'an 31 juiller.

FIGURES D'UN TEMPS : LA 116 RÉPUBLIQUE. Musée Hébert, 85, rue de Cherche-Midi (42-22-23-82). Sauf mardé, de 14 h à 18 h. Jusqu'an 5 octobre.

LE MARAIS. Bdydar et réalité. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Amoine. Tous les jours de 10 h à 18 h. Jusqu'an 30 soût.

ELEPHANTILLAGES. Musée en herbe. Jardin d'acclimanation.
logne (47-47-47-66). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Escrée: 12 F. Jusqu'au 30 octobre. ZOLA PHOTOGRAPHE. Musée-galerie de la SEITA, 12, rus Sarcouf (45-55-91-50). Sanf dimancise, de 11 la à 18 la. Entrée libre. Jusqu'au 29 soût. ILS S'EXPOSENT! Les mécanicies

H.S. STEXPUSENT! Les micaelcleus de Finnaginaire. Jusqu'an 30 ault. LA LUMIERE DEMASQUEE. Jusqu'an 2 novembre. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carion (40-05-72-72). Mardi, jeudi et vendrodi, de 10 h à 18 h; mercredi, de 12 h à 21 h; Sassedi, dimanche et jours fériés, de 12 h à 21 h. pHERMOZ. Musée de la posté, 34, busqu'an 5 septembre.

haqu'an 5 septembre,
PEINTURES POPULAIRES DU
SÉNÉGAL SOUWEILS Mass varions
des aux africains et ocianiems, 293, avenue
Daumesui (43-43-14-54). Sauf le mardi,
de 9 h 45 à 12 h et de 14 h 30 à 17 h 13. Jusqu'an 14 septembre.

PROJETS DE DUFY POUR LA FÉE
ÉLECTRICTIE. Masée de l'Orangerie,
place de la Concorde (42-65-99-48). Sant
le mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'an
28 septembre.

28 septembre. DEUX ET DÉESSES. Musée Boar-delle, 16, rue A.-Bourdelle (45-48-67-27), Jusqu'an 27 septembre.

#### Centres culturels

CORBU VU PAR, Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon. Sunf dimanche et landi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 7 novembre.
COUP DE MISTRAL A MAR-SFILLE. Un été pour les arts plastiques, Centre antional des arts plastiques, 27, avenue de l'Opéra (42-61-56-16). Jusqu'au 25 sentembre.

25 septembre.

KECZO TANGE, 43 septembre.

of d'architecture. Ecole stationale supérieure des beaut-arts, 17, quai Malaquais (42-60-34-57). Sanf mardi, de 13 h à 19 h. Entrée: 18 F. Jusqu'uu 20 septembre. MORANDE, pelatures et curves sur papier. Hôtel de Ville de Paris, sulle Saint-Jean. Juaqu'au 20 août.

LABOUREUR. Peintre graves. Pavilion des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). Jusqu'au 6 septembre. LE MUSÉE D'IXELLES A PARIS. Centre Wallonie Bruxelles, 127, rue Saint-Martin (42-71-26-16), Tous les jours de 11 h à 19 h. Entrie : 15 f. Jesqu'au-

JEAN MESSAGIER, rétrespective 1937-1987. Paris Art Center, 36, rue Fal-guère (43-22-39-47). Du mardi an samedi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 5 septembre. 9 SCULPTEURS CANADIENS EN TOSCANE. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine. Sanf dimanche et landi, de 10 h à 19 h. Jusqu'an 31 août.

iundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'an 31 août.

LE PEINTRE DEVANT SON
MIROIR. 222 amoportraits. Collection
Gérald Schurr. Le Louvre des Antiquaires,
2, place du Palais-Royal (42-97-27-00).
Sauf dimanche et lundi, de 11 h à 19 h.
Jusqu'au 6 septembre.

AUDUBON, an vie, son cauvre. Pavillon
des arts du Parc floral de Paris, esplanade
du château de Vinoranes (43-65-73-92).
Jusqu'au 6 septembre.

ÆTHIOPIA. VESTIGES DE
GLORRE. Fondation Dapper, 30, avenue
Victor-Hugo (45-00-01-30). Jusqu'an
3 octobre.

#### En région parisienne

BRETIGNY-SUR-ORGE. Dedans dehors, propositions VI, Centre cultural Gérard-Philipe, rue Henri-Douard (60-84-38-68). Jusqu'an 3 octobre. EVRY, Pierre Tanl. Jardins du Consoli général d'Evry (64-97-23-34). Jusqu'an 31 solt.

FONTAINEBLEAU, Ambroise Dubeis. Château de Fontainebleau. Jusqu'au 15 août.

15 août.
JOUY-EN-JOSAS. «Hemmage à Ferrari». Fondation Cartier pour l'art contemporain. Jusqu'an 31 août.
PONTOISE. Œnvres sur papier én Musée de Positoire. Descins et gravures du CX\* sièrie. Musée Tavez-Delecour. 4, rue Lemercier, Maximilies Luce, musée Pissarro, 17, rue du Château (30-38-02-40). Jusqu'an 13 septembre.

42-81-26-20 Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

#### lde 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés! Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

### MUSIQUE

Festivals de Province

Aquitaine

BONAGUIL, Chitesse (53-71-13-70), le 2 à 21 à : Orchestre de Saint-Card, F.-R. Dechable (Szenna, Ravel).

Auvergne VICHY (79-32-17-66), saile Bertion, le 29 à 16 à : Opéra du Rhin ; Thiâtre, le 31, à 20 à 30 : Opéra du Rhin.

Bourgogne RATILLY, Chiscon, le 4à 21 h : Découverte de la voix (Vivaleii, Bach). SAINT-FARGEAU, Chiscon 05-67), le 2à 20 h 30 : R'ex F. Poutann-rone (Fauré, Debussy...).

Bretagne SAINT-MALO, Cathidrale (99-56-51-28) le 30 à 21 h 15 : Ememble vocal et instra-mental (Boch, Hayda).

Champagne-Ardenne

BRAUX-SAINTE-COHIÈRE (26-60-33-51), Caltean, le 1= à 21 h : Ensemble du Festival de Braux (Brahms) ; le 8 à 21 h : Sextuor Brahms (Brahms). Languedoc-Roussillon

Languedoc-Roussillon

ALBI (63-54-76-23), Palais de la Bertite, le
29 à 21 h: R. Armen (Villa-Lobos), le 2 à
18 h 30: Ravel; cathédrale SalastaCécile, le 3 à 21 h: Chocum de l'Académin d'été (Monteverdi, Schubert).

MONTPELLIER, Festivel Instrumcional de
la mandage (rem.: 67-52-84-84, loc.: 6766-09-89), selle Molèra, le 29 à 19 h:
A. Lonquich (Schumenn, Schubert); le
30 à 19 h: J.-F. Antonioli (Mozart,
Debumy), le 31 à 19 h: J. Swann (Rossini); le 1 à 11 h: H. Grimand (Bach,
Chopin); le 1 à 11 h: H. Grimand (Bach,
Chopin); le 1 à 11 h: H. Grimand (Bach,
Chopin); 19 h: J. Swann (Rossini); le 2
à 11 h: Thio du Nord (Grieg, Becthoven); 19 h: L. Swann (Rossini).

Emplemade, le 29 à 20 h 15: O. Franc; le 30 à
20 h 15: H. Bachevaller Quartet; le 2 à
20 h 15: F. Corionad Quartet.

Les Ucusiènes, le 30 à 22 h: Emsemble liménaire, dir.: M. Swienczewski (Boulez,
Rossi).

Abhaye de Fonthroide, les 30, 31 à 22 h:
Solistes d'Uppsala (Aprile, Giscomeli...)

SAINT-GUILHEM-LE-DESERT,
Abbaye, le 29 à 21 h 15: Les adieux,
(Pasabasies Sernburi); le 1 wà 21 h 15:

Abbuye, is 29 à 21 h 15: Les adieux (Boecherini, Scarlaux); le 1\* à 21 h 15: F. Manoz (Frestobaldi, Valeuri). Cour J. Cours, le 31 à 22 h : Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir.: J.-E. Gardiner (Bizzet, Monart); le 1\* à 22 h : Orchestre shills propriée

Languadoc-Roussillon, dir.: E. Tchakarov (Rachmaninov, Borodino).

PRZENAS, Grange des prés, le 29 à 22 h:
Orchestre d'Auvergre, dir.: J.-J. Kantorow (Raspighi, Bootherini).

RDARHEUX, cour des écoles, le 29 à
21 h 45: C. Cortes.
Excise Saint-François, le 29 à 21 h 30 :
Encemble Mondique, dir.: C. Coin
(Bach, Telemana).

MONITERRIER, jurdin du château, le 29
à 22 h : O. Böhn, H. Austhō (Jannock,
Beethoven).

Becthoven).

T. RASCON, chiteen de roi Resé, le 30 à 22 h : Les adieux (Mozart, Becthoven).

LA GRANDE-MOTTE, auditorium, le 30 à 21 h 30 : A. Weissenberg (Hayda,

21 h 30 : A. Weinsenberg (rayun, Buch).

MENDE, cathédrale Urbain V, le 31 à 21 h 30 : Camerata de Caracas, dir. : 1. Palucios.

SETE, Décamie Sé-Louis, le 31 à 21 h 30 : Entemble Mossique, dir. : C. Coin (Vivaldi, Corelli).

CLERMONT-L'HERAULT, égüse Sé-Paul, le 1" à 21 h 30 : Camerata de Caracas, dir. : I Palacios.

Opéra, le 2 à 22 h 50 voutes (Cesti).

<u> Midi-Pyrénées</u>

Midi-Pyrénées

CASTRES, Festival Goya (63-59-62-63), cathédrale St-Benoît, le 31 à 21 h; E. Lamandier.

COMMINGES, Festival (61-88-32-00), cathédrale St-Bertrand; la 3 à 21 h; M. Chapuis.

GRAMOND, Festival, égBae, le 4 à 21 h 30: Camera Nop (Haydn, Mozart).

SAINT-CERE, Festival (65-36-29-08), Châlteas de Casteliana-Bretomoux, le 31 et le 1\*: Mozart; le 3: Orcheure des jeunes pour le Sud-Onest.

Provence - Côte d'Azur

AIX-EN-PROVENCE (42-21-37-81), Ta-

AIX-EN-PROVENCE (42-23-37-81), Th. de l'archevéché; les 29, 31, 4 21 h 15 : Falstaff, le 304 21 h 15 : Psyché.

AVIGNON (90-82-76-08), cour d'homeur, les 29, 30, 31 à 22 h : Bellets de l'Opéra de Puris ; clestre des Curmes, les 29, 30, 31, 1°, 2 à 22 h : la Manivelle, Abel et Bela ; clestre des Cléstias, les 31, 1°, 2 à 3, 4 à 21 h 30 : Hallafi, Romée ; enfie Benoît XII, les 29, 30, 31, 1° à 21 h 30 : Une base pour les déshérités ; chapelle des Pénétenis hàmes, les 29, 30, 31, 1° à Lettres mortes ; bospice Satist-Louis, les 29, 30, 37, 1°, 27 22 h : Instânces ; chârte de Palais vient, les 29, 30, 31, 1° à 19 h : Texte nu, Sacd ; métropole N.-D. des Dons, le 29, à 18 h : L. Antonin ; isacaté des sciences les 29, 30, 31 à 22 h : Musique des fleuves ; chartresse de Villemeure-Rs-Avignon, le 29 à 22 h : Acanthes (Messinen) ; ciolère de la voltégiale, les 29, 30, 1°, 2, 3, 4 à 20 h : Œdipe à Colone ; gare SINCF de Villemeure, les 29, 30, 31 à 22 h : Figuren.

Festival du Lubéron (90-72-36-72) : église de Roussilion, le 31 à 21 h ; église de Fostalmode-Vanchase, le 2 à 21 h : Quarmu llemonine, F. Graye (Beethoven, Schubert).

ORANGE, Chorègies (90-34-24-24), Théi-fre autique, le 30 à 20 h 30 : le Crépuscule des dieux, le 1° à 21 h 30 : Herodiade.

SISTERON, Nuits de la Cândelle (92-61-38-72). chaltre Salist-Demonines le 20 à 2

SISTERON, Nuits de la Chadelle (92-6)-38-72), clebre Sakit-Dominique, le 29 à 21 h 45: J. Mouillière, M. Bogner (Mozzrt), le 5 à 21 h 30: I Musici; Taél-tre de la Citadelle, le 1 è 21 h 30: Orches-tre phillassmonique de Monte-Carlo, dir. : Th. Palton (Mozart).

Rhône-Alpes

FLAINE, Festival (50-90-80-01), le 4 à 19 h 30: Th. Peraskiveako (Debassy, Brainus), à 21 h 30: R. Andia (Albeniz, de Falla); le 5 à 19 h 30: L. Mener (Chopia, Hayda); 21 h 30: E. Balmas, G. Tomm (Ravel, Straus).



Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam, et dim, de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33). L'AFRIQUE ET LA LETTRE. Pane-

Musées

LE TROISIÈME CEIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE, photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-56-37-11). Seuf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'an 3 junvier

39-20). De 9 fi 40 a 17 h.
PKCASSO VU PAR BRASSAL Musée
Picasso (42-71-25-21). Sauf mardi, de
9 h 15 à 17 h 15, le mercredi jusqu'à 22 h.

Jusqu'au 25 septembre.

PARIS 37. Cinquantenaire de l'expenition internationale des arts et des bechaiques dans la vie moderne. Musée d'art
moderne de la Ville de Puris. 11, avenue du
Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf la
lundi, de 10 h à 17 h 30; le mercredi
jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 30 août.

15 novembre.

LUCIANO FABRO. Etat; JOHN
ARMIEDER. ARC. Musée d'art moderns
de la Ville de Paris. (voir ci-deems).
Jusqu'su 23 septembre.

LA MARINE DE 1937; OCÊANS
DES HOMMES. Musée de la marine.
Palais de Chaillot (45-53-31-70). Sauf
mardi et jours fériés, de 10 h à 18 h.
Entrée: 25 F. Jusqu'su 13 septembre.

IMAGES DE JARDINS. Musée astional des monuments français, place de Tro-

Le Monde sur minital CINEMA

Tous les programmes. Toutes les salles. Tous les horaires.

36.15 TAPEZ LEMONDE



o Ambianco musicale su Orchestre - P.M.R. ; prix moyen du repus - J.,. H. ; omert jutqu'i... htteres

#### DINERS

RIVE DROITE Cadre chaleureux, spéc. Sud-Ouest, cais, soignée : escalope, foie gras frais, magret de canard. Menu gastro. 130 F. Accueil jusq. 23 h 30. Spécialités MAROCAINES, TAGINES, COUSCOUS, MÉCHOUL Cadre typique

et raffiné. Déj. d'affaires et diners. Accueil jusqu'à 23 h 30. Au 1º fc., le premier reman: irlandais de Paris, déj., illners, spécial. de saumos fomé et poissons d'Irlande, mesu dégust. à 150 f set. Au rez-de-ch., ETTTY O'SHEAS : «Le vrai pub irlandais», ambisurce ts les sous av. musiciens. Le plus gr. choix de whisleys du monde. Jusq. 2 h du mat. Son étougent menu à 115 F. Se. Vin de Loire. Décor 1830. Salon de 6 à 50 person Déjeuners, diners, soupers de 19 h 30 à 0 h 15. Perking Drouot.

A trois pas de l'Étoile, dans leur décor Napoléon III. Salon particulier Soscialités de poissons, Déjeuners d'Affaires. Utuer une chandelles, F. dim. soir et laudi. Terrasse.

43-54-25-07 LE MARARAJAH GRILLE D'OR 86 de la gastro, indianne CHEZ FRANÇOISE 47-05-49-03 Aérogare des Invalides, 7º F. dim. soir et lundi

RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75

AU PIED DE COCHON

6, rue Coquillière - 42-36-11-75
«LE FAMEUX RESTAURANT DES HALLES»

Un monument pantagruélique de la vie nocturne parisienne. Huînes et fruits de mer toute l'amée.

LE REPAIRE 42-33-20-66 12, rue de la Gde-Truanderie, 1° F. dim.

AU PETIT RICHE 47-70-68-68/47-70-86-50 25, rue Le Peletier, 9 F. dim,

ANNICE & FRANCIS VALLEUT - SANTENAY

DARKOUM

JOHN JAMESON

75, avenue Niel 17

RIVE GAUCHE ...

10, rue des Capucines, 2º 40-15-00-30/40-15-08-08

42-96-83-76

F. mardi

Tlj.

COMMENCEZ VOS VACANCES... 72, bd St-Germain, 5°, Mª Manbert. Cadre lexanera Salle climatisde. 7 j. sur 7. SERVICE NON-STOP de 12 h à 23 h 30, ven., sam., j. 1 h. Conjours son MENU PARLEMENTAIRE à 115 F service com Parking assuré devant le restourant : face su s' 2, rae Faber.

Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jeaqu'à 22 h 30. Ouvert dimanche. Fermé huséi.

#### TERRASSES - PLEIN AIR

#### LA TOUR D'ARGENT

NOUVEAU DÉCOR
VUE PANORAMIQUE - TERRASSE.
Poissons et plus traditionnels.
BANC D'HUITRES TOUTE L'ANNÉE.
T.Lj. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

#### SOUPERS APRÈS MINUIT

### CHARLOT, « ROI DES COQUILLAGES »

12, place de Clichy - 48-74-49-64 - Acqueil jusqu'à 1 à de matin GOUTEZ L'AIR DU LARGE TOUTE L'ANNÉE DANS CE RESTAURANT VOLGE À TOUTES LES SPÉCIALITÉS DE LA MOBL. L'UNE DES METILEI DIES BOMILLANAISSES DE PARIS.

> LES RESTAURANTS DE LA NUTT **OUVERTS MÊME LE JOUR**

> > LE GRAND CAFÉ CAPUCINES 4, bd des Capucines - 47-42-75-77
> > -LE RESTAURANT DE LA MER DE L'OPERA La fraktieur des poissons. La finesse des caissons.
> > Magnifique bane d'huitres.
> > Décor époustoufiant Belle Époque.

lous y dégusterez des fruits de mer de toute première fraicheur. La brasserie du Tout-Paris.

LA MAISON D'ALSACE 39, Champs-Elysées - 43-59-44-24
L'AMBASSADE GASTRONOMOUE D'ALSACE

31 acut.

SEVRES. Percelaines de Sèvres au XX sèlcie: Musée de céramique, place de la Mannfactura (45-34-99-05). Junqu'en VIGNY. La mideciae de la préhis su Moyen Age. Musée archéologique départemental du Vel-d'Oise, Guiry-en-Vexin (34-67-45-07). Jusqu'an 2 soût. En province

AIX-EN-PROVENCE. Visica da Sibu et Arpad Szenes. Musée Granet, place St-Jean-de-Malte, Jusqu'au 15 septembre.

ALEL Rodin. Sculptures et aquarelles. Musée Toulouse-Lantree (63-54-14-09). Jusqu'au 6 septembre.

ANGERS. Qu'est-ce qu'ils trament? Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée (41-53-64-65). Jusqu'au 30 septembre.

ANTERES. Haus Hartung. Musée

(41-63-64-65), Jusqu'an 30 septembre.

ANTIRES, Hans Hartung, Muade Presso. Château Grimaldi (93-33-67-67). Jusqu'an 15 septembre.

AVIGNON, Gilles Alband, Edonard Arroys et le thicitre. Grande chapelle du Palais des papes. Jusqu'an 30 septembre.

BAYONNE, Quand la religion issuirait les desdins. Musée Bonnet (59-59-08-52). Jusqu'an 1's septembre.

BIRON, Design sus Dansenark 1950-1967. An château (47-42-09-15; Maison du Pfrigord à Paris). Jusqu'an 25 soptembre.

Musée d'art contemporaie, entrepôt Lainé, rue Foy (56-44-16-35). Juoqu'au 13 asptembre : Fraile, histoire d'une collaction». Musée et galerie des beaux-arts, coms d'Albret (56-90-91-60). Juoqu'au le contemporaire des beaux-arts, coms d'Albret (56-90-91-60). Juoqu'au

cours d'Albret (56-90-91-60). Jusqu'an 
le septembre.

CAEM. Symbolique et botanique : le 
seus caché des tablessux de fleurs su divseptilme siècle. Musée des beaux-arts, rus 
des Fossés-du-Château (31-85-28-63). 
Jusqu'an 26 octobre.

CALAES, Auguste Rodin : le monament 
des bourpeois de Calais et ses photographes. Musée de Calais, 25, rue de Richelien 
[21-97-99-00). Jusqu'an 15 soptembre.

CARCASSONNE. Chypre, la vie quotidienne sous les rois Luniquam. Musée des 
beanx-arts, 1, rue de Verrinn (68-4780-90). Jusqu'an 31 août: Santile style. 
12 peintres du mord-omest des Etnis-Unis. 
Tours narticonnaises de la Caté. Jusqu'an 
31 soût.

CASTRES. Pienses chez Goys. Musée

CASTRES. Picasse chez Goya. Musés Goya. place de la République (63-59-92-44). Jusqu'an 29 août. CHAMIOITO, Green de la Chamios Mangiet, Château (54-20-34-86), Jusqu'au 30 août.

COLMAR. Alberto Magnell. Music 'Unterlinden (89-41-89-23). Junqu'an 7 septembre. DUNKERQUE. Luciano Castelliusée d'art contemporain. Avenue des ins (28-69-21-65), Jusqu'au 28 septem-

FONTAINE-DE-VAUCLUSE. L'inclémence lointaine, (Munagerits, Svres, estumpes de Braque, Ciacometti, etc.) Music Péranyue, rive gaiche de la Sorgue (90-20-37-20). Junqu'es 30 neptem-

fere.

GRENORLE. Cesar Domeia. John Arasieder. Musée de peinture et de sculpture, place de Verdan (76-54-09-82). Jusqu'au 14 septembre; Jesa-Luc Vissouth. Local time. Centre antonal d'artecutemporain, 155, coars Barrian (76-21-95-84). Jusqu'au 13 septembre.

ESSOIRE. Matta : cesares récession. Centre culturel N. Pomei. Jusqu'au 13 septembre.

EELE Turte 1965-1987 : Aus pomes, l'art pauvre dans les collections préférent. Musée de l'hospice Comesse. Jusqu'au

LYON. Aim: Charlton; Rob Scholm. Musée Saint-Pierre, 20, piace des Terranax (78-28-07-66). Jusqu'au 2 soptembre.

MARSEILLE. Le Corbusier et la Méditerranée. Centre de la Vieille-Charité. (91-90-81-92) ; Louis Soutier. Musée Candini, 19, rue Grigman (91-54-77-75) ; Jusqu'an 27 septembre.

MONTAUBAN. Ecrivaise et artistes ét artistes étriraises de XX stècle. Musée ingres. Jusqu'en septembre.

A STATE OF THE PARTY OF

· , , , , , , E Find

· \_ \* \*\*\*\*\*\* /4

The second second

- 17 A .. 24

Mark Town Chart & Barrell

To traction in the A state of the Assessment

A reason to the bearing party

Traini Brita

And Plan Bar

100

-

September 1

and the second second

The Paramet Paris

AL MANAGE.

TO PH AND

1 A. T. 1987 TO ...

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

The of the late of

Wall Hall

W. W. The state of the s

ire tak

The same of the Paragraph of

" bear the LE BREE.

TO THE THE AMERICAN

A Mary Lat. The Legisland

Park of the second

500

APPER DO CO

 $C^{\infty}(x,y) = \{y \in \mathbb{R}^n \mid y \in \mathbb{R}^n \mid y \in \mathbb{R}^n \}$ 

· 美

ingres. Jingu'en septembre.

MULHOUSE. Heimmt Middendort.

Musée des beaux-arts. 4, place GuillaumeTell (89-32-58-46). Jingu'an 2 août.

NANTES. Max Erist. Histoires de forêt. Musée des beaux-arts, 10. ruc Georges-Clemenceau (40-74-53-24). Jingu'an 30 septembre.

NICE. Giambattiste Tiepolo. Musée Matinse, 164, avenue des Arènes (93-5317-70). Junqu'an 30 septembre: Marie Centre gravé. Musée national Message hiblique Marc Chapall, avenue du Docteur-Ménard (93-81-75-75). Jinsqu'an 5 octobre ; Chadio Paradegiani. A beune specto. Villa Arson; 20, avenue StepenLiégeard (93-84-40-04). Jenqu'an 13 septembre: Mindes des Artses des Musée des Artses (93-84-40-04). Jenqu'an 13 septembre.

NIMIES. Italie hors d'Italie. Musée des

NEMES. Italie hors d'Entie. Musée des beaux-arts, ras Cité-Foule (56-67-38-21). Jusqu'au 30 septembre. PERPIGNAN. Soulages. Musée Hya-cimbe Rigand. 16, ras de l'Ange (68-61-66-30). Jusqu'au 15 septembre. POUTIEDS. Rossaine Brooks (1874-1970). Musée Sainte-Crox. 61, ras Saint-surplicien (49-41-07-53). Jusqu'à fin sep-tembre.

PONT-AVEN. Rétrespective Emile ourdan, Musée municipal, place de Hôtel-de-Ville (98-06-14-43), Joseph en

RENNES. Preside libe : queres pri-RENNES. Premie idie: conves pri-paratoires/convret inacherées; de la Remissance à nos jours. Musée des beaux-art, 20, quai Emile-Zola (99-28-55-85). Jong au 14 septembre. L TOCHELLE L. Marchand. Musée de Nouveau Monde, 10, rue Fleurian (46-41-46-50); Salle de l'Oratoire (46-41-46-50). Junga au 6 septembre; Christian Jaccard: Mille et m. objeta (1971-1986). Maison de la Cultura, 4, rue Saint-Sean-du-Perot (46-50-57-57). Junga an 20 sep-tembre.

tembre.

IES SARIES-D'OLONNE. Gien Bearter; Alberto Sarbio: Dennius. Hosse de 
l'abbaye Sainte-Croix (51-32-01-16).

Jusqu'an 77 septembre.

SAINT-GUILHEM-LE-DESPET. L.

SAINT-GUILHEM-LE-DESERT. L.
Alfand: A. Mahles; F. Ried. Le desert
longinarm, Chapelle des Pfinicats blanca
(67-57-77-22). Insqu'an 31 août.
SAINT-PAUL-DE-VENCE. A. la rencourre de Jacques Prévert. Fondation
Maccht (93-32-81-63). Insqu'an 4 octobre.
SARREBOURG. Fongascute. Inscripinez du corps. Musés, (3, avenus de
France. Jusqu'an 14 août.
CTP ASRO(18G. Fa. Corpusier. et

France. Jusqu'an 14 août.

STRASBOURG. Le Corbusier et
Pesprix nouveau. Musée d'art modern.
Ancierme douaine, 1, rue du Vieux-Musée des Ancierme douaine, 1, rue du Vieux-Musée des Ancierme douaine, 1, rue du Vieux-Musée des 13 septembre.

TARASCON. Madiation Luien. Costrue des Cordelises (90-91-00-07). Jusqu'au 30 noût.

30 nodt.

'THONON-LES-BAINS, Acta'Art 87.
Guleric Peterson, place de Châteas (50-71-78-97), Jusqu'an 12 septembre.

'TOULON', Louis Case Infallt; Jean
Budz, Muséc, 113, benievard du Général-Leclere (94-93-15-54). Jusqu'an 9 septembre.

tru.
TOULOUSE, Karel Appel: Posses our
mepler: Munfe des Auguston, 21, rus de
Metz (61-23-21-82). Jusqu'an 31 août.
TOURS, Ausour de Roalem: gosmeres
de Marx Elinger, Munfe der besetverts, 18,
place François-Sieurd (47-05-68-73).
Jusqu'an 31 août.

Jesqu'nt 31 août.

VILLENEUVE-LES-AVECNON. Animal 1; Payange de Sed.; le montagne, photographies CA. Gas; Pedatures récestes de P. Mabille. Centre international de recherche de création et d'amunifon. Le Chartreuse (90-25-05-46).

Le Monde Informations Spectacles

7-4-

**建** 

brownie intention

of invasion de plans

 $\mu_{\rm c} = \mu_{\rm c} = \mu_{\rm d} = \mu_{\rm c} = \mu_{\rm c} = 200$ 

### «-L'Express » attend son nouveau PDG

L'Express s'interroge. La cea-sion par Sir James Goldsmith de la majorité de ses parts dans la Générale Occidentale à la Compagnie générale d'électricité (le Monde du 29 juillet) signifieelle son désengagement total ou l'amorce d'une opération plus importante dans les médias? « Nous balançons entre ces deux hypothèses », admet un journa-

Tout en sachant que la cession dépasse le cadre de l'hebdomadaire, de ses suppléments (les quaire « hebdomensuels » sport. sciences, style, économie), et de ses antres éditions, la rédaction ne

#### Jean-François Kahn de sauvegarde du « Matin »

l'Evenement du jeudi, M. Jean-Prançois Kalm, présidera l'Associa-tion de sauvegarde du Matin. Principal actionnaire de la nouvelle société
le Nouveau Marin, créée le 18 juillet
le Monde daté 19-20 juillet,
le Monde daté 19-20 juillet,
l'autoume dernier, et qui n'out pas
des lecteurs qui doit naître en sep-

Aniant de l'administration.

Aniant de domaines où la rédaction de l'hebdomadaire attend M. Rohmer, au pied du mur, le président d'une mutuelle (qui avaient aidé les Dix à payer les salaires du personnel en mai) compléteront le conseil d'administration de l'association.

manifeste aucune inquiétude. « Cela n'a rien à voir avec la crise de l'été dernier, qui avait provoque le départ de nombreux journalistes de talent -, résume un rédacteur, tandis qu'un autre, fataliste, estime que « Goldsmith ou la CGE, par l'intermédiaire des Presses de la Cité, c'est bon-

net blanc et blanc bonnet ».

La plupart des journalistes attendent copendant la venue de M. Bruno Rohmer, PDG des Presses de la Cité. Celui-ci, depuis le mois de mai (date de la prise de contrôle des Presses par Jimmy Goldsmith), s'apprête à occuper aussi les fonctions de PDG de l'Express. Prévue début août, son arrivée avenue Hoche, au siège de l'hebdomadaire, est président de l'Association attendue selon les termes d'un chef de service - avec une curiosité bienveillante ». Pourtant les Le directeur de l'hebdomadaire projets de M. Rohmer, qui se cantonne dans une prudente réserve, ne sont pas comus.

L'ancien président de la commissuccès commercial. Celui de la L'ancien président de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse, anjourd'hui dissoute, M. Henri Caillavet, ancien ministre, sera le président d'honneur de l'association, et Me Jean-Louis Edberg, l'avocat du groupe des Dix, con tréserier.

En font également partie, deux délégnés syndicaux de la rédaction, anione d'Abbundo (SNI-CGT), et Alain Barbanel (CFDT), ainsi que deux membres des Dix, cos salariés qui bénéficient de la cession du titre jusqu'à ce que le tribumal se pronounce de manière définitive le 31 juillet.

L'association de la documentation et de la suppression du service «région» qui ont abouti, en juin, à phusieurs licenceiments, qui n'ont pu être pronoucés, faute d'élections au Comité d'entreprise du journal. Celui enfin des fraissement partie, deux journal. Celui enfin de service «région» qui ont abouti, en juin, à phusieurs licenceiments, qui n'ont pu être pronoucés, faute d'élections au Comité d'entreprise du journal. Celui enfin des fraissement partie, deux journal. Celui enfin de service «région» qui ont abouti, en juin, à phusieurs licenceiments, qui n'ont pu être pronoucés, faute d'élections au Comité d'entreprise du journal. Celui enfin de fraissement partie, deux journal de la cocumentation et de la suppression du service «région» qui ont abouti, en juin, à phusieurs licenceiments, qui n'ont pu être pronoucés, faute d'élections au Comité d'entreprise du journal. Celui enfin de fraissement partie, deux journal de la cocumentation et de la suppression et de la suppression du journal de la cocument pui n'ont pu être pronoucés, faute d'élections au Comité d'entreprise du journal celui n'ont pu être pronoucés, faute d'élections au Comité d'entreprise du journal celui n'ont pu suite pronoucés.

Les autorisations de radios dans la région parisienne

#### La riposte à la CNCL s'organise

Après les décisions de la Commission nationale de la communication et des libertés -+-CNCL), concermant les radios autorisé sur la FM parisienne, l'heure est à la riposte. Sur les ondes des radios, lorsque les smetteurs fonctionnent; par com-maniqués à la presse, pétitions, conférences de presse (Tropic FM-Graden), diner de presse (les radios africaines Black et Tavala FM), lettres ouvertes (Radio-Show), mani-festations place de la Bastille (trois radios portuguises) ou à la CNCL, dont l'équipe de Cité-FM a tenté, mardi, d'occuper les locaux afin d'avoir une entrevue avec l'« su des

Le bureau de M. Yves Rocca, chargé du dossier ne désemplit pes. La radio de Boulogne Proxima du Centaure a elle aussi multiplié les 4 tentatives auprès de M. de Broglie (envoi d'un gâteau ainsi que d'un cirear de chanssures), lui demandant ce qu'elle peut faire pour être enfin reçue. Le réseau Liberté, relayé par de nombrenses radios, donne chaque soir des nouvelles du front et prépare une grande opéra-tion pour le jeudi 30 juillet. Pour toutes les radios évincées, un espoir : les fréquences de la bande militaire, libérables d'ici queiques mois. Et nne obsession : continuer à émettre. Les protestations continuent d'affiner, tant du côté des radios locales que du côté de Sud-Radio et de Radio-France internationale, elles aussi déboutées.

• RFI : . Ce n'est sans doute que partie remise - déclars M. Hanri Tézenas du Montcel, son président. « Mes appuis sont multi-ples er vont de M. Jean-Bernard Raimond à M. Jean-Pierre Chevènement. Consensus peu banal! Face au silence de la CNCL, je persiste donc. Pour être déçus, nous ne sommes pas démobilisés »

• Sud-Radio : « On nous affir-mait la semaine dérnière à la CNCL que notre dossier était en très bonne vole... = « Pourquoi évincer une des radios du Sud et autoriser l'autre? », demande Thierry Bernard, son directeur, en faisant allusion à RMC, et en précisant qu'on ne lui avait donné « aucune explica-

tion - à la Commission sur ce refus

• Radio-Mandarine (station ins-tallée à Marly-le-Roi et membre d'un réseau de quarante radios) demande à la CNCL - un réexamen de son dossier ». « De tous les réseaux nationaux utilisant Télécom-1. Mandarine est le seul à ne pas être autorisé sur Paris. Cela me hui donne pas des chances de développement égales à celles de ses concurrents, pénalise gravement l'ensemble du résogn et de ses sala-

• RTH 99 Rock : « La CNCL vient de déclarer le rock hors la loi. Par son refus non motivé d'attribuer une fréquence à une radio thématique rock, la CNCL prouve qu'elle n'est pas parvenue à assimiler la réussite du format rock dans l'exemple américain. Où est la fréquence rock? Comment vont se faire entendre les trente mille groupes de rock en France ? >

 Radio-Black FM Fréque Succes: « Une fots de plus, l'Afrique noire a été détaissée, négligée, exclue. . La station fait donc appel « à tous les Etats africains à travers leurs représentations diplomatiquer », aux associations qui l'ont déjà soutenue et à la communauté française pour obtenir « la libération d'une fréquence entièrement africaine, regroupant les trois pos-tulants à cette fréquence (Black FM Fréquence Sorcier, Fetrant et Tavala FM) » (La CNCL a cependant attribué une fréquence à Tavala FM, une radio africaine en association avec Radio-Alpha, représextant la communanté portugaise.) · La Fédération des travelles

de l'information, de Livre, de l'entre de de la Carte OUI « déplore l'inégalité flagrante des traitements que la CNCL a opérés entre des radios « têtes de réseau » et les autre stations. Cette inégalité est inacceptable. (...) » Le synticat « souhaite que la CNCL farse res-pecter le cahier des charges des radios locales privées. (...) Cela suppose qu'elles puissent disposer de ressources. Le marché publici-taire n'étant pas extensible, les aides de l'Etat devraient être prorogées ». Il propose enfin aux « orga-nisations représentatives des radios ainsi qu'aux têtes de réseaux, de rouveir des négociations concernant les personnels ».

cetion de M. Bruno Bertez. - Un magazine bimenaual d'information boursière vient d'être lancé par M. Bruno Bertez, qui a cédé en juin demier ses titres (la Vie française, la Tribune, l'Agefi) au groupe Expentée par le Société des Éditions boursières, sera vendue exclusi par abonnement.

 Le quotidien communiste is Merselliaise en règlement judi-ciaire. – Le tribunel de commerce de Marseille a annoncé la mise en règlement judiciaire du quotidien communiste la Marsvillaise et de son imprimerie Vitrolles-Offset, le lundi 27 juillet. Les difficultés du quotidien communiste seraient dues au départ de l'imprimerie de Vitrolles du menperution, en juin, de l'Hebdomadaire le journel créé en avril à l'initiative de M. Michel Pezet, député socialiste des Bouches-du-Rhône, Vitrolles-Offset fabriqueit en effet une partie des cahiers de l'Hebdomadaire. La décision du tribunal fait suite à l'initiative de la direction de la Maraell laise (100 000 exemplaires diffusés en moyenne dans aix départements), qui a demandé « une cession partielle des actifs de Vitrolles-Offset et une restructuration orientée vers le quoti-

· Nouveau revers pour M. Robert Maxwell. - Après avoir échoué dans sa tentative de racheter le quotidien Today, puis décidé de fermer le London Daily News après cinq mois d'axistence (le Monde du 29 juillet), voici que M. Robert Maxwell, patron du groupe de presse bri-tannique British Printing and Communication Corporation (BPCC), subit un troisième échec. Devant le refus de la Cour fédérale de New-York de kii donner raison contre Harcourt Brace Jovanovich (HBJ), l'une des plus importantes maisons d'édition américaires, sur laquelle il avait jeté son dévolu, M. Maxwell a annoncé, le luncii 27 juillet, qu'il mettait fin à la betaile jundique qu'il menait contre HBJ, BPCC aveit, en effet, entamé devant les tribunaux américains plusieurs actions en justice contre HBJ, jugaant illégale l'opération de recepi-talisation entreprise par celui-ci, qui avait fait passer la valeur boursière du groupe de 2 à 3 milliards de dollars. Malgré ce nouveau revers, M. Maxwell a réaffirmé son ambition de faire de BPCC « un empire multimédias avec des revenus se situant

Les programmes de rentrée

#### Antenne 2, la pasionaria

faire partie du métier - donnaient à cette réunion de presse annonçant les programmes de rentrée un air de garden-party mondaine et panachée. Chic, done, et familial. Car la belle famille que voilà! Drucker, Chan-cel, Tebernia, Ruggiéri, Jammot, Virien, Rouilly, etc. Ne manquaient sans doute que Cavada et Sérillon...

Une famille rassemblée autour de son chef, le président Claude Conta-mine, visiblement soucieux d'afficher la réconciliation et la mobilisa-tion générale. Attention, les TF 1, 5 et autre M 6, semblait dire le PDG, Antenne 2, la passionaria, désormais - l'esprit offensif » ct « en ordre d'attaque comme on dit dans les sous-marins nucléaires », se prépare au grand combat. Et de surprendre l'auditoire par un discours rapide au tonus un brin forcé mais à l'effet détonnant. La campagne de publi-cité lancée le même jour dans la presse et sur les murs de la capitale ne clame-t-elle pas - Profession pas-

Les grands rendez-vons, « classi-ques » de la chaîne sont maintenus, et parfois amendés, « Apostrophes » de Pivot occupe toujours la soirée du vendredi mais dans un nouveau décor et avec des prolongements : « Apos », le dimanche soir, « Stro-phes » le hundi soir, émissions en direct d'un quart d'heure diffusées après le journal du soir. « Champe-

Très chie, le lunch d'Antenne 2, le mardi 28 juillet, au bois de Boulogne. La douceur du temps, le par-fum des pelouses et des parre-terre de fieurs, les mines bronzées des hôtes — dans l'audiovisuel, cela doit lacques Martin officie toujours le Jacques Martin officie toujours le dimanche, mais remet « La lor-gnette » — qui fit ses premiers grands succès télévisuels - au goût du jour. « Les Dossiers de l'écran ». devenus bimensuels, accueilleront deux nouveaux présentateurs -Claude Sérillon et Charles Villo-neuve - aux côtés d'Alain Jérôme.

> donner du piment à une grille somme toute classique, en tout cas remplacer quelques départs impor-tants de la chaîne. Jacques Mailhot animera des « Jeux de mots » avant 20 heures, Jean Roucas fera - Cadet Roucas - un dimanche soir par mois, Gérard Klein prendra les après-midis avec « Ça déménage », suivi par Didier Barbelivien, qui, avec « Un DB de plus », animera les

Les samedis seront sportifs puisque Gérard Holtz présenters une longue émission, «Samedi Pas-sion», comprenant des directs, des eux et divers exploits dans ce domaine. La passion étant aussi le cinéma (avec Claude-Jean Philippe et « Un Delon par mois »), la musique (avec Eve Ruggiéri et un spécial Karajan ou un spécial Callas), et bien sur la politique avec « L'heure de vérité » et une série de HEPS.

ANNICK COJEAN.

L'extension des réseaux de la 5 et de M 6

#### M. Baumel met en garde contre la « frustration des téléspectateurs »

réseaux de la 5 et de M 6 ne couvrent pas une grande partie du terri-toire, la frustration des téléspectateurs va poser un grave problème politique. - M. Jacques Baumel, député RPR et socrétaire général du Conseil national des collectivités territoriales pour l'audiovisuel (CNCTA), est catégorique : la libéralisation de l'andiovisuel perd tout son sens si la majorité des Français ne peut recevoir rapidement les nouvelles chaînes. Et il brandit les premiers résultats d'un sondage effectué auprès de 900 communes de plus de 9 000 habitants. Sur 230 réponsos déjà reçues, seules 40,8 % reçoivent la 5 et 28,6 % M 6. Des réponses assorties de nombreux commentaires d'élus qui font part de leur préoccupation devant l'institution d'une - France à deux vitesses » : d'un côté les Français « à Les iniatives locales ont jusqu'au part autère » qui ont droit à six 30 septembre pour se faire comairres - qui doivent se contenter de

s'ajoute aux vives pressions exercées per M. Robert Hersant pour accélé-

Irois CENSUS.

« Si, d'ici la fin de l'année, les rer la mise en place du réseau de la cinquième chaîne (le Monde du 28 juillet). La Commission nationaie de la communication et des libertés poursuit sa procédure d'appel d'offres mais semble hâter quelque peu sa démarche. La 5 et M 6 ont déjà reçu l'autorisation d'utiliser trois émetteurs pour améliorer lour diffusion our Paris

Un appel d'offres vient d'être lancé pour d'autres fréquences sur la grande couronne parisienne et Strasbourg. La procédure est rapide puisque les deux chaînes n'out que deux jours pour déposer leurs dossiers. Mais sur ces bassins de population, les chaînes devront partager leurs fréquences avec d'éventuels partenaires locaux qui pourront disposes de « fenêtres » de programmation.

Les iniatives locales out jusqu'au chaînes, de l'autre - les parents pau- tre. Le CNCL devait se réunir le mercredi 29 juillet en séance plei-L'intervention du CNCTA

### oisirs

Un Festival international du modélisme

#### Les fous de la télécommande

En chaque Français sommeille un modéliste. Qui a oublié son train électrique, son circuit automobile, ou sa Caravelle téléguidée? Afin de réveiller ces ardeurs enfantines, deux stations de sports d'hiver du massif de la Maurienne, Villarembert-le-Corbier et Fontcouverte-la-Toussuire, ont uni leurs efforts pour organiser du 19 au 26 juillet un Festival international de la télécommande et du modé-lisme (FITEM), après un premier galop d'essai à petite échelle l'an dernier.

Le chasseur-bombardier s'immobilise en bout de piste, puis, dans un hurlement suraigu de turbines tour-nant à plein régime, il se cabre, s'élance, dévorant l'alsphalte de plus en plus vite. D'un coup d'aile, le jet prend l'air et rejoint sans effort apparent le fer à repasser, rouge vif qui, pour quelques instants, jone les vedettes de ce meeting aérien des modèles réduits. Hormis la taille, rien ne distingue ce Mig 21 de celui qui abattit le Boeing sud-corfen. Souci du détail, respect scrupuleux Souci du détail, respect scrupuleux des proportions, bruit des moteurs et surtout dextérité des « pilotes », capables de recréer d'un doigt habile sur leur télécommande les évolutions des « gros», les vrais.

Sous la férule du colone! André Chaperon, plus de cinq cents partici-pants venus de huit pays européens, présentant près de mille modèles, se sont donnés rendez-vous à ce Festi-val. Toutes les chapelles du modé-

Bateaux, avions, voitures, locomo-tives, reproductions fidèles de leur

grands modèles, donnent la réplique aux maquettes les plus extravagantes, comme une planche volante on Samantha la sorcière juchée sur son belai. Les prix sont à la mesure des passions : de 2 500 F à plus de 73 000 F pour la perle du FITEM : la Vénus, un magnifique trois-mats entièrement télécommandé. Deux objectifs guident André Chaperon: l'harmonisation européenne des fréquences et l'ouverture vers la jeunesse. A l'instar des radios libres, les modélistes se livrent en effet à une véritable guerre des fréquences. Un conflit au cours duquel, pour canse d'interférences, nombre d'avions effectuent des piqués itempestifs. Avant l'ouverture des frontières en 1992, le colonel Chaperon veut organiser une conférence européenne qui réglerait le problème.

Le but avoné du FTTEM est de communiquer aux plus jeunes la passion de leurs aînés. Un diplôme existe désormais, qui récompense les premiers pas d'apprentis modélistes. L'Ecollage (contraction des mots école et décollage) est le permis de conduire du futur passionné. Mais certains modélistes ont les yeax plus grands que leurs modèles.

Gilles Granger, un « naval » convaincu, organise du 1= au 8 août, dans les eaux du cap d'Agde, la première coupe America version modèles réduits. Une compétition réservée à des maquettes fidèles au 1/10 des fameux 12 m J I qui se sont récemment affrontés au large de Perth...

GUY DUTHER.

# Le Carnet du Monde

M. et M GMent FLECHON, M. et M Robert LANG,

#### Anne et Richard,

uni a en her dans l'intimité le 11 juillet

Marie-Ange et Dominique Boisel,
Franseza Deinen,
Marie-Pascale et Jeun-Pélix Bernard,
out la misteuse de faire part du déchs de

#### M. Jean DELUEN.

serveen le 27 juillet 1987, à Seins-Germain-de-la-Mer, dans sa soixants-septième année.

Les obsèques religionses auront lieu. le jeudi 30 juillet, à 15 heures, en l'église de Marignon (Côtes-du-Nord). - M= Robert Pasquelle Saint Yves

Minard, son éposse, M. et M. Pierre Badnet, Le professour et M. Michel Le Guil-

Le professeur et M. Hinbert Pignet, ses calants, Gwennelle et Bénédicte Baduel, Yves, Jean-François - Sébastien La

Guillou, Laurence et Benoît Pignet, ses petits-enfants, Le docteur et M<sup>m</sup> Jacques Pasquelle. et leurs enfants, M. et M. Jacques Lebourgeois

et leurs enfants, son frère, ses belles-sesies, neveux,

mèces et alliés. Les familles Gallois, Courtin, Desprez, Denizet, Claverie et Jubert, ont la douleur de faire part du décès de

M. le professeur Robert FASQUELLE SAINT YVES MÉNARD, ancien interne des hôpitaux de Paris, professeur honoraire de microbiologie aux facultés de médecine de Paris, membre do l'Académie nationale de médecine,

survenn à son domicile, le 23 juillet 1987, dans sa quatre-vingtième sunée.

La cérémonie religiouse a été célé-brée le 27 juillet 1987, suivie de l'inha-mation à Beaugeucy (Loiret). Le présent avis tient lien de faire-

Une messe sera célébrée à son inten-tion à Paris au mois d'octobre.

Mariages - On nous prie d'annouser le décès

M. Girard GAILLARD, commissaire principal, chevalier de l'orure du Mérite,

surveau it Sainte-Anne (Guade

Les obsèques out en lieu le mercredi 29 juillet, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Versailles, rue de la Pamisse.

Toute la famille Et ses amis,

🖰 « Ült seul ätre vout mangu 21, hamesu La Livrière, 78590 Noisy le-Roi.

- Roger Lafen, on époux, Les familles Muuro-Lafon, Alicot

Andrieu, Dessuile, ses enfants,
Ses doune petits-enfants,
Ses seize arrière-petits-enfants,
font part du décès de

Jeanne LAPON, née Churagest,

survenu le 27 juillet 1987, dans sa

La mosse sera célébrée le je 30 juillet, à 14 heures, en l'église Saint-Stienno-du-Mont (place du Panthéon), suivie de l'inhumation au cimetière du

- Lori et Henri Zaber-Magnire, out le douleur de faire part du décès de

Thomas W. MAGUIRE,

leur père et bega-père, rappelé à Dieu le 8 juillet 1987, à l'âge de cinquante-six ans, à Huntington, New-York, Etats-Unia.

- Le Is août 1986, à l'âge de

Jess Maurice MARTIN

mittait les ciens et ses numbreux amés. Vous qui l'avez comm et simé, pardez-le toujours présent en vos mémoires.

Nos abounds, bénéficiaus d'une réduction sur les insurtions du « Carnet du Monde », sons priés de joindre à leur enroi de uscie une des dernières bandes pour justifier de catte qualité.

- On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de Bertrand de MIRIBEI.

La ofrémonie religiouse sera célébrée sa l'égise Notre-Dame-des-Champs, à Paris, le vendroji 31 juillet, à 10 h 30. Saint-Joan-de-Luz.

Man Joen Moinet. on épouse, M. et M<sup>os</sup> Roger West, M.: et M<sup>os</sup> Georges Gillie-Dewiz, M<sup>os</sup> Efisabeth Pesnenud,

us enfants, Antoine, Cyrille, Louis-Edouard et Ainsi que toute la famille,

nat le tristease de faire part du décès de

M. Jean MOINET.

surveau le 26 juillet 1987, dans sa

29 juillet en l'église de Saint-Jean-de-Laz. Ville Saint-Martin,

13, rue Vanben, 64500 Saint-Jean-do-Luz.

Mª Jean-Pierre Leclere,
 Marc et Anne-Sophie Leclere,
 profondément touchés par les marques de sympathie que voes leur avez rémoignées lors du décès de

Jess-Plerie LECLERC. vous expriment leurs sincères remercie-ments.

**Anniversaires** - Il y a wa an nous a quitties

Annie KANDEL, . Ale Wexler. Tous coux qui l'out comme et aimée e souvieus d'elle,

et associarout à un mémoire celle de Joseph KANDEL son éponz,

décédé en 1973.

المحدا من الأجل

### Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du manufidation des symboles : De Signalé dans « le Monde radio-télévision » Di Film à éviter u Ou peut voir u u manquer u u u Chef-d'aruvre ou classique.

#### Mercredi 29 juillet

20.40 Feuilleton: Dallas. Une troisième fois. 21.30 Feuilleton : Le gerfant. De Marion Sarrant, d'après le roman de Juliette Benzoni. Avec Laurent Le Doyen, Jean-François Poron, Marianne Anska. (4 épisode.) Cape et épée. Plaisant. 22.45 Journal. 23.05 Série : Les envahisseurs. La soucoupe volante. 23.55 Court métrage. Le nuit de Santa Klaus, de Vincent de Brus.

▶ 20.30 Téléfilm: Les idiots. De Jean-Daniel Verhaeghe, swec Jean Carmet, Jean-Pierre Marielle. Maryam d'Abo, Dora Doll, Pierre Doris. 21.55 Profession comique. Emission d'André Helimi. 2. Michel Blanc. Le comédien parle de lui, de son physique, de son métier. Nombreux extraits de films. 22.55 Chefs-d'œuvre en péril. Emission de Pierre de Lagarde. Singapour sauve son patrimoine. 23.25 Journal. 23.40 Les frustrés.

20.39 Variétés: Discos d'or, sons le soleil de la Guadeloupe. 21.50 Magazine: Thalassa. La Course de l'Europe, en direct de Lorient. 22.35 Journal. 23.00 Cinéma: Derborence um Film franco-suisse de Francis Reusser (1985). Avec Isabel Otero, Jacques Penot, Maria Machado, Jean-Marc Bory, Brupo Cremer. Un villageois qui gardait les bêtes à l'alpage disparait avec son oncle dans une avalanche, laissant une femme qui met un enfant au monde. Plus tard, il reparait mais elle ne le reconnait pas. Un film épique, tragique, d'exemple du roman de l'écrivain vaudois Charles-Ferdinand Ramuz. dont il est tiré. Un style cinématographique et une Ramuz, dont il est tiré. Un style cinématographique et une beauté étranges.

#### CANAL PLUS

20.55 Cinéma : Captain Apache C Film Italo-américain d'Alexander Singer (1971). Avec Lee Van Cleef, Carroll

Baker, Stuart Whitman, Percy Herbert. Un western de série où meme Lee Van Cleef est décevant. 22.25 Flash d'informa-tions. 22.35 Cinéma : Xanadu | Film américain de Robert Greenwald (1980). Avec Olivia Newton-John, Gene Kelly, Michael Beck, James Sloyan. 0.10 Téléfihn : Seule courre la Mafin. 2.25 Documentaire : Les allamés du sport.

20.30 Téléffin: Le paradis des requins. Les mâchoires du squale pour faire chanter des victimes. 22.05 Série: Mission impossible. 23.00 Les cinq dernières minutes. 0.20 Série: Serpica. 1.10 Série: Flies à Hollywood. 2.00 Série: Mission impossible. 2.50 Les chevaliers du ciel.

20.30 Série : Les routes du paradis. 21.20 Série : Falcos Crest. 22.10 Journal. 22.25 Téléfilm : Le retour des agents très spéciaux. De Ray Austin. Avec Robert Vaughn, David McCallum. Services secrets. 0.00 Série : Les espions. 0.50 Musique : Boulevard des clips.

#### FRANCE-CULTURE

20.15 Mimoires de l'autre (3º partie). 22.15 Festival international de Radio-France et de Montpellier, Jean-Sébastien Bach ; Suites pour violoncelle, par Alain Meunier, au violoncelle. 23.50 Estretiens avec... Marlène Dietrich (3), 8.05 Du jour

#### FRANCE-MUSIQUE

26.35 L'air de sott. 21.30 Concert (en direct de l'enclos Saint-François): Symphonies pour cordes de C. Ph. E. Bach; Concerto en fa majeur pour trois violons, de Tele-mann: Stabat Mater, de Pergolèse. 6.30 Jazz: Olivier Franc Jazz Band ; François Guin Septet.

#### Jeudi 30 juillet

13.50 Série : La croisière s'amuse. La nuit tous les comman-13.50 Série: La croisière s'amuse. La nuit tous les commandants sont gris (1º partie). 14.45 Croque-vacances. Calimero; Bricolage; Tintin: L'étoile mystérieuse; Bleumarine; Vidéo surprise: Alice au Pays des merveilles; Ricky la belle vie. 15.15 Quarté à Enghien. 15.30 Croque-vacances (suite). 16.15 Variérés: La chance aux chausons. Emission de Pascal Sevran. Avec Sarita Montiel, Gérard Lenorman. 16.55 Feuilleton: L'adleu aux as (4º épisode). 17.55 Minijournal, pour les jeunes. De Patrica Drevet. 18.05 Série: Mansix. Longue sera la nuit. 19.00 Feuilleton: Sants-Barthara. 19.30 Jeu: La rone de la fortune. 20.00 Journal. 20.35 Feuilleton: Le souffie de la metre. (4º épisode). Avec Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal.
20.35 Feuilleton : Le souffile de la guerre. (4 épisode) Avec
Robert Mitchum, Ali Mac Graw, Jan Michael Vincent.
Superproduction américaine. La famille Henry pendant la
seconde guerre mondiale. > 21.55 Variétés : Bernard LavilHers à La Villette. Spectacle enregistré en novembre 1986.
22.55 Journal. 23.15 Série : Les envahieseurs. L'espion.

13.45 Téléfilm: Mon fils ne sait pas lire. De Franco Giraldi, avec Minsy Farmer. Omero Antonutti, Itaco Nardulli, Laura Sancin (in partie). 15.15 Feuilleton: Rue Caraot. 15.40 Sports été. Golf: Open de Grande-Bretagne; Boxe: mats d'Europe à Turin. 18.00 Femilleton : Afine et 18.30 Récré A 2 été. Devinettes d'Eninal : Clémentine; Téléchat. 18.50 Jeu : Des chiffres D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont.
19.15 Actualités régionales. 19.40 Le petit théâtre de Bonvard. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma: Angélique et le suitan D Film français de Bernard Borderie (1967). Avec Michèle Mercier, Robert Hossein, Jean-Claude Pascal, Aly ben Ayed, Metrier, Robert Hossein, Jean-Linux Francis, Aly von Ayen-Helmut Schneider. Angélique est de nouveau vendue comme esclave. Le sulten du Maroc en fait la fleur de son harem. Elle lui résiste. Elle est fouettée en public. Au secours, Jof-frey! Arrivera-t-il à temps? De toute façon, la série, épuisée par sa médiocrité, s'arrête là. Jusqu'à l'inévitable prochaine diffusion / 22.10 Magazine : Caméra 2. De Michel Honorin. Australie : La dernier Far-West, La via des cow-boys australiens. Un reportage de Patrice Dutertra. 22.55 Documentaire : Le corpa vivant. 20. L'agresseur agressé : l'accident. Comment le corps se répare. 23.25 Journal.

#### FR 3

13.25 Feuilleton: Thierry la Fronde. 14.00 Agenda des vacances. 14.25 Les Brres de l'été. 14.45 Look. 14.50 Top melody. 14.55 Carte postale. 15.10 Les papies, les anamiet de la 3. 15.20 Pense-bètes. 15.30 Documentaire: Splendeur sauvage. 16.00 Gastronomie. 16.05 Variétés. 16.15 Le tube de l'été. 16.25 Sélection Miss France. 17.00 Feuilleton: Vive la vie! 17.30 Le mapège enchanté. 17.35 Les aprèsnaidi du Disney Channel. 18.30 Série: Les papas. 18.35 Série: Les aventures du capitaine Luckuer. 30.35 Série: Les aventures du capitaine. De 19.15 à 19.35, actualités régionales. 19.55 Dessin animé: Inspecteur Gadget. 20.04 Jeux: La classe. 20.30 Téléfilm: Obsession informale. Expérience dangereuse dans un laboratoire: transfert de la mémoire d'un homme à un autre. Demi-épouvante. 22.05 Journal. 22.30 Magazine: Décibels. 23.15 Préinde à la nait. Concerto pour violon et orchestre d'Alban Berg, par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Colin Davis, avec Gidon Kremer.

#### CANAL PLUS

13.30 Série : Soap. 14.00 Cinéma : les Pausses confidences a Film français de Daniel Moosmann (1984). Avec Brigitte Fossey, Jean-Pierre Bouvier, Roger Coggio, Fanny Cottençon, Michel Galabru. 15.45 Documentaire : Les llamés da sport. 16.15 Cinéma : Top secret 🗆 Film améri-

cain de Jim Abrahama, David et Jerry Zucker (1984).

17.45 Cabou cudin. 18.05 Série : Flash Gordon. 18.30 Flash d'informations. 18.35 Top 50. 19.00 Série : Larry et BuBil.

19.25 Jen : La gueule de l'emploi. 19.55 Flash d'informations. 20.00 Série : Stalag 13 20.30 Cinéma : l'Empire de la passion w Film franco-japonais de Nagisa Oshima (1978).

Avec Kazuko Yoshiyuki, Tatsuya Fuji, Takahiro Tamura. Em Avec Kazuko Yoshiyuki, Tatsuya Fuji, Takahiro Tamura. Én 1985, dans un village japonais, un jeune homme devient l'amant de la femme d'un conducteur de pousse-pousse, vieux et fatigué. Ensemble, ils tuent le mari dont, trois ans plus tard, le fantôme vient les tourmenter. Au contraire de l'Empire des sens, les soènes érotiques sont abstraites. La mise en scène confronte le réel et le surnaturel, la nature et la transgression d'un ordre de l'amour. Ce film est une tragédle marquée d'ésotérisme. 22.16 Flash d'informations. 22.20 Chèma: le Prisce de New-York m Film américain de Sidney Lumet (1981). Avec Trat Williams, Jerry Orbach, Richard Foronyi, Don Billett. 1.00 Chéma: Gardien de la natt m Film français de Jean-Pierre Limosin (1985). Avec Jean-Philippe Ecoffey, Anreile Donzan, Nicolas Silberg, Vincent Pérez.

#### LA 5

13.35 Série : Filcs à Hollywood. 14.25 Série : Serpico. 15.15 Les cinq dernières minutes. 16.35 Série : Les chernières du ciel. 17.05 Série : Saint champion. 17.55 Le temps des copains. 18.25 Série : Happy Days. 18.50 Série : Arnold et Willy. 19.15 Série : Drûle de vie. 19.40 Série : Supercop-ter. 20.30 Téléfilm : La frateruité en la mort. Un homme essaie de lever le voile sur une société secrète et trop influente, malgré les menaces qui pèsent sur lui. 22.05 Série : Mission impossible. 22.55 Les cinq dernières minutes. 0,15 Série : Serpico. 1.05 Série : Files à Holly-wood. 1.55 Série : Mission impossible. 2.40 Les chevaliers

13.30 Jen: Atoukado. 14.20 Musique: Clip fréquence FM. Les animateurs de la FM à visage découvert. 15.20 Hit, hit, hit, hourra! (suite.) 15.30 Jeu: Mégaventure. L'Amazonie. 16.15 Jeu: Clip combat. Deux vodettes du sport, du cinéma, de la chanson s'affrontent en un combat musical. de la chanson s'affrontent en un combat musical.

17.05 Série: Les espions (rediff.). 18.00 Journal. 18.15 La pettie maison dans la prairie. 19.05 Série: Chacun chez sol.

19.30 Série: Starsky et Hutch. L'épidémic (2º partie).

20.25 Jen: Shr'appel. 20.30 Série: Marcus Welby. Le cas de Miss Darlot. 21.20 Série: Falcon Crest. 22.10 Journal.

22.25 Cinéma: le Maitre et Marguerite # Film italo-yougoslave d'Alexandre Petrovic (1973). Avec Ugo Tognazzi, Mimsy Farmer, Alain Cuny. Un écrivain soviétitognazzi, Mimsy Farmer, Alam Cuny, un ecrivan sovieti-que ne parviem pas à faire représenter une pièce à sujet reli-gieux. Un certain professeur Woland lut vient en aide. Mais n'est-ce pas le diable? Adaptation, assez conventionnelle dans la satire, d'un épisode du roman touffu de Mikhail Boulgakov, jadis interdit par Staline. 0.08 Série: Marcus Welby (rediff.). 0.50 Musique: Boulevard des clips.

#### FRANCE-CULTURE

20.15 Mémoires du siècie. Robert Guillain. 21.15 L'exe-tisme de l'autre (4 partie). 22.15 Festival international de Radio-France et de Moutpellier. Concert de jazz, enregistré à Bédarieux, avec Martial Solal et Michel Portal. 23.50 Entretiens avec... Marlène Dietrich (4). 6.05 Du jour

#### FRANCE-MUSIQUE

20.35 L'air du soir. 21.30 Concert (en direct de La Grande-Motte) : œuvres de Haydn, Bach, Rachmaninov, par Alexis Weissenberg, piano. 0.30 Jazz : Michel Bachevalier Quar-tet; Gilles Clément Quartet.

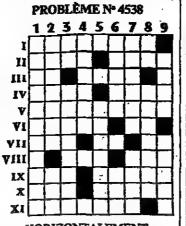
#### Audience TV du 28 juillet 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN) dienos Instantanés, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LAS	MG
		Senta Barbara	Actual, régio.	Actual régio.	Larry at Build	Drôle de vie	Chez soi
19 h 22	26.9	11.1	9.1	1.9	1.0	3-4	0.5
•		Roue fortune	Bouverd	Actual, régio.	Guaule employ	Supercopeer	Starsky Hutch
19 h 45	30.8	13.0	9.1	2.9	1.4	2.9	1.4
	,	Journal	Journal	La classo	Steleg 13	Supercopter	Starriky Hunch
20 h 16	39.4	16.8	13.0	3,4	2.4	2.4	1.4
		Nine	La Chamade	Ça va cogner	Cage aux poules	Pour Ringo	Plotniera
20 h 55	43.3	19.2	10.6	9.1	0-5	4.3	
		Nine.	La Chemade	Ça ve cogner	Cage aux poules	Mission impos.	Makres at vales
22 h 08	45.2	16.3	10.6	13.0	1.4	4_3	
		Histoires vrives	Enf. du rock	Journal	Le Shent	Mission Impos.	Meltros et valeta
22 h 44	24.5	2.9	4.3	6.3	1.0	.7.7	2.4

Echantillon: plus de 200 foyers en Île-de-France, dont 153 reçoivent la 5 et 115 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

### Informations «services»

#### **MOTS CROISÉS**



HORIZONTALEMENT

I. C'est par obligation qu'on la laisse de côté. - IL Ne cessait d'apporter la perturbation. Qui n'a pas forcément pioché pour obtenir une bonne culture. — III. Perd des forces quand on a cogne ». Se voit adresser de nombreux mots de recommandation. - IV. Aucun pro-blème pour lui faire manger le morceau! Celui qu'on y fait naître meurt généraiement queiques heures plus tard. — V. Tendent à prouver que tout n'est pas perdu. — VI. Cela coûterait cher à celui qui y trouvait place. Rouge en partie. -VII. Fournissait maintes occasions de sortie. Rentabilise ses dépenses. Centre de recherches. - VIII. Rend impossible l'installation du « marché ». A besoin de chaleur pour couver. - IX. Témoigne d'une volonté de paix. De quoi faire des fixations. - X. Met un frein an bon déroulement de l'action. Fait partie des choses que l'on donne facilement. – XI. Est amené à procéder par éliminations.

#### VERTICALEMENT

1. Bouts de tartines. - 2. Indique qu'on n'a pas réussi à éviter toute confusion. N'accepta pas de participer à un concours. - 3. Pronom. Sorties sur des reantées. - 4. Il est préférable qu'il ne finisse pas par prendre trop de place. - 5. Lutte pour échapper à une possible hécatombe. - 6. Source d'aspiration et d'inspiration. Visille bête. -7. Mêne une vie de chien. Tout aussi inconfortable qu'une trop grande veste. - 8. Dont on s'est servi pour jouer. Est donnée par les vaches. — 9. Longs temps. Sont employées pour des manœuvres.

#### Solution du problème n° 4537 Horizontalement

I. Haricot. - II. Alevinage. III. Récréer (recréer). - IV. TeL Ami. - V. Nais. Nuit. - VI. Git. Cidre. - VII. Elus. La. - VIII. Dot. Gē. — IX. Eden. Fēlē. — X. XL Maire, Lit. Verticalement

1. Harengère. - 2. Ale. Ail. Dia ! 5. Ciel. Pé. – 6. One. Nil. Fi! – 7. Tarandaga. – 8. Mir. Eloi. – 9. Hésiter. Est. QUY BROUTY.

#### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal official des luncii 27 et mardi 28 juillet 1987 : UN DÉCRET

 Nº 87-582 du 22 juillet 1987 révisant et complétant les tableaux de maladies professionnelles annexés au tivre IV du code de la Sécurité sociale relatif anx accidents du travail et anx maladies UN ARRETÉ

Du 23 juillet 1987 relatif anx conventions de convention.

#### SPORTS

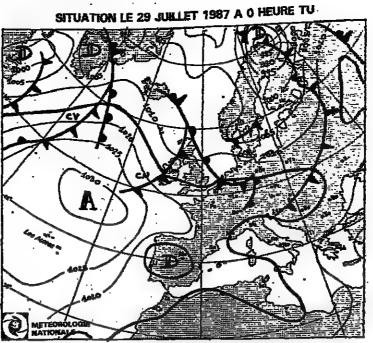
• CYCLISME : Tour de França. Après l'accueil triomphal réservé le 27 juillet à Dublin au valnqueur du Tour de France, Stephen Roche, le maire de la capitale irlandaise, Carmencita Hederman, a demandê que la ville puisse organiser le dépert du Tour 1988, qui coinciderait avec le millénaire de la fondation de la cité. Toutefois, le nouveau directeur de la société du Tour, M. Jean-François Naquet-Radiguet a pris l'engagement que la grande boucle ne quitterait le sol français que tous les deux ans.

• GOLF : Open féminin des Etats-Unis. - Après un cinquième tour de 18 trous (playoff) avec la Japonaise Ayako Okamoto et l'Américaine JoAnne Camer, la Britannique Laura Davies, qui a rendu une carte de 71 (un sous le par) a remporté le 28 juillet à Edison (New Jersey) l'Open féminin des Etats-Unis. Déjà vainqueur de l'Open britannique, Laura Davies, âgée de vingt-trois ans, est la quatrième non Américaine - après notamment la Française Catherine Lacoste - en quarentedeux éditions, à gagner ce titre doté de 55 000 dollars.

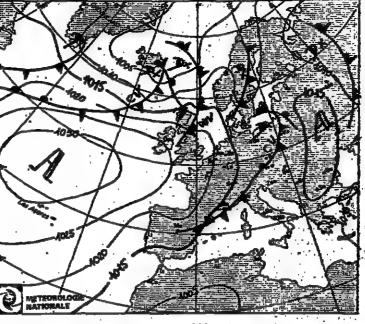
#### **SUR MINITEL**

Météo marine Temps observé Paris, province, étranger 36.15 Tapez LEMONDE pais METEO

#### MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 31 JUILLET A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 29 juillet à 0 à TU et le jeudi 39 juillet à 24 à TU.

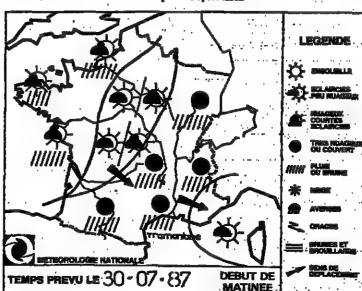
Jendi, sur la Bretagne, la Normandle, les Pays de la Loire et le nord de l'Aqui-taine, la matinée sera nuegense avec des nuestes les les la Cours de l'oversité des averses conseront, mais les éclaircies resteront essez timides.

Sur le Nord, la Picardie, la Champsgna, l'Inde-France, le Centre et le Limousin, le temps sera variable avec une alternance d'échaircles et de pas-

unidi,
Une perturbation venne des lles Britanniques s'enfoncera vers la Méditerranice en prenant un caractère oragent. De ce fait, les nuages seront ancor non-breux au cours de la période et les pinies seront localement abendantes sur la sed et l'est du pays.

Jeadi, sur la Bretagne, la Normandie, les Pays de la Loire et le nord de l'Aqui-cies seront rares.

De la Méditerranée à la Pranchedes phries oragenses. Tontefois, le Languedoc-Roussillon et l'onest de la



TEMPÉRATURES  Valeurs extrême le 27-7 à 6 heures TU et l	s relevées entr	<b>a</b> .				temps le 28-7			1
FRANCE	TOURS	21 23	16 13	D	LOS	ANGELES	23 16	17 12	D

			_		_		_		_					
	FRAI	ICI	Ē		TOURS		21	15	P	LOS ANG	DIS 2	3 1	7 I	,
AJACCEO		25	16	D	POULOUS		23	13	D		ORG 1	s r	2 1	
MARKITZ .		22	17	C	PORTEAL	-	33	34	N.	MADRID	J			ì.
DORDEAUX		24	15	Ċ	ء ا			_		MADDAE			5. E	
BOURGES .		23	14	B		TRAN				MITTO	2			
IREST	X-1-10	12	14	P	ALGER		29	13	D	MEAN		_		
CAEN		20	15	Č	AMSTERDA	M	19	13	P	Market	<u>5</u>	D E	_	
CHEROUS IN	6	18	54	P	ATHÈNES		34	20	D	NAME OF THE OWNER, OWNE	L 2		9 1	
CHOOL	FER	24	12	Č	BANGROE		- 37	26	P	MUSCUL	2	_		
DUDON		23	16	č	BARCELON	E	27	18	D	MAINLE	2			
CHENCELE		26	13	Ď	BELGRADE	*******	23	11	Ň	NEW TOR	I 3	1 2	מו	ì
IBLE		19	-16	č	MERLIN		15	20	·N	] 0220	2	2 11	9 - Ā	ŀ
LEMOGES	******	18	15	č	HEUXELLE	S	19	14	P	PALMA-D	BHAI 2	1:		
LYON		23	14	Ň	LE CARRE		38	25	Ď.	PEKEN "	····· 3			-
MARSERIE			. 16	ĥ	COPEREAG		19	12	P	RIO-DE-JA	NEEK) a		_	- 1
NANCY			15	č	DAKAR			26	Ñ	BOND .	2	_		
NYMES	******	26	17	č	DELH	T-000-1-7	39	31	. •	Chillen	<b>R</b> 3	. 1		
NAMES		24	19	Ď.	District	Delica in pro-			-	STATISTICS	. J.			
NKE	II 41 MA		_	ע	DIEBBA	******	29	. 21	D	310(319)	LK [1			/ ]
PAREMON		22	17	C	GENÉVE	Sees age	24	12	D	SADMEA.		,	. N	ı
PAU	******	22	14	D	HONGEON	J	27	26	A	IOKYO	3	· 2	N	ı
PER TUNION			19	D	STANKUL		28	23	C	1UMB5	3	Ė	) b	1
PERES		21	15	C	JÉRUSALA	(	33	24	D	VARSOVIE	B			
ST-ETENNE		22	LS	C	LESCANE	****	26	18	D	YENEE	2		_	
STRASPOUR	G	21	15	P	LONDERS .		23	16	<b>A</b>	VENCE	······ 4		_	•
		_			_		二.		Α.,	THEOLE.	B	Ę	Ð	ı
Δ	R	.			D	-	. 1					$\overline{}$	_	4
_	- 25	'			_	4		C	,	P.	, T	1	*.	ı
averse .	<b>Graz</b>	DE	CÓ81		qçisi qçisi	musge		Óra	<b>9</b> e	phie	tempête			Į

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver.

ns établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

iormatic

udu di izio di esta

Ecole centr

3/<del>20</del> 3 争为 44 m. 144 4 miles 4 miles September 1

\$50 T i de

### **Agrégations**

o Anglais

Sophie Abad; Marie-Françoise Alamichei; René Alladaye; Jennifer Arkins ép. Booquentine; Stante Babou, ép. Bahou; Jesa-François Bailou, Fascal Batailitard; Heltae Baniheney; Mathiea Bejot; Michelle Beiliardo, ép. Magand; I Anne-Marie Bennezon, ép. Darras; Marie-Claire Bigot; David-Boal; Myriam Boussihhe, ép. Bravard; Véronique Bremoun, ép. Bident; Anne-Bracan; Jesa-Cande Burgue; Céolle Cambus; Pistre Carbont; Jacques Carlacci; Richelle Chamraine, ép. Beithazard; Peter Chectham; Monique Choron; Christine Chollier; Hervé Clavelier; Jean-Louis Coppet; Coletta Coq; Rodony Coward; Gérard Dahan; Lyane Dayde; Brie Dayre; Maddeline des Cargues, ép. Den Cargues; Annie Demours; Jean-Marc Dorenlot; Jean-Luc Dabreux; Joan-Marc Dorenlot; Jean-Marc Borenlot; Chamberg; Pascale Guibert; Laura Hamilton, ép. Bentilton; Alain Hansjacob; Amne Hardy; Laure Bariot; Christine Hesbert; Marie, Pierre Denise; Ledere; Françoise, Marie Lohr; Jolile, Marie-France Lopez; Isabelle Maryaou; Pall McMahan; Inabelle, Marie Lohr; Jolile, Marie-France Lopez; Isabelle Maryaou; Pallertin;

Grammaire;

M= et MM Cyrille Irrall Aslanof
(1\*); Rémy Caxia (10\* ex.); ChristinoGermaino Chojnachi (13\*); SophioFlorence Churlet (2\*); Anno-Marie
Farizon (4\*); Pascale Giovannelli, ép.
Jonanna (7\*); Mario-Madeleine Houix
(8\*); Mario-Helline Lafon, ép. Viellard
(5\*); Sophio-Marie Liepage (10\* ex.);
Mario-Laura Liebert (10\* ex.); JeanMarie Pacquement (2\*); Jean-François
Thomas (6\*); Frédéric Trajber (9\*).

Lioc compléments: M= Yari Zebib, ép. Verrechis (1=); MM. Pierre
Indica (2\*); De al Franco (3\*).

Me et MM. Bernard Alexet (35°):
Nathalie Albot (34°): Josseline André
(35°): Nicole André (36°): Louis
Anlagne, ép. Zuniso (17°): Brigitis
Baldenberger (41°); Karim Redrame
(16°): Ariane Bellier, ép. Bellier (86°; ex. acquo); Pancal Bernhard (76° exacquo); Jean-Lao Boucherie
(91° ex-acquo); Florence Boucherie
(91° ex-acquo); Florence Boucherie
(30°); Véronique Boulais (102° exacquo); Jacques Birenson (65°); Véronique Brun-Andebert (fi Brun Anderbert (117°); Isabelle Bullier (5°);
Thierry Busel (49° ex-acquo); Anne
Camel (91° ex-acquo); Isabelle Cani
(39°); Laurent Camagrel (45°); JeanPrançois Castille (116°); Emmanuel
Chaillet (14°); Frank. Charpontier.

(21°); Jean-Luc Chiappone (23°); Mario-Sylvie Claude (57°); Thierry Cointin (100° ex-acquo); Dominique Clas ép. Jacquin (10° ex-acquo); Isabelle Contenson (31°); Anne Conget (40°); Catherine Crossy (100° exacquo); François De Saint-Cheron (118° ex-acquo); Anne Defrancold (15°); Philippe Douet (47°); Christine Dran (52° ex-acquo); Sylvie Ducas (51°); Stéphane Fenilian (100° exacquo); Murielle Fismen (30°); Pascale Fioch (73°); Bernard Franco (29°); Pierre Frebault (72°); Christine Frigiaville ép. Frejrville (33°); Xavier Garnier (67°); Jean-Noël Gandy (90°); Alain Genetiot (19°); Corinna Geomer (38°); Laurence Giavarini (85°); Florence Godean ép. Maurel (61° ex-acquo); Emmanuel Godo (94° ex-acquo); René Huart (120°); Valérie Guirandon (32°); Michel Hardeveld (13°); Christine Henneguier (16° ex-acquo); René Huart (120°); Anno-Marie Iscobelli (8°); Caroline Jacot (105°); Nicole Jean ép. Parsillous (79°); Laurence Kohn (61° ex-acquo); Francis Lacoste (60°); Josisme La Rue ép. Fancheronn (79°); Yeven Le Bant (84°); Sylvie Le Buzulier (100° ex.); Nadine Le Duff (38°); Marie-Lestina Le Gay (10° ex.); Florence Leca (29°); Didier Le Chat (12°); Nicole Le Compte ép. Titue (94° ex.); Philippe Levy (70° ex.); Muriel Lorenzini (115°); Sophie Lacet (60°); Jac-Prançois Le Lan (100° ex.); Philippe Levy (70° ex.); Muriel Lorenzini (115°); Sophie Lacet (60°); Perche (110°); Martine Peutot (111° ex.); Philippe Levy (70° ex.); Muriel Lorenzini (116°); Martine Peutot (111° ex.); Philippe Levy (70° ex.); Muriel Lorenzini (116°); Jean-Pierre Martin (93°); Pascale Perrier (54° ex.); Pierre Sivan (82°); Pascale Perrier (54° ex.); Pierre Sivan (82°); Pascale Perrier (54° ex.); Jean-François Perrin (57°); Martine Peutot (110° ex.); Muriel Sontamaria (100° ex.); Martine Roset ép. (80°); Catherine Roset (100° ex.); Martine Roset (100°

Lists complémentaire: M. Jean Marc Mazas (1°); M. Laurence Mozimier (2°); M. Serge Bouchardon (3°); M. Joëlle André (4°); Isabelle Cadeot (5°); Michèle Bonnet ep. Pontantrollot (6°).

Ronnel: Catherine Schaeffer, ég. Porderean; Paticia Simonson; Christopher, John Sinclair; Anne Sommerent,
ép. Pelbois; Valérie Susbielle; Sophie,
Anno-Marie Terrier; Hervé, Yvon
Thily; Patricia Troin; Jean-François
Ueberschlag; Insbelle, Marle Vallin;
Laurence, Yvonne Van Bütsele; Annick
Yomneaux, ép. Venireaux; Géraldine,
Tessa Veron; Michèle, Florence
Vignaux; Laurence, Ginotte Vincent;
Gérard Werle; Jacques, Aimé, Robert
Winard; Philippe Williame; Christophe, Désiré Yobe.

M. Education transicale

M. et M.M. Maria-Carmen Barboro
(10°); Yves Barreds (5°); JeanFrançois Berthelot (24°); Jértime Brie
(28°); Philippe Cabrie (18°); Maryline
Cantveno (12°); Michel Coppe (13°);
Claire Ducrocq (25°); Gilles Dulong
(27°); Armund Fischer (31°); Francis
Fondain (29°); Pierre Gervasoni (11°);
Anne-Marie Gobelin (14°); Alain
Gourdeau (8°); Sylvie Graciet (3°);
Valérie Gressel (15°); Christian Insselme (23°); Patrick Lamon (1°); Vincont Lamonulle (27); Vincont Lamonulle (27); Vincont Lamonulle (27); Pierre Marie Lamen (20°);
Dominique Martin ép. Bougy (17°);
Françoise Mochie (32°); Nathalie
Morel (30°); Bruno Moysen (26°);
Jean-Marie Raffin (22°); Yves Rauch
(7°); Genesiève Reveillere (18° et.);
Sylviane Riou (6°); Michel Scince
(9°); Didier Squiban (21°); Jean-Luc
Triex (4°).

### At Monde ANNONCE

### INTERNATIONAL

**HUMAN RIGHTS IN AFRICA** 

Ampesty international needs two

1 Zaire, Burundi and other Central Africa countries.

Candidates must have proven research shills, an impartial approach, sound political judgement, the ability to work in a team and under pressure, together with a specialist knowledge of the relevant countries. Fluent English and French is required, and knowledge of a local language would be an asset, particularly Arabic for the second post.

Salary: £12 352 99 p.a. rising to £15 273.18 (Index-linked, annual increments).

CLOSING DATE FOR RECEIPT OF COMPLETED APPLICATION FORMS: 11 SEPTEMBER 1987 INTERVIEWS SCHEDULED FOR LATE OCTOBER 1987. For further information and an application form, please contact: Personnel Office Amnesty International, International Secretariat, 1 Easton Street, London WC1X 8DJ, United Kingdom, Tel.: (81) 837 3805 (24 hr ansaphone).

amnesty international

D'EMPLOIS

enseignement

#### L'ANGLAIS dans un HOTEL

Pursion complies dues notes bâtel (ou prec une famille angleies). Face à la mar. Legans es groupes recyente neuf étudients, à partir de £ 20/jour tout inclus. 20 % RÉDUCTION de 90 jours ou plus. 30 % RÉDUCTION pour les groupes

Count tente l'année. Pas de limite d'âge. Cours spécieux Noël, Pâques, etc. Ecr. à Regency School of English, Namegate, Keet, England, 843-691-212 qu : M\* Bouillon, 4, nos de la Perstvérance, 95000 Eachonne, 29-69-28-33 qui : Regency Langues 1, nus Ferdinand-Davel, 75004 Paris. Tél. 48-04-89-87.

#### OFFRES D'EMPLOIS

CONSEIL GÉNÉRAL DES LANDES

Le Service d'Action Économique

#### **DE CHARGÉ DE MISSION**

Profil: - Farme

Formation juridique, économique ( (type IEP 8::o-Ft, ESCAE, Sc. Eco.)

ionnal le métier de dam nv. c.v. nº 6 055 Public liunies, 112, bd Volta 75544 Paris Cedex 11.

LE DÉPARTEMENT

DES ANIMATEURS

DE PAYS

Le conseil général communique : conocunt sur titres et réfé-nos aut ouvert pour le recru-ment de quatre animateuri pays contractuels.

Les candidate doivent être titu-laires d'une maltrise cens les despièses préparent à l'améra-gement nurel ou d'un diplôme d'ingénieur équivalent reconnu par l'Esst. Une certains expé-rience professionnelle est acti-rience professionnelle est acti-

tes acceurs geographiques surverts : Flandra intérieure, la plaine de la Scarpe et la Pevile en Métantois, la vallée de la Sen-ade, le paya de la Sambre.

Le conseil général de l'Éure UN(E) ASSISTANT(E)

SOCIAL(E)

reprutement URGENT per détachement. Candidetures à udresser au conseil général de l'Eura, serv. du personnel, hôtel du départé-ment, 27021 livreux Cades.

de campagne

Près AVIGNON, maison sur 2 étages, salon, cheminée, grande culains, 4 ch., s. de bains, garage, dépend., gde serrasse, petit jdin 480 000 F, 56-82-65-45 jusqu'su 15-8.

Redon Sud PEAUL (56) sur 3 hoctares de terrain, encien moulin eeu (pertie XVIII) en longère restaurée, tr cft. avec auvent, escalient état. 800 000 F., 16-89-08-60-20.

bureaux

Angleis, Expegnal

Couseil Général des Landes - Bareau du Personnel B.P. 259 - 40011 MONT de MARSAN Cedex

#### L'IMMOBILIER

#### appartements ventes -

5° arrdt BD DE PORT-ROYAL
Dens imm. encien pierre de
taille, studio sur rue, selle
d'ess, tixchenette et 1 chemtre de bonne sur rue, 7° 4c.
sens sec. A vendre ensemble

SAINT-PLACIDE pierre de talle 4º ét., sec., Sud vue, triple récept., 2 ch., prof. lb. poss. 120 m², prix Intéressant. FLEURUS 45-44-22-36.

ou réparément, Px 300 000 F Cab. FOURNIER 45-80-99-00

FLEURUS SPÉCIALISTE RIVE GAUCHE OLIVERT TOUT L'ÉTÉ

12, r. N.-D.-des-Chemps (84) SORTIE Mª SAINT-PLACIDE 45-44-22-36.

> 7° arrdt PRÈS SEINE

STS-PÈRES, PR. SEINE

8º arrdt

RECONTAIGNE tribe bal immo. rec., gd stdg, alj. dble, ch., balcs, rang., culs. siguipse, s.

CROUE D'HNVER (près) séj., 2 chbres, petit bur., confort, perfeit étez, 42-72-40-19. 12° arrdt AV. DE SAINT-MANDÉ

Réc., 7º ét., solell, 4 p., beloon verd., 2 beins, 2 perkings FLEBRUS 45-44-22-36. 16° arrdt

IÉNA 160 m², 5 P. prof. lib. poss., gd stdg Milehabes 73 > 45-22-05-96. 19- arrdt

PORTE DE LA VILETTE Limite Aubervillers, Inst. rdc., exceptionnel, très besu 4-5 p. ensol., gd cft. 2 parig se-sol, praishe oces, 575 000 F. CD6 46-22-10-86.

. 20° arrdt GAMBETTA 3 P. latel prof. Ms., Imm. pierre de 1., 700 000 F, 42-78-27-06.

Hauts-de-Seine NEURLY, bd Korsig, près transports, v/Saine et Délenes, iron, sette, 164 m², 2º ét., b. récept., serve, prèg, se-sol, 2 ones, ib. mp. 3 950 000 . Tél. : 47-42-63-67.

offres Val-de-Marne

JOREVILLE 5' RER, splend 5-6 p. + terrasse, tout confi-immeuble récent, vue peno mique, exceptionnel s/Mai + box et periong, 1 910 000 CDS 45-23-27-81. 95- Val-d'Oise

LAC D'ENGHIEN

SAINT-TROPEZ 5 CHBRES, PISCINE

NITPELIER cause successions
A VENDRE EN BL DC
Sel anonyme immobilière
61 APPARTEMENTS.
Ecrise sum n° E 75;
LE MOSESE PUBLICITÉ
(US Monttassuy, Paris-7-

VAL-D'IBERE centre station 3 pilose strig, 7 personnes, grand séjour, 2 chambres, bains, 2 gd balo. Quest, belle vue, équipé et meublé. Px 750 000, T. 42-35-90-51.

appartements

M.G.N. (32" ANNÉE) 43-87-71-55 RECH. SUR PARTS APPTS HOTELS PARTICULIERS

FLEURUS SPÉCIALISTE RIVE GAUCHE OUVERT TOUT L'ÉTÉ

RECHERCHE **APPARTEMENTS TOUTES SURFACES** TEL.: 45-44-22-36.

 MALESHERBES 73 > 45-22-05-96 **ACHETE COMPTANT** 

**HOTEL PARTICULIER APPARTEMENTS** BUREAUX — LOCAUX USINES — TERRAINS

non meublées demandes

UNION FONCIÈRE EUROPEENNE

#### locations non meublées

MP MRAREAU imm stdg fv. 55 m² env. + 2 ch., ref. td 11 000 + ch., 40-24-28-88. EGLISE AUTEUR dbie liv., vi imprenable, st oft, bon éta 3 000 F sh., 40-24-29-98

PL. FALGUIÈRE Lang., The

(Région parisienne) rontenay-sous-Bois (94) 1. répondeur (1) 43-88-02-59

SAINT-CLOUD (92) Studios 51 m² rc 3 602 F cc 5, r, das Garta-Capa. Tél. : 46-02-55-04 ; Studio 23 m² rc 2 086 F cc : 3 p. 128 m² 1 ét., 11 170 F cc, 1, nse des Gata-Capa. Tél. 46-02-13-30 ; 2 p. 70 m² 3• ét., 5 477 F cc ;

2 p. 70 m² 3° ét., 5 477 F cc; 2 p. 70 m² 3° ét., 5 389 F cc; 3 p. 124 m² 4° ét., 10 822 F cc., 7. rue des Gate-Caps. Tél. 48-02-11-37.

LE BOURGET Centre pevillon 100 m³ cft, jardin, 4 000 mene., 98-72-24-82. NEULLY bd de la Saussays LULLY beau 4 p. avec jar-din privé, parking ensol., 13 500 + ch., 40-24-29-38.

.. locations meublées demandes

INTERNATIONAL SERVICE Rech. pour BANQUES, STÉS MULTINATIONALES et DIPLOMATES studios, 2, 3, 4, 5 p. et +. LS.J. 42-85-13-05.

industriels

Locations SURVILLIERS RN 17

SORTE A1 après ROISSY activités, décôt, commerce TEL : 45-22-05-06.

fonds de commerce

A VENDRE GRASSE (A.-M.) pet. restaurant and pietonne, 100 000 F, loyer 1 600 F, sale 20 connecte de ber 10 000 20 courants + terr. 10 cou-verts. T. (15) 93-70-71-31.

Rég. parts. 78 Yvalines disp. de suite, pavillon récent 7 p. sur 2 800 m², 2 tennis, piscins, à prox. golf (1) 39-71-86-87. VERNOURLET 1.300 000 F. NOISY-LE-ROI, domaine du Part, part, récent (10-85) 6 p., dble soile, dble garage, 187 nri de cole, dble garage, 187 nri m jardin, 1 280 000, après 19 b, 30-86-65-88,

propriétés Forêt d'OTHE (10) 4 500 m² arb., hab. 170m², nt cft, dáp., bols, verg., pisc., pische, chasse, 1 100 000, 94-48-82-33.

Locations SIÈGE SOCIAL CONSTITUTION STÉS

ASPAC 42-93-60-50 +

Dominimation dep. 80 F/MS Paris 1º Ou 8º ou 12º ou 15º Constitution SARL 1 500 F HT INTERDOM - 43-40-88-50. VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

SARL-RC-RM
Constitutions de acciétés.
Démarches et tous services.
Permanences téléphoniques. 43-55-17-50

STRASBOURG C\* D'ASSURANCES

loue 1 020 m² grand standing dMsib. + perkg, prox. Consell Europa. 1 045 m² grand star-ding divisib. en 3 étages neufs + perkg. 16-88-25-30-07.

### Ecole centrale des arts et manufactures

## Option M :

| May or MM. N. Abelssens (2039); E. Abouderinsdigh (1269); M. Abouderinsdigh (1269); M. Abouderinsdigh (1269); M. Abouderinsdigh (1269); M. Asonino (189); T. Arnould (479); E. Azema (1690); D. Bachet (1772); J. Becinspahic (1699); L. Beanter (129); J. Bendig (279); D. Bernard (799); M. Blunchet (1779); S. Blard (129); J. Bendig (1799); E. Bendig (1799); M. Blunchet (1799); S. Blard (1899); J. Bendig (1799); M. Blunchet (1799); J. Bendig (1799

D. Lopbre (130); A. Lopert (76);
S. Lerry (137); M. Lourade (200);
V. Le Stradic (63); F. Louzean (70);
G. Lucrussy (99); D. Macchi (115);
G. Maiolini (11); B. Mallet (94);
R. Manget (529); Y. Martin (132);
Y. Martin (163); K. Mehadhebi (121); F. Ménard (144); M. Merai (201); F. Ménard (144); M. Merai (201); F. Ménard (144); M. Merai (201); F. Ménard (144); B. Mitrose (127); F. Mérard (144); B. Nitrose (127); H. Nacori (134); B. Nitrose (127); H. Nacori (134); B. Nitrose (127); H. Nacori (134); B. Nitrose (127); E. Payan (157); F. Pehadin (100); F. Pelage (131); P. Pere (100); F. Pelage (131); P. Pere (100); F. Pelage (131); P. Pere (100); J. Poucet (194); P. Ribon (85); J. Paullet (150); J. Poucet (140); C. Praliand (44); J. Prizur (1994); P. Pipis (510); J. Nacre (40); F. Ruget (580); P. Has (105); J. Poucet (140); G. Richerd (41); V. Roger (370); G. Rollet (910); J. Rusch (140); R. Sahel (140); R. Sahel (140); R. Sahel (140); R. Sahel (140); C. Stylemans (220); F. Thied (1859); F. Space (1350); J. Prizur (190); J. Steffann (160); C. Stylemans (220); F. Thied (1859); F. Thomas (1850); J. Thibons (230); F. Thied (1850); F. Thomas (130); P. Tister (150); R. Vallet (20); R. Vanicie (380); F. Thied (1859); R. Tholome (130); P. Tister (150); R. Vallet (310); R. Va

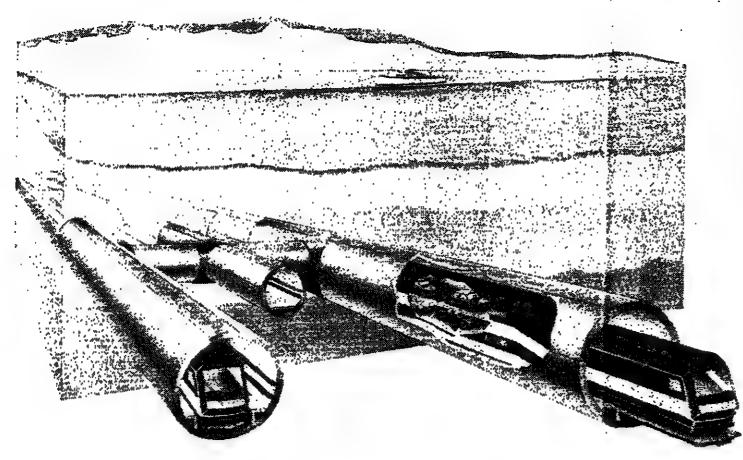
MM. et M. Pascaline Duteil, Christian Sonnet, Christine Richeccur, Damien Benoît, Cyril Durier, Véronique Peny, Ghislaine Lachere, Stéphane Allaire, Marc Maquin, Christian Marti, Pierre Woznica, Gilles Delage, Fierre Wunnen-Burger, Delphine Chosaib, Christophe Bella, Ham Sam, Martial Doré, N'Gone Fall, Alain Erseng Nsome, Sandrine Davrinche, Christophe Belk, Jean-Baptiste Brehim, Quentin Nonga Bibock.

2 feetfor de jeufi 16 juillet:

MM. et M. Régis Mulla, Jaliene Lescavre, Thienry Bonna, Francis Mercier, Thomas Billard, Christophe Bendre, Dorothée Fousa, Duris Delfosse, Amé-Cécile Defert, Christophe Chasvin, Caroline Fournier, Nicolas Grouard, Guendalina Herminghaus, Emmanuelle Jeudy, Jérûme Janet, Kim Tu Nguyen, Sylvie Dupuis, Sandra Duranton, Philippe Tranchoa, Marc Youngan, Cyril Derobert, Mohamed Ilmea, Robin Greiner, Yann Nussaume, Joseph Htoundi, Carlotta Parez-Hencizo, Nicolus Roussaire, Nicolus Koyacik, Hakims Lantaifi.

La 3 et dernière sension sons les les La 3º et dernière sention nors lieu le mandi 10 octobre.

العالف العل



L'ouvrage, qui entrera en service en 1993, sera composé de doux tumels extérieurs à sens unique séparés par un tumel de service permettant aussi la ventilation.

### Une idée longtemps creusée...

E sont les Français cui ont tiré les premiers les plans d'un fien fixe à travers la Manche, lis ont été, de tout temps, deux fois moins nombreux que les Britanniques à traverser la l'amirauté britannique inquiète détroit, mais les ingénieurs franment remarquable pour promouvoir cet ouvrage. Peut-être étaient-ils plus sensibles au mai de mer....

Nicolas Desmarets remporte, en 1750, le prix de l'académie d'Amiens, avec son mémoire Dissertation sur l'ancienne jonction de l'Angieterre à la France ou le détroit de Calais : sa formation par la rupture de l'isthme. Il aurait proposé un tunnel.

Albert Methieu-Favier, lui, présente en 1802 à Bonaparte, premier consul, un tunnel foré et séparé en deux galeries, l'une pour les malles-poste et l'autre pour l'écoulement des saux d'infiltration. Il voit sur le banc de Varnes, banc immergé d'une quinzaine de mêtres au mifieu de la Manche, une île artificielle, « une ville internationale où la noblesse du monde entier es donnerait rendez-vous, la haut lieu de l'amitié entre les peuples ».

Mais le grand spécialiste, le fou du détroit, c'est Aimé Thomé de Gamond, un ingénieur hydrographe et des mines qui, de 1833 à 1870, imagine absolument toutes les solutions : tunnel immercé. pont, bac flottant, jetée de béton percée de trois passes, île artificielle, tunnel foré. Il pousse la conscience professionnelle jusqu'à plonger à 33 mètres de profondeur pour effectuer des prélèvements géologiques. Lauré de quatre sacs de 25 kilos checun, il remontait à la surface tiré par dix vessies de porc gonflées et se protégeait les orailles de la ion en les bourrant avec de la charpie mêlée de beurre I

#### Les Pronders on le typhus

Tout au long du dix-neuvième siècle les projets fusent. Le Britannique Henri Mottray conçoit un tunnel immergé au fond d'une tranchée couverte; Franchot et Tessie, un tunnel en fonte ; Verdu de Behodie, un engin roulant sur une voie ferrée immergée; Boutet, un pont soutenu per trente piles; Blancoud, un barrage-

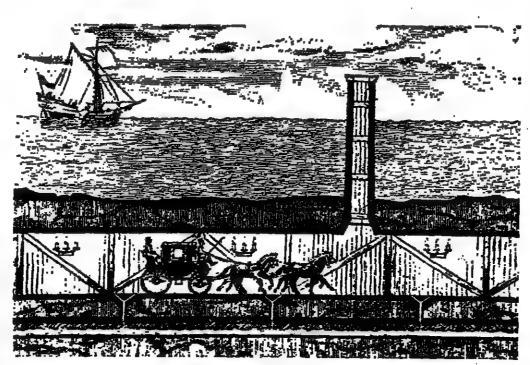
teurs s'efforcent de démontrer que le pont ou le tunnel peuvent être commodément détruits, afin de vaincre les résistances de des invasions possibles. Les batteries capables de les pulvériser en un clin d'œil et les tunnels à noyer les envehisseurs.

venue des stations bainéaires du continent et des dangers du typhus. Albion bénéficiait d'un pont-levis naturel. Elle y tenait.

couvernements se propondent en faveur de la construcțion d'un acrémentés de vennes destinées tunnel foré et immergé, à deux galeries ferroviaires, conçu par le

son tunnel ferroviaire. D'ici à l'an 2000, il sera contraint de tière sans rupture de charge. S'il ne as plie pas à cette obligation, les gouvernements seront en droit de lancer, à partir de 2010, un appel d'offres pour ce tunnel ou ce pont routier aul po-

en service en 2020. Quand on a patienté près de deux siècles pour traverser sans roulis ni tangage les 30 kilomè-



L'ingénieur des mines Albert Mathieu-Favier propose, en 1802, une galerie forée dans le fond du détroit et veutilée par des cheminées d'aération. Les malles-postes y auraient circuié à la hunière des torches.

Il n'y eut que trois tentatives, Groupement d'études du turnel toutes trois consacrées au percement d'un tunnel ferroviaire. La première commence en 1876, avec la signature d'un protocole franco-britannique intitulé « Projet adopté par la Commission internationale du chemin de fer sousmarin pour servir de base au traité à conclure ». L'ouvrage, totalement privé, doit relier Calais à Shekespeare's Cliff, L'antreprise s'arrête en 1883, à la suite d'une campagne d'opinion prédisant 'invasion des îles Britanniques par l'armée française. Côté français, 1 839 mètres de galerie ont été creusés à Sangatte.

Maigré la fin du espiendide isolement », l'affaire n'avança pas

sous la Manche. En 1973, le président de la République française, Georges Pompidou, et le premier ministre britannique conservateur. Edward Heath, signent un traité qui ne sera jamais ratifié, car les travaux sont arrêtés, en 1975, faute de crédits par le nouveau gouvernement travailliste de Harold Wilson: 300 mètres ont été percés du côté français et 400 du côté anglais.

La troisième et demière tentative est en cours. Pour la première fois, un traité franco-britannique la concernant parvient au stade de la ratification. Il exista una autre innovation : le concessionnaire Eurotunnel ne devra pas se d'un pouce du côté britannique contenter d'exploiter benoîtement

tres du pas de Calais, on est capable d'attendre encore une trentaine d'années pour le faire au volant de sa voiture.

AL F.

★ Deux ouvrages viennent de paraître sur l'histoire du tunnei sous la Manche : le Tunnel sous la Manche - Deux siècles pour sauter le pas (1802-1987), de Jean-Pierre Novailles. Ed. Epoques Champ Vallon, 226 pages, 145 francs. Et un opuscule, les Grandes Etapes du lien fixe transManche. Etudes bibliographiques, de Philippa Gallois, édité par le syndicat d'initia-tive de Wissant-Sitedes-Deux-Caps, 32 pages, 50 france.

### Un financement exceptionnel

formeront le Syndicat pour le financement de l'Eurotunnel signeront avec les promoteurs de ce projet une convention pré-voyant la fourniture de 40 mil-liards de francs de crédits, plus une rallonge éventuelle de 10 mil-liards de francs.

Cette opération sera exception-nelle à la fois par son montant et par ses conditions. Son montant d'abord : jamais, sur les marchés internationaux, n'a été enregistré un appel de cet ordre, soit 7 à 8,5 milliards de dollars, ce qui constitue un record toutes catégo-ries. Ensuite, jamais des prêts internationaux n'ont été consentis sur une durée de dix-huit ens. comme ils le seront. Habituelle ment, la durée est de quinze ans au maximum. Certes, dès que l'Eurotunnel entrere en exploita-tion, avec la possibilité de dégager une marge brute, ces prêts pour-ront être remboursés par anticipa-tion ou relayés par une émission de l'abilitation d'obligations sur les marchés financiers français, britannique et internationaux pour un montant supérieur à 20 milliards de francs. Mais le mois prochain la cinquantaine de banques en question s'engageront pour dix-huit ans et pour 50 milliards de franca, même si la somme ne sera débloquée qu'au fur et à mesure de l'avance ent des travaux.

### Les Japonais intéremés

A l'houre actuelle, un tel engagement ne semble pas faire peur, surtout aux Japonais, davantage habitués aux longues durées. A Tokyo, les compagnies d'assu-rances et les caisses de retraite placent couramment sur une période de trente ans les énormes capitaux que leur fournit la fabuleuse épargne nippone. Ces organismes ont besoin, effectivement, de placements sur des durées aussi longues, pour faire face à des energements de même nature (contrats d'assurance sur la vie et versements des retraites). On les voit déjà souscrire abondamment l obligations à trente ana du Trésor des Etats-Unis : pourquoi les banques de l'Empire du Soleil levant ne s'engageraient-elles pas sur une réalisation, même politiquement et géographiquement, avec une rentabilité que l'on peut présumer assez positive? Les promoteurs du projet tablent sur un bénéfice brut de 18 %, pent-être 19 %, rapporté aux capitaux investis, ce qui assurerait une bonne marge de sécurité pour les prêteurs, même si ce bénéfice se révélait inférieur aux prévisions, en cas de guerre des tarifs per exemple, comme le laisse redou-ter l'association Flexilink, qui regroupe les compagnies de navi-

gation opérant dans le détroit. A cet égard, on doit reconnaître que les attaques menées par cette association tout au long de l'armée dernière ont perdu de leur vigueur depuis le tragique accident du Herald-of-Free-Enterprise. Dans ces conditions, on s'attend que les banques japonaises s'engagent pour 25 % à 30 % des crédits demandés et fournis par cent vingt banques de tous les pays. Il est à noter qu'aux quarante établissements du syndicat initial s'en ajoutent une dizaine d'autres.

#### La confiance retrouvée

Ainsi, en France, le Crédit lyonnais, qui, grâce à son expé-rience antérieure et à l'équipe animée par Marcel Sarmet, a imaginé le montage financier du projet, la Banque nationale de Paris et la Banque Indosuez seraient rejointes par la Société générale - qui avait soutenu le projet concernant Enroroute, par le Crédit commercial de France et le Crédit national. En Grande-Bretagne, on pourrait voir la Barciays et la Lloyds Bank se placer aux côtés de la National Westminster et de la Midland Bank, qui formaient le peloton initial Pour une opération d'un tel calibre, il est logique que l'ensemble des grandes banques dans les deux pays joignent leurs efforts et additionnent leurs aptitudes à lever des capitaux.

La deuxième étape du financement de l'Eurotunnel prendra place à l'automne, lorsque la troisième augmentation de capital sera lancée. Ce sera la plus importante, puisqu'elle devra procurer

N août prochain, sauf évé-nement imprévu, la cin-quantaine de banques qui formes des banques qui formes des sommes requises en fonds propres, c'est-à-dire 7,5 milliards de francs sur 10. dire 7,5 milliards de Iranes Sar 10.

Au début de 1986, les quinze actionnaires fondateurs avaient déjà fait un apport initial de 500 millions de francs. Il s'agissait des dix entreprises devant construire le tunnel. En France Bouygnes, Dumez, la Société auxiliaire d'entreprise, la Société générale d'entreprise et Spie Bati-gnolles; en Grande-Bretagne, Balfour Beatty, Costain, Tarmac, Taylor Woodrow et Wimpey. S'y ajoutaient les cinq banques de départ, le Crédit lyonnais, la BNP, la Banque Indosuez, la National Westminster et la Mid-

En octobre dernier, une seconde tranche de 2 milliards de france avait été appelée, avec quelques difficultés du côté bri-tannique, où des réticences s'étaient manifestées. An mois de février précédent, on avait enregistre une serie de démissions : celle de lord Pennock, coprésident d'Eurotunnel aux cotés du Français André Bénard, de Sir Nigel Broackes, venn renforcer l'équipe à la fin de 1986 et de M. Michael Julien, directeur general adjoint, chargé des départements financier et juridique. « Les rats qui quittent le navire ».

Il faut dire qu'à cette époque une incertitude régneit encore sur le plan politique, les projets de loi de ratification du traité et de la concession pour l'Eurotunnel sont aujourd'hui. Par ailleurs, lord Pennock avait du consacrer une part appréciable de son temps à résoudre les difficultés de la banque d'investissements britannique Morgan Grenfell, ébraniée per les agissements illéganz de certains

de ses dirigeants. En tout cas, l'augmentation de capital finit per se faire, avec l'appui discret, mais efficace, de la Banque d'Angleterre, soucieuse de voir avancer le projet et qui se charges de décider les hésitants. Enfin, la nomination, le 20 février 1987, de M. Alistair Morton, président du Groupe Guinness Peat, bomme particulièrement dynamique et apprécié de la City, en remplacement de lord Pennock. ramenait la confiance.

#### Des plus-values pour les actions

Pour la troisième tranche, dont le lancement, prévu en juillet est reponssé à l'automne en raison d'une série d'incertitudes (élections législatives britanniques, ratification des traités, négociation entre les réseaux ferrovigires français et britannique), il ne semble pas que les difficultés noient énormes. Tout d'abord, un montant de 7,5 milliards de francs, à répartir sur Paris et Londres, est, désormais, relativement pen important au regard des capitaux levés lors des opérations de privatisation de part et d'autre de la Manche, qui à chaque fois atteignaient ou dépassaient la somme demandée pour l'Eurotunnel. Ensuite, un placement privé international s'imputera sur cette somme à hanteur d'un quart ou d'un tiers. Certes, les actionnaires, dans le meilleur des cas, ne toucheront pas un centime de dividende avant 1993, mais il est très probable que les cours des actions enregistrent des plusvalues au fur et à mesure de l'avancement des travanz.

Enfin, comme le disait récemment le président Bénard, « ce n'est pas un problème de capitaux, c'est un problème de qua-lité des prestations qui seront fournies aux usagers de l'Eurotunnel », avec, en filigrane, le sort des âpres discussions qui opposent les réseaux ferroviaires français et britannique sur le partage des recettes, le financement des matériels et, surtout, sur le fameux TGV Nord, dont la mise en place devrait être l'occasion de remodeler la desserte ferroviaire de l'Europe du Nord, en lizison avec la Grande-Bretagne.

Pour la petite histoire, ajoutous qu'à l'heure actuelle les sommes engagées pour les premiers travaux sont de l'ordre de 1,6 milliard de francs, y compris la commande de deux tuneliers, les énormes forenses à bouchers étanches qui seront fournies per des constructeurs américains et japonais, au coût de 160 millions de francs pièce.

FRANÇOIS RENARD.

🚒 بينها 🚗 والمنافية فيتوه والمرازي والمرازي والمتاب

さいかいしょう おとり 海峡酸 100 40 可服 實際 angranting and Selection 12 January Br. (Ballet) The state of the s the second second second

And the second s The state of the s The same of the same of The state of the s The second secon 

Personal Property of the Personal Property of A STATE OF THE PARTY OF THE PAR Complete Section 1 アスペンツ 大き 10 to 10 miles The state of the s CHICAN INCAME

Party of State of the standard by ALL STATE OF THE S 

The of Landson STATE OF STA 1

### Enquête

#### concernant le tunnel sous la Manche

### « La reyne le veult », mais ses sujets ?

vient d'être apposé avec cette formule en vieux français qui rappelle que l'usage de notre langue conserve sa tradition à la cour de Saint-Jernes ; à nos yeux tout au moins ce signe peut paraître approprié quand il s'agit d'un acte destiné à l'établissement d'un lien nouveeu entre la France et l'Angieterre. Mais le plus important est que l'assentiment symbolique du souve-rain marque outre-Manche l'achèvement. d'une longue procédure parlementaire -- dixhuit mois -- et ainsi le franchissement d'un obstacle majeur sur la route qui mêne au tun-

La financement excep

The special control of the special control of

The The Hand

10 - 7 - 72 - 1 Y

and the second of the second o

gaga takan stor

stage with the second

7. 1.1

Edward C

المحاج والرابوة

para-in

Mark Anna Carlo

المناف المراجع المراجع

gent of the second

Tarket Tarket

in .

market so

- C.

**₩** 18 × 10

And the second second

And the second s

The state of the State

A. B. S.

1800

1000

« La reyne le veuit », mais les sujets de Sa Majesté le veulent-ils ? La question se pose encore, et capendant les Britanniques ont fait, le 11 juin, un choix décisif : la victoire électorale de Mima Thatcher est en effet la meilleure garantie possible de succès pour les dirigeants d'Eurotunnel. Si les travallistes l'avaient emporté, la mise en chantier aurait été longuement différée, voire annulée, puisqu'ils exigeaient l'instauration d'une commission d'enquête publique, procédure qui peut durer plusieurs années.

Mme Thatcher le veut, c'est certain. Dès le début, la dame de fer s'est personnellement engagée à favoriser la réalisation du tunnel. Personne en Grande-Bretagne ne met en doute sa volonté, car on sait que le tunnel devrait être, au regard de l'Histoire, l'un des monuments de son « règne », d'autant plus significatif qu'il doit témoigner du dynamisme de l'entreprise privée, élément fondamental du thatchérisme. Le premier ministre a ignoré toutes les objections du puissant lobby antitunnel, qui compte de nombreux activistes au sein du parti conservateur, et même parmi le gouvernement, dont l'un des membres - Il est vrai subalterne (sous-secrétaire d'Etat) s'est permis d'exprimer ouvertement son désaccord au cours de la campagne électo-

- L'examen du projet au Parlement n'a abouti qu'à des modifications mineures. Mais on ne saurait oublier que près de ciriq mille plaintes ont dû être étudiées par une commission ad hoc de la Chambre des communes dont les audiences ont révélé à quel point persistait en Grande-Bretagne un vieux complexe d'insularité. Il a fallu tout entendre : le tunnel pourrait faciliter la pénétration de saboteurs en cas d'invasion soviétique en

Europe, aggraver le risque de propagation de la rage, etc. Un général en retraite a perlé de « don d'Allah pour les terroristes », et un prêtre a souligné que les vibrations au voisins de l'ouvrage ne manqueraient pas de détruire les tombes du cimetière de sa paroisse.

Plus sérieuses et embarrassantes ont été les multiples démarches des riverains et « le jardin de l'Angleterre » et l'on n'y touche pas impunément. Combien de projets d'équipement dans le passé ont échoué dans cette région l Les habitants du Kent avaient notemment joué un rôle prépondérant pour faire arrêter, en 1975, les derniers travaux de creusement d'un tunnel sous la Manche. Des arguments d'ordre économique ont été aussi avancés, de la ∢ ruine » du port de Douvres à l'accélération de l'actuel déséquilibre du développement entre le nord et le sud de de l'autre côté du pas de Calais les Français mieux armés pour attirer l'implantation de commercants et d'industriels - même les Britanniques - le long de la nouvelle voie d'échanges.

#### Des clients... TÉCTÉ

Les questions de sécurité ont été souvent au centre du débat. En janvier, le syndicat des pompiers a vivement critiqué les dispositions envisagées par Eurotunnel; à chaque fois, ou presque, on pouvait aisément deviner que les contestataires bénéficiaient du soutien de Flexilink, groupe de pression formé per les adversaires les plus directs du tunnel : les compagnies de ferries. Flexilink continue de resembler et de diffuser toutes informations susceptibles de nuire à Eurotunnel. C'est cet organisme qui a notamment donné une large publicité aux sondages montrant qu'au Royaume-Uni l'opinion est dans son ensemble nettement plus sceptique qu'en France à propos de l'avenir du projet et de son utilité. En 1986, une enquête de l'Institut Gallup avait indiqué que 51 % des personnes interrogées étaient plutôt réservées à l'égard du tunnel.

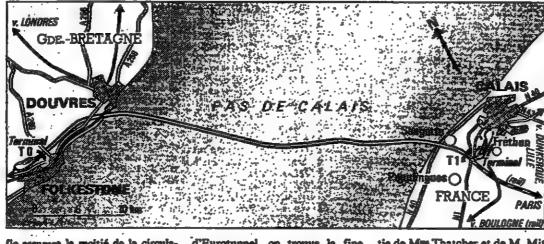
Toutefois, les pertisans des ferries ont subi un très grave revers lors de la catastrophe du Herald-of-Free-Enterprise/ Ce naufrage a soudain fait apparaître ou a rappelé quels étaient

les dangers des moyens actuels de traversée. Flexilink a perdu là une bateille importents même si cet été, malgré la dispention de cent quatra-vingt-huit personnes au large de Zee-bruge, les compagnies de ferries, y compris Townsen Thoreson, enregistrant une augmentation d'environ buit pour cent des réservations. D'autra part, la concurrence que peuvent opposer les ferries à Eurotunnel paraît à présent plus limitée que prévu. L'un des adversaires les plus actifs du lien fixe, M. James Sherwood, PDG de British Ferry-Sealink, a lui-même annoncé, en juin, que les tarifs des pessages per bateau pourraient doubler d'ici à l'ouverture du turnel, tandis que les dirigeants d'Euroturnel révisent sans cesse à la hausse leurs évaluations du trafic, ce qui laisse présager une diminution de leurs estimations de orix.

il est clair au siège londonien d'Eurotunnel qu'on est nettement plus confiant qu'au début de l'année. Les difficultés très alarmantes rencontrées dans la City lors de la première levée de capital en octobre 1986 semblent avoir été compensées depuis le mois de février par plusieurs événements : la réorganisation de l'équipe dirigeante d'Eurotunnel, l'accord passé avec les Chemins de fer français et britanniques, l'espoir de plus en plus fondé d'obtenir 5 milliards de livres de prêts bancaires et l'aboutissement du processus législatif. Tout cela représente autant d'atouts pour persuader les investisseurs potentiels de se montrer plus intéressés qu'un an auparavant lorsqu'il s'agira en novembre de faire une nouvelle fois appel à eux pour achever le montage financier, phase cruciale qui inspire toujours des doutes dans la City, « Nous devons certes réunir 750 millions de livres, dit M. Alastair Morton, nouveeu coprésident d'Eurotunnel, mais c'ast une petite somme comparée à celles réunies lors des privatisations en Grande-Bratagne. Nous n'avons besoin que du quart de ce que vient de recueillir British Airport Authority, » La ruée sur les actions de la Société des aéroports comme celle qui a eu lieu pour British Gas et British Airways, quelques mois plus tôt, est de bon augure. Et comme le notait le Guardian : « Même les adversaires les plus bruyants admettent à présent que le projet est sur le point de devenir réalité. »

> De notre correspondent FRANCIS CORNU.

# Le pas de Calais à pied sec



moins de 10 % de ses recettes. Et encore pas très longtemps. «Les exploitants de ferries devront probablement rechercher un modus vivendi avec le Tunnel», déciarent, avec une évidente fausse modestle, les responsables de cehi-ci, qui ont prévu de pratiquer des tarifs de 10 % inférieurs à ceux de la voie maritime, soit en francs 1985, 230 F par passager d'automobile et 65 P par soubresauts politico-financiers qui agiteront la City jusqu'au mois de novembre prochain, date à laquelle Eurotunnel devrait avoir réuni 10 milliards de france de capital et 50 milliards de francs de prêts.

(Suite de la première page.)

Le renforcement des règles de sécurité annoncé renchérira les

coûts d'exploitation des ferries dans

En tout état de canse. Eurotunnel a calculé qu'une guerre tarifaire, déclenchée par des compagnies équipées de bateaux modernes et

ayant limité au maximum leurs

me notable proportion.

moins de 10 % de ses recettes. Et

Certains ne manqueront pas de regretter que les solutions les plus classiques aient été retenues, c'est-dire un tannel où circuleront des navettes ferroviaires et des trains emportant autors et passagers. Ce système coûtera deux fois moins cher que le pont-tunnel-pont qu'avait imaginé le principal concur-rent Euroroute et dont le prix dépassait les 100 milliards de francs. Il ne présente pas les risques de la moder-nité du tunnel suspendu d'Europont. A partir de l'automne prochain, onze trameliers entreront en action à Sangatte (France) et à Folkestone (Grande-Bretagne). Au rythme de 540 mètres par mois, ils perceront la craie à 40 mètres au-dessous du sol marin et sur une longueur de 50 kilomètres afin de permettre l'installation de voussoirs en béton préfabri-qués dans les trois tunnels prévus : les deux plus importants situés à l'extérieur verront circuler en sens unique les navettes et les trains ; le plus petit, au milieu, sera réservé à la circulation des services techniques; il servira à ventiler les deux autres et à évacuer, tous les 375 mètres, les passagers en cas d'incident.

Le réalisme d'Eurotannel ha a fait imaginer le service suivant : permut circuler à 160 km/heure des trains de voyageurs, des TGV s'ils existent entre Paris et Londres et Londres et la contre le co

fic assurera la moitié de la circula- d'Eurotunnel, on trouve la fine tie de M. Thatcher et de M. Mittion. Les nevettes: elles, embarqueront aux terminaux de Folkestone ou de Fréthun près de Calais, soit des voitures, soit des poids lourds, avec leurs passagers. Longues de 800 mêtres, elles permettront un chargement comparable à celui des ferries, en une quinzaine de minutes, un temps de traversée de trente-cinq minutes et un déchargement d'une quinzaine de minutes à nouveau, les formalités de donane et de police étant effectuées au départ. Le service des navettes sera assuré, de jour comme de nuit, 365 jours par an et sans réservation. Dès l'ouverture, prévue au printemps 1993, un départ sers assuré toutes les douze minutes pour les navettes «passa-Trente millions

### de passagers

Si le projet d'Eurotunnel n'est pas techniquement révolution-naire et s'il ne permet pas de tra-verser la Manche an volant de sa voiture, il innove considérablement dans le mesure où il est entièrement privé. M= Thatcher avait insisté, dès 1982, sur le fait qu'elle ne donnerait son avai qu'à un ouvrage supporté exclusive-ment par les capitaux d'origine privée. Le président français, pourtant socialiste, ne trouva rien à redire à une démarche qui ne demandait rien au contribuable. A partir du 29 juillet, la conces-

sion du tunnel est accordée pour cinquante-cinq ans à Eurotum société en participation créée et des trains de marchandises.
L'accord signé en avril avec British
Rail et la SNCF précise que ce tra-

fleur de la banque, du BTP, de l'assurance et de l'ingénierie des deux côtés de la Manche. Sous la présidence de M. André Bénard, administrateur du groupe Royal Dutch Schell, et de M. Alastair Morton, président du groupe Gui-ness Peat, le couseil d'administration rassemble des représentants du Crédit agricole, de la National Westminster Bank, du Rio Tinto Zinc, de Taylor Woodrow, de la Banque de Suez, de la Caisse des dépôts et consignations, de la Midland Bank, de Dumez, de la Standard Chartered Bank et du Crédit lyonnais. Du très beau monde donc, qui ne vient pas là pour servir la cause du service public, mais pour réaliser, dès 1993, des bénéfices sonnants et trébuchants. M. Jean-Loup Dherse, directeur général d'Euro-tunnel et ancien vice-président de la Banque mondiale, ne peut que confirmer les calculs pradents réalisés sous le contrôle d'audits extérieurs. Dès la première année de fonctionsement, le tunnel attirerait trente millions de passagers et 13 millions de tonnes de marchandises; ces chiffres passeraient en l'an 2003 à trentesix millions de passagers et à 17 millions de tonnes, Autrement dit, en 1993, Eurotunnel enregistrera 4 millions de francs de recettes et sera immédiatement rentable. Le deuxième exercice verra la distribution d'un dividende qui atteindra rapidement le tanx de rentabilité de 17 % (avoir fiscal compris) promis par Eurotunnel

17 % de rentabilité, Paris-

terrand : on voit mal devant tant d'avantages et de détermination ce qui pourrait faire capoter un chantier qui a débuté depuis plusieurs mois. En revanche, on pressent les escarmouches qui attendent les promoteurs du tunnel et les gouvernements. Il leur faudra faire la preuve qu'aucun renard enragé ne pourra franchir les 50 kilomètres du tunnel et qu'ancun terroriste ne parviendra à y introduire une bombe atomique pour percer les 40 mètres de craie qui séparent son plafond des eaux de la Manche.

Les négociateurs de Sa Majesté ont commencé à faire preuve d'une mauvaise volonté certaine en demandant aux Français de supporter un certain nombre de dépenses permettant aux TGV d'arriver - au compte-gouttes dans la gare londonienne de Waterloo. Ils ne demandent pas moins que la cession, par le constructeur français du TGV Alsthom, de la moitié du marché du matériel roulant.

Qu'importe, puisque Alphonse Allais avait raison. « Certains préconisent le tunnel, d'autres le pont », écrivait-il en 1900 dans Ne nous frappons pas. « Ces deux systèmes sont, à des titres différents, également recommanda-bles, et n'était le mauvais vouloir de ces têtus insulaires d'Anglais, leur mise en œuvre serait un simple jeu d'enfant - Quatre-vingt-sept ans plus tard, M= Thatcher est assurément une têtue insulaire, mais elle veut le tunnel : le

jen d'enfant durera six ans. ALAIM FAUJAS



chaque mercreui numéro daté jeudi

chaque mercredi



#### DERNIERS MODĒLES 1987 A PRIX CHOC

 205 CABRIOLET CT ROUGE - CTI ROUGE-GRIS MÉTAL et BLEU AZUR

205 OPEN 3 PORTES

- 205 XT GRIS GRAPHITE-GRIS WINCHESTER et BLEU
- 205 XR GRIS FUTURA et BLEU MING
- 305 GR GRIS FUTURA et BLANCHE
- 205 XA et XAD
- 309 XR et XRD BLANCHE et GRIS WINCHESTER

PEUGEOT c'est la garantie du prix et du service!

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS 248.21.60.21 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS 242.85.54.34

### Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

45-55-91-82, peste 4356

# Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Telex MONDPAR 650571 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81 Tél.: (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérant : Amiré Fontaire

directour de la publication Anciens directeurs: Habert Brave-Méry (1944-1969) Jacques Fasvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944. 620 000 F

Principaux associés de la société ; Société civile • Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Benve-Méry, fondates Administrateur général : Bernard Woots. Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales.



5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS Tel.: (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Teles MONDFUII 106 136 F

**ABONNEMENTS** BP 507 09 **75422 PARIS CEDEX 09** Tél: (1) 42-47-98-72

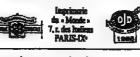
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F TOUS PAYS ETRANCERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F ÉTRANGER (par messageries)

L = BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F IL = SUESSE, TUNISTE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F Par voie aérieune : tarif sur demande. Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les nome propres ou capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE



Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration Commission paritaire des journaux et publications, nº 57437 ISSN: 0395 - 2037

Le Nonde USPS 765-910 is published daily, except Sundays for \$ 460 per year by Le Monde c/o Speedinges. 45-45 39 th street. L.C.L. N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmester: send address changes to Le Monde c/o Speedingex U.S.A., P.E.C., 45-45 39 th street. L.E.C. N.Y. 11104.



A DTO ET CDECTACLES

# Le Conseil constitutionnel limite aux fonctionnaires de l'Etat les retenues salariales par trentièmes indivisibles en cas de grève

Le Conseil constitutionnel, réuni le mardi 28 juillet, a déclaré contraire à la Constitution l'extension aux fonctionnaires des collectivités locoales ou assimilés, ainsi qu'à l'ensemble des agents des services publics (SNCF, EDF-GDF, RATP. CEA. hônitaux. Sécurité sociale, etc.). du retour, en cas de grève, à la règle dite du « trentième indivisible » qui remontait à 1866 et avait été supprimée, pour les grèves inférieures à une journée, par la loi Le Pors d'octobre 1982.

Les fonctionnaires de l'Etat et les personnels des établissements publics de l'Etat à caractère administratif (près de deux millions quatre cent mille personnes) sont donc seuls concernés par ce retour à la règle du « treutième indivisible ». Toute grève, si brève soitelle, de moins de vingt-quatre heures entraîners de nouveau pour eux, après promulgation de la

loi ainsi modifiée, la retenue d'un trentième de leur traitement.

Sont concernés dans l'immédiat les contrôleurs aériens, qui poursuivent depuis quinze semaines, quelques beures par jour, un mouvement de grève qui perturbe gravement la circulation aérienne, avec à ce jour de faibles incidences financières sur leur traitement.

La promulgation, le 11 ou le 12 août au plus tard, de la loi portant diverses mesures d'ordre social rendra aussitôt justiciable cette catégorie de fonctionnaires du nouveau droit

En revanche, le Conseil constitutionnel a déclaré contraires à la Constitution les dispositions de l'article 89 de la loi, que lui avaient déférées les députés socialistes et qui auraient abouti à englober la fonction publique territo-riale, et indistinctement tous les agents du service public dans cette application automatique et généralisée de la retenue du treutième indivi-

Le Conseil constitutionnel a estimé qu'il y avait risque d'atteinte injustifiée à l'exercice du droit de grère» en raison même de ce caractaire automatique et généralisé.

M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, syndicat largement implanté dans la fonction publique, a estimé qu'«il y a quelque chose d'illogique» à limiter aux fonctionnaires de l'Etat et aux personnels des établissements administratifs la règle du trentième

Pour M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, «le Couseil constitutionnel a essayé de couper la poire en deux». Alors qu'il aurait «dû rejeil n'a pas osé aller jusqu'an bout et je le regrette beaucoup », a ajouté M. Lajoinie.

Control leur n

Au nom du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Pierre Joxe s'est félicité que le gouvernement ait déclaré non conformes à la Constitution « les dispositions autisociales par lesquelles le gouvernement voulait porter atteinte au droit de grève dans les entreprises publiques et à la Sécurité sociale ». Mais M. Joxe « regrette que le gouvernement dispose à l'égard des fonctionnaires de l'Etat d'un moyen de plus pour poursuivre sa politique d'abandon et de dégradation du service public ».

Enfin, au nom de la CFDT, M. Jean Kaspar, secrétaire national de ce syndicat, déplore que le Conseil constitutionnel « entérine une discrimination dans l'exercice du droit de grêve entre les fonctionnaires et les autres salariés ». Selon lui, cette décision aura « également pour conséquence de durcir l'exercice du droit de grère dans la fonction publique ».

### Continuité du service public

(Suite de la première page.) Elle peut, d'autre part, difficilement être portée au crédit des ministres, que ce soit M. Hervé de Charette, ministre délégué (auprès de M. Chirac) chargé de la fonction publique, ou M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, qui ont laissé, ou ont dû laisser, filer le train d'enfer que le Conseil constitutionnel a scindé en deux pour n'en laisser subsister

qu'un convoi ordinaire. Les enjeux. Ils avaient considérablement varié avant de prendre les proportions que les juges constitusives. Au départ, les alarmes nées d'une grève d'usure, lourde de conséquences, reconduite semaine sprès semaine, de manière astucieuse, voire perverse, et sans ris-ques ni grandes sanctions financières pour quelque deux mille six cents contrôleurs aériens et autres personnels de la navigation aérienne.

Pour tenter d'imposer l'acceptasuffit, croient-ils, de bloquer le trafic aérien une heure ou deux par jour le matin, au risque de perturber par ricochet les mouvements pendant une bonne part de la journée. Les contrôleurs aériens sont fonctionnaires. Ils tombent donc sous la loi Le Pors. Ce texte, voulu en 1982 par le secrétaire d'Etat (communiste) chargé de la fonction publique, avait mis sin à la règle compta-ble sacro-sainte dite du « trentième

A la retenue minimum d'un trentième du traitement, si courte que fut éventuellement une grève de fonctionnaires, le système Le Pors substituait des modalités très affinées. La grève donnait lieu, depuis : Lorsqu'elle n'excède pas une heure, à une retenue égale à un centsoixontième du traitement men-

- lorsqu'elle dépasse une heure, sans excéder une demi-journée, à une reterue égale à un cinquantième du traitement mensuel ;

- lorsqu'elle dépasse une demijournée sans excéder une journée, à une retenue égale à un trentième du traitement mensuel. •

C'est aux us et abus par les seuls aiguilleurs du ciel » de ces ressources législatives, que certains parlementaires avaient d'abord entendu s'opposer au cours de la dis-cussion de la loi fourre-tout portant diverses mesures d'ordre social (DMOS). Pour finalement arriver, du seul fait de la volonté gouvernementale, non sculement à une remise en cause (à 99 %) de la loi généralisée automatique et indifférenciée du système du • trentième des services publics. Pour ce faire, le gouvernement s'était assis sur un détail de poids : ces agents sont pour l'essentiel, sous l'emprise du droit

statut spécifique). M. Pelchat (auteur du premier amendement à l'Assemblée) avait « visé » deux mille six cents personnes. Le gouvernement déplacait le tir sur un a potentiel » de plus de cinq millions de personnes : un peu moins de deux millions quatre cent mille fonctionnaires, les huit cent soixante-huit mille membres de la fonction publique territoriale, et environ un million huit cent treize mille agents du service public. Dans cette dernière vaste catégorie, les triel et commercial : la SNCF, la RATP, EDF-GDF, le CEA, etc., les hôpitaux et la Sécurité sociale, pour l'essenuel.

Il faut prendre la mesure de la diversité des personnels que le texte ou le professeur, dans la première catégorie, mais aussi bien le jardinier garant de l'éclat des géraniums du square, dans la deuxième catégo-

Et dans la troisième : le conductenr de TGV mais aussi le cuisinier de la cantine de la SNCF; l'homme qui peut priver un quartier entier d'électricité mais aussi le chausseur de tel responsable d'EDF.

Le maximalisme, l'imprécision et, faut bien le dire, une certaine hypocrisie ont joué un mauvais tour au gouvernement. Rétablir le « tren-tième indivisible » pour les fonctionnaires? Il le pouvait. Quoi que l'on puisse penser d'un tel système, le Conseil constitutionnel a déjà jugé (en juillet 1977) que l'affaire relève de la réglementation de la comptabilité publique.

Limiter, voire dans certains cas justifiés, interdire le droit de grève à certains agents du service public? Là, encore, ces mesures sont possi-bles. Le Conseil constitutionnel le répète, après l'avoir dit à diverses reprises (juillet 1979 à propos de la continuité du service public de la radio-télé-vision, et septembre 1986 par la loi sur la liberté de communi-

#### Un modèle

Le Conseil constitutionnel va plus loin. Il n'interdit pas au législateur d'utiliser l'arme préventive et dissussive de retenues de traitement supérieures, en proportion, à la durée stricte des grèves inférieures à une journée. Il ne lui interdit pas non plus de prendre en compte non seulement les fameuses règles de la comptabilité, mais aussi « l'Incldence des grèves (...) sur le fonc-tionnement des services publics ». Considération qui vise l'usage astucieux, mais pernicieux pour les usagers, des petites grèves «habile-ment » placées à des heures

Mais surtout, le Conseil constitutionnel admet - ce qui relancera probablement des polémiques déjà anciennes sur le sujet, — que même pour certains agents des services publics, qui ne sont pas fonction naires, • il appartient au législateur d'édicter les mesures qui lui parais-sent à même, pour éviter le recours répété à des grèves de courte durée nement régulier des services publics, d'assurer une conciliation entre la défense des intérêts professionnels et la sauvegarde de l'intérêt général, auquel la grève est de nature à porter atteinte ».

Ainsi, on peut s'interroger sur les incidences de grêves de cette nature menées par les conducteurs de trains, les postiers, certains agents d'EDF, et mener une réflexion sur la conciliation des exigences, que légi-timent la bonne marche de l'Etat moderne et le respect d'un certain nombre de droits fondamentaux pour en tirer, cas par cas, des conséquences précises. Hélas, soupconner le gouverne

ment de n'avoir pas cherché, au triste bénésice de la grève des contrôleurs aériens, à dép ambition, c'est encore lui faire beaucoup de crédit. A la hâte, sans discernement ni clarté - l'article 89 est un modèle d'obscurantisme vain propre à encourager n'importe quel citoyen à ignorer la loi, — mûs par le seul souci de « scier » la loi Le Pors, M. Chirac et ses conseilliers ont cru pouvoir ressusciter tel quel un article du code du travail, qui avait été en vigueur de 1963 à 1982.

Mais, pour n'avoir pas été sanctionnés en leur temps, l'automatisme et la généralité de ce mécanisme n'en méritaient pas moins examen. Le gouvernement l'a ignoré. Il subit oc revers sans grande conséquences pour lui, il est vrai, bousculé par l'exigence de sérieux, et nou par un Conseil contitutionnel plutôt

compréhensif et en tout cas fidèle à

MICHEL KAJMANL

### Les principaux « considérants »

Nous publions ci-dessous les sence est indispensable pour assurer principaux extraits de la décision du Conseil constitutionnel relative à la loi portant diverses mesures d'ordre social. Après avoir décrit les implications de l'article 89 de la loi, tel qu'il iui était déféré, et résumé la saisine des députés socialistes, le Conseil constitutionnel poursuit : «Considérant qu'aux termes du septième alinéa du préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, confirmé par celui de la Constitution du 4 octobre 1958, « le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent » ; qu'en édictant cette disposition les constituants ont entendu marquer que le droit de grève est un principe de valeur constitutionnelle, mais qu'il a des limites et ont habilité le législateur à tracer celles-ci en opérant la conciliation nécessaire entre la défense des intérêts professionnels. dont la grève ent un moven, et la sauvegarde de l'intérêt général auquel la grève peut être de nature à porter atteinte :

- Considérant en conséquence définir les conditions d'exercice du droit de grève et de tracer la limite séparant les actes et les comportements qui constituent un exercice licite de ce droit des actes et comportements qui en constitueraient un usage abusif; que, dans le cadre des services publics, la reconnaissance du droit de grève ne saurait avoir pour effet de faire obstacle au pouvoir du législateur d'apporter à ce droit les limitations nécessaires en vue d'assurer la continuité du service public qui, tout comme le droit de grève, a le caractère d'un principe de valeur constitutionnelle; que ces limitations peuvent aller jusqu'à l'interdiction du droit

de grève aux agents dont la pré-

le fonctionnement des éléments du service don't l'interruption porterait atteinte aux besoins essentiels du Pays:

#### Les contraintes pratiques

» Considérant qu'il appartient également au législateur de définir les conséquences pécuniaires aussi bien de l'absence de service fait ou de travail résultant d'une cessation concertée du travail que de l'exécution partielle du travail ou du service, en prenant en considération notamment les règles comptables de liquidation de la rémunération des intéressés ainsi que les contraintes d'ordre pratique inhérentes taut aux thodalités de détermination de la cessation du travail qu'au décompte de la durée de le grêve, ainsi que, l'incidence des grèves d'une durée inférieure à une journée sur le foncionnement des services publics :

- Considérant, en ce qui des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, que le mécanisme de retenue sur la rémunération, en cas d'interruption du service ou d'inexécution des obligations du service, qui n'est au demeurant pas limité au cas de grève, se réfère aux règles de la comptabilité publique relatives à la liquidation du traitement qui est dil à ces personnels après service fait; qu'ainsi, la retenue sur traitement est une mesure de portée comptable et n'a pas, par elle-même. la caractère d'une pénsiité imancière ;

Considérant que s'il est précisé qu'il n'y a pas service fait lorsque l'agent s'abstient d'effectuer tout ou partie de ses heures de service ou

lorsque, bien qu'effectuent ses houres de service, il n'exécute pas tout ou partie des obligations de service qui s'attachent à sa fonction dans le oudre des lois et réglements, ancun de ces deux motifs, qui se traduisent, l'un et l'autre, per une inexécution du service, les seurait avoir pour effet de conférer à la retenue aur traitement le caractère d'une sanction disciplinaire, dès lors que la constatation de cette inexécution ne doit impliquer encune appréciation du comportement personnel de l'agent, telle qu'elle sergit opérée dans le cacdre d'une procédure disciplinaire; qu'il fant, par suite, en particulier dans le ces des obligations de service, que l'atexécution soft suffisemen pour le pouvoir être matériellement constatée sans qu'il soit besoin de porter une appréciation sur le comporter une apprecation ser le com-portement de l'agent; que, sous cette condition qui devra être obser-vée dans les mesures individuelles d'application et pour le respect de laquelle le fonctionnaire dispose des voies de droit normales, la retenue sur traitement demenre une mesure de portée comptable; que cette tion qu'aux conditions de son application, ne porte pas aziemte an

A CONTRACTOR

A RELIEF TO THE STORY

HARLING A TANKS

74 - 12 A 14 16 17 18

The state of the s

A Commercial Same

Statement of the same

Company of the Compan

All the second

्रिक्षा स्थापना स्थापन स्थापन स्थापन स्थापना स्थापना

The second second

The Late of State

The Man of the Control of the Contro

The state of the s

The state of the s

24.78

2 Page 10 244

un a pariet

The state of the s

let a subject per

(FDT : les pilotes

la logique de

REAL PROPERTY.

#### Les conditions --d'une dissussion élargie

» Considérant que pour ceux des agents des services publics autres que les personnels de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, il appartient au législateur d'édicter les mesures qui lui paraissent à même, pour éviter le recours répété à des greves de courte durée affectant anormalement is fonctionnement régulier des services publics, d'assurer une conciliation entre la défense des intérêts professionnels et la sauvegarde de l'intérêt général auquel la grève est de nature à porter

» Considérant toutefois que le mécanisme de retenue automatique sur la rémunération des intéressés que le législateur a adopté à cette fin, par la généralité de son champ d'application qui ne prend en compte ni la nature des divers services concernés ni l'incidence dommageable que peuvent revêtir pour la collectivité les cessations concertées du travail, pourrait, dans nombre de cas, porter une atteinte injustifiée à l'exercice du droit de grève qui est constitutionnellement garanti:

» Considérant des lors qu'il y a lien en l'état de déclarer contraires à la Constitution, dans le texte de l'article 89 de la loi, le chiffre «3» figurant au paragraphe I ainsi que le deuxième alinéa du paragraphe II; qu'en conséquence du maintien en vigneur de l'article B. 521-6 du code du travail dans sa rédaction issue de l'article 3 de la loi nº 82-889 du 19 octobre 1982, les références faites aux articles premier et 2 de cette dernière loi par l'article L. 521-6 dudit code conservent leurs effets;

» Considérant qu'en l'espèce il n'y a lieu pour le Consoil constitutionnel de soulever d'office aucune question de conformité à la Constitution en ce qui concerne les autres dispositions de la loie soumise à son

\* Les intertitres sont de la rédoc-

# La génèse d'un amendement évolutif

Jeudi 11 juin, 17 h, à l'Assemblée nationale : le député UDF-PR de l'Essonne, M. Michel Pelchat, rétablissant la règle du « trentième indivisible » pour les contrôleurs aériens. C'est le premier pas d'une offensive du Parti républic menée avec l'aval de l'hôtel Matignon contre les syndicats de la fonction publique. La grève des aiguilleurs du ciel en est alors à sa

L'exaspération des ministres des transports et de la fonction publique, MM. Douffiagues et Charette, tous deux membres du PR, vient de trouver un relais dans

L'affaire ne fait que démarrer. Elle révélera au fil des jours le clivage qui ségare, sinon sur le fond. du moins sur la forme, d'une part le Parti républicain et le premier ministre, conseille par Mane-Hélène Bérard, chargée des affaires sociales à Matignon, et, d'autre part, le ministre des affaires sociales et de l'emploi, M. Séguin - tenu hors de la confidence, - le président et le vice-président de la commission des affaires culturelles et sociales, respectivement MM. Barrot (CDS) et Pinte (RPR),

eux aussi tenus à l'écart. Ce même 11 juin, avant un voyage-éclair à Bonn, M. Chirac donne son feu vert pour accélérer le mouvement. Le député PR gla-cardien des Pyrénées-Atlantiques, M. Alain Lamassoure, entre à son tour en scène. Estimant que l'amendement de M. Pelchat pourrait contenir, par son aspect limitatif, un germe d'inconstitutionnalité, il propose de le sous-amender en 'étendant à l'ensemble de la fonction publique, entament donc un peu plus la loi Le Pors de 1982. Sidéré et furieux, M. Séguin décou-vre le pot aux roses à 19 heures.

A la reprise de la séance, à 22 heures, l'ambiance dans l'hémi-cycle est surréaliste. L'examen de l'amendement Pelchat-Lamassoure commence. Sur leur banc, les M Barzach, M. Valade - boudent les ministres PR - MM. Douffiagues et Charette, - assis plus loin. Le ministre des affaires sociales quitte ostensiblement son banc au moment où M. de Charette prend la parole, tandis que M. Pinte s'étonne que sa commission n'ait pas été saisie d'un amendement aussi important. Dans la nuit, M. Séguin tente, en vain, de joindre M. Chirac pour le convaincre de renoncer. Faute de premier ministre, if passe ses nerfs sur M<sup>ma</sup> Bérard, venue comtempler le spectacle » qu'elle a mis en

Les députés de gauche sa

l'adoption de cette « remise en cause du droit de grève ». La bataille parlementaire cesse le venl'adoption de l'amendement Lamassoure par 322 voix (UDF, RPR, FN) contre 250 (PS, PCF). Mais dans les couloirs certains députés CDS et RPR laissent entendre que la cicatrice du « mauvais coup > concocté par Mms Bérard n'est pas près de s'effacer.

#### Troisième vitesse ан Sénat

Cette demière avait tenu, le matin même, une conférence de presse à l'hôtel Matignon pour expliquer que le premier ministre approuvait parlaitement le dispositif mis en place et élabore le jeudi matin avec les députés PR concernés . « Il ne s'agit pas de limiter le droit de grève mais de le responsabiliser en revenant à la tradition républicaine » affirmait, Mª Bérard les traits un peu tirés.

Convaincu d'avoir sur ce dossier le soutien d'une opinion publique exaspérée par une grève qui fait écho à celle de la SNCF de la fin 1986, le premier ministre décide de ne pas s'arrêter en si bon chemin. La troisième vitesse est encienchée au Sénat. C'est à cause relaient, quant à eux, pour retarder d'elle que le Conseil constitutionnel

vient de demander au gouvernement de rétrograder pour s'en tenir

Le 22 juin su Sénet, profitant du dépôt d'un amendement du sénateur RPR Jean Chérioux, qui étend la règle du « trentième indivisible », cette fois, i l'ensemble des perconnels des entreprises travaillant dans le secteur public, le gouvernement dépose un amendement abrogeant l'ensemble de la loi Le Pors de 1982, à l'exception de son article 4. Sur le fond, une nouvelle fois, M. Séguin laisse M. de Charette s'expliquer. Le ministre de la fonction publique affirme que la défense des intérêts légitimes de telle ou telle catégorie de fonctionnaires a deux limites : la nécessité du redressement national et le continuité du service public. Tandis qu'il dénonce les « abus » de la loi Le Pors, les sénateurs socialistes et communistes protestent contre la double atteinte aux ciroits du Parlement et au droit de grève ainsi limité d'une facon oblique. Comme l'avait laissé entendre dès le 12 juin M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine) lors du débat à l'Assemblée, le Conseil constitutionnel était dès lors saisi par les députés socialistes.

PIERRE SERVENT.

State of the State

the state of the same

STATE OF THE STATE

THE PARTY OF THE P

5 - 1 E 14

. .....

 $\tau = q(x) = \frac{1}{2} T_{q_1, \frac{m_2 q_2}{2}}.$ 

ex - considérants.

🕦 🤪 (1994)

The second second

المناف والمعارضين والوريقي

A THE REST.

3. 4. 2 Marsh

Same hours

Appendix of the second

Salation of Lands.

100 m

TELEFA LL ...

A CONTRACTOR OF THE SECOND

A Property of the

a: 100

M. News

altagalar ili cesa

Sand Sept. Sept. 1884.

All de Party Marie Maria

Kiaur d. 173 is.

# aériens

#### Contrôleurs et pilotes poursuivent leur mouvement

Le dialogue de sourds se poursuit dans le transport aérien français. Le conflit des contrôleurs aériens continue malgré l'autorisation dounée par le Conseil constitutionnel de rétablir le prélèvement d'un trentième du salaire mensuel en cas de grève inférieure à une journée. La détermination des aiguilleurs du ciel, qui se batteut depuis dix-sept ans pour obtenir l'intégration des primes dans leur retraîte, ne devrait pas en être bencomp affectée. Et ce n'est pas l'offre bien formelle de M. Douffingues de discuter à nouveau dans le cadre de la fonction publique qui suffira, semble-t-il, à ramener le calme. Après M. Rocard, M. Gabriel Pérosnet (radical), ancien secrétaire d'Etat à la fonction publique qui a demandé la nomination d'un médiateur.

A Air Inter, le dossier des pilotes et des mécaniciens en grève le 1° et 

A Air Inter, le dossier des pilotes et des mécaniciens en grève le 1º et A Ant. mer, se consier des puotes et des mécanaciens en grete a le 2 août, pour que les futurs Airbus A-320, conçus pour deux hommes d'équipage, soient piloté à trois, paraît nettement moins solide comme en témoigne la volée de hois vert que leur administre une CFDT outrée par l'« archaïsme » des syndicats de navigants!

#### M. DOUFFIAGUES: « Oue les syndicats précisent leur demande»

tre des transports, a déclaré, le mardi 28 juillet, qu'il ne cherchait ni l'épreuve ni l'escalade avec les contrôleurs aériens en grève depuis quinze semaines pour obtenir l'inté-gration des primes dans le calcul de leurs retraites.

An cours d'une conférence de presse, le ministre a répondu an refus des aiguilleurs du ciel, exprimé à 92,16 % par référendum, de sortir de la fonction publique et d'entrer dans un établissement public de la navigation aérienne. L'argumentation de M. Douffiagues est soigneusement balancée : il continue de penser que seul un établissement public permettre de s'affranchir des règles contraignantes de la fonction publique en matière de calcul de retraite : 4 Il y a là des possibilités d'adaptation pour des métiers très techniques et un système de retraite que certains pezvent préférer », 2-t-il déclaré.

Il ne s'entête pes pour autant : « J'ai toujours dit que, dans le cadre de la fonction publique, si c'est celul-là qui est retenu, il y avait des possibilités d'ajustement et d'amélioration, à l'exclusion de ce qui est impossible, c'est-à-dire l'intégration des primes dans le calcul de la retratte et des augmentations de salaires sons contrepartie d'organisation, d'horaires ou de productivité.

M. Douffiagues renvoit donc la balle dans le camp des grévistes : «Si les organisations syndicales souhaitent une solution dans le cadre de la fonction publique, il faut qu'elles précisent leur demande, car jusqu'ici elles ont rejeté tout ce qui avait été proposé aussi bien par moi que par mes

Venant à la rescousse de son ministre délégué, M. Pierre Méhai-gnerie, ministre de l'équipement, du logement et de l'aménagement du territoire et des transports, a déciaré que « le plus coûteux serait de céder » aux grévistes, car l'intégration des primes dans le cal-cul des retraites des fonctionnaires

« serait mortel pour l'Etat ». De son côté, M. Gabriel Péronnet, président d'honneur du Parti-radical et ancien secrétaire d'Etatà la fonction publique, a estimé que «le gouvernement serait bien inspiré de nommer d'urgence un

M. Jacques Douffiagues, minis- médiateur ». Il note que e plus le conflit des contrôleurs durera – et avec celui de la SNCF, en décembre dernier, il bat le record de durée – plus le gouvernement en portere, à tort ou à raison, le cha-

> Du côté des syndicats, les réactions demourent prudentes. Le SNCTA (autonome) avait toujours repoussé la contrepartie à des aug-mentations demandée par le minismenations demandes par le minis-tre de reculer de cinquante-cinq à soixante ans l'âge de la retraite des contrôleurs. La CFDT juge posi-tives les déclarations de M. Douftives les declarations de M. Dour-fingues. Quant à la CGT, elle se dit prête à discuter « à partir du moment où le ministre retire son projet d'établissement public ».

#### Profession: aiguilleurs du ciel

Dans tous les pays européens, les officiers contrôleurs de la cir-culation aérieuse jouisseut à pen près du même statut et des mêmes salaires. Ce seut, en général, des fonctionnaires, ou assimilés, de rang moyen. En France, Es sont recruiés par concours au niveas du rang. moyes. En France, is some recruits par concentra antivess du baseculament C, D ou E. Ils suiveut, on deux aux. à l'Ecole antionnie de Faviation civille (ENAC) de Toulouse et dans les tours et centres de cautrôle, une formation théorique et motifies entre de matrice. et pratique avant de receveir une affectation.

affectation.

Les contrôleurs débutués succhent 7.560 F par mois en France, 7.600 F que RFA et 10.000 F (prime de legensent à Louires comprise) en Grande-Bretagne. En fin de carrière, les sulaires sout de 15.285 F en France, 16.500 F en RFA et 18.300 F (prime de legement à Louires comprise) en Grande-Bretagne.

En ce qui concerne la durés effective de travail, les nignificars français travaillent nettement moins que leurs collègnes. Par exemple, ils sont présents dans les services environ vingt-cinq heures par senailes, alors que les Allemands sont natreiets à trante-danx lattres.

leares.

A titre de comparaison, les pilotes touchent 21 000 F en début de carrière et 65 900 F quand de sont sux commandes de Concorde. Il est vrai qu'ils sont ingénieurs, prisqu'ils intègrent l'ENAC pour trois aus; après avoir effectué tes préparations matis sup et matis spé.

#### La CFDT: les pilotes ont choisi la logique du bunker

La direction d'Air Inter riposte à ment de syndicats archaïques qui ne la grève décidée pour le 1° et le tolèrent pas de ne plus pouvoir dicter par le syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) et par le syndicat national des officiers méca en control la logique du bunsyndicat national des officiers méca en control de l'entreprise » et qui « ont choisi la logique du bunsyndicat national des officiers méca en control de l'entreprise » et qui « ont choisi la logique du bunsyndicat national des officiers méca. niciens de l'aviation civile (SNO-MAC) pour exiger que le futur Airbus A-320, conçu pour être piloté a deux, soit conduit par trois per-

La direction a saisi d'un référé le président du tribunal de grande ins-tance de Créteil, afin que celui-ci annule on suspende la grève annon-cée, compte tenu notamment des annuie on suspende la grève annonperturbations graves qu'elles impli-querair... Le juge devrait se pronon-cer, le jeudi 30 juillet, sur cette demande qui s'appuie sur des accords, d'entreprise prévoyant expressement le pilonge à deux. Dans un communiqué, la direc-

tion de la compagnie rappelle qu'elle 2 proposé aux syndients de « négo-cier des garanties de carrière pour les personnels qui ne pourraient pas qu ne souhaiteraient pas être reconau ne souhaiteralent pas être recon-vertis en pilotes, la formation des autres étant entièrement prise en charge par l'entreprise ».

Le syndicat CFDT d'Air Inter n'y

gies ». Estimant que le pilotage à deux des A-320 est fiable et l'emploi non menacé, le syndicat déclare que le maintien d'équipage à trois « condamnerait Air Inter à devenir une compagnie de luxe, pratiquant des tarifs interdisant l'accès de l'avion à la clientèle populatre alors que la compagnie a bâti son succès sur la ocratisation de l'avion». La CFDT conclut en demandant à la direction de refuser le «chantage» des pilotes et des mécaniciens et d'assurer le service public « aujourd'hui par des affrétements, demain en recrutant si nécessaire des pilotes capables et d'accord pour piloter les A-320 à deux ». La direction, qui a comptabilisé les personnels navigants se déclarant non grévistes et les avions qu'elle pourrait affréter, estime qu'elle sera en mesure d'assurer pratiquement tous ses vols. Elle note un recul du nombre des pilotes partisans d'un arrêt de travail et ne pense pas affréter plus d'appareils que krs de la der-nière grève du 29 et du 30 juin, mais te syndical CFDI d'Air Inter n'y va' pas par quatre chemins pour condamner la grève des pilotes et des mécaniciens, « mauvais coup porté à l'entreprise, à ses personnels et à ses usagers dont les départs en congé risquent d'être perturbés ».

La CFDI s'en prend à « l'aveugle» de travail et ne pense pas affréter plus d'appareils que lors de la derplus grève de 29 et du 30 juin, mais nêlle conseelle aux passagers de s'informer sur le vol qu'ils doivent empranter en téléphonant à Paris au (1) 45-39-25-25.

#### **AFFAIRES**

#### Un nouveau statut pour Renault

(Suite de la première page.) Depuis, M. Madelin n'a jamais cessé de répéter que Renault devait être une entreprise comme les autres. Il n'est sans doute pas loin de voir son objectif se réali-

Les efforts de gestion et de cession entrepris par Georges Besse ont permis à Renault de diminuer de moitié son déficit, ramené de 10.9 milliards de francs en 1985 à 5,5 milliards en 1986. Son successeur, Raymond Lévy, a poursuivi son action, menant à bien rapidement deux opérations que la mort brutale de Georges Besse, en novembre 1986, avait interrompues : d'une part, l'apport à Renault-Véhicules industriels, filiale poids lourds de la Régie, de canitaux émanant de partenaires extérieurs, en l'occurrence les trois principales banques fran-caises (BNP, Crédit lyonnais, Société générale); d'autre part, la cession d'American Motors Corp, filiale à 46 % de la Régie aux Etats-Unis, à Chrysler. Parallèlement, les ventes de voitures se sont considérablement amélio-rées. Résultat : l'année 1987 se présente mieux que prévu, ou tout au moins mieux que Georges Besse, toujours prudent, ne l'avait laissé entrevoir officiellement, en annonçant à son actionnaire un simple retour à l'équilibre.

#### Une opération exemplaire

Avec m compte d'exploration positif, Renault, tout en tenant compte de provisions à constituer. sera bénéficiaire d'au moins 1 milliard de francs à la fin de l'année. Du même coup, l'Etat actionnaire se trouve face à ses engagements passés. Si Renault a redressé son compte d'exploitation, son bilan reste alourdi par une dette énorme de 54,3 milliards de francs, et les frais financiers absorbent une grande partie des gains de productivité. Les pouvoirs publics se sont mis à étu-dier de près le dossier, pour voir si leur apport financier ne pourrait pas être moins étalé dans le temps qu'il ne le fut au cours des trois précédentes années, avec l'engagement pluriannuel pris par M. Bérégoroy, alors ministre de l'économie, qui avait promis à Georges Besse 3 milliards en 1985, 3 milliards en 1986 et 4 milliards en 1987. Les deux premières tranches ont été versées par le gouvernement de M. Fabius et une moitié de la troidu collectif de 1986, la seconde moitié restant à venir.

pelle et de la Rue de Rivoli compagnie d'assurances avant la

Pechiney et Reynolds

associés

dans l'usine d'aluminium

de Bécancour (Québec)

Le français Pechiney et l'améri-cain Reynolds ont signé, le mardi

28 juillet, un accord d'association dans le consortium de l'Aluminerie québécoise de Bécancour (ABI). Les

négociations avaient débuté it y a plus d'un ar. Le producteur améri-

cain d'aluminium, Reynolds, a pris une participation de 50% dans

L'arrivée d'un nouveau pertenaire

A TRAVERS LES ENTREPRISES

La CGE cède 51% de la SESA

à Cap Gemini Sogeti

vices informatiques SESA détenus per la Compagnie générale d'électricité, CGS, déjà détentrice de 42% du capital, en possèdera donc 93%, le reste des actions étant entre les mains du personnel. SESA emploie 1500 personnes avec un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs et une bonne ren-

tabilité (43,8 millions de francs de bénéfice en 1986). Elle est spécialis

dans les grands ensembles mélant les télécommunications et les services

informatiques comme Transpac ou l'Annuaire électronique. Consolidée par

cette entreprise, dotée d'une très bonne répartition technique, CGS atteint

dix mille personnes et s'affirme comme le numéro un européen des ser-

Cap Gemini Sogeti (CGS) va racheter les 51% de la société de ser

avaient plutôt travaillé jusque-là dans l'optique d'une opération triennale, les premiers ayant demandé 4 milliards de francs pour Renault au titre de 1988, et l'administration de M. Juppé, ministre du budget, leur ayant renvoyé leur proposition divisée

Mais l'idée de M. Madelin est tout autre, même si son cabinet s'abstient de tout commentaire : il faut une opération exemplaire qui permette à Renault de quitter l'état virtuel de faillite dans lequel il se trouve avec une situation nette négative de 9 milliards. Sans son statut particulier de régie, Renault aurait dû effectivement déposer son bilan. L'apport d'une dizaine de milliards de francs de l'Etat devrait alors s'accompagner d'une modification du statut de Renault lui permettant de devenir une entreprise - normale .. Plusieurs variantes sont possibles, mais la plus vraisemblable pourrait être la constitution d'un holding d'Etat – à l'image de l'ERAP, actionnaire d'Elf-Aquitaine - qui reprendrait une partie de l'endettement équilibrée par la dotation en capital. Ce holding détiendrait les actions d'une société automobile, par exemple Renault SA, dont la situation financière serait saine puisqu'elle comporterait d'un côté un passif réduit, de l'autre une injection de capitaux provenant de la dotation en capital du holding. Le capital de cette SA pourrait alors être ouvert aux banques. Une première étape vers la privatisation, même si le passage de Renault au privé n'est pas envi-sagé dans la législature.

Bien qu'ils n'aient pas été consultés officiellement sur ces schémas, les principeux benquiers de la Régie, la BNP, le Crédit lyonnais et la Société générale, qui sont engagés chacun à hau-teur d'une dizaine de milliards de francs sur Renault (notamment par ses émissions internationales). suivent la réflexion gouvernementale de près.

L'opération pourrait se réaliser sujourd'hui, car le gouvernement 2 les moyens de le faire. Les pri-vatisations effectuées jusqu'à pré-sent lui ont rapporté 51 milliards de francs, contre 30 milliards prévus dans la loi de finances de 1987. Un premier surplus de 10 milliards a été attribué. Restent donc 11 milliards à affecter, auxquels viendra s'adjoindre une nouvelle douzaine de milliards sième par celui de M. Chirac lors attendue des privatisations annoncées pour l'automne avec Suez et Matra. Les ressources tirées de la Les services de la Rue de Gre- mise en vente probable d'une

groupe américain Alumax (24,95%) et la Société générale de finance-ment (SGF Québec, 24,95%).

L'ancien PDG de Guinness

entame une action

en dommages et intérêts

sident de la brasserie britannique

Guinness a fait annoncer, le mardi

28 juillet, qu'il avait entamé une action en dommages et intérêts

contre Guinness pour démission

injustifiée. L'affaire avait éclaté en 1985, lors de l'OPA lancée par Dis-

tillers (whisky écossais): M. Ernest Saunders et l'un de ses proches collaborateurs, le Français Olivier Roux, se seraient livrés à de

secrètes opérations sur différentes places boursières afin d'obtenir une

hausse substantielle du cours des actions de Guinness. Les deux

hommes avaient alors été

M. Emest Saunders est actuelle-ment en liberté sous caution,

accusé d'avoir tenté d'entraver le

cours de la justice et d'avoir détruit

M. Ernest Saunders, l'ancien pré-

fin de l'année seront vraisemblablement créditées sur les recettes de privatisation à inscrire au budget 1988. Bien que le montant de ces dernières ne soit pas définiti-vement arrêté, il devrait se situer autour d'une quarantaine de milliards de francs.

En globalisant les surplus non affectés de 1987 et l'enveloppe de 1988, le gouvernement se trouve donc à la tête de plus de 60 mil-liards de francs. Même en donnant la priorité au désendette-ment de l'Etat – qui pourrait pour cela utiliser plus des deux tiers des recettes de privatisation, proportion jusque-là constatée, il reste assez pour réaliser l'opéra-tion Renault et traiter d'autres dossiers comme l'aéronautique et l'espace, voire Thomson, qui pourrait toucher 800 millions de francs dans le cadre du rachat de l'électronique grand public de General Electric.

#### Face à la Commission européenne

Mais l'opération Renault exige quelques précautions à l'égard de Bruxelles, qui vient, après deux autres enquêtes en 1985 et 1986, de demander des explications à l'Etat français sur ses apports en capital à Renault au titre de 1986 et de 1987. La Commission européenne a en effet tendance à considérer que ces dotations, qui sont pourtant liées au statut d'actionnaire de l'Etat français, ne sont en fait que des aides déguisées à une entreprise en difficulté. Toute la tâche de M. Madelin, qui a demandé à ren-

contrer M. Sutherland, commissaire européen chargé de la concurrence, consistera donc à le convaincre que le gouvernement français n'accorde pas de l'argent à Renault parce que le groupe est définitivement non rentable - comme Bruxelles le dit, - mais au contraire parce qu'il améliore sa situation et qu'il faut le soutenir dans cette évolution.

Dans le même temps, M. Lévy doit faire passer au niveau de ses troupes un message nettement moins triomphaliste pour les obliger à poursuivre dans la voie de l'effort et des réductions d'effectifs. Sinon, considère le patron de la Régie, tont le monde lèvera le pied et le vieux fantasme qui veut que Renault soit une entreprise éternellement assistée aura la vie dure. Aussi M. Lévy ne souhaitet-il pas que l'annonce de la décision gouvernementale soit faite trop tôt.

Il ne sera pas facile, on le voit, de concilier ces différents points de vue. D'autant que la position défendue par M. Madelin n'emporte pas forcément l'adhésion de tous ses collègues du gouvernement et qu'il faudra aussi compter avec la réaction de M. Calvet, PDG de Peugeot SA, pour lequel l'existence d'un constructeur nationalisé a toujours faussé la concurrence. En oubliant que plus vite Renault s'apparentera à une entreprise normale, plus vite PSA retrouvera la situation de saine concurrence à laquelle il aspire.

CLAIRE BLANDIN.

#### L'automobile dans le collimateur de la Commission européenne

Pegaso, Peugeot, Renault, Fiet, Daimier-Benz... la Tiste des entreprises du sactaur automo-bile étudiées par la Commission européanne s'allonge. La Com-mission cherche à vérifier que les conditions financières accordées à ces entreprises per leurs gouvernements respectifs ne contrevienment pas aux règles de libra concurrence qui doivent prévalois dans le Marché commun.

La Commission s'est donc attaquée : aux dotations en capi-tal de l'Etat français au groupe Renault et au prêt boniñé du FIM (Fonds industriel de modernisa-tion) accordé à Peugeot ; aux subventions envisagées par autorités du Bade-Wurtemb es par les pour attirer la nouvelle usine de péenne est beaucoup plus libé-Daimler-Benz (Mercedes) dans la rale.

région ; aux apports en capital accordés au constructeur espa-gnol de poids lourds, Pegaso, propriété d'Etat ; enfin, aux conditions du rachat d'Alfa Romeo, entreprise déficitaire appartenant au secteur public. par le constructeur automobile turinois Fiat, numéro un européen de son secteur.

Côté français, le gouvernement explique que les dotations accordées à Renault depuis 1985 relèvent de son rôle d'actionnaire et que le prêt bonifié attribué au groupe Peugeot par le FIM constitue une aide à l'innovation technologique pour laquelle la réglementation euro-

Pour économiser 550 millions de francs

#### Usinor-Sacilor regroupe la production de la fonte lorraine

de notre correspondant

Rendre la fonte lorraine plus compétitive par rapport aux productions de Fos-sur-Mer ou de Dunkerque est l'objectif visé par le plan de restrac-turation des unités de production de Moselle et de Meurthe-et-Moselle présenté le mardi 28 juillet aux comités centraux d'entreprise d'Uni-métal, de Sollac, de Cormines et des Hauts Fourneaux réunis de Saulnes Le personnel de SESA, soucieux de son indépendance, préparait une RES (reprise d'entreprise par les salariés), mais la CGE, qui avait pris le contrôle de SESA en 1984 alors que CGS était déjà candidate, a préféré et d'Uckange. Suivant les recom-mandations du cabinet d'études MacKinsey, une société commune regroupant l'ensemble des filières fonte de cette région (mines de fer chaînes d'agglomération de minerai, hauts fourneaux) va être créée et placée sous un commandement uni-

que confié à M. Robert Guénot. Pour réduire le prix de revient de l'acier lorrain de 14 %, soit une baisse de 100 francs à la tonne, les experts, qui évaluent l'économie potentielle à 550 millions de francs par an pour une production de 3.5 millions de tonnes, préconisent trois moyens : créer un ensemble cohérent dont la stratégie soit coordonnée pour abaisser les coûts de gestion, renégocier les contrats d'approvisionnement de charbon et de coke et développer l'injection directe de charbon dans les hauts

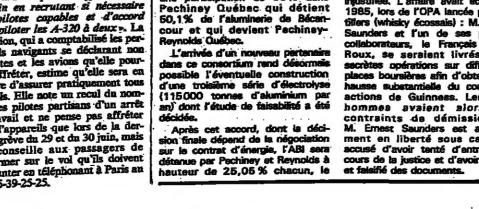
Concrètement, cette stratégie aboutit à ne conserver que trois mines de fer en Lorraine, dont la production globale serait limitée à 5,8 millions de tonnes par an. Paral-lèlement, deux chaînes d'agglomération alimenterent cinq hauts four-neaux. De 1900 à 2000 emplois seront supprimés d'ici à la fin de 1988, dont 1 500 dans la nouvelle société Fonte, les effectifs devant y passer de 5 300 à 3 800 personnes.

En outre, les niveaux de production d'acier retenus dans les études (2,3 à 3,5 millions de tonnes) portent en germe des menaces de fermeture pour d'autres installations, et tout particulièrement une aciérie, an moment où la Commission européenne demande au Douze des réductions de capacité de 30 mil-

#### Chrite des prix

En attendant, Unimétal escompte stirer profit d'une réduction du prix de revient de la fonte lorraine pour redresser sa situation financière en dépit d'une « conioneture diabolique », selon l'expression de son président, M. Jean Jacquet. Cette situation a d'ores et déià conduit la filiale produits longs de Sacilor et Usinor à accélérer une nouvelle fois son plan de restructuration. Ses effectifs en Lorraine seront ramenés à 5 827 personnes fin 1987, entraînant 372 suppressions d'emplois de plus que prévu. La direction a également confirmé l'arrêt, à la fin de ce mois, de l'aciérie de Réhon (Meurthe-et-Moselle) et annoncé la fermeture du train à fil de Rombas pour le 1st octobre prochain, sans attendre la transformation du train à fers marchands de Gandrange en laminoir couronnes et barres (le Monde daté 5-6 juillet). Outre une chute des prix de vente en dix-huit mois de 15 à 20 % selon les produits, Unimétal a enregistré, an cours du premier semestre 1987, un baisse de 13 % du volume de ses expéditions. En conséquence, son résultat courant fait apparaître, pour les six premiers mois de l'année, une perte de 495 millions de francs, dépassant de 265 millions de francs les prévisions.

JEAN-LOUIS THIS





# Bonn a les moyens de relancer son économie

Stables sur un mois en RFA, les prix à la consommation étaient, en juillet, supérieurs de 0.7 % à leur niveau de juillet 1986, indique l'office des statistiques fédéral de Wiesbaden selon des données provisoires. Après douze mois de baisse consécutifs, les prix ont connu des bausses mensuelles très modestes, de 0,1 % en mai et de 0, 2 % en juin, avant de revenir à une croissance zéro en juillet. Cette évolution ne peut que conforter les auteurs du rapport annuel de l'OCDE sur l'écopomie allemande qui plaident en faveur de la relance par la fis-

rare nettete : satisfaisante à bien des égards, la conjoncture ouestallemande exige des - efforts accrus . pour . accélérer . une croissance insuffisante. Voilà plusieurs mois que les organismes internationaux appellent Bonn à opter pour une politique plus expansionniste. Dans leur étude, les experts du château de la Muette enfoncent le clou en annonçant, en dépit de l'irritation discrète du gouvernement ouest-allemand, que le produit national brut ne progressera que de 1.5 % cette année, un rythme que ne dépassera pas 2 %

Cette - pause dans la croissance - est jugée d'autant plus préoccupante qu'elle s'accompagne de la persistance de forts excédents Le verdict de l'Organisation de extérieurs qu'il convient de limiter coopération et de développement au nom d'un meilleur équilibre éco-

économique (OCDE) est d'une nomique mondial. Le diagnostic n'est pas nouveau. Les éléments d'appréciation sont par contre éclairants, même sì l'OCDE, prudente comme à l'accoutumée, souligne les incertitudes . anormalement fortes - qui pesent sur ses estimations, notamment les risques de nouvelles pressions en faveur d'une appréciation du mark.

> Les raisons du coup d'arrêt à la reprise semblent psychologiques autant qu'économiques. La stagnation du dernier trimestre 1986 et le recul du PNB durant les trois premiers mois de l'année ont confirmé que les effets négatifs de la forte appréciation du mark par rapport au dollar et de la contraction des importations des pays producteurs de pétrole ont été supérieurs aux essets positifs de la chute des cours de l'or noir (33 milliards de marks d'économies) ou d'une consommation dynamique (les revenus réels ont progressé de près de 5 % l'an dernier). Peu confiants en l'avenir et échaudés par les aléas des marchés des changes, les entreprises, disposant pourtant de bénéfices confortables et assurées d'une progression modérée des salaires, out réduit leurs investissements.

> Un cercle vertueux ne peut être exclu : amélioration du climat dans les milieux d'affaires et reprise des investissements, consommation soutenue l'an prochain par l'accélération de la mise en place de la réforme fiscale prévue initialement pour 1990. Mais l'OCDE, craignant de nouvelles turbulences monétaires, n'exclut pas que ses prévisions pour 1988 se révèlent trop optimistes. Durant les trois années se terminant en 1988, la baisse des exportations en volume, due au mark fort, équivaudra sans doute à

la production allemande. Cela n'empêchera pas la balance des paiements courants d'engranger des excédents estimés à 37 milliards de dollars en 1987 et à 29 milliards encore un an plus tard.

Doper l'économie pour accélérer le processus de recentrage sur la demande interne ne présente guère de danger selon les auteurs du rapport. L'inflation a été « pratiquement éliminée . moins de 1 % cette année, sans doute 1,75 % seulement l'an prochain. Les déficits publics ont été fortement réduits, passant de 4 % du PNB en 1984 à 1.2 % en 1986. Leur accélération problable en raison d'un ralentissement de la croissance, et par là même des recettes de l'Etat, ne constitue pas, selon l'OCDE, un obstacle majeur à une politique plus volontariste de relance par la fiscalité. La marge de manœuvre de la politique monétaire paraissant désormais extrêmement réduite - seule une baisse des taux d'intérêt à long terme est souhaité par les experts de l'Organisation, - la mesure qui leur semble la plus « évidente » consiste à avancer encore plus la réforme fiscale de 1990, en réduisant notamment l'impôt sur les sociétés. Parallèlement, les autorités de Bonn sont appelées à se montrer moins timides en matière de déréglementation et à renouer avec leurs objectifs passés et cubliés le temps de la période électorale, une réduction des subventions qui ont représenté, au niveau fédéral, 30,9 milliards de marks, en 1986. Ces recommandations constituent autant de dossiers politiques explosifs pour le gouver-

F. CR.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Société d'investissement à capital variable (SICAV)

Les actionnaires de la SICAV FLTUROBLIG réunis en assemblée générale ordinaire du 9 juillet 1987 ont approuvé la mise en paiement, au titre de l'exercice clos le 31 mars 1987, d'un disident est de 47 01. En paraille dividende net de 47.01 F par action représentant un revenu global de 48.35 F. dont 1.34 F d'impôt déjà payé

Ce dividende net est mis en paiemen à la Caisse nationale de Crédit agricole et dans l'ensemble des bureaux des caisses régionales de Crèdit agricole mutuel depuis le 18 juillet 1987.



CRÉDIT AGRICOLE



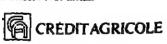
UNIVERS **OBLIGATIONS** 

Société d'investisse à capital variable (SICAV)

Les actionnaires de la SICAV Univers-Obligations, réunis en assem-blée générale ordinaire du 8 juillet 1987. ont approuvé la mise en paiement, su titre de l'exercice clos le 31 mars 1987, d'un dividende net de 62,35 F par action représentant un revenu global de 64,24 F, dont 1,89 F d'impôt déjà payé

Ce dividende net est mis en palement à la Caisse nationale de Crédit agricole et dans l'ensemble des buresux des caisses régionales de Crédit agricole mutuel depuis le 18 juillet 1987.

Les actionnaires peuvent réinve dividende net en actions de la SICAV en franchise totale d'entrée jusqu'au 19 octobre 1987 inclus.





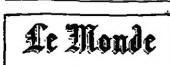
Les actionnaires de la SICAV Quartz

Société d'investissement à capital variable (SICAV)

réunis en assemblée générale ordinaire du 8 juillet 1987 ont approuvé la mise en paiement, au titre de l'exercice clos le 31 mars 1987, d'un dividende net de 1.67 F par action représentant un revenu global de 1,74 F, dont 0,07 F d'impôt déjà payé au Trésor. Ce dividende net est mis en paiem

à la Caisse nationale de Crédit agricole et dans l'ensemble des bureaux des caisses régionales de Crédit agricole mutuel depuis le 18 juillet 1987. Les actionnaires peuvent réinvestir ce dividende net en actions de la SICAV

en franchise totale de droits d'entrée jusqu'au 19 octobre 1987 inclus. CREDITAGRICOLE



PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements:

45-55-91-82, poste 4330

**EURODYN** 

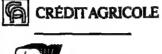
Société d'Investissent à capital variable (SICAV)

Les actionnaires de la SICAV Eurodyn réunis en assemblée générale ordi-naire du 9 juillet 1987 ont approuvé la mise en paiement, au titre de l'exercice clos le 31 mars 1987, d'un dividende net de 18.62 F par action représentant un revenu global de 19.80 F, dont 1,18 F d'impôt déjà payé au Trésor.

Ce dividende net est mis en paler à la Caisse nationale de Crédit agricole et dans l'ensemble des bureaux des caisses régionales de Crédit agricole

mutuel depuis le 18 juillet 1987. Les actionnaires peuvent réinvestir o

dividende net en actions de la SICAV en franchise totale de droits d'entrée jusqu'au 19 octobre 1987 inclus.



Revenu Vert Société d'investiggement à capital variable (SICAV)

Les actionnaires de la SICAV REVENU VERT réunis en assemblée générale ordinaire le 9 juillet 1987 ont décidé de l'ixer le revenu global attribué à chaque action au titre de l'exercice clos le 31 mars 1987 à 90,63 F, composé d'un dividende net de 85,39 F et d'un impôt déjà payé au Trésor de 5,24 F.

Ce dividende a été partiellement mis en palement sous la forme de trois acomotes trimestriels: ~ Premier acompte, le 18 octobre

1986 : 21,50 F comprenant l'impôt déjà payé au Trésor de 0,50 F, soit net 21 F; - Deuxième acompte, le 17 janvier 1987 : 21,30 F comprenant l'impôt déjà payé au Trésor de 0,50 F, soit net 21 F ; - Troisième acompte, le 18 avril 1987 : 21,50 F comprenant l'impôt déjà payé au Trésor de 1,50 F, soit net 20 F.

Le solde, d'un montant net de 23,39 i assorti d'un crédit d'impôt de 2,74 F, est mis en paiement à la Caisse nationale de Crédit agricole mutuel depuis le 18 juillet 1987.



CRÉDITAGRICOLE

Compagnie d'investissements 1. Une assemblée générale extraordi-

**ASTORG** 

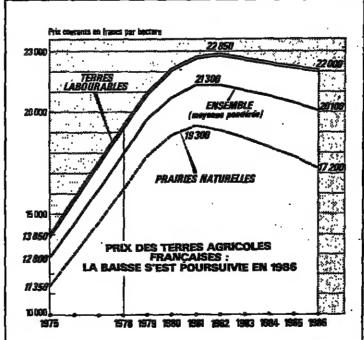
naire des actionnaires de la Compagnie d'investissements Astorg, réunie le 23 juillet sous la présidence de M. Gérard Worms, a autorisé le consell d'administration à procéder, dans le cadre des dispositions légales : - D'une part, à des augmentations de capital de type classique, à hauteur de 70 millions de francs nominal ;

- D'autre part, à des émissions d'actions à bons de souscription

d'actions pour un montant global d'aug-mentation de capital de 30 millions de francs nominal, y compris les augmenta-tions résultant de l'exercice des bons, Il sera proposé au conseil d'adminis-tration, lors d'une réunion prévue début septembre, de décider d'un premier usage de cette autorisation. 2. Le conseil d'administration, réuni à

l'issue de l'assemblée, a décidé l'achat par Astorg de diverses lignes de titres de participation en provenance de l'iDI, pour un montant de 250 à 280 millions de francs. Ces acquisitions étant suborde trancs. Ces acquisitons cunit autorité données à l'accomplissement de certaines procédures en liaison avec les sociétés concernées feront l'objet d'une information publique détaillée dès leur

### **AGRICULTURE**



1986 (- 2 %), est devenue, avec l'endettement des paysans, un phénomène structurel de l'agriculture française. Le nombre de terres médiocres à vendre s'accroît rapidement et les acheteurs potentiels se font rares. Depuis 1978, les terres ont perdu 43 % de

La baisse des prix des terres agricoles, qui s'est poursuivie en

### ÉNERGIE

#### Raffineurs et importateurs créent une société commune de stockage de pétrole sera opérationnelle an 1° janvier 1988. Après plus de six mois de négocia-

tions, les raffineurs et les importateurs pétroliers se sont mis d'accord, à la demande du ministère de l'industrie, pour créer un organisme commun de stockage coopératif qui prendra en charge la moitié (l'équivalent de quarante-cinq jours) des stocks obligatoires requis par la loi. Le reste demeure à la charge individuelle de chaque entreprise. L'originalité du dispositif est que

l'organisme prendra la forme d'une société anonyme défiscalisée. Son capital sera apporté par les raffineurs et les importateurs (les titulaires d'une licence A 5), au prorata de leur part de marché, et le stock sera comptabilisé à valeur historique (LIFO), c'est-à-dire sur la base des prix d'achat, cela afin d'éviter les pertes comptables en cas de baisse des cours. Cette société commune

« L'Etat, les raffineurs, les indé-

pendants, tout le monde a fait un pas », indique-t-on au ministère de l'industrie, auteur de ce projet, qui, une fois connu, avait provoqué le rejet des rassineurs (le Monde du 12 février). Ces derniers estimaient que le dispositif savorisait trop les importateurs, soulagés d'une partie de la charge financière des stocks, alors qu'il pénalisait fiscalement les raffineurs. La défiscalisation autorisée par le gouvernement aura permis de débloquer les négociations. Le dispositif avait été voulu par

M. Madelin dans le cadre d'une déréglementation des importations pétrolières (réforme de la loi de 1928) qui doit aboutir, selon le ministre, à plus de concurrence et à une baisse des prix.

# Marchés financiers

NEW-YORK, 28 jullet 1

Record battu

Wall Street a, mardi, batte tous ses

records d'altimola. Amores presque dès l'auverture, le mouvement de hansse s'est poussuivi durant toute la séance. L'indice des industrielles n'a

façon sinérale, le marché a encore surpris les analystes, qui s'attendaient à le voir baisser.

A le voir tonsser.

Quelques professionnels, à contrecourant de l'opinion générale, asseraient tontefois que l'on n'avent rien vuet qu'en août le marché pourrait hien
brûler les planches avec le possibilité
de voir le « Dow » à 2 600 et
2700 points en septembre.

27 juliet | 28 juliet

#### PARIS, 28 juillet 1 Calme et irrégulier

Rien à faire pour dérider la

Bourse. Une fois encore, mardi, la tendance a florré. Positive le matin. elle est devenue négative vers 13 houres, puis s'est maintenue à l'équilibre jusqu'à la clôture de la séance officielle. Au coup de cloche 2 5371.5. Il s'est finalement di nocht à 2 5371.7. son plus hant niveau de tou-jours, néammons, avec un gain de 25.83 points. D'après let analystes, les Blue Chipus ont au mous compté pour 11 points dans cette avance.

Trois d'entre elles ont en particulier les tous leurs feut. Boeine a cu final. l'indicateur instantané s'établissait à 0.26 % au-dessus de son reveau précédent. En fait, c'est surtout l'irrégulairé qui a dominé sur Trois d'entre elles ont en particulier brillé de tous leurs feut. Boeing a en la pins grande magnitude (+ 15%), le «naider» teun. T. Booine Pickens, envisage, en effet de laucer une OPA sur le capital de Boeing, Merck a été l'antre figure de proue de la journée. La firme pharmaceutique anacoce, en effet, une anginentation de 50% de son dividende trimestriel et sus intention de racheter ses propres actions, de procéder enfin à tine division de son titre en movembre. Asserticas Express a été nº 3 au classement. La société se propose également de racheter 9,3% de ses actions. D'une façon générale, le marché a encore tous les groupes de cutation. Côté bausse, I'on a trouvé Peugeot, Schneider, Beghin, Crédit netional, Nord-Est, Crédit foncier de France et le BTP. Les baisses, elles, comptaient dans leurs rangs Midi, Roussel-Uciaf, Promodis, Générale des eaux, Europe 1, Sanofi, les pétrolières Elf et Total\_et Générale occidentale. Générale occidentale ? Tout le monde ne parlait que du désengagement du financier francobritannique, Sir James Goldsmith, de ses affaires françaises (voir d'autre part). Ce retrait n'a pas fait très bonne impression dans la mesure où il implique une certaine méfiance à l'égard de la Bourse. bulation industrialle le comporte-ment très décevant du marché ? Certains le prétendaient. En réalité, il ne s'agit que d'un épiphénomène mais qui a fixé sur lui toute l'attention. La Bourse est entrée dans les mortes-eaux de l'été. Les niveaux d'affaires sont bas. Ainsi pour lundi, si l'on rezranche du volume des transactions les échanges sur les huit premières valeurs, il reste tout su plus 800 millions de francs à se partager sur les 167 réstantes. Inutile de la préciser, les professionnels s'ennuyaient ferme ce mardi. suffit à faire varier les cours, et il sersit bien vain d'y chercher une quelconque signification.

Amélioration sensible sur le merché obligataire et sur le MATIF malaécelement avec très peu d'affaires. Les spécialistes n'étaient pas chauds pour s'engager.

### CHANGES

#### Dollar: 6,17 F

Sur des marchés encore plus calmes que la veille, le dollar a faiblement oscillé, fléchissant très légèrement. Manifestement, les opérateurs prennent des vacances.

FRANCFORT 25 jeille: 29 jeille: Doller (en DM) ... 14575

TOKYO 25 piller 29 piller Dollar (ex yeas) ... 151 MARCHÉ MONÉTAIRE

Peris (29 juillet)...... 75/8% New-York (28 juillet) . . . 61/2%

(cilicis privis)

Tjellet 28 jeilet .... 2493,94 2519,77 LONDRES (Indict «Financial Times») 27 millet 28 millet

Indices Boursiers

PARIS

(INSEE, bese 100 : 31 Mc. 1996)

Valence étrangères . 127,4 . 128,6

C' des agents de cissage (Bos: 100 : 31 des. 1981)

ndjoc général . . . 4153 . . 413.8 .

NEW-YORK

(ledice Dow Joses) .

Valours françaises . 1935

27 juillet 28 juillet

industriclies .... 18342 1855 Mines o'cr ..... 4953 446 TOKYO 23 juillet 29 juillet

Nikkei Dw.kes .... 2438522 Indice général . . . 2023,25 MATIF.

-

14.0 125

Sect

墊

COURS	ÉCHÉANCES							
COURS	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88	Juin 88				
Dersier Précèdent	192,70 102,40	102,60 102,25	102,50 102,15	102,30				

#### VIVE PROGRESSION DU

VIVE PROGRESSION DU BÉNÉFICE TRIMESTRIEL D'UNION CARBIDE. — Union Carbide Corp a enregistré, au deuxième trimestre 1987, une aug-mentation de 92% de ses bénéfices par rapport à la même période da 1986.

Son résultat a atteint 69 millions de dollars, contre 36 millions de dollars au second trimestre 1986. Le revenu par action a progressé de 41%, passant de 0,37 dollar à 0,52 dollars.

Dow Chemical Company vient d'annoncer pour le deuxième trimes-tre 1987, son meilleur chiffre d'explonation et son meilleur béné-fice par action jamais réalisés. Le chiffre d'affaires a atteint 3,408 milliards de dollars, en hausse de 13% par rapport au précédent record de 3,015 milliards de dollars réalisé aux port an record du trimestre dernier, et le bénéfice net par action est de RÉSULTATS RECORDS 1.62 dollar (+ 22%) par rapport au record du quatrième primestre 1980.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN	UN MOIS		DEUX MOIS		MOIS
	+ bes	+ hate	Rep. +	ou dép. –	Rep. +	os dáp. –	Rep. +	ou dép
\$E-U \$cm. Yen (198)	6,1685 4,6275 4,1028	6,1715 4,6333 4,1875	+ 40 - 57 + 133	+ 55 - 39 + 155	+ 80 - 196 + 273	+ 110 - 74 + 305	+ 296 - 329 + 833	+ 388 - 237 + 912
DM Florin F.B. (100) FS. L(1 000)	3,3262 2,9514 16,6471 4,81 4,5931 9,8758	3,3296 2,9543 16,9632 4,127 4,6822 9,8867	+ 96 + 53 + 135 + 123 - 128 - 163	+ 107 + 63 + 216 + 140 - 82 - 66	+ 189 + 112 + 292 + 254 - 236	+ 215 + 129 + 433 + 284	+ 656 + 401 + 975 + 837 - 636	+ 77.4 + 452 + 1375 + 914 - 512 - 472
		1						

#### TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U,	4 3/4 4 3/4 5 7/8 6 1/2 8 7/8	5 1/4 6 3/8 1 9 7/8 8 1/4 7 3/4	6 5/8 4 1/16 5 3/16 6 5/16 3 5/8 9 3/4 8 3/4 7 3/4	\$ 3/4 4 3/16 5 5/16 6 5/8 3 3/4 10 1/8 8 7/8 7 7/8	5 1/4 6 5/16 3 11/16	5 3/8 6 5/8 3 13/16 10 3/8	7 1/8 4 1/16 5 3/8 4 3/4 3 7/8 10 3/4 9 1/2 8 5/8	7 1/4 4 3/16 5 1/2 7 1/16 4 11 1/8 9 5/8 8 7/8
-------	---	--	---	--	----------------------------	-------------------------------------	--	---

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués et fin de matinée par une grande banque de la place.

# Marchés financiers

rettes

BOURSE DE PARIS		28	JUILLET Cours relevés à 17 h 43
Contract VALEURS Coars Premier Domier %	Règlement mensu	el	Compension VALEURS Communication Cours Premier Cours Demier 96 4
1910 4,5 % 1973 1875 1899 1899 + 1.28 4250 CMC 25% 4258 + 0.09		Company VALEURS Coats Premier Demier %	142. Buffieldett 142 50 143 70 145 + 1 75 255 Chase Mach 258 258 258
1910   1910	32   595   tincatance + : 1 599   1800   597   - 0	33 1720 Selveper 1705 1728 1729 + 141	2100   Doutsche Book   2096   2130   2130   + 1 62   87   Doutsche Book   88 20   88 30   90   + 2 04   1080   Doutscher Book   1089   1111   1114   + 2 30   173   Doisfontoin Cal   171   171   173   + 1 17
1900   1920	20	09 790 S.A.T	770 Da Poss-Henn 770 768 770 566 Eastman Kodak 542 546 545 + 0.55 74 East Rand 75.70 76 80 + 5.68
2200     2201     2202     2203     2205   2205     2205   2205     2205   2205     2205   2205     2205   2205     2205   2205     2205   2205     2205   2205     2205   2205     2205   2205     2205   2205     2205   2205     2205   2205     2205   2205   2205     2205   2205     2205   2205     2205   2205     2205   2205     2205   2205     2205   2205     2205   2205   2205     2205   2205     2205   2205     2205   2205   2205     2205	670 Minimutts (Lg) 697 715 715 + 2 38 480 Mar. Wandairk 478 475 470 1	71 116 S.C.O.A 116 10 118 40 118 40 + 1 88 875 S.C.R.E.E. 636 639 702 + 1 01 88 880 Sab+ 894 882 805 + 1 23	290 Electrolex
1950   Al. Sparsa.   2050   2060   2060   + 0.48   2240   Desix France + 2300   2288   2300	2180 Mera 2070 2050 2045 - 1	1 1370   S.F.I.M 1430   1420   1420   - 070   55   S.G.E   80 50   60 70   63 90   + 562	110 Fragold 109 80 109 70 113 50 + 3 37 110 Gener 113 110 116 90 + 3 45 360 Gén. Back 355 80 358 358 50 + 0 76
1900	325 Midland Bk SA # 321 325 50 321 38 1040 Min. Salaiz, Bibl 1047 1050 1050 + 0	19 425 Simmer (L) 430 428 425 - 116	885 Gán Belgique - 657 857 659 + 0.30 1 515 Gan. Motors - 528 541 539 + 2.08 1 128 Goldfields - 127 127 128 + 0.79
1130	2800 Mode-Hannessy 2780 2805 2805 + 0	1200   Skin Rossignol   1225   1248   1239   + 114	94 Harmony 94 50 95 96 50 + 2 12 43 Hitachi 43 60 45 50 45 95 + 5 39 1050 Hosehat Akr 1063 1074 1075 + 1 13
1	91 400 Nordon (Nyl 455 445 448 50 - 14 580 Novelles Gal. 588 582 581 - 1 26 1170 Occides (Glo.) 1185 1127 1132 - 44		150 limp Chemical . 148 154 154 + 3.36 1000 ISM
950 Ce Secrete - 662 981 688 + 0 91 2250 Enrafrance 2200 2240 2330 + 53 466 5624 1-4 600 500 480 - 2 1430 Garcoon + 1428 1428 1428 1428 1428 1428 1428 1428	32 1680 Conn.F.Paris 1670 1689 1688 - 0 71 200 Cide-Cuby 209 205 204 - 2:	2520 Some-Alib. + 2550 2560 2575 + 098	182   No-Yokado   164 50   167   168 50   + 1 40   92   Musushik   94 10   97 50   97 50   + 3 61   1130   Marck   1120   1138   1138   + 1 61   440   Minnacoa M   444   461 50   451 50   + 1 69
98 B.P. France 107 104 10 104 - 290 178 France 177 175 175 - 11	54 3730   Obie! (L.)   3861   4012   4030   + 17   403   + 17   403   + 17   403   + 17   403   + 17   403   + 17   403   + 17   403   + 17   403   + 17   403   + 17   404   403   + 17   404   403   + 17   404   403   + 17   404   403   + 17   404   403   + 17   404   403   + 17   404   403   + 17   404   403   + 17   405	1 596 Straier 632   619   622   - 158 1 300 Syntheliubo + 300   300   299   - 033	320 Mobil Com 323 321 321 - 0 62 300 Morgan J.P 295 298 298 + 1 02 42700 Nessé 40150 40200 41200 + 2 62
176   177   175   176   177	08 455 Parkes 458 457 456 13 540 Paris-Hésec. + 631 825 838 + 1 40 1390 Parkelloren + 1396 1414 1399 + 0 2 2 975 Pariso-Hésed 1396 1376 1376 + 1 2 2 1376 Pariso-Hésed 1396 1376 1376 985 984 - 0 2 1376 Pariso-Hésed 1429 1435 1450 + 1 4 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	The transfer of the second con 1 449	216 Norsk Hydro 216 50 213 50 214 - 1 15 280 Ohit
173	740 P.M. Lukiani 740 740 740	104   - (actific.] . 103 90 103 80 103 80   - 0 10 20 20 1 2120 2120 2120 2120 2120	160 Philips 165 163 90 163 90 - 0 67 550 550 Challender 551 550 552 4 0 18 846 Resulfontain 856 870 877 + 2 57
819   Carps   820   820   820	1130 Préside Se	8 800 U.S 836 884 884 + 3.35	845 Royal Dutch 833 843 843 + 1 20 128 Rio Tetro Zinc 127 10 124 50 125 90 - 0 94 117 7 St Heiner Co 118 117 80 118
1980. C.G.L.P.st	22. 655 Pristamont 645 647 640 - 0.7 45 1870 Presentila 1930 1900 1900 - 1.9 7 Presentila 1930 1900 1900 - 1.9 7 Presentila 1930 1900 1900 - 1.9 43 1490 Radiotecia 1470 1415 1440 - 2.0 52 100 Raff. Dist. Total 101 102 102 30 + 1.2	3 670 United 899 685 683 - 229 4 590 Valid 587 571 576 - 204	144 Shell transp 140 141 141 + 0.71 2200 Sienneis A.S 2250 2255 2235 - 0.67 184 Server
1960 Cell-st 1973 1379 1369 -102 186 Sadial 159 50 182 166 + 3.4 1320 Charpears S.A. 1347 1367 1367 + 0.74 390 Imm. Pinine M. 399 396 396 -0.7 79 50 Chim-Child. 82 81 81 -122 4780 Imm. Pinine M. 399 396 396 -0.7 1960 Cime Child. 82 81 81 -122 4780 Imm. Pinine M. 399 396 396 -0.7 1960 Cime Child. 82 81 81 -122 1780 Imm. Pinine M. 399 396 396 -0.7 1960 Cime Child. 82 81 81 -122 1780 Imm. Pinine M. 399 396 396 -0.7 1960 Cime Child. 82 535 533 + 15 1960 Cime Child. 82 535 533 + 15 1960 Cime Child. 831 635 635 +0.63 1370 Imm. Pinine M. 399 396 396 -0.7 1960 Cime Child. 82 535 533 +15 1960 Cime Child. 831 635 635 +0.63 1370 Imm. Pinine M. 399 396 396 -0.7 1960 Cime Child. 82 535 535 533 +15 1960 Cime Child. 831 635 1370 Imm. Pinine M. 399 396 396 -0.7 1960 Cime Child. 82 535 535 533 +15 1960 Cime Child. 831 635 1458 1458 1458 1458 1458 1458 1458 145	90   2990   Redoute (J.s) ±   2961   2990   2965   — 08 90   480   Robur financière   475   460   461   — 26 35   1420   Rousel-Uctar   1475   1480   1481   — 16	77 480 Vin Banque 488 500 500 + 040 5 1030 Bi-Gabos 1081 1060 1060 - 287 3 151 America 181 161 50 161 70 + 043	190 T.D.K 193 206 204 50 + 5 96 24 Tocinite Corp 25 15 25 25 10 - 0 20 415 United at
250 Count Entrop. 258 255 255 -1 154 1560 Labor 1770 1700 1716 -0 8	87 5490 R. impărisle I.yl 5550 5720 5720 + 3 6 73 235 5ech 22 232 60 239 239 + 2	5   168   Anglo Amer. C.   164   164 20   166   + 1 22	335   Unit. Techs
1780 Crick Fourier: 1298 1290 1229 + 2.71 5000 Lagrand DP) . 2480 2455 2455 - 0.2 530 Crick F. Iron. 518. 525 520 + 0.39 780 Lagrand DP) . 2480 780 780 780 780 - 2.2 545 C.C.F	1290  St-Lonis	7   1040   BASF (A±1  1046   1040   1040   ← 0.57	138[Zambie Corp ] 143] 146] 144 [+ 070
VALEURS Su VALEURS Costs Denser VALEURS Costs pric.		TALEI HOR Enission Rachet WALESPEE Eni	28/7
Obligations Charper(to) 159 80 165 Marines 84 48 40 CLC Financ doj 348 352 Marines United 340	49 40 7ahrings 2100 2100 A.A. 247 50 Tenna-Amalas 530 535 Acrio	A	124 73 1224 73 Passarps
Eur. 7 % 1973   1980     C.L. Marisine   534   634   Magraet S.A   129   Eur. 8,80 % 77   125 45   1811   Conso-Sizes   651   650   Marisine Part   415   8,80 % 78/87   70/30   0 485   Clima   8    660   660   o Métal Diployé   400	111-40 e 3F 1	100mml	52 64 248 91 Printee France
10,80% 79/84	9190 U.T.A	.5000 619 77 804 85 Fuzzi-Prendie 710 ECU 1089 22 1078 44 Fuzerbig 10	67 41 559 02 Pathas Pathasian 850 72 557 86 183 05 1857 95 1857 96 1852 95 12 Pathasian 1075 24 1074 17 1858 02 1859 18 Pathasian 1223 25 1965 33 151 43 1855 19 25 1856 33 151 43 1855 19 25 1856 33 1856
13,80 % 81,489 107	285 Vinjetz	.tnest	772 39
10'37 Julis 62	1960   Rose. du Missoc	213 42 205 71 Gestion Usi-Japon 15 0	87.58 732.78 Pincentet.J 54742.97 54742.97 62.57 1434.43 Pincentet. Treater 51855.61 51856.61 78 62 85 32 Pincentet. Producests 17635.48 11535.48 1855.57 799.08 Pincentets Stockies 504162.11 104182.13
12,20 % oct. 84 110 80 8 827 Cr. Universal (Col 887 887 887 887 888 320 50 11 % 166 88 4,742 Cr.	225 Etrangères Assi	0-146r	773 16 451 70 Première Obligations 10397 10 10376 35 51 94 717 94 Pris Association 21426 28 21426 28 573 1196 73 Province Investins 578 56 552 32
OAT 3,50 % 1997 \$23.46   1721   Delman-164   1761   1361   1401   Path-Colone 716   OAT 3,50 % 1997 \$23.40   8 184   Distribution 986   802   1401   Pathing fact, local 255 10	718 Alto 405 Associate Asso	1945   1945   1946   Haustrama court terms   11 1945   1945   1946   Haustrama Epirgin 13 1291   14   1950   Haustraton Europa 23	81 94 1781 94 CMM2 115 92 113 55 166 98 186 62 186 68 Revenue Timestale 570 98 184 62 183 63 278 184 62 183 63 278 184 62 183 63 278 184 62 183 63 278 184 62 183 63 278 184 62 183 63 278 184 62 183 63 278 184 62 183 63 278 184 62 183 63 278 184 62 183 63 278 184 62 183 63 278 184 62 183 63 278 184 62 183 63 278 184 62 183 63 278 184 62 183 63 278 184 62 183 63 278 184 62 183 63 278 63
On Type 575 780 50 Enc. Vise 298 3000 First Making to 1880 First Making to 1881 First Making to 1881 First Making to 1881 First Making to 1882 First Making to 1882 First Making to 1883 First Making to 1	910 Air Petrilia 308 Som 168 Air Petrilia 360 Som 161 6 Air Petrilia 360 Som	Neutrinomanis 125 10 119-45 Haussmann Oblicules 125 145 458 35 Haussmann Oblicules 1264 58 2027 07 Haussmann Obligation 149	80 21 1280 21 Selboorf Assec. 1005 03 1907 19 183 28 1439 31 Selboorf Assec. 14032 07 12852 25 183 28 1439 31 Selboorf Assec. 183 28 25 188 27
CHS Sur: 102 0 800 55-Astroge: 521 622 Providero S.A	1790 Beogra Margio 449 445 Capita 2210 Beagas Margio 1700 1820 CP for	######################################	14 32 Bit 45 SHoros P.M.E
PTT 11,20% 86 194 50 6 794 Endit Bretages 300 285 Not. Soid. R 158 CPF 10,30% 86 158 (Subspite Fields	190   B. Rig. Internet	court terms 1251 16 1261 18 Insuctific	53 73 11234 35 St-Honori Services 520 76 500 79 50 82 459 02 St-Honori Technol 702 81 786 86 82 34 651 40 St-Honori Valor 12770 11 12073 52
CRH 10,80% elic. 86 94 2.501 Europ. Accressi	92 Commerciant 890 S20 Criss 743 Dart and Knet 279 379 Criss	Fisces 278 63 260 63 bvest Dispetie 1774 Miscom 2802 36 2528 58 bvest Dispetie 1774 Inmebil 674 56 843 97 legacie 1774	25 91 14 197 81 Sieuxii: 10868 40 10855 54 10856 47 10857 54 10856 47 10857 54 10857 54 10858 40 10857 54 10858 51 173 46 173 46 173 46 173 47 10857 70 1040
VALEURS         Gauss pric.         Demier cours         Fine:	79 50 Door Chemical 580 880 Droco 470 Gen. Belgigum 657 659 Droco	Preside	78 78 256 14 Silection Consumon . 548 52 633 51 03 49 56203 48 Silection Charles 69 . 746 46 735 43 78 95 640 08 Silection Charles 69 . 1382 57 1380 48
Actions Franks 1145 SAF SAF SAF SAF 208	905 Genn	Section 146 38 139 74 Laffice-terrelation 2 1178 180 77 Laffice-terrelation 2 1177 94 1177 94 1177 94 1	46 04 330 35 S.F.J. t. et étr
Adian Feguet:	381 Gulf Cineda Corp	298 27 285 32 14850 Floorantis 632 147 24 277 68 14850 Floorantis 632 14850 Floorantis 632 14850 Floorantis 632 14850 Floorantis 22 14850 Floorantis 23 14850 Floorantis 2	17 99 52557 99 Sharesha
Adul	176 Johannesburg 1300 1285 Grand 186 Kulona 23 50 23 50 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5	# Americation 24136 07 24039 92 100-Association 1130 - Capital 7949 43 77771 71 100-Institutionalis 2294 - Coise 1628 28 1594 70 100-pks 7100	7 10 70323 85 Soprement 385 19 371 27
Americ Publicité	805 Mineral-Resourc 90	- No. 29 62 52 Minimumér 19	88 25 179 71 Sogger
8.61 850 877 S. Trimen, Ind 840 840 Serv. Sept. Vill 92 30	92 Phitoel Holding 222 223 Empt 271 Pharton Holding 252 223 Empt	e-Obig. 188 80 183 75 Monete 548 e-Usia	6 22 5488 22 Technock 1179 71 1145 35 12 29 54342 29 Techno-Gim 5273 67 5989 18 12 45 264832 45 Tekno Gim 5084 75 5034 41
1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	500 Proctor Garatia 500 500 Front	1251 31 1258 79 Meti-Obligation 4	
State   Const   Sect   Sect	407 Rolingo 259 300 Euroti	1016 S2 1006 96 Metadle Unio Sét 15 9676 61 9533 61 Metio-Assoc 656	25 98 151 77 Unif-Americans
State   Control   Sect   Sec	407 Rollins	1016 93 1006 95 Menuale Usin Sel. 15 9 9676 61 Sel. 15 9 9676 61 Sel. 15 9676 61 Sel. 15 97 97 9 9 8 1124 72 1097-74 Natio-Association 124 72 1097-74 Natio-Association 100 97 97 97 97 98 97 97 97 97 97 97 97 97 97 97 97 97 97	28 96 151.77 Uniforms
Section   Sect	407 Rolines 299 300 Esrci 432 Robers 322 80 322 90 Esrci 1826 Rodence 425 424 50 Esrci 450 Sejana 21 90 21 80 Esrci 509 Shall It. (port.) 140 Esrci 508 Esrci 509 Shall It. (port.) 140 Esrci 509 Esrci 509 Esrci 500 Esrci	1016 93   1006 95   Mexade Usin Sel.   12	28 96 151.77 Unilization 170 59 110 59 20 170 781 1524 95 Unilization 1301 19 1242 19 170 781 1524 95 Unilization 1301 19 1242 19 170 781 1524 95 Unilization 1301 19 1242 50 170 781
Section   Sect	407   Rolinco   299   300   Esrcia   422   Rolinco   299   322 90   323 90   Strota   425   424 50   Strota   425   Strota   42	1016 93   1006 95   Manualle Usin Sid.   15	10   10   10   10   10   10   10   10
Section   Sect	407   Rolinco   299   300   Esrcia   422   Rolinco   299   322 90   223 90   234 90   244 5	1016 93   1006 95   Mentalle Uein Sel.   12   12   12   12   12   12   12   1	15   17   15   17   17   17   17   17
State   Stat	A07   Rollines   299   300   Estation   299   422   800   810	1016 93   1006 95   Naturalle Usin Sil.   12   12   12   12   12   12   12   1	10   10   10   10   10   10   10   10
State   Stat	407   Rolineo   299   300   Estati	1016 93   1006 95   Naturalle Usin Sci.   15   1676 61   174 52   177 78 e   174 72   1007-74   Natio-Assoc	10 15 15 177   Color of the col
State   Stat	A07   Rolines   299   300   Estate   425   424   50   Estate   424   50   Estate   424   50   Estate   425   Estate	1016 93   1006 95   Naturalle Usin Sal.   12   12   12   12   12   12   12   1	100 1 100 100 100 100 100 100 100 100 1
State   Stat	A07	1016 93   1006 95   Naturalle Usin Sal.   12   12   12   12   12   12   12   1	1998   151.77
States   S	AUT	1016 33   1006 95   Naturalle Usin Sal.   15   1016 15	15   177   178   179
States	AUT	1016 33   1006 95   Naturalle Usin Sal.   15   1016 185   Natural Sal.   1	15   177   15   176   178   179
Second   S	Add	1016 33	19



#### ÉTRANGER

#### 3 Italie : la coalition gouvernementale reconduite. 4 La crise franco-iranienne et la guerre du Golfe. 6 Les émeutes à Sri-Lanka

#### POLITIQUE

#### 7 La réplique des socialistes au discours prononcé par M. Chirac à Périgueux.

#### - Nouvelle-Calédonie : plusieurs milliers d'électeurs exclus du scrutin de septembre prochain.

#### SOCIÉTÉ

### 8 En Lombardie, un glisse-ment de terrain fait dispa-

	raître trois villages.
_	Une lettre du professeur
	Paul Aboulker dont la villa
	a été détruite en Corse.
	La communauté interna-
	de la contra contra

#### tionale se mobilise contre l'invasion de criqueta en Afrique.

#### CULTURE

#### d'Avig 10 Les 18

	nationales	de	la	photo
	d'Arles.			
11	Les grandes	reç	rise	s ciné
	metographi	que	de	l'été.
13	Communica	tion		

#### **ÉCONOMIE**

gnon.	18 Le Conseil constitutionnel et le droit de grève dans le secteur public.
8º Rencontres inter- nales de la photo s.	19 Usinor-Sacilor regroupe la production de fonte lor-

eprises ciné- es de l'été.	20 Selon l'OCDE, la RFA a les moyens de relancer
on.	son économie.
	20-21 Marchés financiers.

SERVICES	
Radio talávision	14
Météorologie	14
Mots croisés	14
Camet	13
Annonces classées	
Abonnements	

#### MINITEL

#### • Exclusif : Renault, la normalisation ? EXC • Le feuilleton de l'été Zig at Zag à Arcachon.

• 10 h : chaque matin, le Mini-Journal, JOUR. Actualité. Sports. International. Culture. Japx. Inmobiler. 3615 Tapez LEMONDE

#### M. Pierre-Yves Ligen nouveau responsable du Grand Louvre

A la suite du conseil des ministres du mercredi 29 juillet, on devait annoncer la nomination de M. Pierre-Yves Ligen, conseiller d'Etat à la tête de l'établissement public de Grand Louvre, en rempla-cement de M. Emile Biasini, son actuel responsable, qui a atteint la limite d'age.

M. Pierre-Yves Ligen est ne à Quimper (Finistère), le 30 novem-bre 1937. Sorti de l'Ecole nationale d'administration en 1964, il est auditeur au Conseil d'État l'année suivante et rapporteur pour la pré-paration du V. Plan de la commission chargée des affaires culturelles pour le théatre, la musique et les aisons de la culture. En 1966, il est chargé de mission auprès de M. Biosini, directeur du théâtre de la musique et des maisons de la culture. D'octobre 1967 à juin 1968, il est directeur de cabinet du directeur de la télévision, M. Biasini Maitre des requêtes au Conseil d'Etat en 1972 (section contentieux dirige l'Atelier parisien d'urba-nisme (APUR) de 1968 à 1984 et, conjointement, à partir de 1978,

Loulou Gasté plagié

Louiou Gasté, le mari de Line

d'auteur versés pour Feelings depuis

trois ans en Amérique du Nord

(environ un demi-million de dol-

Matinée du 29 juillet

Sensible reprise

Très hésitante ces derniers jours

la Bourse de Paris s'est assez sensi-

blement raffermie mercredi matin

trait à la clôture de la séance

(+ 3 %), Michelin (+ 2,3 %), BSN (+ 1,9 %).

Valeurs françaises

1210 4800

Essior Latarge-Coppie Lycan. dus Essi Michelin Mici (Cal)

tal-C.F.P. . .

Pression

474 50

1357 537

3820

1480 3350

1000

465 774 835

2140 580

2120

Le munéro du « Monde »

daté 29 juillet 1987

a été tiré à 450 554 exemplaires

e Monde Infos-Spectacies

sur Minitel

36-15 + LEMONDE

897

468 50

780 837

2150

**BOURSE DE PARIS** 

de Paris. En 1984, il est nommé responsable de la société d'étude pour l'environnement du Grand Louvre. Conseiller d'Etat depuis juillet 1986, c'est donc un proche collabo-rateur de M. Biasini qui lui suc-

M. Emile Blasini, est né à Noves (Bouches-du-Rhône) le 31 juillet 1922 Breveté de l'École nationale de la France d'outre-mer, il fait, entre 1945 et 1959, toute sa carrière en Afrique alors française. En jan-vier 1960, il entre au cabinet d'André Malraux, ministre des affaires culturelles, où il réorganise la section des arts et lettres, puis dirige le secteur théatre, musique et action culturelle. Directeur de la télévision à l'ORTF, de septembre 1967 à juin 1968, il est PDG de la Compagnie française de télévision jusqu'en 1974. Administrateur civil au ministère des sinances depuis 1966, il est nommé président de l'établissement public du Grand Louvre en 1982. Son mandat, renouvelê en 1986, est interrompu du fait de la limite d'age.

#### M. Jean-Marcel Bouguereau directeur de la rédaction de « l'Evénement du jeudi »

M. Jean-Marcel Bouguereau ancien directeur adjoint de la rédac-tion du quotidien Libération, occupera à partir de septembre les fonc-tions de directeur de la rédaction de l'hebdomadaire l'Evénement du jeudi. Il remplace à ce poste M. Albert du Roy, récemment nommé directeur de la rédaction du himensuel l'Expansion.

M. Bouguereau, quarante et un ans, avait collaboré à plusieurs revues (les Cahiers de mai, Partisan, les Temps modernes) après

avoir fondé Action, Entré à Libération en 1974, il fut journaliste au service social, rédacteur en chef de 1981 à 1986 puis directeur adjoint de la rédac-tion. Il a abandonné ce poste et décidé de « revenir à la base » en mars, après la nomination à Libération d'une direction extraordinaire de la rédaction de cinq membres. M. Bouguereau a publié au début de l'année Vingt-deux Lycéens, des lettres d'élèves d'un lycée lyonnais qui étaient en fait une supercherie litté-raire (le Monde du 19 mars).

# PÉROU

### Le président Garcia annonce la nationalisation du système bancaire

de notre correspondante

Nationalisation du système hancaire, attaques contre les « monopoles financiers », volonté de concertation sociale : le président Alan Garcia a saisi l'occasion que lui donnait la célébration du deuxième anniversaire de son arrivée au ponvoir pour donner, dans le discours qu'il a prononcé mardi 28 juillet devant le Parlement, un

sérieux coup de barre à gauche. Maintes fois interrompu par les députés de son parti criant « Alan, révolution! ». M. Garcia a déclaré: « Nous n'allons pas nous cantonner dans le rôle de gérants de la crise. Nous croyons en la révolution, une révolution que nous allons appro-fondir dans le domaine social et

#### Levée du couvre-fea à Lima

Outre la nationalisation des banques, le président péruvien a annoncé l'instauration d'un strict contrôle des changes, la creation d'un Conseil économ que national de concertation sociale, l'appui prioritaire à la petite et moyenne entreprise et au secteur des coopératives. enfin un projet de décentralisation.

Sur le plan politique, il a indiqué que le convre-feu qui pèse sur la capitale depuis le mois de février de

l'année dernière allait être levé, et que la tutelle exercée par l'armée aur la région d'Ayacucho, bastion de la guérilla, depuis janvier 1983, allait être coiffée par l'autorité civile, car - les mesures d'exception ne peuvent devenir un joug perma-nent et la subversion ne nous transformera pas en prisonniers ...

Le président a lancé la plupart de ses artaques contre les monopoles qui continuent à exercer leur domination, et principalement contre les monopoles financiers, « instrument le plus puissant du pauvoir économique, donc du pouvoir politique, et le plus grand obstacle à la démocratisation de la production ».

 Nous ne voulons pas instaurer un état totalitaire ou communiste, a précisé le chef de l'état après avoir annoncé la nationalisation du systême bancaire. Nous défendons la propriété privée. Nous nous enga-geons à payer de justes indemnisa-tions. » Déjà dans son message d'investiture du 28 juillet 1985, M. Garcia s'en était pris aux mono poles. Mais le décret législatif, pais le projet de loi restreignant leurs activités avalent été enterrés au Par-

Le président a encore déclaré : Nous répétons que l'Etat est prêt à s'associer au capital prive natio-nal. Mais il n'est ni juste ni légitime de douter du pays et d'acheter des dollars aux trafiquants de cocaine pour spéculer. » Ce dernier coup de

lement, comme tent d'autres prolets.

semonce s'adressait aux chefs d'entreprise qui « veulent gagnes

Pour consolider la démocratisation économique, le chef de l'Etat a expliqué que de nouveaux efforts seraient faits pour appuyer la petite et moyense entreprise ainsi que la propriété coopérative, « abandomée depuis un certain temps», et pour canaliser, à travers les communant indigénes et les organisations popu-laires, l'investissement de l'État. Il s'est engagé aussi à une politique massive d'emploi des jeunes.

- La vraie révolution n'a pas encore commencé », avait affirmé le président Garcia, le 5 juillet, dans an discours autocritique. Le mes-sage qu'il a adressé mardi an Parie-ment, à l'aube de la troisième annéde son mandant, est-il le coup d'envoi d'une révolution sationaliste, populaire et démocratique. e par le fondateur de son parti. Victor Haya de la Torre, il y a sourante ans? Une révolution tou-jours émpêchée par l'oligarchie on l'armée? Ou simplement une fleur de rhétorique à l'adresse de la Gau-che unie, la deuxième force politique du pays, qui est passée depuis quelques mois dans une franche

4 44

4 - APR

4.4

re de la sample

·香酒:sa luman/s<del>aisai</del>n

i de la companya 📫 🗀

Taka a pari 🗸 🚁 🖦

TO 1 2 44 MIN

 $\mathcal{L}^{(q)}: \mathcal{T}_{\mathcal{L}} = \{q \in \Sigma^{(q)}\}$ 

14 an an are

Charles of the Company

. Talle in der verstagen

(Process and English

Street of the Street

" F F E F 19" AND

The second second

AND A C SECURITION

Parents a see

Williams . . . tend 🌉

The section games

100 mg 10

-

-

The same

\*\*\*\*

There is a second

11 mm and 11 mm

1016 to 1-481 18

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

The state of section

A STATE OF STREET

2.3" · 14 /4

4 46

34 CS4.

-

-

722 Day

23: A 2446 1000

- 100m

A AMERICAN

19 4.24 mt. 10 3254 (4

A STATE OF

100 marin

The state of the s

The Brown

right tige in

A 150.01

Tar Sales

indest butter (Silining) 🙈

Maria Sylan

7815 4 7

12 a .

1.0

---

在41、增益

10 E 10

Renaud, auteur de chansons pour Edith Piaf, Maurice Chevalier et Yves Montand, vient enfin de faire reconnaître sa paternité sur la chanson Feelings. Ce tube mondial (vingt millions d'exemplaires vendus), interprété en 1975 par un certain Morris Albert, n'était en réalité qu'un vulgaire plagiat de sa chanson Pour toi, interprétée dès 1957 par Dario Moreno, puis par Line Renaud. Ainsi en a décidé un tribunal de New-York. Loulou arguments juridiques. Gasté, qui a soixante-dix-neuf ans, se battait depuis douze ans pour M. Dib avait, très récemment, été faire valoir ses droits et devrait toumis en cause devant M. Gilles Boucher la majeure partie des droits

Le mouvement de reprise s'est accéléré. En progrès de 0,81 % à l'ouverpréliminaire une avance voisine de 1 %. Les poids lourds de la cote se sont ébranlés, tels Bouygues tation provisoire en Suisse.

> Des policiers de la DST ont d'ailleurs assisté, pour partie, à l'audition de M. Dib par la police suisse. Pour la justice française on en était donc à la phase préliminaire de la demande d'extradition, que l'on s'apprétait à faire dans les formes. Mais les Suisses, considérant ne

pouvoir retenir de charges contre M. Dib pour un délit commis sur leur territoire et relevant que le délit. d'- d'association de malfaiteurs invoqué par M. Boulouque dans sa commission rogatoire n'était pas retenu par le droit suisse, décidaient de lever le mandat d'arrêt et d'expulser M. Dib avec interdiction de pénétrer sur le territoire helvétique, car il représente un « risque pour le sécurité en Suisse dans la mesure où il est recherché par un

Les autorités françaises n'ont donc même pas eu le temps de faire parvenir une demande d'extradition à leurs homologues suisses.

« Nous n'avons aucun recours ». regrettent les autorités françaises. qui relèvent, avec une certaine aigreur, le manque de coopération de la justice suisse. De même, après le détournement du DC 10 d'Air Afrique sur Genève, les Suisses auraient-ils refusé de transmettre à la France certains documents, notamment la copie des enregistrements des négociations entre le pirate de l'air et la tour de contrôle.

On s'étonne également du retour au Liban de M. Dib, qui s'y disait « persécuté ». Malgré tout à Paris on ne se faisait, semble-t-il, que peu d'illusions sur les suites qui auraient pu être données à une demande d'extradition. On peut alors se demander pourquoi, si des « charges graves - pesaient sur M. Dib, comme on le laisse entendre dans les milieux de l'enquête, la justice française s'est contentée de rechercher M. Dib pour . association de malfaiteurs. Dans une interview an quotidien suisse 24 heures, le juge Boulouque a d'ailleurs admis que Hassan Dib n'est pas un « gros poisson » mais quelqu'un « d'une importance tout à fait moyenne ». Quant à l'échec prévisible de la demande de mise en détention extraditionnelle pour « association de malfai-teurs », le juge d'instruction reconnaît « qu'il n'y avait pas d'autre solution juridique et qu'il n'est pas dans l'habitude de la France de travestir la vérité surtout dans les rapports internationaux ». Il n'y aurait pas eu de « tempête juridique », affirme le porte-parole du ministère public à Berne si la demande française avait été plus solidement

AG. L

#### La Suisse expulse vers Beyrouth un Libanais recherché par la France

M. Hassan Dib, ce ressortissant libanais interpellé le 23 juillet par la police suisse (le Monde du 29 juillet) que les Français souhaitaient entendre dans le cadre de l'enquête sur les attentats de l'automne dernier, a regagné Beyrouth par un vol des Middle East Airlines à 12 h 25 mardi : les autorités suisses ont en esset resusé de le remettre aux autorités françaises en évoquant des

louques, le juge d'instruction chargé de l'enquête sur les attentats, par deux Libanais, MM. Abbas Khe-waja et Mohamed Moussaoui, inculpés, le samedi 25 inillet, d'association de malfaiteurs. Il était ainsi soupçonné d'avoir, pendant la période des attentats, hébergé des Libanais liés au réseau pro-iranien proche du Hezbollah. Au mois de nars dernier, M. Dib aurait quitté la France pour la Suisse, où il a demandé à résider, expliquant qu'il était - persécuté - sans son pays. Hassan Dib était appréhendé par la police suisse, qui le soupçonnait d'avoir commis en Suisse « un délit à l'explosif », a explliqué M. Joseph Hermann, porte parole du ministère public à Genève. Samedi, M. Gilles Boulouque délivrait une commission rogatoire et fançait un mandat d'arrêt international, accompagné d'une demande d'audition et d'arres-



# Le Monde sur minitel

TOUR DE FRANCE A LA VOILE Elisez le skipper Kodak

> 100 appareils photo à gagner 36.15 TAPEZ **LEMONDE** puis ETE

ÉTATS-UNIS : les auditions du Congrès sur l' « Irangate »

### Un ministre de la justice bien peu curieux

colonel North la copie du mémo-

WASHINGTON de notre correspondant

Ami de toujours de M. Reagan, M. Edwin Messe n'en est pas (ministre de la justice), l'homme auguel il est revenu de faire débuter l'enquête sur les mystères des ventes secrètes d'armes au régime khomeiniste. C'est à ce titre qu'il était entendu, merdi 28 juillet, par la commission d'enquête parlementaire sur l' « Irangate » et on lui a découvert. à cette occasion une autre originalité : une capacité à ne pas se poser de questions tout sim-plement prodigieuse pour le plus haut responsable du respect de la

S'il n'avait pas été - au choix - aussi discret, prudent ou aveugla, M. Mosse aurait, en effet, pu savoir beaucoup de choses. Trois semaines après qu'un hebdoma-daire libenais eut vendu la mèche sur les tractations avec l'Iran et alors que M. Reagan avait délà donné à deux reprises des explic'est lui qui a proposé au président de « purament et simple-ment » établir les faits sur lesquels il y avait e beeucoup de confusion », dit-il dans une déli-cate allusion aux versions diamésables du département d'Etat et

Deux jours plus tard, la mardi 22 novembre, ce som les collaborateurs de l'attorney général qui trouvent dans les dossiers du

randum ou'il avait adressé à l'amiral Poindexter, alors conseiller pour les affaires de sécurité nationale afin de lui demander de faire approuver par M. Reegan le sandiniste par les bénéfices des ventes d'armes à l'Iran. Quelques heures sprès cette découverts, informe le président et se rend. également chez William Casey, l'ancien directeur de la CIA. qui allait bientôt mourir d'une turneur au cerveau. Le mardi suivant, c'est encore M. Meese qui, conformément à la volonté de M. Reagan, révèle à l'Amérique et au monde que l'Iran, allié du Nicarague sandinista, avait rempli à

#### Au centre de tout

A chaque étape de cette predonc M. Meese qui est au centre de tout, conscient qu'un scandale menace l'équipe dont il fait partie, mais s'abstenant de poser des questions. A-t-il demandé à M. Poindexter s'il était au courant du détournement des fonds ? Qui. et l'amiral a répondu qu'il l'énait. « allusions » de M. Oliver North, mais n'avait pas cherché à en savoir plus ; l'attorney général n'a

pas été plus curieux. M. Poindexter l'ayant aussi assuré que personne d'autre à la

Maison Blanche ne savelt, il n'a pes jugé nécessaire de demender à M. Reegan s'il avait ésé, lui, au courant et n'a pas non plus posé le question à W. Casey. M. Mosse ne s'est d'ailleurs décidé à faire intervenir, au lieu de ses collaborateurs directs, les enquêteurs du FBI que plusieurs jours après avoir lencé son enquête personnelle c'est à dire après que le colonal North eut passe quarante-huiz : heures à détruire des documents.

Pourquoi ce délai ? Tout simplement, répond-il sur le ton de l'évidence courtoise, perce qu'il n'avait d'abord pas soupconné du tout qu'il ait pu y avoir là violation de la loi. « Est-ce qu'il ne vous a pas au moins traversé l'asprit que yous pouviez avoir affaire à quelque chose de plus qu'une simple confusion ? », demande le conseiller juridique de la commission d'enquête. Réponse : « Non,. monsieur, et en fait cela ne m'a (à cette époque) traversé l'esprit à aucun moment. »

Sept heures durant, l'attorney général s'est montré si totale ment annuyeux et absent qu'on n'a plus qu'une seule envie : pasper à autre chose, puisqu'il est de plus en plus évident qu'on ne saura pas avant longtemps le fin-mot de l'histoire. Le témoignage remarqueble, mais ce n'est pas lui qui contribuers à faire changer nour lesquels une seule chose est sure : M. Reagan savait beaucoup plus de chases qu'il ne veut bisn

BERNARD GUETTA.

#### en bref

Carlo Bronne, - L'écrivain et jour-naliste belge Carlo Bronne vient de mourir à Villence, dans les Ardennes

[Né en 1901 à Liège, le haron Carlo Bronne est l'anteur d'une quarentaine d'ouvrages, en particulier sur l'histoire de la Beigique. Ecrivain d'histoire plus qu'histoiren, ami de Coctean, Giono, Simeoop et Pagnol, il était depais 1948: membre de l'Académie royale belge de langue et de littérature françaises. Enfin. Carlo Bronne fur à navir de langue et de littérature françaises. Enfin, Carlo Brome fui, à partir de 1960, président de la cour d'appel de Liège.]

• L'incendie du mont Faron : un jeune homme écroué. - Un jeune homme agé de dox-neuf ans, Patrick Daras, domeurant à Strasbourg, a été écroué, le mardi 28 juillet, à Toulon, après avoir été inculpé

mont Faron - qui a détruit plus de 1 100 hectères entre dimanche et lundi – Patrick Daras avait été interrogé durant trente-six heures par la police avant d'être déféré au perquet. Le jeune homme, récomment réformé du service militaire, mais aussi du coms de sapeurs-pompiers dans lequel il voulait s'engager, subire dans les jours qui viennent pluaieurs examens psychiatriques.....

cours de la grêve générale. — Deux jeunes gens ont été blessés par balles, dont l'un grièvement, au cours d'incidents qui se sont produits à Saint-Domingue au cours de la journaie de grève générale décidée, mardi 28 juillet, per les syndicats. Ce

d'incendie volontaire. Interpellé à mouvement a 6té massivement sulvi 23 h 30 sur les lieux de l'incendie du à travers tout le pays. Les syndicats réclament une augmentation de

250 peace (75 dollars). - (AFP.)

• Mathias Rust sera jugá ď ki un mois. - Mathias Rust, le jeune . pilote quest-allemand qui s'est poso le 28 mai sur la place Rouge, sera jugé d'ici un mois pour entrée illégale en URSS, violation des règles internationales de navigation aérieme et hooliganisme aggravé », a déclaré, RÉPUBLIQUE DOMINI- le mardi 28 juillet, le porte-parole du ....CAINE : violents incidents au ministère des affaires étrangères. Pour avoir violé-les règlements aériens, Rust encourt une peine allant jusqu'à dix ans de prison ; il pourrait, par ailleurs, se voir condamner à trois ans de prison pour entrée illégale et à cinq ans de prison pour € hooliganisme aggravé ».

